



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Visites officielles en Chine et en Mongolie

## Voyage au cœur de deux univers



M. Lucien Weiler, reçu par M. Jia Qinglin ...

**La Chine et la Mongolie – deux pays voisins certes, mais sans ressemblance aucune. Fin septembre, le Bureau de la Chambre des Députés, sous la conduite de son Président M. Lucien Weiler, a eu l'occasion de visiter ces mondes si différents. Impressions d'un voyage au cœur de deux univers.**

Arrivée à Pékin. Grâce à l'escorte policière le trajet entre l'aéroport et le centre ville ne prend qu'une

bonne demi-heure. Sans escorte il faudrait sans doute avoir plus de patience, à une heure de pointe. L'ère des artères bouchées de vélos semble révolue. Aujourd'hui trop de voitures freinent le trafic. La capitale chinoise est une ville moderne, à l'instar des métropoles européennes. Une ville en pleine mutation. Se développant à un rythme infernal, si l'on en croit ceux qui ont eu le privilège de visiter Pékin dans un passé ré-

cent... et qui ont du mal à retrouver leurs repères d'antan. Signe du développement économique rapide? Oui, mais sans doute l'approche des Jeux Olympiques de 2008 y est également pour quelque chose. Pékin se fait une beauté pour accueillir le monde.

Entretiens politiques au Grand Palais du Peuple, Place Tiananmen. Jia Qinglin, Président de la «Chinese People's Political Consultative Conference (CPPCC)» (dont les missions sont comparables à celles du Conseil d'État luxembourgeois) est le premier interlocuteur de la délégation luxembourgeoise qui rencontre ensuite Wu Bangguo, le Président de l'Assemblée Populaire Nationale (le Parlement chinois), considéré comme le numéro trois de la hiérarchie politique du pays.

D'emblée les Présidents respectifs constatent et soulignent l'excellence des relations économiques et politiques qui lient la grande République populaire et le petit Grand-Duché. Identité de vues également quant à l'évolution souhaitable de ces mêmes relations: «Rien ne devrait nous empêcher de les intensifier davantage!» L'année 2006 – avec une visite d'État de S.A.R. le Grand-Duc en Chine et l'ouverture d'un



## En mémoire de Mme Nelly Stein

Mme Stein, députée du parti chrétien-social depuis 1989, s'est éteinte le 12 août à l'âge de 67 ans.

Institutrice de formation, Mme Stein s'intéressait particulièrement à toutes les questions relatives aux jeunes et à l'enseignement. C'est ainsi qu'en 2004 elle était rapportrice du projet de loi sur l'Université du Luxembourg et, en 2003, du projet sur le Centre de Musiques Amplifiées (Rockhal).

Elle présidait la Commission parlementaire de l'Enseignement, de la Recherche et de la Culture, était membre de la Commission des Travaux publics et de la Commission du Règlement et siégeait au Parlement Benelux.

Mme Stein était également très engagée au niveau local: de janvier 1994 à décembre 2002 elle exerçait les fonctions de maire de Schifflange après y avoir siégé pendant douze années au conseil communal.



Lors de sa séance publique du 11 octobre 2005, la Chambre des Députés a rendu hommage à la défunte avant d'observer une minute de silence en signe de deuil (cf. 49<sup>e</sup> séance publique).

consulat général du Luxembourg à Shanghai – pourrait être fort propice à cette ambition.

Finalement les interlocuteurs chinois rendent hommage aux efforts déployés par le Gouvernement luxembourgeois pendant sa Présidence du Conseil de l'UE afin de convaincre les partenaires européens de lever l'embargo sur les armes à destination de la Chine, même si ces efforts ne furent pas

couronnés de succès. Le Président du Parlement luxembourgeois quant à lui salue les efforts consentis par les autorités chinoises pour promouvoir davantage la démocratie et l'État de droit.

La question taïwanaise est également évoquée: «La position luxembourgeoise n'a pas évolué», dit M. Weiler. Le Gouvernement (Suite page 2)



... et M. Wu Bangguo, Président du Parlement chinois





Visites officielles en Chine et en Mongolie

## Voyage au cœur de deux univers



La «Skyline» de Shanghai



La délégation luxembourgeoise devant la «Grande Muraille»

(Suite de la page 1)

grand-ducal reste attaché au principe de ce qu'on appelle la «one China policy»: un État, deux systèmes.

Connaître un pays, c'est connaître son histoire et son héritage culturel. Là encore, la Chine impressionne et fascine. Après la «Cité interdite» au cœur et la «Grande Muraille» devant les portes de Pékin, la délégation luxembourgeoise se rend à Xi'An, dans l'un des berceaux de la civilisation chinoise, pour y admirer la fameuse armée en terre cuite, vieille de plus de 2.000 ans, découverte il y a une trentaine d'années. Décidément, en Chine tout est gigantesque – même les vestiges des temps passés.

Mais l'arrêt à Xi'An, chef-lieu de la province Shaanxi, et l'entretien avec les autorités provinciales amènent à une autre conclusion: les grandes villes des provinces intérieures du pays n'échappent pas à l'élan du développement.

Et puis: Shanghai. Le visage moderne de la Chine. La ville symbolisant l'essor et l'expansion économiques du pays. 3.000 gratte-ciels de construits, 3.000 autres en chantier ou en planification. Shanghai dévore quelque 25% de la production mondiale de ciment!

La moitié des grues du monde travailleraient en Chine, dit-on... avec, à l'évidence, une forte concentration sur cette métropole comptant 18 millions d'habitants. In vraisemblable? À la vue d'une «skyline» qui réduit Manhattan au rang d'une simple agglomération majeure de la côte est des États-Unis, les derniers doutes – si doutes il y avait – s'envolent. Et l'on comprend les bonnes raisons qui ont amené Arcelor à s'installer ici, dans le Sud-Est de la Chine: il n'y a rien de meilleur que l'acier pour assurer la stabilité de toutes ces constructions géantes.

Avec une croissance annuelle de 15%, Shanghai contribue à elle seule à la moitié du PIB de la Chine. D'ici quinze ans, sauf accident de parcours, la ville pourrait s'imposer comme le centre économique, commercial et financier de la planète.

Les absents ont toujours tort! D'où la décision du Grand-Duché de renforcer sa présence à Shanghai grâce à l'ouverture d'un consulat général, salué par les autorités locales et nationales. Un consulat doté d'un «Board of Economic Development» chargé d'attirer de plus en plus d'investisseurs luxembourgeois sur le marché de demain. À l'instar de l'entreprise Rotarex dont les sou-

un pays en voie de développement. Son PIB a beau égaler celui de l'Italie, sa population reste 23 fois plus nombreuse. Et la plupart des 1,3 milliards de Chinois continuent à vivre dans la pauvreté, loin des grandes villes, au milieu des campagnes.

Comme le font – à quatre heures de vol de Shanghai, direction nord-ouest – la majorité des 2,6 millions de Mongols.

Shanghai – Oulan-Bator. Le contraste le plus total. Même la route menant de l'aéroport au centre de la capitale mongolienne est dans un état pitoyable – dû au manque de moyens financiers certes, mais également au froid glacial qui, en hiver, fait descendre les températures à moins 30 degrés. Les quelques routes du pays le vivent moins bien que les hommes.

La Mongolie est un pays pauvre. L'élan et l'euphorie des économies asiatiques lui sont étrangers. La Mongolie est un pays riche ... en histoire: En 2006, elle célébrera le 800<sup>e</sup> anniversaire de ce qu'on appelle le «Grand État Mongol». Elle se souviendra du passé (guerrier) glorieux de l'ère d'un certain Gengis Khan. Mais elle se rappellera également des déboires vécus dans son passé plus récent, tiraillée par les Chinois et les Russes qui l'encerclent. Du début des années 1920 à 1990, la Mongolie était sous l'emprise de l'empire soviétique. Depuis la chute de ce dernier, le pays a entamé une série de réformes politiques (qui commencent à porter des fruits) et économiques (dont les effets se font attendre).

La Mongolie et le Luxembourg: c'est une drôle d'amitié qui lie les deux pays. Elle est due en partie à

la fascination que le Premier Ministre luxembourgeois semble éprouver pour ce pays lointain. Si la Mongolie a été élevée au rang des pays éligibles aux crédits de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), c'est en grande partie grâce à l'engagement personnel de M. Juncker. Les autorités mongoliennes ne sont pas prêtes à l'oublier.

Près de la moitié des Mongols vivent dans la capitale Oulan-Bator. L'autre moitié se perd dans les énormes campagnes et vastes plaines: le territoire de la Mongolie fait cinq fois la superficie de la France. Le centre de diagnostic des maladies cardio-vasculaires, projet financé par la coopération luxembourgeoise, tient justement compte de ces distances. Les médecins de province sont reliés par Internet aux compétences des spécialistes à l'hôpital Shastin d'Oulan-Bator. Les patients consultent dans leur région, ce qui, d'une part, permet une économie de temps et d'argent considérable et, d'autre part, évite que de plus en plus de citoyens n'aillent s'installer dans la capitale. La première phase de ce projet d'un million d'euros vient à son expiration à la fin de l'année. Le Luxembourg est disposé à accompagner une deuxième phase tout comme il n'exclut pas une augmentation générale de son engagement dans la coopération au développement en Mongolie.

Un dicton mongol dit qu'il vaut mieux voir une fois que d'entendre mille fois. C'est vrai pour la Mongolie et pour la Chine.



M. Weiler rencontre le Président de la Mongolie



Paysage mongolien





## Prestation de serment de Mme Sylvie Andrich-Duval

À la suite du décès de Mme Nelly Stein, la Chambre des Députés a procédé à l'assermentation de Mme Sylvie Andrich-Duval, premier suppléant sur la liste du parti chrétien-social pour la Circonscription du Sud (cf. 1<sup>re</sup> séance publique).

Photo «tageblatt»



Chambre  
des Députés  
LUXEMBOURG

d'Chamber  
online op  
**www.chd.lu**  
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

M. Lucien Weiler à La Haye

## Visite officielle placée sous le signe de l'amitié

Les 5 et 6 octobre 2005, M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés effectuait une visite officielle auprès du Président de la Chambre des Représentants des États Généraux des Pays-Bas. L'amitié entre les deux nations ainsi que les thèmes européens d'actualité ont dominé cette première visite officielle du Président Lucien Weiler dans un pays de l'Union européenne.

À son arrivée au «Binnenhof» à La Haye, bâtiment où siègent le Gouvernement et le Parlement, le Président de la Chambre des Députés fut accueilli par son homologue néerlandais Frans Weisglas, Président de la Chambre des Représentants des États Généraux des Pays-Bas. Lors d'un entretien entre les deux Présidents furent abordés surtout les résultats des référendums respectifs – le «non» néerlandais et le «oui» luxembourgeois – et les conséquences qui s'ensuivent ainsi que les initiatives pour dia-

loguer avec la population, rapprocher l'Union européenne davantage des citoyens et concilier les populations avec cette Europe qui se construit.

L'actualité européenne fut ensuite discutée avec des membres de la Commission des Affaires internationales et européennes. M. Lucien Weiler a relevé dans ce contexte qu'il ne faut pas confronter les citoyens continuellement à de nouveaux problèmes mais plutôt trouver des solutions et donner des réponses aux soucis existants.

Lors du dîner officiel offert par le Président de la Chambre des Représentants en l'honneur de l'hôte luxembourgeois, M. Frans Weisglas a souligné les bonnes relations entre les Pays-Bas et le Luxembourg: «Non seulement avons-nous une histoire commune, mais encore partageons-nous souvent les mêmes points de vue, même si ce n'est pas toujours le cas, comme le récent ré-

férendum l'a montré. Mais cela justement enrichit le débat.» M. Weiler a également insisté sur «les bonnes relations, l'excellente coopération et l'amitié qui existent depuis toujours entre nos deux pays». Le Président de la Chambre des Députés a ensuite relevé l'importance du Benelux, ces trois pays qui, ensemble, «ont depuis toujours joué un rôle important au sein de l'Union européenne. La Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg doivent rester cette force motrice.»

Le lendemain, le Président de la Chambre des Députés a été accueilli au Sénat par le Sénateur Paul Russell, également Consul général honoraire du Luxembourg à Amsterdam. Un déjeuner offert à l'ambassade du Grand-Duché de Luxembourg aux Pays-Bas, lors duquel le Président a eu l'occasion de rencontrer des personnalités néerlandaises du monde politique, économique et administratif, a clôturé cette visite officielle.



## Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Dans le cadre de la quatrième partie de la session ordinaire de 2005 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui a eu lieu à Strasbourg du 3 au 7 octobre 2005, la délégation luxembourgeoise a été reçue pour une visite d'information auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme par M. Dean Spielmann, juge luxembourgeois et Mme Véronique Lang, juriste luxembourgeoise au Greffe de la Cour.

La délégation sous la conduite de son Président, M. Marcel Glesener, a pu entendre, après une introduction du juge luxembourgeois, les exposés du Président de la Cour, M. Luzius Wildhaber, de son Vice-Président, M. Christos Rozakis, ainsi que les explications des juges belge, Mme Françoise Tulkens, néerlandais, M. Egbert Myjer, et andorran, M. Josep Casadevall.

La délégation composée de M. Marcel Glesener, Mme Lydie Err, MM. Norbert Hauptert et Jean Huss était accompagnée du Représentant permanent du Luxembourg auprès du Conseil de l'Europe, S.E. Monsieur l'Ambassadeur Ronald Mayer, et de la Secrétaire de la délégation. Elle a vivement apprécié les explications des membres de la Cour surtout que, d'une part, le sujet «Équilibre institutionnel au Conseil de l'Europe» est un des thèmes en discussion au sein de l'Assemblée parlementaire et que, d'autre part, M. le Premier Ministre Jean-Claude Juncker fera un rapport sur les relations entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne sur la base des décisions prises lors du Sommet de Varsovie et compte tenu de l'importance de la dimension humaine de la construction européenne.



(de gauche à droite): M. Egbert Myjer, Mme Rita Mayer-Fischer, Mme Véronique Lang, M. Jean Huss, Mme Lydie Err, M. Dean Spielmann, M. Marcel Glesener, Mme Toiny Thommes-Gerbec, M. Ronald Mayer, Mme Françoise Tulkens, M. Norbert Hauptert





Du 7 au 9 septembre 2005 à New York

# Deuxième Conférence mondiale des Présidents de parlement

Cinq ans après la Première Conférence, les dirigeants des assemblées législatives du monde entier se sont à nouveau réunis les 7, 8 et 9 septembre 2005 au siège de l'Organisation des Nations Unies (ONU) à New York. Organisée par l'Union Interparlementaire (UIP)<sup>i</sup> et rassemblant plus de 150 Présidents de parlement, cette Deuxième Conférence mondiale poursuivait essentiellement le but de réfléchir aux moyens pour donner une dimension parlementaire à la coopération multilatérale.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le Président de l'UIP, le sénateur chilien Sergio Pérez a demandé aux parlementaires et délégations présents d'observer une minute de silence en hommage aux victimes du récent ouragan Katrina. Dans son discours, il a ensuite insisté sur le fait que le moment est venu pour engager une alliance stratégique entre les deux institutions que sont les Nations Unies et l'Union Interparlementaire, la première représentant les gouvernements, la seconde les législateurs et donc l'avis des peuples.

Le Président de la Chambre des Représentants des États-Unis, M. Dennis Hastert, n'a pas pu participer à l'ouverture de la conférence comme initialement prévu. Il a dû se rendre aux funérailles du Président de la Cour Suprême. Dennis Hastert a cependant adressé un message aux participants délivré par le Congressman David Dreier. Dans ce texte il a salué l'accent mis par la conférence sur la manière dont les parlements peuvent contribuer à la démocratie.

## Les parlements et la coopération multilatérale: relever les défis du 21<sup>e</sup> siècle

Les présidents de parlement avaient l'occasion de prendre la parole autour du thème «les parlements et la coopération multilatérale». De nombreux orateurs ont ainsi développé l'idée d'une implication plus forte des différents parlements dans ce domaine. Ce fut notamment le cas des représentants de la Belgique. Selon le Président de la Chambre des Représentants belge Herman De Croo, «il appartient aux parlements de développer, par le truchement de l'Union Interparlementaire, associée plus étroitement à l'action de l'ONU, une culture de la démocratie à même d'assurer la paix, la dignité humaine, le respect des droits humains, le développement durable et le progrès social». Le représen-



M. Lucien Weiler entouré de MM. Frans Weisglas, Président de la deuxième Chambre des États Généraux des Pays-Bas (à gauche) et de M. Herman De Croo, Président de la Chambre des Représentants belge (à droite)

tant belge a ajouté que l'UIP doit assurer son rôle de contrepoids parlementaire des Nations Unies. Dans le même contexte, la Présidente du Sénat belge Anne-Marie Lizin a proposé de doter l'ONU d'une véritable assemblée parlementaire comme c'est d'ailleurs le cas pour des organisations telles l'OSCE. Ce serait à l'Union Interparlementaire de jouer ce rôle.

Lors de son intervention dans la salle de l'Assemblée générale du siège de l'ONU, le Président de la Chambre des Députés du Luxembourg Lucien Weiler a présenté deux réponses à la question de savoir comment impliquer plus efficacement les parlements dans la coopération multilatérale.

La première relève du domaine de la coopération parlementaire internationale: les forums parlementaires internationaux. Ce sont des forums indispensables de dialogue, d'échange d'idées et d'expérience, appelés aussi à élaborer et à thématiser de nouvelles ambitions dans les domaines les plus divers; des forums, s'ils s'y prennent bien, qui peuvent figurer de conscience internationale; des forums de contrôle et de contrepoids des organisations internationales. Mais, selon Lucien Wei-

ler, cette coopération multilatérale a des «limites parlementaires, car en dernière instance ce sont les pouvoirs exécutifs qui décident».

D'après le Président de la Chambre des Députés, la politique nationale est un deuxième terrain d'influence. «C'est sur le plan national que nous sommes appelés à agir en prenant autant que possible influence sur la politique extérieure et internationale des gouvernements nationaux.» Lucien Weiler a ainsi cité l'exemple de la coopération au développement: «Si le Luxembourg dépense aujourd'hui près de 1% de son PIB pour l'aide aux pays en voie de développement, je peux vous dire que le Parlement que j'ai l'honneur de présider y est pour une partie déterminante. Le Parlement luxembourgeois a durant de longues années thématisé la coopération au développement, sensibilisé l'opinion publique, interpellé le Gouvernement.» Selon le Président de la Chambre des Députés, il ne faut donc pas sous-estimer le poids politique des parlements sur la politique internationale de leurs gouvernements respectifs. Lucien Weiler a invité ses collègues parlementaires à être courageux et

déterminés dans la prise d'influence sur la politique internationale de leurs gouvernements.

## Déclaration finale: combler le déficit démocratique dans les relations internationales; un plus grand rôle pour les parlements

La Deuxième Conférence mondiale des Présidents de parlement s'inscrit dans le prolongement de la première réunion organisée en 2000 à l'occasion du Sommet du Millénaire à l'ONU. Dans leur déclaration finale, les présidents de parlement ont réaffirmé les conclusions de jadis par lesquelles ils s'engagent à assumer des responsabilités accrues dans les relations internationales. Ainsi les parlements devraient être activement engagés sur la scène internationale en contribuant notamment aux négociations internationales, en suivant le déroulement, en surveillant la mise en œuvre par les gouvernements des instruments adoptés et en veillant au respect des normes internationales et de l'État de droit.

Une première étape a certainement été franchie par l'octroi à l'UIP du statut d'observateur auprès de l'ONU. L'Union Interparlementaire souhaite dans ce

contexte l'élaboration d'un partenariat stratégique entre les deux institutions et lance un appel à une interaction et une coordination plus fortes avec les Nations Unies.

À l'instar de la Première Conférence en 2000, la déclaration finale de la Deuxième Conférence des Présidents de parlement sera présentée aux chefs d'État et de gouvernement qui se réuniront en sommet au même endroit du 14 au 16 septembre 2005. Selon les dirigeants des assemblées législatives, l'ONU doit rester la pierre angulaire de la coopération mondiale. Ils encouragent le Secrétaire général de l'ONU à poursuivre le processus de réforme engagé. Dans son discours devant les parlementaires M. Kofi Annan a d'ailleurs réitéré la nécessité de nouvelles réformes. Le sommet de la semaine prochaine serait dans ce contexte non pas un aboutissement, mais un point de départ.

<sup>i)</sup> Fondée en 1889 et basée à Genève, l'UIP compte 141 parlements nationaux et 7 assemblées parlementaires régionales associées. L'UIP, organisation internationale des Parlements des États souverains, dispose d'un bureau à New York en tant qu'observateur permanent auprès de l'ONU.



Chambre  
des Députés  
L U X E M B O U R G

# Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un





À l'ordre du jour de la XXXIV<sup>e</sup> COSAC:

# Contrôle parlementaire de la PESC et Traité établissant une Constitution pour l'Europe



Plus de deux cents parlementaires des Parlements nationaux de l'Union européenne, du Parlement européen et des pays candidats se sont réunis les 10 et 11

octobre 2005 à Londres pour assister à la XXXIV<sup>e</sup> COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires). La Chambre des Députés

était représentée par M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les représentants des différents Parlements ont discuté sur le contrôle parlementaire de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) par les Parle-

ments nationaux et sur les derniers développements concernant la ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe. Plusieurs Parlements nationaux sont en train d'établir un dialogue avec les citoyens sur l'Europe ou de revoir leurs méthodes de travail, l'accent étant davantage mis sur le contrôle du respect du principe de la subsidiarité.

Les parlementaires ont également échangé leurs vues sur le contrôle parlementaire des études d'impact que la Commission européenne effectue pour ses propositions législatives. M. John Prescott, Vice-Premier Ministre britannique a répondu aux questions des députés, qui ont également entendu les explications du Secrétaire général adjoint de la Commission européenne, M. Moavero Milanese. Les parlementaires ont d'ailleurs salué la volonté de la Commission européenne de mieux collaborer avec les parlements nationaux.

Étaient également à l'ordre du jour des thèmes concernant l'organisation interne de la COSAC, notamment le bilan des premiers mois d'existence du secrétariat permanent de la COSAC devenu opérationnel le 15 janvier 2004.

À noter que la XXXV<sup>e</sup> COSAC se déroulera à Vienne au printemps 2006 sous présidence autrichienne.

## Les jeunes bénévoles de la Fédération des Sapeurs-Pompiers à la Chambre des Députés



Le bénévolat, un permis de conduire à 16 ans, la participation des jeunes aux décisions politiques: ces sujets ont été développés au Parlement des Jeunes qui a siégé pendant l'après-midi du 4 octobre 2005 à la Chambre des Députés.

Lors d'un week-end préparatoire une quarantaine de jeunes entre 8 et 16 ans avaient élaboré leurs différents rapports sur les thèmes qui les intéressent: l'égalité des chances entre hommes et

femmes, le permis de conduire, le droit de vote et de participation, les drogues ainsi que les pompiers bénévoles.

Ils ont pu adresser leurs souhaits au Gouvernement, représenté par le Ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Halsdorf, et la Ministre de la Famille, Mme Marie-Josée Jacobs.

En présence de la Grande-Duchesse Maria Teresa, ce Parlement des Jeunes a été l'occasion non seulement d'écouter les jeunes,

mais aussi de leur expliquer les rouages politiques.

Les interventions du Président du Parlement, M. Lucien Weiler, leur ont fait connaître des notions telles qu'ordre du jour, référendum, rapport ou démocratie parlementaire.

La présence des jeunes sapeurs-pompiers à la Chambre des Députés a démontré la valeur éducative de leur corps qui les a accompagnés dans l'articulation de leurs vœux et souhaits.

## Visite de courtoisie de S.E. Mme Ann Wagner, Ambassadeur des États-Unis

Le Président de la Chambre des Députés Lucien Weiler a accueilli en date du 15 septembre 2005 Son Excellence Mme Ann Wagner, Ambassadeur des États-Unis récemment accrédité.

Cette visite de courtoisie fut l'occasion de mettre au point les derniers détails de la visite au Luxembourg de l'honorable J. Dennis Hastert, Président de la Chambre des Représentants du Congrès américain.

La situation actuelle dans les régions touchées par l'ouragan Ka-

trina, les moyens déjà mis en œuvre par le Luxembourg et les efforts qui pourront encore être déployés pour aider les personnes touchées par la catastrophe ont été au centre de l'entretien. L'Ambassadeur des États-Unis a dans ce contexte vivement remercié le Grand-Duché de son appui concret.

Le Président de la Chambre des Députés et l'Ambassadeur ont ensuite abordé les relations bilatérales entre le Luxembourg et les États-Unis.







Entrevue avec M. Alain Lamassoure

# « Financer les dépenses européennes par des recettes européennes »



(de gauche à droite) MM. Roger Negri, Ben Fayot, Alain Lamassoure, Laurent Mosar, Gast Gibéryen

« L'Union européenne devra disposer à moyen terme de ressources financières propres pour financer son action politique. » Au cours d'une entrevue avec la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés en date du 14 septembre 2005, M. Alain Lamassoure, rapporteur au Parlement européen sur les ressources propres de l'UE, a signalé que les ressources propres étaient prévues dans le Traité de Rome.

Faisant l'historique des ressources financières de l'Union, M. Lamassoure a pu démontrer qu'au fil des décennies les cotisations nationales (basées sur les recettes de TVA et le RNB de chaque État membre) avaient pris de plus en plus d'envergure - au dépens des ressources propres que sont les droits de douane ou les prélève-

ments agricoles. Les contributions nationales au budget européen correspondraient aujourd'hui à 90% des recettes totales de l'UE.

« Ce système ne fonctionne plus », a conclu M. Lamassoure. L'échec des négociations sur les perspectives financières au Conseil européen de juin l'aurait d'ailleurs démontré. Il pense que le système actuel sera néanmoins appliqué jusqu'en 2013, « quitte à le rendre plus simple et plus juste ». Il prédit une « montée en puissance » des ressources financières propres à la suite de cette échéance et propose que leur calcul soit basé sur l'une ou plusieurs de ces quatre options: sur les droits d'accises sur les produits pétroliers, sur la TVA, sur le revenu des sociétés et/ou sur les services de télécommunication.

## Le divorce: une situation injuste pour beaucoup de femmes

Le 13 septembre 2005, le Président de la Chambre des Députés a évoqué devant la presse la situation des femmes en instance de divorce ou divorcées.

Le Président a analysé avant tout la question de la sécurité financière des femmes dans le cadre d'un divorce pour causes déterminées. Il a estimé que la jurisprudence a évolué ces derniers 10 à 15 ans dans un sens défavorable aux femmes.

Selon Lucien Weiler, la jurisprudence interprète trop restrictivement les critères qui sont à la base des dispositions légales.

Dans l'état actuel de notre législation, tout le monde s'accorde pour dire qu'en cas de divorce chacun des époux doit, dans la mesure du possible, subvenir par ses propres moyens à son entretien.

Mais l'état de besoin du créancier d'aliments doit être apprécié en

fonction de ses conditions normales de vie et compte tenu notamment de:

- l'âge
- l'état de santé
- la formation professionnelle
- l'intérêt des enfants
- le marché de l'emploi.

Le Président a, entre autres, estimé que la jurisprudence se focalise trop sur la capacité du travail des femmes sans suffisamment prendre en considération la situation délicate du marché du travail et l'impossibilité pour beaucoup de femmes de trouver un emploi.

Le Président a proposé de réformer au plus vite la législation en se basant sur les propositions contenues dans le projet de loi déposé par le Ministre de la Justice, propositions qui pourraient être complétées par les idées des différents groupes politiques.



M. Lucien Weiler et Mme Lisi Haas

Le lundi 19 septembre

## M. Dennis Hastert, Président de la Chambre des Représentants du Congrès américain, en visite au Luxembourg

Le lundi 19 septembre 2005, le Président de la Chambre des Représentants du Congrès américain, J. Dennis Hastert, a effectué une visite au Luxembourg.

À son arrivée au Findel, le numéro trois américain a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés Lucien Weiler, en présence de l'Ambassadeur des États-Unis au Luxembourg, S.E. Mme Ann Wagner. Les deux présidents se sont retrouvés dans le courant de l'après-midi pour un entretien au cours duquel les relations entre le Luxembourg et les États-Unis ont été

abordées sous différentes facettes. Dans ce contexte le caractère d'excellence de ces relations bilatérales a été souligné. La situation dans les régions touchées par l'ouragan Katrina fut également un des thèmes de discussion et notamment la gestion des catastrophes naturelles et l'avenir des régions sinistrées.

Lucien Weiler et J. Dennis Hastert se sont ensuite rendus à Osweiler. Après avoir déposé des fleurs au monument de la Deuxième Guerre mondiale en souvenir des soldats américains, le Président de la Chambre des Représentants

a inauguré le nouveau centre d'incendie qui porte son nom. De nombreuses personnalités ont assisté à cette cérémonie.

Après sa visite en mars 2001, en décembre 2002 et en décembre 2004, J. Dennis Hastert s'est rendu pour la quatrième fois au Luxembourg. Lors de son déplacement en 2004, le Président de la Chambre des Représentants avait posé la première pierre du centre d'incendie à Osweiler.

M. Dennis Hastert et M. Lucien Weiler (à gauche)







# Composition des Commissions réglementaires, permanentes et spéciales (11.10.2005)

## COMMISSIONS RÉGLEMENTAIRES

### Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

Président: Grethen Henri (DP)  
 Vice-Présidents: Wolter Michel (CSV)  
 Bodry Alex (LSAP)  
 Membres: CSV: Clement Lucien,  
 Hauptert Norbert,  
 Mosar Laurent  
 LSAP: Castegnaro John,  
 Fayot Ben  
 DP: Flesch Colette  
 GRÉNG: Bausch François  
 ADR: Mehlen Robert

### Commission des Pétitions

Président: Gira Camille (GRÉNG)  
 Vice-Présidents: Gantenbein-Koullen  
 Marie-Thérèse (CSV)  
 Err Lydie (LSAP)  
 Membres: CSV: Doerner Christine,  
 Santer Patrick,  
 Schank Marco  
 LSAP: Diederich Fernand,  
 Spautz Vera  
 DP: Bettel Xavier,  
 Brasseur Anne  
 ADR: Koepp Jean-Pierre

### Commission du Règlement

Président: Gibéryen Gast (ADR)  
 Vice-Présidents: Santer Patrick (CSV)  
 Angel Marc (LSAP)  
 Membres: CSV: Andrich-Duval Sylvie,  
 Glesener Marcel,  
 Wolter Michel  
 LSAP: Fayot Ben,  
 Schreiner Roland  
 DP: Bettel Xavier,  
 Flesch Colette  
 GRÉNG: Bausch François

## COMMISSIONS PERMANENTES

### Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président: Fayot Ben (LSAP)  
 Vice-Présidents: Glesener Marcel (CSV)  
 Goerens Charles (DP)  
 Membres: CSV: Arendt Nancy,  
 Hauptert Norbert,  
 Mosar Laurent  
 LSAP: Angel Marc, Err Lydie  
 DP: Bettel Xavier  
 (pour les volets Défense,  
 Coopération  
 et Immigration)  
 Helminger Paul (pour les  
 volets Affaires étrangères  
 et Affaires européennes)  
 GRÉNG: Bausch François  
 (remplaçants: Braz Félix  
 pour le volet Immigration,  
 Huss Jean pour le volet  
 Coopération)  
 ADR: Henckes Jacques-Yves  
 (remplaçant:  
 Koepp Jean Pierre  
 pour le volet Défense)

### Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Président: Schank Marco (CSV)  
 Vice-Présidents: Klein Jean-Pierre (LSAP)  
 Helminger Paul (DP)  
 Membres: CSV: Gantenbein-Koullen  
 Marie-Thérèse,  
 Maroldt François,  
 Sunnen Fred  
 LSAP: Diederich Fernand,  
 Mutsch Lydia  
 DP: Calmes Emile  
 GRÉNG: Gira Camille  
 ADR: Jaerling Aly

### Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Président: Oberweis Marcel (CSV)  
 Vice-Présidents: Schneider Romain (LSAP)  
 Goerens Charles (DP)  
 Membres: CSV: Clement Lucien,  
 Frank Marie-Josée,  
 Schaaf Jean-Paul  
 LSAP: Klein Jean-Pierre,  
 Scheuer Jos  
 DP: Wagner Carlo  
 GRÉNG: Kox Henri  
 ADR: Mehlen Robert

### Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Président: Hauptert Norbert (CSV)  
 Vice-Présidents: Spautz Vera (LSAP)  
 Grethen Henri (DP)  
 Membres: CSV: Clement Lucien,  
 Hetto-Gaasch Françoise,  
 Sauber Marcel  
 LSAP: Dall'Agnol Claudia,  
 Scheuer Jos  
 DP: Calmes Emile  
 GRÉNG: Kox Henri  
 ADR: Koepp Jean-Pierre  
 (remplaçant:  
 Henckes Jacques-Yves  
 pour le volet Logement)

### Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

Président: Bodry Alex (LSAP)  
 Vice-Présidents: Sauber Marcel (CSV)  
 Flesch Colette (DP)  
 Membres: CSV: Hetto-Gaasch Françoise,  
 Schank Marco,  
 Spautz Marc  
 LSAP: Castegnaro John,  
 Scheuer Jos  
 DP: Grethen Henri  
 (remplaçant:  
 Brasseur Anne  
 pour le volet Sports)  
 GRÉNG: Kox Henri  
 (remplaçant: Huss Jean  
 pour le volet Sports)  
 ADR: Mehlen Robert  
 (remplaçant:  
 Koepp Jean-Pierre  
 pour le volet Sports)

### Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Président: Scheuer Jos (LSAP)  
 Vice-Président: Brasseur Anne (DP)  
 Membres: CSV: Gantenbein-Koullen  
 Marie-Thérèse,  
 Hetto-Gaasch Françoise,  
 Maroldt François,  
 Sunnen Fred  
 LSAP: Castegnaro John,  
 Diederich Fernand  
 DP: Meisch Claude  
 GRÉNG: Adam Claude  
 (remplaçante:  
 Loschetter Viviane  
 pour le volet Formation  
 professionnelle)  
 ADR: Henckes Jacques-Yves

### Commission de l'Environnement

Président: Negri Roger (LSAP)  
 Vice-Présidents: Oberweis Marcel (CSV)  
 Gira Camille (GRÉNG)  
 Membres: CSV: Schaaf Jean-Paul,  
 Schank Marco,  
 Stein-Mergen Martine  
 LSAP: Angel Marc,  
 Schneider Romain  
 DP: Calmes Emile,  
 Goerens Charles  
 ADR: Mehlen Robert

### Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Président: Sunnen Fred (CSV)  
 Vice-Présidents: Fayot Ben (LSAP)  
 Flesch Colette (DP)  
 Membres: CSV: Oberweis Marcel,  
 Stein-Mergen Martine,  
 Thiel Lucien  
 LSAP: Dall'Agnol Claudia,  
 Mutsch Lydia  
 DP: Brasseur Anne  
 GRÉNG: Adam Claude  
 (remplaçants: Huss Jean  
 pour le volet Recherche,  
 Loschetter Viviane  
 pour le volet Culture)  
 ADR: Henckes Jacques-Yves  
 (remplaçant:  
 Mehlen Robert  
 pour le volet Culture)

### Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Président: Frank Marie-Josée (CSV)  
 Vice-Présidents: Dall'Agnol Claudia (LSAP)  
 Meisch Claude (DP)  
 (sauf pour le volet Égalité des chances)  
 Membres: CSV: Andrich-Duval Sylvie,  
 Arendt Nancy,  
 Schaaf Jean-Paul  
 LSAP: Angel Marc (remplaçante:  
 Err Lydie pour le volet  
 Égalité des chances),  
 Diederich Fernand  
 (pour les volets Famille  
 et Jeunesse),  
 Spautz Vera (pour le volet  
 Égalité des chances)  
 DP: Bettel Xavier,  
 Grethen Henri (pour le  
 volet Égalité des chances)  
 GRÉNG: Adam Claude  
 (remplaçante:  
 Loschetter Viviane pour le  
 volet Égalité des chances)  
 ADR: Jaerling Aly

### Commission des Finances et du Budget

Président: Mosar Laurent (CSV)  
 Vice-Présidents: Mutsch Lydia (LSAP)  
 Goerens Charles (DP)  
 Membres: CSV: Hauptert Norbert,  
 Thiel Lucien,  
 Wolter Michel  
 LSAP: Fayot Ben, Negri Roger  
 DP: Meisch Claude  
 GRÉNG: Bausch François  
 ADR: Gibéryen Gast  
 (remplaçant: Henckes  
 Jacques-Yves pour  
 le volet Place financière)

### Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président: Meyers Paul-Henri (CSV)  
 Vice-Présidents: Bodry Alex (LSAP)  
 Flesch Colette (DP)  
 Membres: CSV: Doerner Christine,  
 Santer Patrick,  
 Sauber Marcel  
 LSAP: Err Lydie, Negri Roger  
 DP: Helminger Paul  
 GRÉNG: Braz Félix  
 ADR: Henckes Jacques-Yves

### Commission juridique

Président: Santer Patrick (CSV)  
 Vice-Présidents: Err Lydie (LSAP)  
 Bettel Xavier (DP)  
 Membres: CSV: Doerner Christine,  
 Meyers Paul-Henri,  
 Mosar Laurent  
 LSAP: Bodry Alex,  
 Klein Jean-Pierre  
 DP: Flesch Colette  
 GRÉNG: Braz Félix  
 ADR: Henckes Jacques-Yves



# Composition des Commissions réglementaires, permanentes et spéciales (11.10.2005)

## Commission de la Fonction publique, de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Président: Thiel Lucien (CSV)  
 Vice-Présidents: Diederich Fernand (LSAP)  
 Bettendorf Niki (DP)  
 Membres: CSV: Maroldt François, Meyers Paul-Henri, Santer Patrick  
 LSAP: Klein Jean-Pierre, Schreiner Roland  
 DP: Grethen Henri  
 GRÉNG: Adam Claude (remplaçant: Braz Félix pour le volet Media et Communications)  
 ADR: Gibéryen Gast

GRÉNG: Huss Jean (remplaçant: Bausch François pour le volet Sécurité sociale)  
 ADR: Jaerling Aly

## Commission des Transports

Président: Schreiner Roland (LSAP)  
 Vice-Présidents: Spautz Marc (CSV)  
 Braz Félix (GRÉNG)  
 Membres: CSV: Kaes Ali, Schaaf Jean-Paul, Schank Marco  
 LSAP: Angel Marc, Negri Roger  
 DP: Grethen Henri, Helminger Paul  
 ADR: Koepp Jean-Pierre

## Commission des Travaux publics

Président: Clement Lucien (CSV)  
 Vice-Présidents: Scheuer Jos (LSAP)  
 Calmes Emile (DP)  
 Membres: CSV: Andrich-Duval Sylvie, Kaes Ali, Sauber Marcel  
 LSAP: Diederich Fernand, Schreiner Roland  
 DP: Brasseur Anne  
 GRÉNG: Loschetter Viviane  
 ADR: Mehlen Robert

## Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Président: Mutsch Lydia (LSAP)  
 Vice-Présidents: Stein-Mergen Martine (CSV)  
 Bettendorf Niki (DP)  
 Membres: CSV: Arendt Nancy, Frank Marie-Josée, Meyers Paul-Henri  
 LSAP: Dall'Agnol Claudia, Schneider Romain  
 DP: Wagner Carlo

## Commission du Travail et de l'Emploi

Président: Glesener Marcel (CSV)  
 Vice-Présidents: Castegnaro John (LSAP)  
 Bettendorf Niki (DP)  
 Membres: CSV: Kaes Ali, Spautz Marc, Wolter Michel  
 LSAP: Schneider Romain, Spautz Vera  
 DP: Calmes Emile  
 GRÉNG: Loschetter Viviane  
 ADR: Jaerling Aly

## COMMISSION SPÉCIALE

### Commission spéciale

#### «Réorganisation territoriale du Luxembourg»

Président: Wolter Michel (CSV)  
 Vice-Présidents: Bodry Alex (LSAP)  
 Meisch Claude (DP)  
 Membres: CSV: Clement Lucien, Meyers Paul-Henri, Schank Marco,  
 LSAP: Klein Jean-Pierre, Mutsch Lydia  
 DP: Calmes Emile  
 GRÉNG: Gira Camille  
 ADR: Gibéryen Gast

## Assemblées parlementaires internationales

### Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

**Membres effectifs:**  
 M. Marcel Glesener (CSV)  
 Mme Lydie Err (LSAP)  
 M. Charles Goerens (DP)

**Membres suppléants:**  
 M. Norbert Hauptert (CSV)  
 Mme Anne Brasseur (DP)  
 M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) de 2004 à 2007  
 M. Gast Gibéryen (ADR) de 2007 à 2009

### Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO)

**Membres effectifs:**  
 M. Marc Spautz (CSV)  
 M. Marc Angel (LSAP)  
 Mme Colette Flesch (DP)

**Membres suppléants:**  
 M. Fred Sunnen (CSV)  
 Mme Lydia Mutsch (LSAP) (DÉI GRÉNG) de 2006 à 2009 – à définir plus tard  
 M. Jean-Pierre Koepp (ADR) de 2004-2006

M. Roger Negri (LSAP)  
 M. Xavier Bettel (DP)  
 M. Félix Braz (DÉI GRÉNG)  
 M. Jean-Pierre Koepp (ADR)

**Membres suppléants:**  
 M. Marco Schank (CSV)  
 M. Jean-Paul Schaaf (CSV)  
 M. Marc Angel (LSAP)  
 M. Fernand Diederich (LSAP)  
 M. Emile Calmes (DP)  
 M. Camille Gira (DÉI GRÉNG)  
 M. Aly Jaerling (ADR)

### Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO)

**Membres effectifs:**  
 M. Marcel Glesener (CSV)  
 Mme Lydie Err (LSAP)  
 M. Charles Goerens (DP)

**Membres suppléants:**  
 M. Norbert Hauptert (CSV)  
 Mme Anne Brasseur (DP)  
 M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) de 2004 à 2007  
 M. Jacques-Yves Henckes (ADR) de 2007 à 2009

### Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (Euromed)

**Membres effectifs:**  
 Mme Martine Stein-Mergen (CSV)  
 Mme Lydie Err (LSAP)  
 M. Emile Calmes (DP)

**Membres suppléants:**  
 Mme Christine Doerner (CSV)  
 Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG)  
 M. Jacques-Yves Henckes (ADR)

### Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

**Membres effectifs:**  
 M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office du CPI  
 M. François Maroldt (CSV)  
 M. Ali Kaes (CSV)  
 M. Romain Schneider (LSAP)  
 Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)  
 M. Xavier Bettel (DP)  
 M. Aly Jaerling (ADR)

**Membres suppléants:**  
 M. Lucien Thiel (CSV)  
 M. Marcel Oberweis (CSV)  
 Mme Vera Spautz (LSAP)  
 M. Roland Schreiner (LSAP)  
 M. Henri Grethen (DP) (DÉI GRÉNG) de 2006 à 2009 – à définir plus tard  
 M. Gast Gibéryen (ADR) de 2004 à 2006

### Assemblée parlementaire de l'OSCE

**Membres effectifs:**  
 M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office de l'OSCE  
 M. Patrick Santer (CSV)  
 M. Alex Bodry (LSAP)  
 M. Paul Helminger (DP)  
 M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) de 2004 à 2007  
 M. Aly Jaerling (ADR) de 2007 à 2009

**Membres suppléants:**  
 M. Marcel Sauber (CSV)  
 Mme Lydie Err (LSAP)  
 M. Niki Bettendorf (DP)  
 Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG) de 2004 à 2007  
 M. Gast Gibéryen (ADR) de 2007 à 2009

### Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF)

**Membres effectifs:**  
 M. Lucien Weiler (CSV), Président de la section luxembourgeoise  
 M. Jos Scheuer (LSAP)  
 M. Michel Wolter (CSV)  
 M. Henri Grethen (DP)

### Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

**Membres effectifs:**  
 Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV)  
 M. Marcel Oberweis (CSV)  
 Mme Lydia Mutsch (LSAP)

### Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)

M. Laurent Mosar (CSV)  
 M. Ben Fayot (LSAP)  
 M. Charles Goerens (DP)  
 M. François Bausch (DÉI GRÉNG)  
 M. Gast Gibéryen (ADR)



## Ordre du jour

1. Hommage à la mémoire de Madame la Députée Nelly Stein
2. Clôture de la session ordinaire 2004-2005 et ouverture de la session ordinaire 2005-2006

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

## 1. Hommage à la mémoire de Madame la Députée Nelly Stein

**M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen!

Op dësem Dag, deen eng nei parlamentaresch Sessioun alaut, hu mer déi traureg Flicht, eiser laangjähreger Kolleegein Nelly Stein ze gedenken. Si huet eis den 12. August fir ëmmer verlooss. Während hirer Vakanz an der Schwäiz ass si ganz onerwaart am Alter vu 67 Joer vun eis gaangen.

Näischt huet drop higedeit, datt eis jovial Kolleegein bei der Rentree net méi dobäi wär, mä dat eidelt Pult hei am Sall hält eis déi batter Realitéit virun Aen.

D'Nelly Stein konnt op eng laang politesch Carrière zrëckkucken. Zënter 1989 huet si an de Reie vun der CSV d'Interesse vun de Bierger am Parlament vertraueden, a bis zu de Wahle vum leschte Joer konnt si sech op e ganz staarkt Vertraue vun de Wieler stäipen.

Et war net vun ongefëier, datt si hir gréisst politesch Satisfaktioun um Gebitt vun der Educatioun, vum Enseignement a vun der Famill fonnt huet. De stännege Kontakt mat Kanner a Jugendlechen an deem sozialen Ëmfeld, dat dozou gehéiert, huet déi fréier Léierin zur Iwwerzeugung bruecht, datt d'Erzëiung net hannert de Schoulmaueren ophalen dierf.

Getrei hire Grondprinzipien huet d'Nelly Stein dann och e groussen Deel vun hirer Fräizäit zesumme mat de Schëfflenger Guiden a Scouten verbruecht an do fir eng gesond Mëschung vu Spill an Eescht gesuergt.

Doriwwer eraus huet hire politeschen Interessi besonnesch de Geschécker vun hirer Heemechtsgemeng Schëffleng gegollet, an där si ganzer 21 Joer laang als Conseiller gewierkt huet, dovun néng Joer als Buergermeeschter.

Hir grouss Erfahrung am pedagogesche Beräich huet um politesche Plang hiren Néierschlag an enger Rei vu Projete fonnt iwwert d'Erzëiung, d'Ausbildung an d'Kultur am Allgemengen, vun deenen

d'Uni Lëtzebuerg sonner Zweifel déi gréisst Resonanz hat.

Als Rapportrice huet si op deem Terrain net nëmme Sachkenntnis an Engagement gewisen, mä signifikant war hir Konklusioun, déi si eis esou dacks un d'Häerz geluecht huet: «Ayons le courage de nos idées!» – eng Liewensastellung, déi d'Nelly Stein als Politikerin an als Privatmënsch geprägt huet.

An der Chambersitzung vum 13. Juli sollt et da fir d'lescht sinn, wou d'Nelly Stein sech als Rapportrice fir den Enseignement musical hei am Parlament agesat huet.

Dat politesch a privat Wierke vun der sympathescher, jovialer a mënschennoer Politikerin, där parteiwwergräifend vill Sympathie gegollet huet, wäert weider seng Kresser zéien: hei an der Chamber, an hirer Gemeng a bei deene ville Schüler, déi op hirem Wee an d'Erwuesseneliewe vun Nelly Stein begleet a geprägt goufen.

Si alleguerten, mir alleguerte wäerten d'Nelly Stein an allerbeschter Erënnerung halen.

Ech ginn elo d'Wuert un den Här Michel Wolter, Fraktiounspresident vun der CSV.

**M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 12. August huet eis Kolleegein, eis Frëndin Nelly Stein eis fir ëmmer verlooss. Mir erweisen him haut als Parlament déi leschten Éier. D'Fraktiounspresidente vun alle Parteien an der Chamber hu mech gebieden, net nëmme am Numm vun der CSV, mä och an hirem Numm dem Nelly ze gedenken.

Eisen éischte Gedanke geet un dem Nelly seng Famill. Si sinn déi, déi am meeschte betraff sinn. Si verléieren e léiwe Mënsch, eng Schwëster, eng Tatta, eng Grouss-tatta.

Déi massiv Presenz vun aktuellen Deputéierten an och vu fréiere Kolleegeen hei am Haus vun alle Fraktiounen um Nelly senger Begräbnis huet scho gewisen, a wéi enger héijer Estime hatt iwwert d'Parteigrenzen ewech an dësem Haus stoung.

D'Date vum Nelly Stein sengem politeschen Engagement sinn a leschter Zäit schonn e puermol ugefouert ginn, an och elo grad nach eng Kéier vum Chamberspräsident widderholt ginn: 16 Joer laang Deputéiert, 21 Joer an der Schëfflenger Lokalpolitik engagéiert an néng Joer Buergermeeschter vun der Gemeng Schëffleng. Dat packt een net, wann een net en ausseruerdentlecht Mooss Interessi huet un de Mënschen, un de Leit hirem Uleies an un de Bierger hire Suergen.

D'Nelly Stein war eng Fra, déi ni no sech selwer a stännege no hire Matmënsche gekuckt huet. A wann e Mënsch sech an der Politik esou verhält, da gëtt dëst Verhalen och vum Wieler honoréiert, wéi dem Nelly säi Wahlergebnis iwwer bal e Véierelsjorhonnert et weist. E perséinlecht Format wéi dem Nelly säint fënnt déi Unerkennung, déi et verdéngt.

D'Nelly Stein war ëmmer e Mënsch vun der Schoul a fir d'Schoul. Dat muss net iwwerraschen. Dem Nelly säi Beruff war dee vun der Léierin, duerno vum Lycéesprofessor, an hatt huet e mat Leif a Séil ausgeübt a gelieft. Genau sou wéi et spéider säi politeschen Engagement fir seng Gemeng a fir säi Land mat vollem Asaz a permanenter Disponibilitéit gelieft huet.

Als Mënsch vun der Schoul an der Ausbildung huet d'Nelly Stein während laange Joren déi parlamenta-



resch Kommissiounen vun der Educatioun an dem Héichschoulwiese presidéiert. All gréisser Projeten an dësem Beräich an deene leschte 16 Joer si vun him begleet ginn. Hatt war e kompetenten a gesichte Gespréichs- an Diskussiounspartner fir déi successiv Ministeren an dësem Beräich.

Säin Numm wäert awer ëmmer verbonne bleiwe mat dem Gesetz iwwert d'Universitéit Lëtzebuerg, deem säi parlamentaresche Rapporteur hatt war. Dem Nelly Stein säi Glawen un dëse Projet a säi resolute Asaz dofir waren entscheidend Grënn fir de Succès vum Unisgesetz. Et ass besonnesch traureg, dass et dem Nelly net méi wäert gegonnt sinn, fir d'Entwécklung vun eiser Uni an deenen nächste Jore selwer matzeerliwen.

D'Nelly Stein hannerléisst an eiser Fraktioun eng eidel Plaz an et hannerléisst eng eidel Plaz an eiser Chamber. Well d'Liewe virugeet, musse mer de Sëtz vum Nelly nei besetzen, an dat wäerte mer de Mëtteg mat der Vereedegung vun Sylvie Andrich-Duval och maachen. Et ass ni besonnesch agréabel, d'Successioun vun engem versterwene Kolleege unzetrieden, an och fir d'Sylvie ass dëst net einfach. Ech wënschen him vill Erfolleg a senger neier Charge als Deputéiert.

Dem Nelly wëll ech soen: Merci, Nelly, fir all déi Jore vun Asaz, Fläiss an Engagement an eiser Fraktioun an an der Chamber. Merci am Numm vun de Kolleegeen a Merci och ganz perséinlech vu mir fir deng Frëndschaft, deng Fairness, deng Éierlechkeet an déi Freed, mat där s du déi Aarbecht gemaach hues an eis dacks domat ugestach hues. Mir wäerten dech vermessen a mir wäerten dech net vergiessen.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président.** - Ech wëll da soen, datt d'Chamber der Famill an

Trauer hiert déift an opriichtegt Bäileed ausdréckt.

Loosse mer opstoen, fir der Versterwener am Stëllen eng lescht Eier ze erweisen.

(*Respect d'une minute de silence*)

Ech soen lech Merci.

## 2. Clôture de la session ordinaire 2004-2005 et ouverture de la session ordinaire 2005-2006

Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 72, drëtten Alinea vun eiser Verfassung gesäit Folgendes vir: «Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en Son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.»

Duerch groussherzoglechen Arrêté vum 20. September 2005 huet de Grand-Duc Henri dem Här Jean-Claude Juncker, Premier- a Statsminister, d'Vollmacht ginn, d'Session ordinaire 2004-2005 zouzemaachen.

Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, de Grand-Duc huet mech duerch den Arrêté grandducal vum 20. September 2005 autoriséiert, d'Chambersessioun, déi ordinaire vun de Joren 2004 an 2005, zouzemaachen, an duerch deeselwechten Arrêté vum selwechten Dag déi vun de Joren 2005 an 2006 opzemaachen.

**M. le Président.** - Ech ginn dem Här Statsminister Akt vu senger Deklaratioun. D'Chamber kënnt no enger kuerzer Ënnerbriechung erëm zesummen.

D'Sitzung ass elo opgehewen.

(*Fin de la séance publique à 15.10 heures*)



Chambre  
des Députés  
L U X E M B O U R G

## «Chamber aktuell»

Chamber TV vous propose  
tous les vendredis  
à 19.00 heures  
un résumé de l'activité  
parlementaire de la semaine.

L'émission est rediffusée  
le même soir à 20.00, 21.00,  
22.00 et 23.00 heures.



## LES MOMENTS FORTS DE LA SESSION PARLEMENTAIRE 2004-2005



XXXIII<sup>e</sup> COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires) organisée à Luxembourg dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE (17. & 18.05.2005)



À l'approche du référendum, trois auditions publiques avaient été organisées par la Chambre des Députés permettant à la société civile de s'exprimer sur le projet de Traité constitutionnel.



Ouverture de la session ordinaire 2004-2005 par S.A.R. le Grand-Duc Henri (12.10.2004)



Séance solennelle de commémoration en l'honneur de S.A.R. Madame la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte (14.01.2005)



Visite du Premier Ministre de la République de Turquie, M. Recep Tayyip Erdoğan à la Chambre des Députés (17.11.2004)



Les treize réunions d'information dans les différentes régions du pays au sujet du projet de Traité constitutionnel ont attiré plus de 3.000 citoyen(ne)s intéressé(e)s.



Première rencontre parlementaire sur la stratégie de Lisbonne, coprésidée par MM. Josep Borrell, Président du Parlement européen et Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés (16. & 17.03.2005 à Bruxelles)



## Ordre du jour

1. Vérification des pouvoirs et assermentation de Madame Sylvie Andrich-Duval
2. Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général
3. Composition des commissions parlementaires
4. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
5. Communication

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État

(Début de la séance publique à 15.14 heures)

**M. le Président.** - D'Sitzung ass nees op.

### 1. Vérification des pouvoirs et assermentation de Madame Sylvie Andrich-Duval

Mir huelen haut en neie Member an d'Chamber op, esou wéi mer dat jo elo just gesinn hunn. D'Madame Nelly Stein ass den 12. August 2005 gestuerwen. Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir:

Déi Kandidaten, déi op jiddfer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demission, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Den Artikel 8 vum Chamberreglement hält fest, datt de Chambers-president fir d'Successioun op dat vakant Deputéiertemandat suergt, an de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat gëtt.

A mengem Bréif vum 2. September 2005 hunn ech mech also un d'Madame Sylvie Andrich-Duval vun Diddeleng gewandt, déi als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezirk Süde steet.

An hirem Bréif vum 5. September 2005 huet d'Madame Sylvie Andrich-Duval matgedeelt, datt si bereet ass, d'Mandat weiderzeféieren, dat duerch de Stierffall vun der Madame Nelly Stein fräi gouf.

Am Artikel 3, Paragraph 1, 4 a 5 vum Chamberreglement steet Folgendes:

«1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Ech géif lech da bieden, d'Kommissioun ze constituéieren, wéi et am Artikel 3, Paragraph 4 virgesinn ass.

Mir lousen elo d'Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen.

Wéi vill sinn et der?

**Une voix.** - Siwen.

**M. le Président.** - D'Kommissioun setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen:

der Madame Françoise Hetto, dem Här Henri Kox, der Madame Nancy Arendt, dem Här Norbert Haupt,...

(Interruptions diverses)

...dem Här François Bausch,...

(Interruptions diverses)

**Une autre voix.** - Nach zwéin.

**M. le Président.** - ...dem Här Robert Mehlen...

**Plusieurs voix.** - Ooohhh!!!

**M. le Président.** - ...an dem Här Aly Jaerling.

**Plusieurs voix.** - Aaahhh, ooohhh!!!

(Hilarité et interruptions diverses)

Ech géif d'Kommissioun bieden, elo zesummenzuekommen, fir d'Resultater vun de Wahlen vum 13. Juni 2004 ze préieren, virun allem wat d'Madame Sylvie Andrich-Duval betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport ze maachen.

D'Sitzung ass ennerbrach.

(Interruption de la séance publique de 15.17 à 15.32 heures)

Dir Dammen an Dir Hären, déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Wuert huet elo d'Presidentin vun der Kommissioun, déi mer elo grad constituéiert hunn, déi honorabel Madame Nancy Arendt, Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Nancy Arendt (CSV).** - Merci, Här President. D'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummegeestallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: der Madame Françoise Hetto, dem Här Henri Kox, der Madame Nancy Arendt, dem Här Norbert Haupt, dem Här François Bausch, dem Här Robert Mehlen an dem Här Aly Jaerling. D'Madame Hetto gouf zur Rapportrice an ech selwer zur Presidentin vun dëser Kommissioun ernannt.

Här President, ech bieden deemno drëm, der Madame Rapportrice d'Wuert ze ginn.

**M. le Président.** - Merci, Madame Arendt. D'Wuert huet dann elo d'Madame Rapportrice, déi honorabel Madame Françoise Hetto. Madame Hetto!

Rapport de la Commission de vérification

**Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV), rapportrice.** - Mesdames, Messieurs, la Commission ad hoc m'a chargée de faire le rapport suivant:

Madame Nelly Stein est décédée le 12 août 2005.

Conformément à l'article 167 de la loi électorale et à l'article 8 du Règlement de la Chambre, les candidats venant sur chaque liste après ceux qui ont été proclamés élus sont appelés à achever le terme des députés de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite d'option, de démission, de décès ou pour toute autre cause. Le Président de la Chambre, pendant

la session, pourvoit à la vacance après en avoir informé le Ministre d'État.

(Coups de cloche de la Présidence)

Par lettre du 2 septembre 2005, Monsieur le Président Lucien Weiler s'est donc adressé à Madame Sylvie Andrich-Duval, premier suppléant sur la liste du parti chrétien-social pour la Circonscription du Sud. Par lettre du même jour il en a informé le Premier Ministre.

Par lettre du 5 septembre 2005, Madame Sylvie Andrich-Duval a fait savoir qu'elle accepte de continuer le mandat de député de Madame Nelly Stein.

En vertu de l'article 118 de la loi électorale et plus particulièrement de l'article 3 du Règlement de la Chambre, celle-ci juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

Notre Commission a eu pour mission de procéder aux vérifications qui s'imposent. Les élections législatives du 13 juin 2004 ont été vérifiées et validées par la Chambre des Députés le 13 juillet 2004.

Des procès-verbaux des résultats des précédentes élections il résulte que Madame Sylvie Andrich-Duval, demeurant à Dudelange, est effectivement le premier suppléant sur la liste du parti chrétien-social dans la Circonscription du Sud et vient en rang utile pour occuper le siège devenu vacant suite au décès de Madame Nelly Stein.

Madame Sylvie Andrich-Duval a fait savoir au Président de la Chambre qu'elle accepte de continuer le mandat de Madame Nelly Stein par lettre du 5 septembre 2005.

La Commission conclut à l'unanimité que rien ne s'oppose à l'assermentation de Madame Sylvie Andrich-Duval et lui souhaite bonne chance dans l'exercice de son mandat de député.

Le dossier qui a été mis à la disposition de la Commission est déposé sur le Bureau de la Chambre des Députés.

**Une voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Merci, Madame Hetto. De Konklusiounen vun der Kommissioun no sinn also d'Gesetzter an eist Reglement respektéiert ginn an deemno kann d'Madame Sylvie Andrich-Duval d'Madame Nelly Stein ersetzen.

Ass d'Chamber mat de Konklusiounen vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et also esou décidéiert.

Ech géif da bieden, d'Madame Sylvie Andrich-Duval an de Sall ze féieren.

Prestation de serment de Madame Sylvie Andrich-Duval

Madame Andrich, ech bieden lech den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand fir den Eed ofzeleeën a sot mer no: «Je le jure.»

**Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Je le jure.

**M. le Président.** - Ech ginn lech Akt vun Ärem Eed. Madame, domadder sidd Der Member vun dëser Chamber an ech ginn lech och direkt d'Wuert.

**Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Här President, Här Statsmi-

nister, Dir Dammen an Dir Hären, énnert dësen Émstänn an deem héijen Haus vun der Chamber un-zetrieden, hat ech mer sécher net virgestallt. De plötzleche Verloscht vun eiser Frëndin Nelly Stein léisst eis alleguer déif betraff.

Zënter mengem Untrëtt 1997 am Comité an duerno als Presidentin vun de Chrëschtlech-Soziale Frae vum Bezirk Süden, hunn ech d'Nelly, als eng vu meng Virgängerinnen, besonnesch kennen a schätze geléiert. Si war virun allem als Fra an der Politik e Virbild fir Nowuesspolitikerinnen an huet d'Fraen ëmmer nees encouragéiert a motivéiert fir sech aktiv a mat Selbstvertrauen an der Politik ze engagéieren.

Dat war och hire leschte Message un eis op dem Forum fir d'Gemeingewählten-Kandidatinne vun der CSF Süden, den 13. Juli vun dësem Joer. Hiert national- a kommunalpolitescht Engagement war gezecht duerch Kompetenz a virun allem eng grouss Mënschlechkeet. Als frëndlechen an entgéintkommende Mënsch war si ëmmer no bei de Leit, fir déi si sech ëmmer nees agesat huet.

D'Nelly huet ouni vill Ophiewes als Fra hire Mann an der Politik gestallt. Si hannerléisst sécherlech e grousst Lach am politesche Liewen zu Lëtzebuerg. Eng schwéier lerschaft also, déi ech haut hei untrieden. Et ass mer awer eng grouss Eier, mech där Erausforderung a Verantwortung ze stellen an dem Nelly Stein eng wierdeg Nofolgerin ze sinn.

Fir mech ass et eng Selbstverständlechkeet, dat Vertrauen, dat d'Wielerinnen an d'Wieler a mech gesat hunn, net ze enttäuschen. Als Stack-Diddelenger, méi genee Bierenger Meedche fillen ech mech natierlech menger Heemechtsstad besonnesch verbonnen. Et ass jo och gutt, wann Diddeleng nach een zousätzlecht Sproochrouer kritt, mä doriwwer eraus wäerten d'Uleies vun der Regioun Süden an d'Wuel vun alle Biergerinnen a Bierger zu Lëtzebuerg mer wichteg sinn.

No menger laangjähreger Berufserfahrung als Responsabel vu verschiddenen Institutionen am direkte Kontakt mat Kanner, Jugendliche, Fraen a Familljen an Nout, duerno als Regierungsrot am Familljeministère, läit et op der Hand, dass meng Prioritéit bei der Familljepolitik läit, eng Familljepolitik, déi op dem Piller vun der Chancëgläicheit berout. De Mënsch a senger Gesamtheit muss am Mëttelpunkt vun der Politik stoen, an d'Famill ass ee wichtege Baustee vun eiser Gesellschaft. Dass dës Famill awer haut anescht ausgesäit wéi fréier, dat ass bekannt. Wann ee weess, wéi vill Familljen ausenaner briechen an ëmmer méi Leit, ob jonk oder al, eleng dostinn a sozial isoléiert sinn, da bedeit dat och Misère.

Duerfir muss d'Politik sech deem neie gesellschaftlechen Émfeld stellen an e Kader schafen, deen et engersäits erméiglecht, datt all Famill hire Liewensmodus ka wielen, an anerersäits déi Problemer, déi sech hir kënne stellen, wéi Famill a Beruff énnert een Hutt ze kréien, kënne geléist ginn.

D'Schafe vun enger kannerfrëndlecher Gesellschaft am Respekt vun de Kannerrechter muss weiderhi prioritär sinn, well egal wéi sinn d'Kanner ëmmer dat schwächste Glidd vun der Ketten. Dat ass de Fall bei Scheedung mam Suergerecht a Besuchsrecht. Preventiv awierken ier et zu Problemer kënn ass néideg. Dozou gehéieren eng gewaltfräi Basiserzierung am Elterrenhaus, genouch Zäit an een offent Ouer fir d'Kanner souwéi d'Servicer fir d'Familljen, déi vernetzt mateene schaffen, an eng Schoul, déi effikass op dat spéidert Berufsliewe virbereet.

Déi Kanner, déi mat manner Chancen op d'Welt kommen, sief dëst duerch e physeschen, psycheschen oder sozialen Handicap, dierfe selbstverständlech net ausgegrenzt ginn. Fir eis Jugend gëtt et ëmmer méi wichteg, dass si e Réckhalt huet nieft dem Elterrenhaus an ausserhalb vun der Schoul. Kanner a Jugendlecher fäeg ze maachen, hiert Liewen ze meeschteren a spéider Verantwortung ze iwwerhuelen, erlaabt et, eng Gesellschaft vun Toleranz a Respekt zesumme mat allen Netlëtzebuerger an eiser Mëtt opzebauen.

Eng Gesellschaft, wou Solidaritéit a Bénévolat keng eidel Wierder sinn a wou d'sozial Cohésioun erhale bleift. D'Solidaritéit tëschent de Generatiounen dierf selbstverständlech net ze kuerz kommen. Eis eeler Matbierger hunn e Recht drop, esou laang wéi méiglech aktiv ze sinn, e wüdege Liewensowend ze verbréngen, wou hire verschidde Fleegebedürfnisser Rechnung gedroe gëtt. An all deene Beräicher huet eis Familljen- a Chancëgläicheitsministesch an deene leschte Jore schon enorm vill an d'Wee geleet. Dëst verlaangt och eng verantwortlech Investitiounspolitik, wou de Stat nieft de Gemengen, mä och zesumme mat Europa gefuerdert ass.

Duerch déi Roll, déi de Wielerwille mir viru sechs Joer als Fraktiounspriecherin vun der CSV am Diddelenger Gemengerot zougedeelt an e Sonndeg bestäetgt huet, konnt ech mech och mat deene verschidde Dossiere befaassen, esou och mat Stadentwécklung a Landesplanung. D'Émsetze vun den IVL-Kritären hei zu Lëtzebuerg wäert eng vun de gréissten Erausforderunge vun der Zukunft sinn. Dofir wäert déi kohärent Planung vun eisen Investitiounen an öffentleche Bauten oder aner Infrastrukturen ee vu meng weidere Kärpunkte sinn. Hei hu besonnesch d'Regioun Süden an d'Stad Diddeleng groussen Entwécklungspotenzial.

Eng gemengeniwwergräifend, regional an europäesch Approche ass awer net nëmme op dësem Gebitt néideg. Dofir befaassen ech mech och e Stéck mat der Kollaboratioun tëschent de Benelux-Staten, déi jo schon hei zu Lëtzebuerg eng laangjährege Traditioun huet.

**Une voix.** - Très bien!

**Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Här President, Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert probéieren mäin Deputéiertemandat ganz am Sënn vun Nelly Stein, mat Kompetenz, Engagement, no bei de Leit an net ouni déi néideg Dosis Humor auszeüben.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Madame Andrich.

## 2. Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général

Mir kommen dann zur Ernennung vun Chambersbüro. Den éischte Paragraph vum Artikel 5-1 aus dem Chamberreglement gesäit Folgendes vir: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus.»

Ech froen d'Chamber, ob si d'Zesummesetzung vun Chambersbüro, esou wéi mer e bis elo haten, bäibehale wëllt?

(Assentiment)

Ech gesinn allgemeng Zoustëmmung. Dann ass dat esou décidéiert.

Ass d'Chamber ebenfalls averstanen, d'Nominatioun vun Här



Claude Frieseisen als Generalsekretär fir d'Sessioun 2005-2006 ze erneieren?

**(Assentiment)**

Dann ass dat och esou decidéiert.

De Büro bleift deemno fir d'Sessioun 2005-2006 an där Form bäibehalen, wéi en an der Sitzung vum 3. August 2004 agesat gouf.

Dat heescht:  
ech selwer als President;

Vize-Präsidenten:

1. den Här Jos Scheuer,
2. den Här Niki Bettendorf,
3. den Här Laurent Mosar;

Memberen:

déi Häre Michel Wolter,  
Ben Fayot,  
Henri Grethen,  
François Bausch,  
Robert Mehlen,  
Lucien Clement  
an Alex Bodry;

Generalsekretär:  
den Här Claude Frieseisen.

De Grand-Duc gëtt doriwwer a Kenntnis gesat.

**3. Composition des commissions parlementaires**

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, kruten d'Deputéierten eng Lëscht ausgedeeelt mat der Zesummesetzung vun dese Kommissiounen.

Dozou sinn eng Rei Ännerungsvirschléi säitens de Fraktioun vum der CSV an der LSAP agaangen:

- An der Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports ersetzt den Här Marco Schank d'Madame Martine Stein-Mergen;

- an der Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ersetzt d'Madame Françoise Hetto-Gaasch d'Madame Nelly Stein;

- an der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture ersetzt d'Madame Martine Stein-Mergen d'Madame Nelly Stein;

- an der Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse ersetzt d'Madame Sylvie Andrich-Duval d'Madame Françoise Hetto-Gaasch,

- d'Madame Lydie Err ersetzt den Här Marc Angel fir de Volet Égalité des chances an där Kommissioun;

- an der Commission des Travaux publics ersetzt d'Madame Sylvie Andrich-Duval d'Madame Nelly Stein

- an an der Commission du Règlement ersetzt och d'Madame Sylvie Andrich-Duval d'Madame Nelly Stein.

Gëtt et nach weider Ännerungsvirschléi?

**(Négation)**

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat der Lëscht an den Ännerungsvirschléi, déi ech elo just virgedroen hunn, averstanen?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou decidéiert.

Déi gesamt Lëscht mat hiren Ännerunge gëtt am Compte rendu veröfentlecht.

**4. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales**

Da komme mer zu der Komposition vun den Délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales. Et ass do ebenfals eng Lëscht mat der Zesummesetzung vun den Delega-

tiounen bei den internationale parlamentaresche Versammlunge verdeelt ginn.

Bis elo sinn Ännerungsvirschléi vun de Fraktiounen vun der CSV an deene Gréngen agereecht ginn, wat d'Zesummesetzung vum Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux ubelaangt:

- D'Madame Sylvie Andrich-Duval an den Här Marcel Oberweis ersetzen déi Dammen Nelly Stein a Marie-Josée Frank;

- den Här Félix Braz gëtt Membre effectif an den Här Camille Gira gëtt Membre suppléant.

D'DP-Fraktioun huet virgeschloen, datt innerhalb vun der COSAC den Här Paul Helmingier duerch den Här Charles Goerens ersat gëtt.

Gëtt et nach aner Ännerungsvirschléi?

**(Négation)**

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat där Lëscht, esou wéi se ausgedeeelt ginn ass, a mat den Ännerungsvirschléi averstanen?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

Dës Lëscht gëtt ebenfals am Compte rendu veröfentlecht.

**5. Communication**

Dann hunn ech folgend Kommunikatioun ze maachen:

Conformément à l'article 7, paragraphe 5 de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes et aux dispositions des articles 117 à 131 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée, 30 jours au moins après la présente communication, à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des Comptes en remplacement d'un membre appelé aux fonctions de Président de la Cour des Comptes.

Les intéressés posent leur candidature par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard dans les 15 jours qui suivent la présente communication.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 2 de la loi précitée sont remplies, à savoir:

a) être de nationalité luxembourgeoise,

b) jouir des droits civils et politiques,

c) offrir les garanties de moralité requises,

d) satisfaire aux conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction,

e) être détenteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès dans l'une des matières suivantes: sciences économiques et sociales, études de réviser d'entreprise, droit et science politique.

Ass d'Chamber domat averstanen?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

Dës Kommunikatioun gëtt vum Greffe an der Press veröfentlecht.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

Den Här Statsminister freet d'Wuert nach.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech si supposéiert muer de Moien eng Ried iwwert déi allgemeng politesch Prioritéite vun der Regierung fir déi nächst Méint virzeleeën. Et ass esou, dass ech mech net gutt spieren, well ech e fuerchtbaren Hexeschoss hunn – wat Einzeler vun lech ouni all Zweifel mat gréisster Satisfaktioun zur Kenntnis huelen.

**(Hilarité)**

Dat bréngt mat sech, dass ech déi Ried selbstverständlech hale wäert. Et bréngt awer gläichzäiteg mat sech, dass se wahrscheinlech net an integraler schrëftlecher Versioun muer de Moie wäert virleien, well ech muss een Deel dovun zwar preparéieren, mä awer fräi virdroen.

Ech géif also fir deen zweeten Deel vun der Ried geschriwwen Opmierksamkeet ufroen, well ech weess net, ob et méiglech wäert sinn, se am Laf vum Dag jiddferengem zougängelech ze maachen. Ech hoffen, dass Der Verständnis dofir hutt.

Laacht net wann ech mech sätzen, wann ech gelift!

**(Hilarité)**

**M. le Président.** - Wann d'Parlament och a verschiddene Beräicher net ëmmer all Versteesdemech fir d'Regierung huet, sou denken ech, datt an deem Fall op alle Bänke Versteesdemech fir de Wonsch an d'Suerge vum Statsminister do ass.

Also, muer de Moien um zéng Auer mécht den Här Statsminister eng Deklaratioun iwwert déi politesch Prioritéite vun der Regierung, an iwwermuer wäerte mer dann hei am Parlament dës Deklaratioun debattéieren.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 15.51 heures)**

**Ordre du jour**

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État

**(Début de la séance publique à 10.01 heures)**

**M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeen a Kolleegeen, mir héieren haut de Moien dem Här Statsminister Jean-Claude Juncker seng Deklaratioun iwwert déi politesch Prioritéite vun der Regierung.

Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

**Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement**

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lag vun der Natioun hätt eng intensiv Ried verdéngt, mä dës Ried béckt sech net iwwert d'Gesamtsituatioun vum Land. Si be-

schränkt sech drop, d'politesch Prioritéite vun der Regierung fir déi nächst Méint ze beschreiwen. Sou huet d'Chamber et gewollt, an esou wëll ech et och halen.

An iwwregens, de politesche Kalenner ass esou, dass et och guer net anescht geet. Haut an aacht Deeg gëtt de Budgetsentwurf fir d'Joer 2006 hei an der Chamber vum Budgetminister abuecht, an dee Budget wäert mat Sécherheet méi grëndlech, ech denken och méi kontrovers diskutéiert gi wéi seng Virgänger. Mir kréie Budgetdebatten, an deene muss Faarf bekannt ginn.

Vum 24. Oktober u lafen déi sektoriell Eisebunnstripartite an déi grouss Kompetitivitéitstripartite. Si wäerte bis an déi éischt Méint vum nächste Joer lafen. Et gëtt viles do ze besprieche an munches hei ëmzesetzen.

Am November diskutéiert d'Chamber d'Lëtzebuerger Editioun vun

der Lissabonner Reformagenda. Eréischt no där Diskussioun schéckt d'Regierung hiren nationale Reformprogramm op Bréssel, vun deem mer gären hätten, dass et een nationale Plang fir Innovatioun a Vollbeschäftegung soll ginn.

Fir den 1. Dezember vun deem Joer da muss mer d'Aktualiséierung, déi siwint an der Zuel, vun eiseim Stabilitéitsprogramm am Kader vun der Wirtschafts- a Währungsunion virleeën, deen dann am Januar/Februar 2006 vun der EU-Kommissioun a vun deenen aneren EU-Finanzministere wäert beuerteelt ginn. D'Beuerteelung wäert frëndlech bleiwen, mä manner frëndlech wéi soss, an d'Recommandatiounen an d'Kritike wäerte stramm ginn, méi stramm wéi bis elo.

Dës Terminer, dës Rendez-vousen, déi hunn et alleguerten a sech. D'Regierung wäert se offensiv a voluntaristesch ugoen.

Eisen Usproch, eis Ambitioun fir déi nächst Zäit an déi Zäit no der nächster Zäit ass kloer. Mir brauche Modernisatioun do, wou mer net virkommen, a Remoderniséierung do, wou mer amgang sinn zréckzefalen. Innovatioun, Transformatioun, Integreatioun: Ronderëm dës Begrëffer organiséiere

sech d'Modernisatioun an d'Remodernisatioun. An d'Ëmsetzungsmethod vun hinne mësche sech Convictioun a Moderatioun.

Mir spieren a mir wëssen – och wa mer dat heiansdo guer net wësse wëllen –, dass mer och hei am Land un Ännerungen an u Verännerungen net laanschtkommen. Mä mir wëllen dës Changementer net mat brachialer Rambo-Logik duerchsetzen, mä si argumentativ plädéieren. Mä Moderatioun brauch Zäit a Moderatioun gesäit ëmmer e bëssen no Zécken an no Sichen aus. Dës Risiko huele mer a Kaf. Net gären a Kaf! Mä mir huelle en a Kaf, soulaang wéi mer eis iwwert d'Zil vun eise Beméiungen eens bleiwen: D'Objektiv ass et, déi kuerz- a méttelfristeg Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft méi zolidd ze maachen an hir Stärkten ze notzen, fir d'sozial Solidaritéit an de sozialen Zesummenhalt iwwer Jorzéngten, dat heescht och a grad fir déi nei Generatioun, méi nohalteg staark ze maachen.

Moderatioun, Dir Dammen an Dir Hären, geet net ouni Nolauschteren.

Mir hu während der EU-Referendumscampagne wuel vill geschwat, mä awer och gutt nogelauschtert. Net alles, wat mer héieren hunn, hat mam eigentlechen Thema ze dinn. Et sief dann. Mä viles, wat gesot ginn ass, war schonn no um Thema drun. A mir wëllen dëst Thema, nämlech d'Aart a Weis wéi d'Europäesch Unioun sech entwéckelt a wéi mir Lëtze-

buerger Plaz op där europäescher Orbit fannen, konsequent weiderbehandelen.

D'Europadiskussioun – sou kéint een den Androck hunn – ass den 10. Juli eriwuer gewiescht. Et gesäit heiansdo aus, wéi wa se op en Enn komm wier. Et gesäit heiansdo esou aus, wéi wann dat, wat an der Debatt gesot ginn ass, elo lues a lues géif op d'Säit geleucht ginn. Ech mengen, d'Europadebatt fänkt elo eréischt richtig un!

Mir mussen um europäesche Ball bleiwe fir e richtig spillen ze kënnen. D'Sozialpartner, d'Zivilgesellschaft, d'Parlament, d'Parteien, déi net duerchorganiséiert Deeler vun der Gesellschaft, d'Künstler, d'Schrëftsteller, d'Denker vum Méiglechen a vum Onméiglechen, d'Leit alleguer mussen op den Terrain a matspillen.

Mä si mussen och matspille wëllen. Wa mer eng Informatiounsversammlung iwwert d'Bolkestein-Direktiv ofhalen – en einfache Rappel: D'Lëtzebuerger Regierung bleift strikt opposéiert alle Form vum duerch d'Hannerdier agefouertem Sozialdumping –, wa mer also öffentlech iwwert d'Bolkestein-Direktiv diskutéieren, da mussen déi, déi ech genannt hunn, och kommen a sech zu Wuert mellen.

A wa mer öffentlech driwwer berot-schloen, wéi mer déi sozial Dimension vun Europa festuge kënnen – an déi muss ausgebat a gefestegt ginn –, da brauche mer Ge-



sprächspartner, déi hir Bibelen an hir Fibern – dat sinn einfach Lecturen – an de Bibliothéike loossen, mä déi bereet sinn, sech mat den europäesche Gesetzestexten aussernee ze setzen. Dat ass méi ee komplizéierte Liesstoff!

Wa mer an der Chamber an an hire Kommissiounen déi europäesch Rendez-vousé virbereeden – an dat wëlle mer vill méi systematesch maache wéi bis elo –, da brauche mer kloer Indikatiounen, keng gepléckte Schlagwierder! An alle Fall awer brauche mer kloer Wieder. Och wa genéiert Geschnoffels a Genoschels heiansdo méi einfach schéngt.

Sou ass et fir d'Regierung kloer, a mir soen dat ouni Gêne, dass mer all Form vu Friemefeindlechkeet a vu Friemenhaass – an däärs war Gott weess während der Referendumscampagne genuch ze besichtigten – stramm oflehnen a strikt bekämpfen. Si passen net zur moralescher Geschäftsgrundlag vun eisem Land. Fasset op op déi onerwaart grousse Effete vun deene vermeintlech klengen Ausrutscher am Denken an an der Sprooch!

Déi noutwendeg, all Dag dagesaktuell Europadebatt muss mer an engem regelrechten nationalen Europaforum zesummelafé loossen. Dese wäert vun Minister Nicolas Schmit animéiert ginn, an hie wäert konkret Handlungsvirschléi dozou virbereeden. Wann den nationalen Europaforum bis leeft, wann en op Trapp kënn, a mat him alleguer déi, déi d'Gefill hunn, et géif net genuch iwwer Europa geschwat ginn, da wäerte mer mieren: Europa, dat gesäit heiansdo no Glamour aus, et ass awer haart Knachenaarbecht, déi vill Zäit kascht an déi vill Energie brauch. Net nëmmen d'Regierung soll Zäit hunn, an net nëmmen d'Regierung soll hir Energie verwenden, fir déi Debatt ze féieren.

An déi Debatt iwwer Europa an déi europäesch Saachen an a Verlängerung vun där Debatt iwwer Europa an déi europäesch Saache mussen eis Iwwerleeungen iwwer eist Matenee mat deenen, déi net Lëtzebuerg sinn, selbstverständlech afléissen. Dat geet zesummen.

Déi, déi soen, d'Integratioun vun den Auslänner hei am Land wier réusséiert, soen eppes, wat mer alleguer zesumme gäre gleewen. D'Wierklechkeet ass awer heiansdo ganz anescht: Et bilde sech heiem, wéi am Rescht vun Europa, regelrecht Parallell-Gesellschaften. Mir brauchen dofir en neit Immigratiounsgesetz, dat dat vun 1972 ersetzt an e revidéiert, e méi volontaristescht Integratiounskonzept viraussetzt.

D'Diskussioun heiriwwer, d'Diskussioun och iwwer eis Sprooch – oder soll ee besser soen iwwer eise Sproochesystem? – fänkt an demsem Wanter un a soll am nächste Wanter ofgeschloss ginn. De Justizminister wäert am spéide Fréjoer vum nächste Joer e Gesetzesprojet iwwer d'duebel Nationalitéit virleeën, d'Educationministesch wäert d'Debatt iwwer eis Sprooch op der Regierungssäit begleeden.

Eng Fro, Här President, déi Lëtzebuerg an net Lëtzebuerg am selwechte Mooss betrëfft an am selwechte Mooss betrëfft mécht, dat ass d'Fro nom Liewen an nom Stierwen. Mir schreien net vir, wéi zu Lëtzebuerg gestuerwe soll ginn. De Stat deet gutt drun, sech do Grenzen opzëerleën, wou leschtendlech den eenzelne Mënsch mat sech selwer ganz eleng ass. Mä e muss sech mat der Fro beschäftegen, wéi den eenzelne Mënsch, dee mat sech selwer eleng ass, stierwe wëllt. Dofir leet de Gesundheitsminister nach am November e Gesetzesprojet iwwer d'Stierbegleedung vir, e Gesetzesprojet, deen dee vun der fréierer Regierung ersetzt.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, och d'Schoul, d'Bildung, d'Ausbildung gi Lëtzebuerg an net Lëtzebuerg zesummen ep-

pes un. An zwar méi wéi nëmmen eppes. Dat wat an der Schoul a während der Schoulzäit schif geet, dat kritt een am Liewen dacks net méi zurechtgebéit.

Mir wëllen déi grousse Atouté vun eisem Schoulsystem erhalen. Dofir wëlle mer d'Schoul zesumme mat den Elteren, mat de Schüler a besonnesch den Enseignanté weiterentwickelen. Am Gespréich mat den Enseignanté fällt op, dass der vill vun hinnen d'Gefill hunn, hir Aarbecht, hiren Engagement, hiren Dévouement géifen net op déi richteg Resonanz an der Gesellschaft stoussen. Dobäi maache si eng nobel, eng schéin Aarbecht a si hunn ee grousst Stéck Lëtzebuerg Zukunft all Dag an der Hand. Et ass falsch, si fir all Fehlentwickelung an der Schoul haftbar ze maachen, mä et ass richtig, mat hinnen zesummen ze probéieren, dass all Kand eng Chance op Erfolleg am Liewe kritt.

Et hunn awer net all Kanner Erfolleg. Esou hunn tëschent November 2003 an November 2004 1.200 Schüler hire Schoulparcours ofgebrach. Ee Véierel vun hinnen huet sech an auslännesche Schoulen ageschriwwen, een anere Véierel huet eng Aarbecht fonnt, een dréite Véierel befénnt sech a sou genannte Formatiounsnoosnamen. Een anere Véierel, dee leschte Véierel awer, ass weder am Ausland nach um Aarbechtsmaart nach a Formatioun. Dee leschte Véierel mécht ganz einfach näscht, ass dohem oder soss éierens. Dat ass hiren Échec, dat ass och eisen. An et ass net akzeptabel, dass deen Échec all Joer 300-mol wiisst.

Eis Gesellschaft, och a grad eis jonk Gesellschaft, ass extrem heterogen ginn. D'Schoul muss selbstverständlech probéieren, des Heterogenitéit ze géieren. Mir mussen eis fräimaache vun där Iddi, all Schüler kënn deeslewechte Programm am selwechte Rhythmus absolvéieren. Dofir muss d'öffentlech Schoul d'Schouloffer méi breet maachen. Déi lescht Regierung huet domat ugefaang, des Regierung mécht domat weider.

Den Neie Lycée ass eng wichtige Etapp op deem Wee. D'Festleeë vun engem Kompetenzsockel fir all Stuf vun der Schoulausbildung, vum Précolaire bis un d'Enn vun der Scolaritéit, ass eng aner. D'Educationministesch wäert, zesumme mat allen Acteurs vun der Schoul, des Kompetenzsockele festleeën, besonnesch – an dat ass net einfach – wat dat verlaangtent Sproochwëssen ubelaangt.

D'Schoulgesetz vun 1912 gétt reforméiert. Een neien Avant-projet de loi geet an deenen nächsten Deeg a Consultatioun a soll virum Summer vum nächste Joer heibannen déposéiert ginn.

D'Reform vun der Berufsausbildung kënn geschwënn. Dat neit Berufsausbildungsgesetz schreift sech an an d'Logik vun der liewenslänglecher Weiterbildung, definéiert d'Profiler vun all Handwierk nei an organiséiert déi modular Ausbildung.

Mä d'Schoul, déi fénnt net nieft dem Liewe statt. Dofir muss se d'Liewensgewunnechten an d'Liewensmänn vun Elteren a vu Kanner maximal berücksichtigen. Mir brauchen och an der Gemeng eng fakultativ Ganzdagsschoul-offer, mir mussen virufueren Opfanga Begleedungsstrukturen fir déi Kleng, virun an no der Schoul, a méi grousser Zuel unbedidden. Famill a Beruff kënnen net getrennt, si mussen zesumme gesi ginn.

An d'Schoul hält net mat der Schoul op. D'Léieren an d'Bäiléiere si liewenslänglech ginn. Iwwer 53.000 Leit hu sech d'lescht Joer weiderbilde gelooss; dat ass impressionant. Eist Land steet un der Spéztz vun der europäescher Entwécklung. Deen Effort gétt konsequent weidergefuert. Eng kompetitiv Wirtschaft brauch d'Qualifikatioun – déi dauerhaft Qualifika-

tioun – vun deenen, déi an hir schaffen.

Här President, zu deem Stéchwuert „Kompetitivitéit“ wier villes ze soen. An der Regierungserklärung vum 4. August 2004 hunn ech zu deem Stéchwuert – dat eigentlech en Aarbechtswuert ass – alles gesot wat fir déi ganz Legislaturperiod géllt.

D'Kompetitivitéit, dat ass ee breet Begrëff, dee villes enthält.

Et gétt Kreesser hei am Land, fir déi reduzéiert d'Kompetitivitéitsfro sech eigentlech op déi vum Index. Dës Fro stellt sech, mä si stellt sech ëmmer och – an ëmmer nëmmen och – am Zesummenhang vun der Erhaltung vun soziale Fridden: Och de soziale Fridden ass e wiesentlech Standuertargument. Den Index erlaabt e Minimum un organisierter nationaler Lounpolitik – jiddferengem seng Pei gétt un d'Inflatioun ugepasst. D'Indexéierung schafft esou e Fräiraum, deen dezentraliséiert, betribsbezunnen Tarifpolitik méiglech mécht, deen net alles iwwer ee Leescht zitt. Wann een den Index ofschaft, da gétt déi Tarifpolitik, déi haut betribsbezunnen an dezentraliséiert ass, vun engem Dag op deen aneren national, an domat wäerten d'Ekonomie an d'Patronat a besonneschem Mooss nëmmen ze verléieren hunn.

D'Regierung hält dofir un der Indexéierung vu Léin a Gehälter fest. Mä mir verspären eis net enger Diskussioun iwwer eng limitéiert Indexneiregelung, déi de Prinzip vun der Indexéierung respektéiert, well d'Indexéierung bréngt d'Kompetitivitéit prinzipiell net a Gefor. Mä mir si bereet, mat de Sozialpartner iwwer d'Zesummesetzung vun Indexwuerekerf ze diskutéieren: Alkohol an Tubak mussen net am Wuerekerf stoen. D'Pétrolsprodukter awer mussen drastoe bliwen, well hir Erhéijung – besonnesch déi rezent – verdeiert d'Liewe vum Duerchschnittsbierger an engem ganz gehéirege Mooss.

Mir sinn och bereet, iwwer d'Afféierung vun engem maximaler Indextranche ze diskutéieren, wa se héich genuch op der Gehälterskala usetzt. Déi, déi héich Léin hunn, déi brauchen net noutwendegerweis all Kéiers déi voll Indexéierung vun hirer Pai. Mä déi net esou vill hunn, déi brauche se, déi brauche se och total. Si brauche se ëmsou méi wéi mer an der Regierung der Opfaassung sinn – ouni eis an d'Tarifautonomie wëllen anzeméischen –, dass eist Land eng moderat Lounpolitik muss bäibehalen, déi sech strikt un de Produktivitéitserhéijungen ausrichte soll.

Iwwer déi Fro wëlle mer mat de Sozialpartner zillorientéiert an ergebnisorientéiert an der Tripartite verhandelen.

Wa mer wëlle komplett kompetitiv bliwen, da muss mer eis Wirtschaftsinfrastruktur kontinuéierlech komplettéieren. Dat huet all Regierung bis haut versicht, gemaach a meeschens och fäerdeg bruecht. Dat mécht och déi heiten, dat versicht och déi heiten, an dat wäert och déi heite fäerdeg bréngen. Mä des Regierung mécht dat net iergendwéi, si mécht et op der Grondlag vun deene Prinzipien, déi d'lescht Joer an der Regierungserklärung opgefouert goufen.

Am Laf vun deenen nächste Méint konzentréiere mer d'wirtschaftlech Diversifizéierung op e puer Achsen.

D'Promotioun vun Wirtschaftsstanduert a vun der Finanzplaz geet beschleunegt virun. Den Tresor an de Wirtschaftsminister reesen nach am November mam Grand-Duc an den arabesche Raum, fir des bis elo vun eis e bëssen négligéiert Regioun méi fir Lëtzebuerg an u Lëtzebuerg ze interesséieren. Den Tresorminister ass am Oktober an den USA, fir fir eis

Finanzplaz, déi nees amgang ass sech ze fänken, ze werben.

Virun allem awer wëlle mer Lëtzebuerg zu enger Haaptadress vun der E-Technologie an der Welt an an Europa maachen. Grouss Nimm wéi AOL an Amazon sinn haut schonn d'Flaggschëffer vun där Politik, déi vum Finanzminister a vu senger Kollege konzentriert gesteuert gëtt. De Siège vu Skype, deem gréissten internationalen Internet-Téléphonie-Provider, dee viru kuerzem vun eBay opkaaft ginn ass, huet a behält – dat ass eis gëschter confirméiert ginn – sai Siège hei zu Lëtzebuerg. Mat anere groussten internationale Playere lafe vill verspriedend Kontakter.

Dës zukunftssträchteg Aktivitéit fénnt, wann och bei wäitem net nëmmen, an engem gënschtege steierlechen Émfeld statt, dat mer hei zu Lëtzebuerg iwwer Joren a Jorzéngte geschafent hunn. Dat Émfeld, dat steierlecht, wëlle mer erhalen, an dofir sprécht déi lëtzebuergesch Regierung sech och géint déi vun der EU-Kommissioun proposéiert Direktiv aus, déi déi indirekt Steierbasisregelen am E-Bereich wëllt änneren doduerch, dass de Prinzip vum Pays d'origine duerch dee vum Pays de destination géif ersat ginn.

Mä domat, mat där Ofwierhaltung zu Bréssel, geet et net duer! Mir mussen an deenen nächste Méint eis Dateschutzgesetzgebung adaptéieren, fir dass se an déi nei gewesse Landschaft passt. Mir mussen déi Connectivitéitsdefiziter, déi mer partiell nach hunn, séier behiewen a mir mussen eis ëm d'Verbesseerung vun der Präisstruktur an deem Beräich bekëmmern. Mir wëllen eis intensiv an offensiv als Exzellenzzentrum fir Informatiounsa Kommunikatiounstechnologie weltwäit profiléieren.

Fir d'Entwécklung vun den Teleservicer, besonnesch vun der digitaler Televisioun, ze pushen, setze mer vum 1. Januar 2006 un den TVA-Saz fir déi digital Servicer op 3% erof.

Mat der CLT fänke mer un iwwer d'Erneuerung vun Konzessionsvertrag ze verhandelen, obschonn deen eréischt am Joer 2010 ofleef. Mir wëlle Planungssécherheet fir de Mediastanduert Lëtzebuerg hunn.

D'Lëtzebuerg Wirtschaft behält all hir Chancen. Mir maachen aus der SNCI ee regelrecht Gestaltungsinstrument vun eiser wirtschaftlecher Entwécklung andeem mer si zu enger kompletter Förderbank an de Beräicher Diversifikatioun a Konsolidatioun maachen. Domat setze mer hir Efforté vun de rezente Méint fort an deene si sech duerch de Kooperationsvertrag mam europäeschen Investitionsfond an duerch d'Moderniséierung vun hire Kreditinstrumenter nei Muskele ginn huet.

D'SNCI huet och hir Interventiounsméiglechkeeten am Beräich vun der Recherche duerch d'Opleeë vun enger Fuersungsfacilitéit verbreedert. D'Recherche bleibt eng Regierungsprioritéit: Si huet sech an de leschte fénnef Joer versechsfacht, déi öffentlech Recherche wäert am Budget 2006 0,3% vum PIB ausmaachen, Zil bleibt et si op 1% unzehiewen an d'Gesamtrecherche, déi privat an déi öffentlech, op 3% vum eisem PIB erunzeféieren. D'Recherche zu Lëtzebuerg fénnt haaptsächlech op der Universitéit a ronderëm d'Universitéit statt.

Dës Universitéit wäert sech op Doktorater an op spezialiséiert Master-Diplomer konzentréieren. Mir wëllen net op méiglechste ville Gebidder wéineg ubidden, mä op wéinege Gebidder villes ubidden, esou dass och d'Universitéit Lëtzebuerg eng regelrecht Kompetitivitéitsfabrik fir eist Land ka ginn.

Déi Universitéit wäert am Joer 2006 200 Studente méi hu wéi an dem Joer, a si wäert am Joer 2010 4.600 bis 4.800 Studenten hunn an am Joer 2015 héchstens 6.000 Studenten. Ech soen dat, well ech déi

abenteuerlechste Zuelen heiansdo doruechter liesen. Mir brauchen akademesch Fokusséierung zu Lëtzebuerg, mir brauche keng universitär Megalomanie!

Och de Flughafe wëlle mer a sengem gesamte Potenzial dynamiséieren. Net méi Flich an net méi Flugbewegung wëlle mer op Lëtzebuerg kréien, mä méi Aktivitéit solle kënnen um Findel, virun allem am logistesche Beräich, stattfannen. Dat wëlle mer um Findel, dat wëlle mer och op der Bunn a mat der Bunn, wou mer ab der Eisenbunns-Tripartite vum nächste 24. Oktober d'Frachtzukunft an iwwerhaapt d'Struktur vun eiser Bunn thematiséiere wäerten. Mir befannen eis an Europa an enger Atmosphär vu Liberaliséierung, mä mir sichen typesch Lëtzebuergesch Lösungen, heiansdo lëtzebuergesch lëtzebuergesch Léisungen. Mir sinn nämlech keng fanatesch Liberaliséierer, mir wëllen net d'Démolitioun vun den CFL, mä hir sozialverträglech an équilibréiert Adaptatioun un d'Zukunft.

D'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie an d'Erhalte vun eise Standuertvirdeeler hu wiesentlech mat der Betriebsbesteuerung ze dinn. Mir hunn eis Betriebsbesteuerung an deene leschte fofzég Joer fundamental verbessert, d'Besteuerung wéi och d'Abgabelaascht, déi op de Betriber louch. Do wou et sech als noutwendeg wäert erausstellen ajustéiere mer se weider, mä ech kënnge fir d'nächst Joer keng Ofsenkung vun de Betriebssteieren un. Op der internationaler Besteuerungsskala leie mer zwar net honnertprozenteg optimal, mä mir leien awer nach gutt, an all weider steierlech Ofsenkung am Intéret vun de Betriber muss genauestens, an zwar am gesamteuropäesche Kontext, studéiert ginn. Déi Iwwerleeung féiere mer, si wäert awer fir d'Joer 2006, wéi gesot, keng Verännerung vun der Betriebsbesteuerung zur Folleg hunn.

Zur Effizienz vun enger Ekonomie, grad vun eiser, gehéieren effikass Infrastrukturen. Trotz enker Finanzlag wäerten d'Investissementskreditter sech am Joer 2006 op héijem Niveau bewegen. Dat géllt fir all Infrastrukturbereicher. Mir mussen wëssen: Iwwer deen normale Statsbudget kënnen mer mat deenen normale budgetäre Finanzéierungsmethoden déi geplangten an noutwendeg Investitionsausgaben net méi integral finanzéieren.

Vum iwwernächste Statsbudget un, also vun deene vun 2007 un, mussen mer eis öffentlech Investissements deelweis anescht finanzéieren. Wat de Budget net eleng packt, dat muss an öffentlech-privater Kooperatioun finanziert ginn. De Stat muss net alles selwer bauen an alles selwer finanzéieren. E kann och baue loossen, wärscheinlech souguer dacks méi bëlle. Dat wäerte mer maachen, well dat muss mer maachen. Mir diskutéieren dat selbstverständlech mat der Chamber fir dee beschte Wee an déi adequat Instrumenter ze fannen, fir dat kënnen ze maachen.

Hei zu Lëtzebuerg diskutéiere mer net genuch iwwer d'Energiepolitik. Dat ass ëmsou méi erstaunlech wéi d'Energiefacturé vum Land déck sinn a well d'Energiekäschen, déi op de Betriber laaschten, et a sech hunn. Mir sinn zu 99% vun den Energieimporter aus eisen dräi Nopeschlänner ofhängeg. Et läit duerch op der Hand, dass mer d'Ofsicherung vun eisem Energieapprovisionnement an deenen nächste Méint diskutéieren an och décidéiere mussen. Dës Diskussioun muss sech ronderëm d'Diversifikatioun vun eisen Approvisionnementsweeër dréinen, muss sech mat der Entwécklung vun eiser Produktiounsinfrastruktur beschäftegen a sech un der Entwécklung vun eiser Distributiounsinfrastruktur interesséieren.

Kyoto an de gesonde Mënscheverstand – dat ass nämlech heiansdo bal datselwecht – ver-



laangen, datt mer zu enger méi duerchorganisierter Energieeffizienzkassitéit hei am Land kommen. D'Förderung vun alternativen Energiequellen an alle Beräicher, och an deem vun der Landwirtschaft, därff net weiderhi lächerlech gemaach ginn, si muss konsequent entwéckelt ginn. Selbstverständlech ass dobäi d'Relatioun tëschent öffentlech ze bestreidende Käschtepunkten a realiséierter Energieeffizienz net aus den An ze verléieren.

Et ass och evident, datt mer mussen Energie spueren, grad a besonnesch am Beräich vum Wunnengsbau; do kënnen mer nach eppes maachen. A terme muss mer Niddregenergie-Standardé respektéieren, déi iwwer eng nei Wärmeschutzverordnung wäerten agefouert ginn. Mir wäerten an deenen nächste Méint Propositionen iwwer eng méi staark Besteuerung vun den Autoe mat engem héijen CO<sub>2</sub>-Ausstooss virleeën.

Den öffentliche Transport muss weider ausgebaut ginn. D'Kreditmassen, déi him zougefouert ginn, klammen och am Budget fir d'Joer 2006 relativ substanzé. Mir mengen duerch d'Stad misst een Tram fueren. Mir zweifele kee Moment drun, dass deen neie Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg dat iwwerhaupt net kann anescht gesinn.

### (Brouhaha général)

Eng gesond Ëmwelt, een nohaltge Wuessen, ee verantworten Ëmgank mat Energie, ee konsequent Investissement a méi Mobilitéit: Dat sinn och Standuertvirdeeler. Wien dat anescht gesäit, dee muss et soen, an e muss et virun allem beweisen.

Et gëtt keng modern Economie, wann dat Land, an deem se sech ofspilt, sech net selwer resolut an d'Zuchloft vum 21. Jorhonnt stellt. D'L'Pläng vum Integrierte Verkéiers- a Landesplanungskonzept, kuerz IVL, soll eise Land dee Modernisierungsschub vereinfachen. Mir mengen, dass all Joer am Hierscht d'Chamber am Kader vun enger Orientierungsdebatte iwwer d'Ëmsetzung vun den IVL-Pläng debattéiere soll. D'Schwéierpunkter vun deenen Debatte gesäit ee gutt: Belval, ee Projet, deen absolut Prioritéit an den Ae vun der Regierung gëtt – dat gëtt heiansdo bezweifelt, ech froe mech firwat –, d'Nordstad, sektoriell Pläng. An deene verschidde Beräicher sinn d'Elementer, déi an deenen Debatte mussen zur Sprooch kommen.

D'Opstelle vun deene sektorielle Pläng brauch schrecklech laang Zäit. Mir si Weltmeeschter vun de Prozeduren a vun de Consultationsverlängerunge ginn. Während där Zäit, wou se opgestallt ginn, därff et keen Entwécklungsstëllstand an deene Beräicher ginn, déi duerch déi sektoriell Entwécklungspläng direkt tangéiert ginn. Déi wirtschaftlech Entwécklung geet virun, si waart net op déi lescht Trouvaillen, Raffinessen a Raffinementer, zu deenen alleguerten déi fäeg sinn, déi sech ëm déi Froen zu Lëtzebuerg bekëmmern. Mä si mussen déi Initiativen am wirtschaftleche Beräich an am wirtschaftlechen Usiedlungsberäich, déi grouss Linnen, d'Philosophie, d'Basiskonzepter vum IVL selbstverständlech respektéieren.

Wësst Der, dat geet net, dass all Partei permanent, a wat méi Wahlzäite sinn, wat se méi gespréich doriwwer ginn, d'Wichtigkeet vun der Landesplanung ënnersträicht, a wann da Landesplanung geschitt, da sinn alleguer déi aner Saachen op eemol méi wichteg wéi d'Landesplanung. Hei brauch een ee sech équilibréierend, weiderentwéckelt, normalt Verhältnis tëschent Landesplanung an deenen anere Politikberäicher.

Am Beräich vum IVL ginn ech zu Protokoll – mä eigentlech bräicht ech dat net zu Protokoll ze ginn –, dass et selbstverständlech keng

Zwangsfusiounen vu Gemenge wäert ginn.

Lo si se alleguer sou frou, dass se do sinn. Et kritt kee seng Märei ewechgeholl. Deen, dee wëllt dra sëtze bleiwen, dee kritt se héchstens vum Wieler ewechgeholl, wéi mer dat kierzlech eréischt an Erfahrung bruecht hunn.

Mä richtig ass a wichteg ass am Gesamtthema vun der administrativer a politescher Neiorganisatioun vun dem nationalen Territoire, dass all Bierger, egal wou e wunnt, dat selwecht Recht op déiselwecht Gronderfällung vun deeneselwechte Grondbesoinen huet wéi déi aner Leit am Land och.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Moderniséiere vum Land, d'Verbesserung vun eiser Kompetitivitéit, d'Optiméierung vun eise fiskalen Ëmfeld: Dat sinn alles nëmmen eidel Wieder, wann déi politesch Ustrengungen, déi ronderëm des Begrëffer gravitéieren, hiert Objektiv net errechen. An dat Objektiv ass d'Vollbeschäftigung. Ech gehéieren zu deenen almouesche Politiker, déi mengere Vollbeschäftigung wier méiglech, Vollbeschäftigung wier néideg a Vollbeschäftigung misst sinn.

Vollbeschäftigung heescht net, dass jiddferen ëmmer eng Aarbecht huet, dat weess ech och. Mä Vollbeschäftigung heescht, dass jiddferen, dee schaffe wëllt an dee schaffe kann, och eng Aarbecht muss kënnen fannen. Ech soen net, dass nëmmen deen eppes wäert wier, dee schafft. Mä ech soen awer, dass deen, dee schafft weess, wat e wäert ass. An dofir därefer mer eis an Europa net mat Massenaarbeitslosigkeit offannen. An dofir därefer mer eis och heiheim net mat dem permanenten Uklamme vun der Aarbechtslosigkeit offannen. D'Aarbechtslosigkeit ass keng Fatalitéit; si därff eis net aschleiferen. Hir Bekämpfung, d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosigkeit, net d'Bekämpfung vun den Aarbechtslosen, ass eng Noutwendegkeet, déi eis muss permanent waakrech halen.

D'Aarbechtslosigkeit – ech hunn et gesot – klëmmt och heiheim. Sécher: Si ass net esou héich wéi an eisen Nopeschlänner. Mä si ass ze héich, a si muss méi niddreg ginn. Dat geet net vum selwen an net vun haut op muer. Mir mussen eis Kräfte bündelen, déi vum Stat, déi vun de Betriber, déi vun de Gewerkschaften, déi vun de Leit, déi schaffen, an och vun deenen, déi keng Schaff hunn, fir hir op de Läf ze récken.

Ech hu gesot d'Aarbechtslosigkeit wier keng Fatalitéit. Si därff dann och net esou behandelt ginn, wéi wa se eng wier. Wa Betriber restrukturéieren, wa Personalofbau aus wirtschaftleche Grënn an d'Haus steet, wann d'Effektiver aus ökonomeschen Ursaache mussen ofgesenkt ginn, da gëtt et zwee Weeër, fir dat ze maachen: Entloosungen ouni Nuance oder awer intelligent restrukturéieren.

Den Aarbechtsminister huet d'Sozialpartner viru méi zwee Joer mat Iwwerleeungen zur Festegung vun der Beschäftigung am Restrukturierungsfall befaasst. Hien huet e Gesetz – wéi dat esou schéin op Lëtzebuergesch heescht – iwwer den «Maintien de l'emploi» ugereegt.

Mir sinn an der Regierung der Opfaassung, dass d'Sozialpartner net séier genuch op des Propositionen reagéiert hunn, an dass keen adequate Echo op déi ministeriell Initiative komm ass. Mir wëllen net weider waarden an hunn den Aarbechtsminister dofir gebieden, seng Iwwerleeungen an e Gesetzesprojet ze kleeden, deen hei am Parlament wäert abuecht ginn. D'Opstelle vun engem Sozialaudit, d'Encouragéiere vun temporärer Arbeitnehmerüberlassung, Outplacement, temporär Aarbechtszäitreduktioun an aner Formen ebe vun intelligentem Restrukturéiere wäerten d'Kärelementer vun deem Gesetzesprojet sinn.

Wann d'Aarbechtslosigkeit klëmmt, wann d'Beschäftigungsverhältnisser zur Précaritéit tendéieren, wann d'Angscht ëm d'Aarbechtsplatz ëmgeet, wa kee méi sou richtig weess, wéi et soll weidergoen, dann hunn déi einfach Rezipier Héichkonjunktur. Deenen, déi der Zerstückelung an dem Zerschloe vun eiser aarbechtsrechtlecher Uerdnung, vun eise Kennungsschutz an anere Schutzinstrumenter aarbechtsrechtlecher Natur d'Wuert rieden, wëlle mer soen: Mir maachen déi Moud net mat, déi an eenzelne vun eise Nopeschlänner virexerziert gëtt. Deenen, déi mengen, d'Leisung vun den Aarbechtsmaartproblemer géif an allgemengen Aarbechtszäitreduktiounen leien, soe mer: Mir fänken domat net un, well et huet néierens eppes ënner Form vun durablé Resultater bruecht.

Deenen, déi d'Opfaassung hunn, et géif duergoen d'Aarbechtslosenentschiedegung allgemeng no ënnen ze corrigéieren, d'Indemnité de chômage erfzesetzen, soe mer, dass mer hei keng radikal Kierzunge virschloen, well déi meeschte Leit, déi keng Aarbecht hunn, éierlech beméit sinn, eng Aarbecht ze sichen. De Stat muss si finanziell begleeden duerch déi hinnen operluechte Period vun Inaktivitéit, ansonsten si ënnert d'Aarmutsgrenz rétschen.

Mä mir si selbstverständlech bereet, am Kader vun der Tripartite a vum stännege Beschäftigungscodé déi bestehend Aarbechtsplatzbeschäftigungsmoosname kritesch ze präiwen.

Mir stellen, ech muss soen net ouni Verdrësslechkeet, ëmmer nees fest, dass déi sou genannten aktiv Aarbechtsplatzbeschäftigungsmethoden, besonnesch wa se sech am Rayon vum Stat oder um Niveau vun de Gemengen ofspillen, net zu enger gesteigerter Beschäftigungsfäegkeet, zu méi Employabilitéit féieren, mä ganz dacks zu gréisser Passivitéit bei der Sich no enger anerer Aarbecht féieren.

Dofir muss mer eis mat der Fro beschäftigen, ob déi Indemnitéierung vun deenen temporäre Beschäftigungsinstrumenter a -verhältnisse net no ënnen muss revidéiert ginn. Vill Leit, besonnesch vill jonk Leit, déi an esou temporäre Beschäftigungsverhältnisse beim Stat a bei de Gemengen ënnerwee sinn, maachen alles, fir definitiv op deene Plaze kënnen ze bleiwen, wou se temporär beschäftigt gi sinn, well se am Chômage waren.

Si hale ganz einfach dacks op selwer no enger Aarbecht ze sichen. Or déi Beschäftigungsverhältnisser temporärer Natur därefer net zu enger aarbechtsmaartpolitescher Parkplatz féieren, wou déi, déi drop stinn, alles maachen, fir se net ze verloossen an en Dauerabonnement op deene Plazen ze kréien. Doriwwer muss mer selbstverständlech séier a konkrete Gespréicher mat de Sozialpartner schwätzen.

Ech si keen Unhänger dervun, d'Zumutbarkeetsregeler fir d'Unhuele vun enger Aarbechtsplatz onzoumutbar ze maachen. Mä och d'Leit hei am Land muss wëssen: An eisen Zäite kritt net méi jiddferen déi Aarbechtsplatz gebak, vun där e mengt en hatt en Usproch op si. Och d'Lëtzebuerg muss wëssen, dass op Schichte muss geschafft an op Schichte ka geschafft ginn. Dat ass net nëmmen fir d'Auslänner. Dat ass och fir Leit, déi Lëtzebuerg sinn. An och si mussen bereet sinn – déi Leit, déi hei am Land keng Aarbecht hunn –, heiansdo méi wäit op d'Aarbecht ze fueren, wa keng aner Méiglechkeet besteet, fir eng aner Aarbecht ze kréien a fir aus dem Chômage erauszekommen.

Dofir brauche mer d'Zumutbarkeetsregelen net radikal ze iwwer-

präiwen, mä mir muss se emol eng Käier iwwerkucken, fir ze gesinn, zu wat fir nuancéiert Ëmgangsforme mer an deem Beräich kënnen kommen.

Da sinn ech ëmmer nees iwwerrascht, wann ee gesäit, mat wat fir enger Begeeschterung d'Betriber probéieren, hir Leit an d'Prétraite – an d'Prépension – ze entloossen. Et ass ëmsou méi iwwerraschend, well aflossräich Kreesser vum Patronat net midd ginn, pausenlos eng Debatt iwwer d'Verlängerung vun der Liewensaarbeitszäit unzemaachen. Ech sinn iwwerhaupt net dergéint, dass mer eng roueg Diskussioun driwwer féieren, ob net vun iergendengem Joer, nom Joer 2012 u mer lues a lues all Joer een, zwee Méint méi laang schaffe mussen, fir dass déi zukünftige Finanzierung vun eise soziale Sécherungssystemer ka garantéiert ginn. Doriwwer muss ee roueg Gespréich méiglech sinn.

Mä ech sinn awer eréischt bereet dat Gespréich ze féieren, wann déi, déi derfir zoustänneg sinn, dass déi Leit tëschent 50 a 60 Joer, déi schaffe kënnen an déi schaffe wëllen, entweder hir Aarbecht behalen, oder, wa se hir Aarbecht verluer hunn, an engem anere Betrib agestallt ginn. Ech halen dat fir relativ witzlos, een ze nerve mat Gespréicher iwwer d'Verlängerung vun der Liewensaarbeitszäit bis 70 Joer, wann déi, déi 53 Joer hunn a keng Aarbecht hunn, keng Aarbecht méi fannen.

Fir d'éischt muss ee weisen, ier ee Fuerderunge ka formuléieren, déi wäit doriwwer erausginn. Déi Diskussioun féiere mer. D'Beweiser fir d'Méiglechkeet, Leit iwwer 50 Joer an ënner 60 Joer anzustellen, déi sinn net vun der Regierung ze erbréngen, déi sinn haaptsächlech vun deenen ze erbréngen, déi eis pausenlos mat enger Verlängerung vun der Liewensaarbeitszäit wëllen ënnerhalen.

Deen einfache Wee, deen einfache soziale Restrukturierungswee, deen huet zu Lëtzebuerg een Numm: Deen nennt sech „Prétraite-ajustement“. All Betrib ass wéi geckeg, soubal wéi Schwierigkeiten am Betrib bestinn, d'Instrument vun der Prétraite-ajustement – géint deem seng Aféierung se, niewebäi bemierkt, heftegst waren – ze aktionéieren, fir de Personalofbau kënnen sozialverträglech – dat ass en dann – ze gestalten.

Mir wëllen net méi, dass am Fall vun enger Restrukturierung vun engem Betrib deen éische Gedanken deen ass, d'Prétraite-ajustement unzefroen. Mir hätte gären, dass dat Instrument, wat deier ass, manner dacks gebraucht gëtt, a mir verhandele mat de Sozialpartner iwwer d'Erhéijung vun dem Bättrag, deen all Betrib muss bezuelen, wann a sengem Betrib Prétraite-ajustement duerchgefouert gëtt. Fir komplett ze sinn, fügen ech derbäi, d'Prétraite fir Schichtleit a fir Nuetsleit gëtt selbstverständlech net ofgeschafft. D'Prétraite-ajustement iwwerengs och net, mä déi gëtt ëmorganiséiert.

Mir brauchen och ee Gespréich mat de Sozialpartner – mä och mat eis selwer – driwwer, wéi een d'Interimsaarbechten, dat heescht déi zäitweilig Beschäftigung, kann notzen, fir aarbechtslose Menschen eng Beschäftigung ze ginn a fir se fit a flott fir de regulären Aarbechtsmaart ze halen. Et ass besser, wann een am Chômage ass, et huet een eng zäitweilig Beschäftigung, déi engem nei Chancen um Aarbechtsmaart gëtt, wéi dass ee während engem Joer oder anerhalleft Joer beschäftigungslos doheem sëtzt, seng Indemnité de chômage kritt an all Dag manner Beschäftigungsfäeg gëtt.

D'Frontalieren hunn dat anscheinend gutt verstan, well déi besetze praktesch all Interimsplazen, déi mer zu Lëtzebuerg hunn. Mir hätte gären, dass och déi Leit, déi hei am Land keng Aarbecht hunn, méi

regelméisseg op Interimsplazen zréckgräifen, fir sech Beschäftigungsfäeg ze halen, an dat an engster Zesummenaarbecht mam Arbeitsamt maachen.

D'Ofschafe vum Mindestloun ass een anere Schlager, deen ee regelméisseg héiert. D'Regierung schafft d'Gesetzgebung iwwer de Mindestloun net of – dat wier jo och gelungen. An anere Länner gëtt iwwer d' Aféierung vum Mindestloun diskutéiert, da gesinn ech net, firwat dass mir zu Lëtzebuerg sollen déi éischt sinn, déi en ofschafen. Obschonn et mech am däitsche Wahlkampf amüséiert huet ze gesinn, dass een aus der Nopeschgegend e Mindestloun vun 1.400 Euro virschléit an dann als Kommunist vun all Mënsch traitéiert gëtt, während en zu Lëtzebuerg bei 1.503 Euro läit. Mir sinn alleguer Kommunisten a mir sinn et gär, wann et ëm de Mindestloun geet. Et gëtt jo och soss bal keng méi, also ass et besser mir bekëmmere eis selwer ëm déi Saachen.

### (Hilarité)

De Mindestloun, dee gëtt net ofgeschafft, mä mir mussen eis d'Fro stellen, wa jonk Leit, déi keng ofgeschlossene Schoulausbildung hunn, an engem Betrib eng Beschäftigung fannen, wou se während där Initialbeschäftigung, wou se an deem Betrib sinn, eng betriebsbezunnen Ausbildung, eng Betribsqualifikatioun kréien, ob mer net sollen d'Méiglechkeete schaffen, fir ee sou genannten Ausbildungsmindestloun anzeféieren, ee sou genannte Qualifizierungs- a Formationsmindestloun, deen déi Leit géifen offéiert kréien, déi no hirer Schoulausbildung, déi se ofgebrach hunn an déi se mat kenger Qualifikatioun ofgeschloss hunn, eng Aarbecht fannen, wou probéiert gëtt hinnen dat Noutwendeg fir dee Betrib bäizebréngen, ënnert der Maassgab allerdingens, dass um Enn vun esou engem rémunéierte Beschäftigungsverhältnis och d'Aussicht op eng Aarbechtsplatz steet. Doriwwer ass ze schwätzen, dat ass net ze dekretéieren.

Och iwwer den Zougank vun EU-Bierger zu Deeler vun eiser Fonction publique muss frësch diskutéiert ginn. Et kann net sinn, dass d'Lëtzebuerg alles maachen, fir eng Aarbechtsplatz beim Stat oder bei de Gemengen ze fannen, mä se d'Aarbechtsplazen an der Privatwirtschaft awer haaptsächlech den net Lëtzebuerg wëlle reservéieren. Ech soen lech, dass dat enges Dags eng schrecklech Schifflag hei am Land gëtt. An dat wäert och enges Dags ee Stéck vum Ongléck vun deem Land ausmaachen, wa mer déi Tendenz do net gebremst kréien. An dofir muss mer mat jiddferengem, deen dat ugeet, schwätzen an iwwer déi Fro och verhandelen, iwwer d'Fro vun der méi breeder Ouverture vun der Fonction publique fir EU-Bierger.

Et gëtt vill Betriber, Dir Dammen an Dir Hären, déi schaffe gutt mam Arbeitsamt zesummen. Et gëtt der natierlech och, déi foutéiere sech där Saach total. Den Aarbechtsmaart, dee ka sech net der Aarbechtsmaartverwaltung upassen. Et ass schon esou, dass d'Aarbechtsmaartverwaltung, d'Arbeitsamt, sech dem Aarbechtsmaart muss upassen. Op ville Pläng an op ville Plaze geschitt dat och. Mä fir d'Betriber ze encouragéieren, méi kontinuierlech, méi intensiv mam Arbeitsamt zesummenzschaffen, schafft den Aarbechtsminister ee Präis, deen all Joer deem Betrib soll zouerkannt ginn, deen op eng besonnen gutt Aart a Weis mam Arbeitsamt a mat engem gudden Succès zesummege schafft huet.

Da stinn déi sou genannte Beschäftigungsinitiatiounen dacks an der Kritik. Mueneches wat hir Funktionsweis ubelaangt ass ze iwwerpräiwen. Mä d'Beschäftigungsinitiative selwer mussen awer virubestoen, well si beschäftegen an der Regel Leit, déi um normalen,



regulären Aarbechtsmaart strikt keng Chance hunn oder nach keng Chance haten. A wann een d'Beschäftigungsinitiativen ofschaft, da stierzt een déi Leit net nëmmen an aarbechtsmaart-politescht Ongléck, mä an deem Mooss wou et sech oft ëm d'jonk Leit handelt, gétt hire ganze familiären Emkrees mat an de Misär gezunn.

Ech akzeptéieren, dass Deeler vum Patronat heiansdo soen, d'Beschäftigungsinitiative géifen hinne Konkurrenz maachen. Ech hätt manner Schwierigkeeten, d'Justifikatioun vun deem Reproche nozevollzéien, wann ech d'Garantie hätt, d'Sécherheet hätt, d'Gefill hätt, a wann ech kéint dru gleewen, dass déi, déi an de Beschäftigungsinitiative beschäftegt sinn, dann an deene Betriber, deene se anscheinend Konkurrenz maachen, géife beschäftegt ginn. Dofir hätt ech gären, dass een emol méi ee rasonnabel, rouegt Gespräch iwwert déi Affären do féiert. D'Beschäftigungsinitiative ginn deelweis ëmorganiséiert, si bleiwen awer als een, a mengen Aen, wichtegt Instrument vu sozial orientierter Aarbechtsmaartpolitik bestoen.

Iwwert dës Froen an iwwer anerer, déi een net kann intensiv aus Zäitgrënn hei behandelen, wäerte mer diskutéieren, well mer eis mat der Aarbechtslosegkeet net offanne wëllen. Si ass keng Fatalitéit, mä si ass d'Schicksal vu ville Leit, déi gäre géife schaffen oder déi besser hätten ze schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn lech iwwert d'Kompetitivitéit vun eiser Economie ënnerhal, iwwert d'Moderniséierungsimpulser, déi mer brauchen, iwwert d'Aart a Weis wéi een d'Aarbecht zu Lëtzebuerg soll a ka gesinn. Et feelt ee Wuert iwwert d'Wunnen zu Lëtzebuerg. Well wunnen ass wichteg.

Ech muss éierlech zouginn, dass ech mat enger gewëssener Gëne iwwert de Logement schwätzen. Zënter 1991 hunn ech als Stats- a Finanzminister alles gemaach fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddferen hei am Land erschwinglech ze maachen. Ech si bei deem Versuch gescheitert. Wann ech – obschonn d'Zäit dofir nach laang net komm ass – haut Bilan ze zéien hätt iwwer meng politesch Aarbecht, da fält mer – dat wäert lech jo net wonnen – schrecklech vill Guddes an.

#### (Hilarité)

Mä ech fannen – an ech considérieren dat als ee groussen, och perséinlechen Échec –, dass ech an der Wunnengsfro versot hunn.

Wunnen a Baue si schrecklech deier zu Lëtzebuerg ginn. Um Wunnengsmaart kucken déi kleng Leit dacks no wat déi aner maachen a si gesinn net wéi se kënnen matmaachen.

Ech fanne mech mat där Fehlentwicklung um Lëtzebuerg Wunnengsmaart net of. Dofir hätt ech gären, dass mer alleguer zesummen eis där Wunnengsproblematik zu Lëtzebuerg objektiv orientéiert frësch unhuelen.

A Saache Wunnengsbau leeft näischt wann et tëschent dem Stat an de Gemengen net leeft. Munch Iddi ass hei an der Vergaangeneheet ugestouss ginn, wéineg Iddië sinn ëmgesat ginn. Ech hätt gären, dass Stat a Gemeng hirer Responsabilitéit fir d'Leit nees gerecht ginn. Si ginn dat de Moment net. Ech soen dat mat Insistenz fir d'Regierung an ech soen dat ouni Indulgenz fir d'Gemengen.

Ech schloen nach eng Kéier ee regelrechte Wunnengsbaupakt tëschent dem Stat an de Gemenge vir. Ech hätt gären, dass de Stat an d'Gemengen zesummen, do wou et geet, do wou et noutwendeg ass, an et ass bal iwwerall noutwendeg, Wunnengsentwécklungspläng ausschaffen, Wunnengsentwécklungspläng an deenen de Stat seet a wat fir engem Mooss an opgrond vu wat fir enge Kritären en déi Gemengen ënnerstëtzt, déi en-

ger Vergrößerung vun hirem Wunneggebitt op dem Territoire vun hirem Gemeng zoustëmmen. D'Gemenge packen d'Folgekäschte vun der demographescher Explosioun a vun der Wunnengsexpansioun ganz einfach net eleng, op jidde Fall net all Gemeng. Duerfir muss de Stat hei hëllefen. Mir mussen zesumme Baulandreserven uleeën.

Mir mussen d'Offer um Wunnengsmaart stäerken, net d'Demande weider ënnerstëtzen. D'Demande gétt zolidd genuch ënnerstëtzt. D'Offer muss vergrëssert ginn. Ech plädéieren, gradewéi de Wunnengsbauminister, fir eng massiv Verbreederung vum Bail emphytéotique – fir deen et scheinbar kee Lëtzebuergesch Wuert gétt. Ech plädéiere fir d'Virkaftsrecht vun de Gemengen. Ech plädéieren derfir, dass mer d'Gesetzgebung iwwert déi kommunal Grondsteier esou wäit flexibiliséieren, dass d'Gemenge méi héich Steieren op deene Baulandterrainë kënnen imposéieren, déi net zu Bauzwecker genotzt ginn.

#### (Interruption)

Et ass net eis Absicht, Bauterrainen ze besteieren, déi Leit fir hir Kanner a Reserv halen, mä et ass eis Absicht, Besteuerungsimpakter do ze erzilen, wou manifest Baulandspekulatioun virläit.

Déi steierlech Moossnamen, déi duerch d'Gesetz vom 20. Juli 2004 zur Ënnerstëtzung vum Wunnengsbau agefouert ginn, gi bis zum Joer 2007 verlängert. Mir fuere viru mat eiseffort am Beräich vun de Mietwunnengen. An ech soen et nach eng Kéier: De Stat däreft sech, muss sech prett halen – ech hu geléiert, dass dat net esou einfach ass –, déi Terrainen, déi e selwer huet, zu verbëllte Präisser op de Baumaart ze bréngen. Mir brauchen an deenen nächste Joren e Plus vu 15.000 Wunneenheeten a mir maachen alles, fir dass mer dat fäerdeg bréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, alles wat ech lech gesot hunn, an nach vill aner Saache méi, lafen am Statsbudget an doriwier eraus an de Statsfinanzen zesummen. D'Statsfinanze reiseignéieren eis driwwer wou mer stinn, wouhi mer ginn, wat mer kënnen, wat mer net méi kënnen a wat mer esou bal nach net wäerte fäerdeg bréngen.

Fir eng laang Ried kuerz ze maachen: Mir hunn d'lescht Joer Defizit gemaach, mir maachen es méi dést Joer a mir maachen es nach méi d'nächst Joer.

Fir eng laang Beschreiwung kuerz ze halen: Ech hat dat, iwwereng am Numm vun der Virgängerregierung, am November 2003, bei der Presentatioun vum Budget fir d'Joer 2004, heibannen ugekënnegt andeem ech gesot hat, dass d'Budgete fir 2004, 2005 an 2006 géifen där ginn, déi mat zu deene schwéierste wäerte gehéiert hunn, déi mer zënter der Métt vun den 80er Joren haten.

Mir haten am November 2003 een Defizit vun 1,8% fir d'Joer 2004 ugekënnegt an der Bréissler Kommissioun déi Prognos matgedeelt; si ass och publizéiert ginn. Dat war viru de Budgetsdebatte fir d'Joer 2004, dat war iwwereng och laang Zäit genuch viru de leschte Chamberwahlen. Déi, déi notament mir dauernd ënnerstellen, mir hätten d'Zuele verstoppt bis no de Wahlen, déi hunn ee relativ distant Verhältnis zur Wourecht, wann ech kucken, wéini dass wat publizéiert a bekannt gemaach ginn ass. Mir hunn dann awer am Joer 2004 en Defizit vun 0,6% kritt, also dräimol manner wéi deen, dee mer ugekënnegt haten. Am November 2003, also viru de Wahlen, hu mer fir d'Joer 2005 ee prévisiblen Defizit vun 2,3% op Bréissel gemellt. Dee wäerte mer och grosso modo kréien.

Den Defizit fir d'Joer 2005 an den Defizit, dee mer am Joer 2006 kréien, dat heescht net, dass mer

d'Stabilitétskritäre vun der Währungsunion net géife respektéieren. D'Feinanalys vun der Kommissioun wäert weisen, dass eisen héije Reserveniveau am Gesamtstat an eis niddreg Statsverschëldung eis nach ëmmer kuckenswäert erschénge loosse.

Mä ech wëll lech net verstoppen, dass d'Kommissioun eis de leschte Méindeg an der Eurogroup fir d'éischte Kéier den Ufank vun engem béise Fanger gemaach huet – ech si jo President vun deem Club, dat ass pénibel –, wuelwëssend dass am Joer 2004, eisen Defizit war do 0,6%, d'Moyenne vum Euro-Defizit 2,7% war an d'Statschold an der Euro-Moyenne zéngmol méi héich war wéi bei eis.

Si huet hir Iwwerleeunge viru allem op d'Joer 2005 opgestallt, wou mer op een Defizit vu méiglecherweis 2,3% zoustéieren, mä dat gesäit een eréischt wann d'Kontowierklech ofgeschloss sinn, während eis Partner an der Moyenne 2,8% Defizit am Joer 2005 wäerten hunn. A si gesäit viru allem grouss Risiken op eis zoukomme fir d'Joer 2006 an déi Joren duerno, wa mer net enersgesch géigereagéieren.

Fir eng laang Explikatioun ganz kuerz ze maachen: Déi eigentlech Ursach vun eise budgetäre Problemstellung läit net prioritär zu Lëtzebuerg, mä se läit an Europa, dat et net fäerdeg bréngt, un dat robust Weltwirtschaftswuesstum unzëknäppen. De Problem läit awer och heiheim. Wa jiddferen ëmmer nëmme seet, de Problem läit an Europa, da geschitt näischt. Fir d'éischt muss mer emol déi Problemer léisen, déi mer selwer hunn. De Problem läit och heiheim. E läit net prioritär op der Recettesäit, obschonn eenzel Recetté wéi d'TVA onerwaart an onverständlech falen; den Impakt vun individuellen a spezifesch Remboursementer kann dese Phänomene net wierklech erklären. E läit éischer op der Säit vun de Statsausgaben, an zwar am Phänomene vun den automateschen Ausgabespréng läit d'Erklärung vun deem Virgang.

Mat Ausnahm vun der TVA a vun den UEBL-Recetten evoluéieren déi aner Recetté plus ou moins normal, d'Lounsteier entwéckelt sech trotz Steuerreform souguer iwwer Erwaarde gutt.

Mä op der Ausgabesäit quitscht et partiell zolidd.

Wann ech dee sou genannten Zentralstat kucken, dat heescht de Budget iwwert deen Dir all Joer heibannen diskutéiert an ofstëmmt, dann hunn d'Ausgaben e Plus vun 10,8% am Joer 2004 verzechent, d'Einnahmen awer nëmmen eng Augmentatioun vun 8%. Ersetzt dës Zuelen duerch déi prévisibel Zuele vum Joer 2005 – Ausgabe vun 10,6%, Einnahme plus 5,3% –, da gesitt Der wat lass ass.

An elo stellt lech emol d'Joer 2006 vir.

Dat wirtschaftlecht Ëmfeld ass net gutt, d'Inflatioun ass héich. D'Wirtschaft an Europa wissst ëm nëmmen 1,2%. Och wa mer zu Lëtzebuerg e Wirtschaftswuesstum vu bis zu 4% kënnen hunn, esou muss mer dach awer zur Kenntnis huelen, dass eis classesch Ofszmäert an Däitschland, Frankräich an an der Belsch ganz gehéiereg ënnert der net Reprise vun der europäescher an deenen dräi nationalen Economie leiden. D'Uelechpräisser si staark ugeklommen. Si wäerten dauerhaft am Joer 2006 iwwer 60 Dollar pro Barrel bleiwen. Dat dréckt selbstverständlech op d'Revenuë vun de Leit an de Betriber, d'Steiere kommen an d'Stock an déi automatesch Dépenses hirersäits lafen einfach viru.

De Budgetsminister huet de Budget vum Joer 2004 strikt exeku-

téiert. Dofir hu mer 2004 dräimol manner Defizit gemaach wéi mer op Bréissel gemellt haten.

De Budgetsminister exekutiert de lafende Budget mat strenger Hand, soss géife mer méi Defiziter maache wéi déi, déi mer op Bréissel gemellt hunn an déi mer heiheim ugekënnegt haten.

De Budgetsminister ass amgang de Budget 2006 – an enger hallwer Stonn fuere mer domat viru – mat, wéi ech muss soen, penetranter Rigueur opstellen, soss géife mer all Defizitexperienzen, déi mer jee zu Lëtzebuerg haten, an deem nächste Joer sprengen.

Nach ass et awer esou, dass mer am Joer 2006 ee breeden Defizit kréie wäerten, deen eis interpelléiere muss an dee méi héich leie wäert wéi deen Defizit, dee mer am Joer 2005 kréie wäerten.

Am Licht vun där Entwécklung huet een zwou Méiglechkeeten: Mir kënnen ofwaarden, Téi drénken an drop laueren, dass eis Taass sech nees vum selwe féllt; mir kënnen awer och handelen a selwer duerfir suergen, dass mer net esou séier esou vill a kuerzer Zäit aus där klenger Taass, déi mer hunn, beieenen drénken. Vlächht hu mer jo emol guer net esou vill Dusch wéi mer mengen, dass mer es missten hunn.

D'Regierung mengt, et wier eng Politik nieft dem Dill, wa mer elo d'Steiere géifen an d'Luucht setzen. Dat wier einfach, de Finanzminister gétt vernannt, am Ufank spruddelen d'Steiereinnahmen, mä no e puer Joer geet eis Wirtschaft schlamm an d'Leit fänken un ze hippen. Mir héijen d'Steieren net, mä mir kënnen awer och de Steiertarif net un d'Inflatioun upassen. Deen Effort muss mer dem Steuerzueler zomudden. Hien huet dat net gär. Ech och net. Et ass awer esou.

Mir kënnen och net egal wéi egal wou spueren. D'Investitioune musse héich bleiwen. Mir hunn déi héchsten Investitiounsquot an Europa a mir wëlle se behalen. Mä ech hunn lech elo éinescht gesot, dass mer se an engem méi gestreckten Aspueungsprozess musse anescht – méi modern eigentlech – an enger öffentlech-privater Partnership finanzéieren.

Mä mir kënnen an deenen nächste Joren – Einzelner, och ech, sinn net midd ginn dat an der Wahlcampagne ëmmer erëm ze soen – déi iwwert de Statsbudget finanziert Sozialleeschungen net unhiewen. Sou kann et zum Beispill an deser Legislaturperiod keng Erhéijung vum Kannergeld ginn.

Mä et gétt awer Plazen a Plagen, wou mer zesummen iwwer Aspueunge musse nodenken – besser: iwwert d'Ofbremse vum automateschen Uwuesse vun eise Statsdépensé musse nodenken.

D'Regierung hätt dat kënnen ex cathedra decidéieren, vun engem Budget zum aneren, quasi vun haut op muer. Dat hätt awer zu Onrou an zu Ausenanerzung geouert. Mir wëllen dat net, well d'Provokatioun féiert zu Antagonismen, déi der Léisung vun de Problemer net dinglech sinn. Dofir setze mer – erënnert lech un eis Methodebeschreiwung vum August 2004 an der Regierungserklärung – op den Dialog, op Verhandlung an op Moderatioun.

Mir wëllen iwwer Aspueunge verhandelen. Heibanne fir d'éischt, selbstverständlech. An der Majoritéit – wahrscheinlech och. Mat der Oppositioun – op alle Fall. Dobaussen – fir d'zweet, mat de Sozialpartner an der Tripartite an och bilateral.

Mir mussen iwwert d'Finanzéierung vun eiser sozialer Sécherheet verhandelen. 2,4 Milliarden Euro lafe Joer fir Joer iwwert de Statsbudget an d'Sécurité sociale, bal 900 Milliarden eleng fir d'Rentekeesen. D'Sécurité sociale, a besonnesch d'Rentekeesen hu Reserven an Iwwerschëss, déi zu engem groussen Deel aus dem Statsbudget kommen. Ouni Stat géif et keng Iw-

werschëss a keng Reserve ginn. Ouni d'Beitrag vun deenen anere Leit iwwerengs och net. Iwwert dee Finanzflux musse mer schwätzen: Iwwert d'staatelech Contributiounen un d'Rentekeesen, d'staatelech Finanzéierung vun de Pensiounen, d'staatelech Partizipatioun un de Krankekeesen an un der Fleegeversicherung, gradwéi iwwert d'Finanzéierung vun der Mammerent a vun de Babyjoren. Roueg Gesprécher musse mer doriwier féieren, ouni virgefaasste Meenung op eiser Säit an ouni excessiv Tabuzone bei deenen aneren.

Mir wëllen driwwer schwätzen, ob all déi iwwert de Budget, direkt oder indirekt, finanziert Sozialleeschungen lafend voll un den Index musse adaptéiert ginn oder ob hei Zwëscheléisungen envisageabel sinn.

Mir mussen mat de Sozialpartner d'Aspueungspotenzial am Beschäftigungsfong sichen.

Mir mussen d'Finanzéierungsrelatione Stat-Gemengen, besonnesch beim Bezele vum Schoulpersonal, a Gesprécher mam Syvicol iwwerpräiwen.

Mir mussen Verständnis derfir kréien, dass Leit, déi vu staatleche Leeschungen profitéieren a sech e Beitrag dozou kënnen leeschten, un där Finanzéierung vun dese Leeschungen emol méi oder emol manner käschtedeckend partizipéieren. Dat zielt fir d'Kannerversuergung, dat zielt och a grad fir de Gestehungspräis vun der Waasserversuergung.

Mir mussen iwwert d'Reorganisatioun, am Sënn vun der budgetärer Aspueung an am Sënn vun der adequater Personalbedienung, vun der Tâche vun den Enseignantë mat deenen hire Gewerkschaften schwätzen.

Mir brauchen e Gespräch mat der Statsbeamtegewerkschaft iwwert d'Bremse vun deem lounsteigernden Impakt vun den automateschen Avancementer a mir brauchen elo schon e Gespräch mat där Gewerkschaft iwwert d'zukünfteg Ausrichtung vun der Lounpolitik beim Stat an de Joren 2007, 2008 an 2009, déi nach méi moderat muss ginn wéi déi, déi mer fir dës Joren haten.

Voilà, Här President, dat war et, wat ech lech wollt soe a wat ech lech ze soen hat. Dee leschten Deel war net noutwendegerweis ganz schéin. E war awer néideg.

Mir stiehen net, Här President, bis iwwer zwee Oueren an der Krisis, wéi Einzelner eis dat wëlle gleewen dinn. Mä mir gesinn awer, dass et net einfach kann esou viru-geen. Et gehéiert zu de Gebuertsfeeler vun der Demokratie, dass déi, déi warnen, dass déi, déi haut lues maache wëllen, fir dass mer muer nach Vitesse genuch hunn, net zu deen extrem beléifteste Politiker gehéieren. À voir!

Mir wëllen eis fir d'Zukunft nei opstellen. Dofir setze mer eis an, dofir verhandele mer och. Mir wëllen, dass déi, déi no eis kommen, och nach vun eise Sozialmodell profitéiere kënnen. Mir wëllen, dass d'Solidaritéit lieweg bleift; mir wëllen net, dass se stierft, well mer se haut ze vill strapazéieren.

Mir Lëtzebuerg packen dat, wa mer alleguer upaken, fir eis a fir déi, déi no eis kommen. Mir Lëtzebuerg hunn et nach ëmmer gepackt – wa mer fréi genuch ugepaakt hunn.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien! Très bien!

■ **M. le Président.** - Ech ginn dem Här Statsminister Akt vu senger Deklaratioun, eng Deklaratioun, déi mer muer de Moie vun néng Auer an a muer de Mëtteg vun hallwer dräi un hei am Plenum diskutéiere wäerten.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.08 heures)



## Ordre du jour

## 1. Communications

## 2. Débat au sujet de la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

■ **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **M. Jean-Claude Juncker,** Premier Ministre, Ministre d'État. - Wéi üblech net, Här President.

## 1. Communications

■ **M. le Président.** - Ech hunn awer folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5491** - Projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (vibrations)

Dépôt: Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, le 27.07.2005

2. **5492** - Projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et des valeurs et de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934

Dépôt: Monsieur le Ministre des Finances, le 08.08.2005

3. **5493** - Projet de loi portant fixation du cadre du personnel du Service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant: a) modification de la loi du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale; b) organisation des cadres de la trésorerie de l'État, de la caisse générale de l'État et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics

Dépôt: Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 16.08.2005

4. **5494** - Projet de loi portant création d'une réserve d'assistants pédagogiques auprès des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique

Dépôt: Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 06.09.2005

5. **5495** - Projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (bruit)

Dépôt: Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, le 09.09.2005

6. **5497** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et de l'État d'Israël tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, si-

gnés à Bruxelles, le 13 décembre 2004

Dépôt: Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.10.2005

7. **5498** - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées et du Procès-verbal de signature y relatif, signés à Bruxelles, le 8 décembre 2004

Dépôt: Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.10.2005

8. **5499** - Projet de loi portant approbation - de la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe ainsi que de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de son annexe, signées à Genève, le 22 décembre 1992, telles qu'amendées par les Conférences de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications à Kyoto, le 14 octobre 1994, Minneapolis, le 6 novembre 1998 et Marrakech, le 18 octobre 2002; - des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence des plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications (Genève 1992) et des Conférences des plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de Kyoto (1994), de Minneapolis (1998) et de Marrakech (2002)

Dépôt: Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.10.2005

3) Par lettre du 1<sup>er</sup> septembre 2005 Madame la Députée Anne Bresser a informé le Président de la Chambre qu'elle désire interpellier le Gouvernement au sujet de l'Université du Luxembourg.

4) Par lettre du 7 juillet 2005 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 6 au 9 juin 2005:

- recommandation contenant une proposition de recommandation du Parlement européen à l'intention du Conseil européen et du Conseil sur le plan d'action de l'Union européenne contre le terrorisme;

- recommandation à l'intention du Conseil européen et du Conseil sur la prévention des attentats terroristes ainsi que la préparation et la réaction à ceux-ci;

- recommandation à l'intention du Conseil européen et du Conseil sur la protection des infrastructures vitales dans le cadre de la lutte contre le terrorisme;

- résolution sur les défis politiques et les moyens budgétaires de l'Union élargie 2007-2013;

- résolution sur les progrès enregistrés en 2004 dans la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice (ELSJ) (articles 2 et 39 du traité UE);

- résolution sur la protection des minorités et les politiques de lutte contre les discriminations dans l'Europe élargie;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion par la Communauté européenne de l'accord relatif au programme international pour la conservation des dauphins;

- position sur «Renforcer la compétitivité européenne: conséquences des mutations industrielles sur la politique et le rôle des PME»;

- résolution sur les liens entre immigration légale et illégale et l'intégration des migrants;

- résolution sur la mobilité des patients et l'évolution des soins de santé dans l'Union européenne;

- résolution sur la réforme des Nations Unies;

- résolution en vue de la réussite du sommet UE-États-Unis qui se tiendra le 20 juin 2005 à Washington DC;

- résolution sur l'Azerbaïdjan;

- résolution sur l'inclusion sociale dans les nouveaux États membres.

- résolution sur l'inclusion sociale dans les nouveaux États membres.

Par lettre du 31 août 2005 il lui a fait parvenir le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 22 au 23 juin 2005:

- résolution sur la modification de la décision du 4 juin 2003 portant adoption du statut des députés au Parlement européen;

- résolution sur la recherche dans le domaine de la sécurité - les prochaines étapes.

Par lettre du 7 septembre 2005 il lui a encore fait parvenir le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 4 au 7 juillet 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un protocole modifiant l'accord relatif aux transports maritimes entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République populaire de Chine, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion par la Communauté européenne de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie,

- résolution sur Promouvoir les technologies au service du développement durable: plan d'action de l'Union européenne en faveur des écotechnologies,

- résolution sur la proposition relative à une décision du Conseil modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique" l'annexe de la directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au Dom de la Communauté européenne, du protocole

CEE-ONU sur les registres des rejets et transferts dépolluants),

- résolution sur l'appel mondial à l'action: Abolissons la pauvreté,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord entre la Communauté européenne et le gouvernement du Canada sur le traitement des données relatives aux voyageurs (API)/dossiers passagers,

- résolution sur la situation politique et l'indépendance des médias au Belarus,

- résolution sur les relations entre l'Union européenne, la Chine et Taïwan et la sécurité en Extrême-Orient,

- résolution sur l'incidence des activités de prêt de la Communauté européenne dans les pays en développement,

- résolution sur l'accélération de la mise en œuvre du plan d'action communautaire relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT).

Par lettre du 5 octobre 2005 il lui a enfin fait parvenir copie des documents adoptés au cours de la période de session du 5 au 8 septembre 2005.

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion du protocole à l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion du protocole à l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République libanaise sur certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la Géorgie concernant certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier;

- résolution sur les violations des droits de l'homme en Chine, notamment en matière de liberté de religion.

Haut de Moie fänke mer u mat der Dikussioun an den Debatten iwwert d'Deklaratioun, déi den Här Statsminister gëschter iwwert déi politesch Prioritéite vun der Regierung hei an der Chamber ofginn huet. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Wolter, Meisch, Fayot, Bausch a Gibéryen.

D'Debatt geet u mam éischte Riedner, dem honorabelen Här Michel Wolter.

Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

## 2. Débat au sujet de la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement

■ **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat der Ried vun Premier gëschter Moien iwwert déi politesch Prioritéite vun der Regierung an domadder och vun der CSV-LSAP-Majoritéit hu mer, mengen ech, de Retour an d'Nationalpolitik ugefaang.

Dat no strengenden 18 Méint, an deene mer Phenomeener haten, déi mer zu Lëtzebuerg net esou kennen. Mir haten an 18 Méint net manner wéi dräi Wahlen. Mir haten eng Présidence, an dat kascht an engem klengen Land mat wéineg Staff a mat wéineg Méiglechkeete vill méi Energie wéi dat an anere Länner de Fall ass. D'Présidence, déi eng unanime Unerkennung vun der Leeschtung vun eiser Regierung an och vun eiser Premier mat sech bruecht huet, huet - wéi konnt et anescht sinn - déi politesch Themwelt vun deene leschte Joren dominéiert, well souwuel d'Ministren wéi och d'Beamten - an dach ganz wesentlech d'Ministren an d'Administratiounen - enorm Ressourcen do hu misse bannen.

De Referendum, dee sech direkt dorunner ugeschloss huet - an dee vu vill vun eis am Ufank e bësse wéi eng akademesch Sitzung mam Vollek ugesi gi war -, huet sech aus enger Rei vun Evénementen, déi net noutwendegerweis national gesteiert waren, zu enger ganz haarder Auseinandersetzung en fin de compte ugelooss. Deen „Neen“ a Frankräich an en Holland huet och hei zu Lëtzebuerg eng Debatt lassgetrëppelt, där d'Politik sech gestallt huet an och huet misse stellen.

Ech muss soen, dass et eng extrem interessant Experienz war, am Sënn dass ee viles gewuer ginn ass, vill ganz flott Saachen an Ureegungen, déi am Kader vun där Debatt gefouert gi sinn, dass een awer och viles iwwert de moraleschen Zoustand vun engem Deel vun eiser Bevölkerung gewuer ginn ass, an dass ee sech an enger Rei vun Themekomplexen eeschlech Suerge muss maachen, wann d'wirtschaftlech Situatioun vun eise Land sech géif verschlechteren, wéi dann d'Reaktiounen wieren - wou mir eis als Lëtzeburger ganz gären ëmmer de schéine Mäntelchen ëmdinn wat d'Relatiounen zu eisen auslännesche Matberger an och eis Integrationspolitik ueegt.

D'Gemengewahle schlussendlech bündele ganz vill Kräften an deene leschte Wochen an och elo nach am Virfeld fir d'Wahlen ze gewan-



nen, an elo fir ze kucken, fir d'Schäfferéit ze bilden. Och dat huet an der Politik heibannen an dobausse vill Aarbecht, vill Energie an deenen eenzelne Parteie kascht. Déi Gemengewahlen erlaben net eng nationalpolitesch Konklusioun ze zéien. Et huet ee ganz kloer gesinn – an dat Land op Land of –, dass et sech ëm eng reng lokalpolitesch Wahl gehandelt huet, wou all d'Parteie mat Héichten a mat Déiften ze rechnen hunn.

Eenzeg Ausnahme sinn an engem gewëssene Mooss héchstwahrscheinlech eis Kollege vun deene Gréngen, déi méi flächendeckend zougeluecht hu wéi aner Parteien, mä och do gëtt et deen een oder anere Bémol, notament zu Esch, wou aus der Majoritéit eraus bei wäitem net dat Resultat gemaach ginn ass, wat si sech selwer erwaart haten.

Déi aner dräi grouss Parteien, déi an der Chamber vertraude sinn – vum ADR wëll ech iwwerhaupt net an deem Zesammenhang schwätzen –, hu jee no Konstellatioun Héichten an Déifte missen erliewen, déi awer ganz oft lokalpolitesch hir Ursache fonnt hunn an déi och do ze siche sinn.

Mir kommen also, no Présidence, Referendum a Gemengewahlen, zréck an den nationalpoliteschen Agenda. Ech géif wëllen e puer Wuert zur Method soen, déi de Statsminister gewielt huet fir den Opbau vu senger Ried ze gestalten. Ech selwer a vill vun eis heibanne ware gespaant, wéi déi Ried géif ausgesinn. Géif de Statsminister mat de fäerdegen Iddien a Virschléi vun der Regierung zu enger Rei vun Themekomplexe virun d'Chamber kommen an déi hei virleeën? Oder géif hien eng méi virsiichteg Variant huelen, andeem en Themekomplexer, déi an deenen nächste Méint ustinn, uschneit an eng Rei vu Pisten opzeechent, laanscht déi géif diskutéiert ginn? Hien huet sech fir déi zweet Variant entschied. Mir begrëissen dat och.

Wann, kann ech mer virstellen, elo vun der Oppositioun wäert gesot ginn, dass net all Äntwert op all Fro an der Ried vum Statsminister dran ass: Ech kéint mer ganz gutt virstelle wat, wann hien en anere Wee gesicht hätt an en anere Wee fonnt hätt, dann d'Reaktioun gewiescht wär. Da wär gesot ginn: Ex cathedra, vun uewen erof, ouni Dialog, ouni mat de Leit ze schwätze gëtt en fin de compte schonn alles hei op den Dësch geluecht an déci-déiert.

Mir hu fonnt, dass de Statsminister eng ganz realistesch Oplëschung an Appréciatioun vun de Problemer gemaach huet. Hien huet eng ganz Rei vu Pisten ugedeit, op deenen hie mat deenen eenzelne Leit wëllt diskutéieren. Wann ech soe mat deenen eenzelne Leit diskutéieren, da klasescherweis an deene Mechanismen, déi mer eis an deene leschte Jorzéngten zu Lëtzebuerg ginn hunn, notament d'Tripartite generell a sektoriell, Tripartiten, déi an deenen nächste Wochen a Méint ustinn.

Ech hunn awer och a senger Ried fonnt, dass hien op enger ganzer Rei vu Plaze verstärkt d'Roll an d'Importanz vun der Chamber an de Vierdergrond gesat huet. Stéchwuert Lissabon-Strategie, wou ganz staark och op d'Kompetenz an op d'Mataarbecht vun der Chamber gepocht gëtt. Och an enger Rei vun aneren Domänen huet de Statsminister kloer an daitlech gemaach, dass hien net ouni a laanscht d'Chamber eng Rei vun Décisiounen wëllt huelen.

Fir eisen Deel hu mer véier Schwéierpunkten an der Ried vum Statsminister gemaach:

1. De Volet Vollbeschäftegung, Aarbechtsmaart, sozial Sécherheet als A an O vun der sozialer Cohésion an als Basis fir en harmonescht Zesummeliewen zu Lëtzebuerg.

2. E resolut Bekenntnis zur wirtschaftlecher Weiderentwécklung an nei Technologien, an nei Domänen. Den Opruff fir déi noutwendeg Moyenen zur Verfügung ze stellen, fir den Embau, deen dat bedeit, kënnen ze packen.

3. D'territorial Reorganisatioun an dem IVL.

Selten war an der Vergaangenheet an enger Ried vum engem Statsminister esou vill Referenz gemaach ginn op déi noutwendeg Zesammenhäng, déi an der Politik bestinn téschent deenen eenzelne Facteuren: wunnen, schaffen, sech bewegen, modern a kompetitiv, administrativ Strukturen op lokalem, regionalem an nationalem Plang.

Als een, dee sech a senger fréierer Funktioun an der Regierung ganz staark fir déi doten Themen agesat huet, huet deen Akzent vun der Ried selbstverständlech och meng Opmierksamkeit an och meng Approbatioun fonnt. Nu bleift et, dass niewent dem Ukënnegen an niewent dem Opstelle vun de Problemer een och an enger nächster Phas an d'Ëmsetzen an an d'Realisierung vun den Ännerungen da muss kommen. Ech kommen am weidere Verlaf vu menger Ried dorobber nach zréck.

A véiertens, wéi e Stréch duerch déi ganz Ried huet sech d'budgetär Rumm duergestallt, déi amgaangen ass sech ze änneren: Einnahmen, déi nach steigen, awer manner vläicht wéi an der Vergaangenheet, Ausgaben, déi extrem héich leien, Budgetsdefiziter, déi och viru Lëtzebuerg net méi halt maachen. Alles dat huet ee wéi e Filigranstréch duerch seng Ried an en fin de compte als Kader vu senger ganzer Ried ëmmer erëm gesinn.

Ech wëllt dann och am Numm vun eiser Fraktioun zu deenen eenzelne Schwéierpunkten, wéi mir se ausgemaach hunn, Stellung huelen, woubäi et selbstverständlech net méiglech ass, op all eenzelnen Aspekt anzegoen an ee sech bei deenen eenzelne Punkten op e puer Elementer konzentréiere muss.

Zum Kapitel Vollbeschäftegung an Aarbechtsmaartsituatioun féinnt et d'Approbatioun vun der CSV an och dat kloer Bekenntnis vun eiser Partei, dass de soziale Kahlschlag mat eis net wäert stattfannen. De Statsminister huet a senger Ried op enger Rei vu Plazen dorobber opmierksam gemaach. Hien huet eng Rei vu Pisten annonciéiert an uginn op deenen diskutéiert kéint ginn.

Zum engen den Index. Den Index, wou hie gesot huet, dass um Prinzip vum Index net ze rüttele wier, mä dass een iwwert d'Zesummensetzung vum Wuerekuurf eng Diskussioun mat de Sozialpartner kënnit féieren.

Mir deelen dat, mir wëlle just opmierksam maachen op d'Geforen, wat d'Argumentatioun ubelaangt, wat d'Zesummensetzung vum Wuerekuurf ubelaangt. Mir fannen, dass et eng ganz geféierlech, eng ganz riskant Diskussioun ass, wann een ufänkt, eenzel Elementer aus engem Wuerekuurf erauszehuelen, an dass een déi an eng kohärent Argumentatioun muss kënnen aféieren, fir dass se och vun de Leit novollzéibar ass.

D'Stéchwuert Tubak an Alkohol ass genannt ginn als Beispiller, déi een aus dem Wuerekuurf kéint eraushuelen. D'Stéchwuert Bensin ass gebraucht ginn als en Element, wat absolut net a Fro kënnit, dass et erausgeholl gëtt.

Elo kann ee beim Tubak ouni weideres verstoen, dass, wann et sech bei der Präisgestaltung vum Tubak ëm Elementer handelt, déi politesch gesteeiert Elementer beinhalten an eng Richtung Gesondheitspolitik, notament an eng Richtung, dass soll manner geféiert ginn, een net onbedéngt an esou engem Zeenario deen Deel vun der Ausgab am Index permanent a

voll ëmfänglech kann a soll aféiere loosser.

Dat Gläicht gëllt beim Alkohol. Et muss een allerdéngs ganz gutt oppassen, dass een et dann op déi doten Elementer limitéiert, fir net an eng Situatioun ze kommen, dass een eng Diskussioun lasstréppelt op aneren Deeler a Komponente vum Wuerekuurf, wou ee sech dann de Reproche muss maachen, dass selwecht gelagert Elementer net déiselwecht Appréciatioun géife kréien.

Stéchwuert Bensin. Et ass ganz kloer, dass am Bensinspräis haut voluntaristescht politesch Elementer dra sinn, notament fir energiepolitesch a sozialpolitesch Moosnamen ze bezuelen. Wann een also beim Tubak a beim Alkohol eng gewëssen Argumentatioun féiert, da muss een oppassen, dass ee vun anerer Säit net beim Bensin déiselwecht Argumentatioun deen anere Wee ronderëm geféiert dohinnergehele kritt, fir ähnlech Aussetzungsmechanismen an den Indexkuurf eranzebréngen.

Déi maximal Indexbranche ass ugeschwat ginn. Mir kënnen esou eng Diskussioun mat féieren, et ass d'ailleurs eng Diskussioun, déi schonn esou al ass wéi d'Politik vum Index hei zu Lëtzebuerg. Mir verstinn allerdéngs och, dass ee ganz genau muss oppassen, an d'CGFP huet dat jo gëschter Owend scho gesot, dass een dann am Loungefüge, besonnesch am öffentlechen Dëngscht, net duerch Entkäppe vun der Indexadaptatioun op engem gewëssene Revenusmontant an d'Situatioun kënnit, dass een eng aner Verdeelung vun der Gehälterpyramid en fin de compte domadder erreicht.

Setzt een d'Limite awer esou héich un, dass et en fin de compte am öffentlechen Dëngscht kee méi betrëfft, da kënnit een natierlech an d'Situatioun, dass dat ganzt Spill engem net ganz vill bréngt, well d'Betribler, déi en fin de compte jo de Käschtpunkt vun där ganzer Operatioun bezuelen, sech da mat dem Management vun hire Betribler sehr wohl op aner Mechanisme kënnen eenegen, fir d'Gehaltspolitik ze steieren, déi net onbedéngt mat Index gebonnenen Elementer ze dinn huet.

De Mindestloun steet net zur Debat. Dat fanne mer gutt. Allerdéngs muss een oppassen: Wann een iwwer Mindestloun a Produktivitéit schwätzt, a besonnesch wann een um ënneschte Bord vun eise Leit schwätzt, déi um Aarbechtsmarché sinn, dass d'Diskrepanz téschent Produktivitéitszusteigerung a Mindestloun net ze grouss gëtt, well ee soss eppes erreicht, wat een net wëllt, nämlech dass d'Betribler massiv probéieren an deenen dote Kategorië keng Leit méi anzustellen, déi een dann am Chômage erëmféint.

Do muss een also ëmmer ganz gutt den Equiliber fannen téschent Upassung vum Mindestloun, Adaptatioun vum Mindestloun a senger Entwécklung mat där vun der Produktivitéit vun der Wirtschaft. Gëtt de Gap do ze grouss, dann erreicht een net dat, wat ee gären hätt.

De Statsminister huet méi eng breet Offer an der Schoulpolitik ugemahnt. Mir si mat där Analys d'accord, well mer alleguer gesinn, dass eis Gesellschaft sech ännert. Eis Gesellschaft ass manner homogen wéi se fréier war. D'Familljeverhältnisse ännere sech, d'sozial Zesummensetzung vun eiser Gesellschaft ännert sech. Allerdéngs d'äerf de Message net dee ginn, dass et ëmmer méi licht gëtt. PISA huet eis gewisen, dass de Contraire de Fall ass. Wëlle mer an der Konkurrenz vun der europäescher Politik, déi sech hei zu Lëtzebuerg

jo och haaptsächlech op der Bildung, der Ausbildung an der Weiterbildung vun eise Leit refléiert, wëlle mer an där Spiral mathalen, da musse mer no Modeller sichen, déi et erlaben eise Kanner déi beschméiglech Ausbildung par rapport zu hire Moyene mat op de Wee ze ginn.

D'Fro, déi sech also fir eis stellt, ass déi: Wéi kënnen mer de Kanner hëllef bei der Bewältigung vun deene Problemer, déi se hunn? Wéi kënnen mer hinnen hëllef, méiglechst individuell, fir dee Wee ze packen, deen et hinnen erlaabt herno hir Plaz an der Gesellschaft ze fannen, wëssend dass d'Familien, d'sozial Verhältnisse an och d'Liewensverhältnisse amgaange sinn ze changéieren?

Duerfir gi mer mat an eng Diskussioun iwwer eng verbreedert Offer Richtung Ganzdagsschoul oder awer och Hausaufgabenhëllef, also zousätzlechen Encadrement.

Mir verschléissen eis och net enger Diskussioun iwwer eng Erweiderung vun der Zäit, déi an der Schoul soll verbruecht ginn, wann et dann drëm geet déi Kompetenzsockelen ze errechen, déi sollen definéiert ginn. Mir soe just, dass mer am Vierdergrond souwuel vun de mënschleche Ressourcen, déi mer hunn, wéi och vun de budgetäre Moyenen, déi mer hunn, den Equiliber musse fannen téschent der Noutwendegkeet da weidert zousätzlecht Personal anzustellen, wëssend haut schonn, dass een iwwergroussen Deel vun eise jonken Universitären net méi an de wirtschaftleche Prozess, mä an de Schoulsystem wäert erafléissen a mer doduerch ëmmer méi auslännesch Fachleit op Lëtzebuerg musse kréien, fir déi aner Plazen an der Wirtschaft ze besetzen.

An op där anerer Säit och selbstverständlech d'Limite vum budgetäre Kader. Alles dat: Leit, verbreedert Offer, dat kascht Geld. Déi Sue mussen zur Verfügung gestallt ginn. A wann een – ech soen dat ëmmer – 100 huet an engem Budget an et gëtt een enger Partie méi, da muss een och driwwer diskutéiere wat fir enger Partie dass ee manner gëtt.

Fir eis, als CSV, ass déi dote Politik eng prioritär Politik, déi ze ënnerstëtzen ass, well et geet schliesslech hei ëm d'Zukunft vun eisem Land.

Den drëtten Aspekt: den Aarbechtsmaart. Virun der Diskussioun Lissabon, virun der Diskussioun, déi mer musse féieren, dem Programm, dee mer musse eraginn, stellt sech d'Fro wat fir eng Korrekturen dass mer musse virhuele fir déi Kritären, déi mer bei Lissabon musse erfëllen, wat d'Kompetitivitéit an och d'Aarbechtsmaartsituatioun ubelaangt, kënnen se erfëllen. Mir wäerten an deenen nächste Wochen d'Geleeënheet kréien, intensiv driwwer ze diskutéieren.

Bis elo muss ee soen, dass net ganz vill Neies um Dësch läit par rapport zu deem, wat an deene leschte Joren an deem doten Domän schonn diskutéiert ginn ass: d'Reform vum Aarbechtsamt, d'Zäitvertrag verfeinere, On-line-Aarbecht eng rechtlich Rumm ginn ass alles richtig, ass alles gutt; d'Fro, déi sech stellt, dat ass, wann opgrond vu wirtschaftlechen Entwécklungen, déi sech maachen an Europa, d'Aarbechtslosenzuel zu Lëtzebuerg weider an deem Rhythmus géif klamme wéi se an deene leschte Jore geklommen ass, wou d'Limitéit vun den Adaptatiounen an engem bestehende System ophalen a wou d'Noutwendegkeet, fir zu anere Mesuren ze gräifen, ufänkt.

Schlussendlech an deem Kapitel begrëisse mer ausdrécklech d'Aussoe vum Premier wat d'Integratiounspolitik ubelaangt. Zum sozialen Ausgläich gehéiert och d'Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger. D'Ausgrenzung ass

den éischte Schrëtt zu sozialem Onfridden. Do wäert d'Regierung an der CSV e konstruktiven an engagéierte Partner fannen.

D'wirtschaftlech Weiderentwécklung stoung am Statsminister senger Ried ganz kloer resolut ënnert dem Zeechen, dass mer an déi nei Technologien era mussen kommen, dass mer e Wirtschaftsstanduert wëlle ginn, dass mer an neien Domäne vun der Wirtschaft wëlle Fouss faassen an dass mer och do eng europäesch Kompetenz gären hätten.

Mir begrëissen an ënnerstëtzen déi Aussoen ausdrécklech. Mir brauchen an der E-Technologie e gesetzlechen Encadrement, deen et de Betriber erlaabt, op eng konkurrenzuel Aart a Weis par rapport zum Ausland ze fonctionnéieren. Mir brauchen awer och, wa mer dat wëlle maachen, Datenaubunnen, déi musse fonctionnéieren, fir dass dee Commerce do ka fonctionnéieren.

A wann ech dat soen, dann ass et well ech ëmmer nees dann zréckkommen op d'Investissementspolitik, déi muss gemaach ginn, an op d'Prioritéiten, déi an der Investissementspolitik musse gemaach ginn. A mir brauche schlussendlech och, wéi mer net iwwerall alles kënnen leeën, eng Rei gutt geziiltten Emplacementer, IVL-konform Emplacementer, wou mer déi doten Aktivitéiten ubidden. Et ass illusoresch ze mengen, dass mer iwwerall am Land alles um Niveau vun den Investissementer kënnen maachen, a mir brauchen do eng geziiltte Politik.

Dat ass e Ganzt, wat iwwergeet an d'Universitéit, eng Universitéit, déi kleng awer oho soll sinn, déi net alles wëllt emrassen, mä déi sech geziilt a konzentriert op eng Rei vu Schwéierpunkte soll konzentriieren, déi Recherche-orientéiert ass, a wa se Recherche-orientéiert soll sinn, och no bei der Recherche muss ugesiedelt sinn, fir dass déi Symbios téschent Universitéit a Recherche ka fonctionnéieren. Mir si fir eng Excellenz an enger Rei vun Domänen.

Ech muss elo soen, dass an Zeitungsartikelen an anere Stellungnahmen, déi een déi lescht Wochen a Méint kritt huet, een net ëmmer d'Impressioun hat, dass dat, wat de Statsminister gëschter als Rumm do virginn huet, och am leschten Detail esou vun deene Leit gesi gëtt, déi um Terrain schaffen. Mir sinn deemno ganz zefridden och, dass d'Madame Brasseur eng Interpellatioun ugekënnegt huet, well mer mengen, dass et wichtig ass, dass mer an deem Moment an der Chamber iwwert d'Ausrichtung vun der Universitéit diskutéieren. D'ailleurs ass jo och de Recteur vun der Universitéit an deenen nächsten Deeg an där zoustänneger Chamberskommissioun present.

Mir brauchen och bei der Uni, der Recherche, der Fuerschung eng Symbios, déi sech och um Niveau vun der Standuertpolitik ausweist.

Mir sinn och erfreet driwwer, dass d'Moyenë vun der Recherche, vum öffentlechen Deel vun der Recherche an d'Luucht gesat solle ginn. Mir hunn eng Versechsfachung vun de Kreditter an deene leschte sechs Joer kennt. Mir ënnerstëtzen d'Regierung an hirem Effort fir dee ganze Komplex E-Technologie, Universitéit a Fuerschung zu engem Kompetenzzentrum vun enger Lëtzeburger Politik ze maachen.

Mir dierfen, Dir Dammen an Dir Hären, awer net an deem ganze Komplex vergiessen, dass d'Zukunft vun eiser Wirtschaftspolitik net nëmme E-Technologie sinn, dass et net nëmme drëm geet, héich qualifizéiert Spëtzeplazen eis ze organiséieren, déi wuel ganz vill Steieren erabrëngen, mä awer nëmme engem Deel vun eiser Bevölkerung och eng Aarbechtsplaz fir d'Zukunft kënnen bidden. Dofir menge mer, dass een och um



Niveau vum der Industrie eng Diversifikationspolitik muss bestreiden, dass een nei Industriebetrieb an d'Land muss kréien. Dat ass natierlech méi einfach gesot wéi gemaach. Den industriellen Deel vun eiser wirtschaftlecher Leeschtung ass nëmme nach bei 10% vun der gesamter wirtschaftlecher Leeschtung ugesiedelt, mä d'Kyoto-Contrainten zum engen, d'Biergerinitiativen a Standuertproblemer zum anere maachen eis do d'Liewen net einfach, an dees muss mer eis bewosst sinn.

Den drëtte Schwéierpunkt an dem Statsminister senger Ried: den IVL an d'territorial Reorganisatioun. Ech hunn et gesot, et war e breechende Deel a senger Ried. Mir begréissen dat. Ech géif op dëser Plaz nëmme op dräi Aspekter dovunner wëllen goen, well dat do en fin de compte eng Ried fir sech an en Thema fir sech scho wier.

Deen éischten Aspekt, deen dem Statsminister am meeschten um Mo läit an um Häerz läit, dat huet ee gëschter ganz kloer gesinn, dat ass dee vum Wunnen. Hien huet souguer vun engem perséinlechen Echec geschwat. Wann e seet Echec vu senger Politik, dann och der Politik vun deene successive Regierungen, déi responsabel waren.

D'Präisser géifen ëmmer weider an d'Luucht goen, d'Präisspiral géif net gebremst ginn; dat obschonn eng ganz Rei vu Mesuren an deene leschte Jore geholl gi sinn, fir deem entgéintzesteieren. Hie schwätzt an deem Kontext vun enger besserer Koordinatioun tëschent Stat a Gemengen, vu Wunnengsbaupakt a Wunnengsbauentwécklungspläng, vun enger finanzieller Begleedung vun de Folgekäschte fir d'Gemengen, déi sech resolut am Domän vun der Erweiderung vun hire Leit géifen asetzen.

Hie mahnt eng méi staark Benotzung vum Bail emphytéotique a vum Virkafrecht fir d'Gemengen un a schwätzt schlussendlech vun enger Flexibiliséierung vun der kommunaler Grondsteier, fir d'Baulekungspläng anzedämmen; dat Ganzt ze gesinn an enger Rumm, déi sech als Zil 15.000 nei Wunnengen an deenen nächste Joren – bei deenen en allerdéngs net weider prezisiéiert huet, em wéi vill Joren dass et sech do handelt – gesat huet.

Ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, dass dat doten ze einfach ass, fir déi allengeg Schold der Regierung oder deene successive Regierunge wëllen ze ginn. Ech si frou – dat éiert de Statsminister –, dass en déi Ausso gemaach huet. Ech mengen allerdéngs, dass d'Fro vum Wunnen a vun der Entwécklung vun de Präisser da wesentlech méi breet unzesiedelen ass wéi just un der Fro, ob d'Regierung hir Hausaufgaben do gemaach huet oder net, well d'Regierung nëmme een Acteur an deem ganze Secteur ass a well d'Regierung – ausser mer wäre bereet ganz aner Weeër ze goen – och net den determinante Facteur ass an allen Domänen, déi deen dote Beräich beschäftegen.

Ech wëll mech explizéieren. Et gétt gesot, et gétt net genuch Bauland op de Marché bruecht. Et muss een allerdéngs wëssen, dass mer am Kader vun der IVL-Etüd festgestallt hunn, dass mer an de bestehende Perimeteren vun deenen 118 Gemengen, 116 Gemenge vum 1. Januar vum nächste Joer un, net manner wéi 6.200 ha leien hunn, déi haut schonn ausgewise sinn zur Bebauung.

Elo seet een: 6.200 ha, wat ass dat? Pipifax? Neen! Dat sinn 2,3% vun eisem gesamten Territoire, an et ass een Drëttel vun der bebauter Fläch. Mir hunn also en Drëttel vun där zu Lëtzebuerg bebauter Fläch haut schonn an de bestehende Perimeteren dran, déi also de prinzipiellen Accord vun de Gemenge schonn hunn, fir enger Bebauung zougefouert ze ginn; dovun iwwer

60% vun de Flächen eleng am Wunnengsbau.

Zweetens, et ginn all Joer am Intérieur säit enger Rei vu Jore 6.000 Wunnunitéiten autoriséiert. 6.000 Wunnunitéiten! Ech setzen dat an de Kontext mat deene 15.000, déi de Statsminister gesot huet. Eleng am Joer 2004 si mengen Informatiounen no am Intérieur iwwer 6.000 Wunnunitéite genehmegt ginn.

Et stellt sech also d'Fro, firwat déi Wunnunitéiten net op de Marché kommen, a firwat déi Baulandreserven, déi jo solle kommen, déi mer zum ganz groussen Deel schonn hunn an de bestehende PAGen, net op de Marché kommen. Do fannen ech fënnf verschidden Argumentatiounen, Grënn aus menger Erfahrung, firwat dass dat de Fall ass.

Zum engen d'Prozeduren. Zum Deel si sécher eis Prozedure schwierig. Mir hu probéiert d'Prozeduren ze vereinfachen an hinnen e Kader ze ginn. Et muss sech elo weisen, ob déi Ermänerungen aus dem Gesetz vum 2004 duerginn, fir eng Beschleunegung vun de Prozeduren duerchzuführen.

Wëssend allerdéngs, dass een och do net alles ka maachen, well mir an engem Rechtsstat liewen, an ee Rechtsstat bedeit, dass wann eng Persoun eppes wëllt entwéckelen, eng aner Persoun sech eventuell doduerch an hire Rechter léiséiert ka fillen an och d'Moyenë muss hunn, fir kënnen Opposition op deene Plazen, déi dofir do sinn, anzeleeën, wann esou eng Bebauung gemaach gétt.

Zweetens, et gétt manifestement eng Rei Gemengen, déi bremsen. An zwar aus zwee Phenomeener:

Ee Phenomeen, de selwer gesteiert ass an net méi wéi e gewësst Mooss all Joer wisst, well en net akzeptéiert, dass gréisser Lotissementer an engem Stéck op de Marché kommen, mä dat schéin an Tranché geschitt. Dat aus enger ganzer Rei vu lokalpoliteschen, och investissementspoliteschen Ursachen eraus.

Zum aneren awer och aus dem Drock, deen aus Biergerinitiative kënnt. Een typesche Phenomeen, dee mir an der Stad an och op anere Plaze kennen – ech ka mech aus menger Zäit un ee ganz schéint Beispill zu Sandweiler erënneren –, ass wa Leit sech niewent enger grénger Wiss eng Plaz kafen an dann der Meenung sinn, dass déi gréng Wiss op éiweg Zäit déi gréng Wiss muss bleiwen, och wann den Terrain niewendrun am Bauperimeter als eng Plaz, déi zur Bebauung virgesinn ass, ausgewisen ass, an dann natierlech mat alle Moyenen – politescher, rechtlicher – probéieren ze verhënneren, dass d'Entwécklung vun deenen Terrainen, déi niewent hirem leien, dann och realiséiert gétt.

Deen drëtte Phenomeen ass fir mech ganz kloer dee vun de Propriétaires. D'Grondpropriétaires hei zu Lëtzebuerg sinn eng Minoritéit vun de Leit. D'Grondpropriétéit ass net an eiser Bevölkerung esou verdeelt, dass vun honnert jiddferen een Honnertstel vum Terrain huet, mä d'Propriétaire sinn eng Minoritéit. Op all de Plazen – egal wou een als Buergermeeschter wëllt eng Entwécklung fannen – fënnt een ëmmer déiselwech Leit erëm, a ganz oft sinn dat Leit, déi schonn esou vill realiséiert hunn, dass fir si a fir hir Generatioun händendrun zum Deel scho gesuergt ass, an déi net wëlles hunn, eng weider Entwécklung vun hiren Terrainen ze maachen.

Dat an deene leschten 20 Joer d'autant plus, well jo en fin de compte den Zouwuess u Gewinn, dee si doduerch errechen, dass se den Terrain leie gelooss hunn, méi héich ass wéi den Zouwuess, dee si kritt hätte wa si hir Suen op der Bank platzéiert hätten. Och dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass ee Phenomeen, deen een an enger

gesamtheetlecher Analys vum Problem net aus den Aen däerf looslen.

Véiertens, d'Promoteure selwer, wou et zwou Zorte gétt: Zum engem déi Promoteuren, déi nach ee Baubetrieb hunn – ech wëll déi ganz kloer differenzéieren vun deene Promoteuren, déi kee Baubetrieb hunn. D'Promoteuren, déi ee Baubetrieb mat 100 bis 400 Leit händendrun hunn, deene an Aarbecht mussen ginn, hunn éischter d'Tendenz ze kucken eng Mehrjahresplanung ze maachen, déi hinnen et erlaabt, d'Capacitéit vun hirem Betrieb op engem Joer auszelaaschten an eng Previsioun ze hunn op déi nächst dräi bis fënnf Joer, dass hire Betrieb – an domat och d'Responsabilitéit, déi si fir hir Leit hunn – dat kann anhalen. Déi Leit sinn net dorun interesséiert an engem Joer alles, wat si autoriséiert kritt hunn, ze realiséieren op d'Geforhin, dass hire Betrieb déi Joren händendrun net méi déi néideg Auslaaschtung huet a se domadder an aner Schwierigkeete kommen.

Op där anerer Säit gétt et eng Rei vu Promoteuren, déi – géif ech emol soen – an deene gudden Jore keng Terraine kaf hunn, an déi elo zu egal wat fir engem Präis den Terrain mussen kafe fir am Marché kënnen ze bleiwen. Déi dreiwen natierlech d'Präisspiral an d'Luucht.

Fënnefte Facteur, deen hei zu Lëtzebuerg am internationale Verglach awer och ganz kloer ass, dat ass deen, dass mir hei zu Lëtzebuerg vill méi deier baue wéi am Ausland, sou dass et also net nëmme eng Fro ass vum Baulandspräis, mä dass et och eng Fro ass vum Realisationspräis vun deem eenzelne Gebai.

Wann een also déi eenzel Punkte kuckt, déi do matspillen, da muss ee sech d'Fro stellen: Wann een an eng aner Politik wëllt erakommen, wann ee gäre méi Terrain op dem Marché hätt, wat sinn dann d'Facteuren op déi ee kann agéieren? An do falen eis der e puer an, déi ee misst prioritär gesinn.

A vun deenen hunn ech leider een net an der Ried vum Statsminister erfënnt, an dat ass d'Fro vun der Expropriatioun. D'Fro vun der Expropriatioun als Moyen fir der öffentlecher Hand d'Méiglechkeet ze ginn, fir op där Plaz, déi IVL- an och PAGs- konform ass, d'Entwécklung vun der Gemeng virunzuedreiwe par rapport zu anere Plazen, déi net esou interessant sinn.

Ech weess, dass dat eng ganz schwierig Diskussioun ass, well déi bis déif an d'Privatrecht erageet. Ech weess awer och, dass, wa mir dee Problem do net eng Kéier uginn, wa mir net eng Kéier seriö doriwwer diskutéieren, wéi mir et da fäerdeg bréinge fir op enger Rei vu Plaze massiv Terrain kënnen ze kafen – an zwar net nëmme kafen, mä och zu engem Präis, deen esou ass, dass deen Terrain och nach zu engem akzeptable Präis herno un den Endabnehmer, dat heescht un d'Leit, ka verkaaft ginn –, mir dann der Problematik, Regierung hin, Regierung hier, net wäerte Meeschter ginn.

De Statsminister huet an deem Kader iwwer d'Zesummenaarbecht tëschent de Gemenge geschwat. Et stellt ee fest – an och a senger Ried huet een nees festgestallt –, dass ëmmer méi Chargen op eis Gemengen duerkommen.

Eleng an dëser Ried huet hie vun enger Kooperatioun um Niveau vun der Wunnengsbaupolitik a vun enger Erweiderung vum Schoulencadrement geschwat. Nei Chargen, nei Erausforderungen, déi op d'Gemengen duerkommen an déi nei Belaaschtung fir d'Gemenge mat sech bréngen. Et muss ee sech also d'Fro stellen: Sinn eis

Gemengen, déi aus dem Ufank vum 19. Jorhonnert kommen, an hirem Opbau esou gerüst, fir all deenen nei Erausforderungen am familjepoliteschen an am sozialpoliteschen Beräich kënnen entgéintzekommen? Eis Äntwert ass éischter, dass dat net de Fall ass.

Dofir begréisse mir déi Diskussioun, déi den A an O en fin de compte ass fir ze soen, mir mussen kompetent Sockelen och bei de Gemengen definéieren. Mir mussen kucken, wat si Mindestkritären, Mindeststandarden, déi ee muss kënnen ubidden, an da mussen mir de Courage hunn, dann och eis Gemenglandschaft no deene Konklusiounen, déi sech doraus erginn, ze readaptéieren.

Dobäi ass, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro ob mir d'Fusiounen iwwer Zwangsfusiounen oder iwwer fräiwëlleg Fusiounen maachen, fir mech nëmme een Deel vun der Fro. Well zur Fro vun der Kompetitivitéit vun der Gemeng stelle sech nach eng Rei vun anere Froen:

1. Wéi definéiere mir déi Masse critique, déi noutwendeg ass?
2. Wéi bréinge mir et fäerdeg, um Niveau vum administrative Personal aus dem 19. Jorhonnert erauszekommen? Wéi bréinge mir et fäerdeg, seriö administrativ an technesch Servicer net nëmme an deene groussen Gemengen, mä och an deene méi klengen Gemengen un d'Funktionéieren ze kréien?
3. Wéi organiséiere mer de politeschen Encadrement vun deem Ganzen?

Ech hu gelies, dass de Parteipresident vun der LSAP an engem Artikel gëschter gesot huet, dass mir müssen op eng Trennung vun der lokalpolitescher an der nationalpolitescher Kompetenz kommen. Dat ass eppes wat ech an dëser Chamber och schonn eng Kéier gesot hunn, well mer gesinn, dass mir am Kader vun der europäescher Erweiderung an der Chamber an Zukunft Deputéierte mussen hunn, déi sech vill méi mat national- an europapolitesche Froen beschäftegen, a vill méi Budget an Zäit müssen hunn, fir d'Europapolitik kënnen ze begleeden, wéi dat haut de Fall ass.

Wann d'Chamber awer eng Zesummesetzung vun Lokalpolitiker, déi och nach derniewent Nationalpolitik maachen, bleibt, wäerte mir ni där doter Erausforderung gerecht ginn. Domadder och net deenen Erausforderungen, déi de Statsminister ugekënnegt huet, wéi hie gesot huet, dass hie gären hätt, dass d'Chamber sech an eng Rei vun national- an europapoliteschen Domänen méi staark involvéiert wéi dat haut de Fall ass.

Mir müssen also am Kader vun där doter Diskussioun doriwwer diskutéieren, wéi mir mam Député-maire, mam Conseiller-maire, mam Échevin-maire an Zukunft virufueeren. Wéi fuere mer mam Deputéierte virun a wéi bréinge mer et fäerdeg, dass mer déi regional Komponent, dat heescht déi Fro vun Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen, déi mer säit dem 1999er Gesetz iwwer den Aménagement du Territoire an eisem Beidel dran hunn, och mat Liewe kënnen erfëllen.

Domadder huet ee lokal- a regionalpolitesch d'Hausaufgab fir eng Persoun, fir ee Persounengrupp, fir ee Persounentyp sécher ze definéieren an et géif engem op där anerer Säit erlaben – do sinn ech mam Här Bodry d'accord –, dass an Zukunft d'Chamber sech méi spezifesch a méi verstärkt em aner Saache bekëmmert. Ech si mer allerdéngs bewosst wat fir een enorme Mentalitéitswandel dass dat doten alles viraussetzt ier mer an esou eng Richtung wëllen a kënnen kommen.

Drëtt Stéchwuert: Reorganisatioun – an dobäi däerf een och de Käschtepunkt net aus den Ae verléieren. Och hei soen ech nees: Wa mer iwwer Reorganisatioun

schwätzen a mer et besser wëlle maachen, an dat Eenzeget, wat dobäi erauskënnert ass, dass et méi deier gétt, well mer nei Strukturen mussen schafen, déi mer haut net hunn, a well mer net wëllen un d'Grondphilosophie goen. Mer müssen doduerch nei Intermédiairespositionen a -strukturen schafen. Dat Ganzt gétt folglech herno méi deier wéi et en fin de compte justifiéiert ass. Mir hunn och de Krich an deem heiten Domän net gewonnen.

Leschten Aspekt an dësem Domän: den öffentleche Verkéier. 25% „modal split“, dat ass e Pak, 25% „modal split“, dat ass en Doublement vun de Bewegungen, déi d'Leit an Zukunft am öffentleche Verkéier maachen. Dat ass net nëmme eng Fro vu Mentalitéitswandel, dat ass och eng Fro vun enorm vill Geld.

Wann ee gesäit, wat den IVL definéiert huet, a wann een den IVL seriö hëlt – dat ass jo d'Voraussetzung vun där ech ausginn –, dass e gesot huet: Mir hunn e Réckgrat, dat mer müssen definéieren aus Zentrum, Stad, Süden, Frichen an Nordstad, déi ze definéieren ass, an den öffentlechen Transport muss prioritär laanscht déi Achs organiséiert ginn, dann ass et kloer, dass niewent dem Modell K, dee jo decidéiert ass an deen eng Ubannung op de Findel an op de Kierchberg virgesäit vun bestehende Schinnennetz, eng Prioritéit muss bei der Linn Esch-Stad leien, aus enger Rei vu Grënn op déi ech nach wäert zrëckkommen.

Wann ech awer weess, dass de Modell K eng Milliard Euro kascht, dat heescht den Investissementsvolumen vun eisem Stat fir e ganz Joer, toutes catégories confondues, an ech weess, dass ech da vun Esch an d'Stad nach eng Linn muss bauen, déi och nach eng Kéier datselwech kascht, also nach eng Kéier e Joer Budget kascht, da stellt ee sech d'Fro wéi mer dann op d'Iddi komme fir nach aner Saachen unzemahnen, déi do derniewent an deem dote Beräich nach solle kommen, well da baue mer jo nach en drëtt Joer Investissementspolitik vun eisem Stat an deen doten Domän eran, an da stellt sech opgrond vun der verännerter wirtschaftlecher Situatioun awer ganz kloer d'Fro vun de Prioritéiten, déi ee sech setzt bei der Ëmsetzung vun enger Politik.

Véiertens, d'budgetär Rumm. Dat véiert Kapitel vum Statsminister senger Ried, do huet ee ganz kloer gespuert, ouni dass en an den Detail wollt a konnt goen, well mer jo nach eng budgetpolitesch Diskussioun kréien, dass mer an enger neier Situatioun sinn. Wuel nach an enger spezieller Situatioun, well mer contrairement zu deenen aneren europäesche Länner keen Abroch hunn um Niveau vun der Einnahmesäit, quoique mer am Joer 2004 nach 8% Augmentatioun vun de Recetten haten an am Joer 2005 5,3% hunn; mer eis also och eeschlech Gedanken iwwer d'Einnahmesäit vun eisem Budget maache müssen, mä de Problem sech ganz kloer op der Ausgabesäit erfënnen.

Mir hu Progressiounen vun iwwer 10% vun eisem Budget op der Ausgabesäit, an dat iwwer eng Rei vu Joren. De Gap tëschent Einnahmen an Ausgabe gétt ëmmer méi grouss, an net nëmme gétt de Gap tëschent Einnahmen an Ausgabe méi grouss, mä de Fait, dass mer eis et erlaben, Budgetausgabe vun iwwer 10% pro Joer ze hunn, ass menges Wëssens eenzegearteg op der Welt. Net emol China erlaabt sech Joer fir Joer d'Ausgabe vum Budget iwwer 10% klammen ze looslen, well s de einfach deng Facteuren, déi noutwendeg sinn, fir d'Einnahmen ze sécheren, fir déi dote Progressiounstauxen ze kréien, net méi ënner Kontroll kanns halen.

Mir kommen an deenen nächste Joren also un d'Limité vu Maas-tricht erun, an de Statsminister huet



zu Recht eng Rei vu Pisten och an deem Domän ugeschnidden, wou hie gesot huet: Wou ass dann den Hauptproblem, dee mer hunn? An den Hauptproblem, dee mer hunn op der Ausgabesäit, ass ganz kloer deen, dass mer eng lwwerproportion vum automatesch sech reguléierenden Ausgaben an eise Budget dran hunn. Hien huet an deem Kontext vun de staatleche Kontributiounen un d'Rentekeesen, un d'Finanzéierung vun de Pensionen, un d'Participatioun u Krankekeesen- a Fleegeversécherungen an un d'Finanzéiere vu Babyjoren an der Mammerent appléiert, als en Total vun 2,4 Milliarden Euro, déi des Domäner ausmaachen an eise Budget.

Wann ee weess, dass eise Budget op der Ausgabesäit eppes iwwer 7 Milliarden huet, op der Einnahmesäit zurzäit, ouni Friemfinanzéierung, fir d'Joer 2006 iergendwou an de Barragen iwwer 6 Milliarde wäert leien, da weess een, dass eleng deen doten Deel vun den Ausgaben am Budget bal 40% vum Gesamtvolum vum den Ausgabe vum eiser Budgetpolitik ausmécht.

Wéssend awer och wéi d'Mammerent d'lescht Joer diskutéiert ginn ass, maachen ech mer net ze vill Illusiounen driwwer, Här Statsminister, ob mer dann déi Rou an déi, wéi soll ech soen, Serenitéit, déi Dir ugemahnt hutt, fir déi doten Diskussioun ze féieren, ob mer deen Tounfall dann och wäerten errechen, wann et dann iwwert déi theoretesch Considératiounen an d'praktesch Ëmsetzung vun där Politik geet.

Eppes ass sécher, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun wäert net akzeptéieren, egal wéi, dass mer a belsch Verhältnisser hei zu Lëtzebuerg kommen. Déi déi belsch Politik an deene leschte Wochen an Deeg verfollegt hunn, déi gesinn hunn, wéi penibel, wéi schwierig et ass fir e gesamt Land, fir d'Feeler vun enger Generatioun vu virduun nees auszebigen, déi et no siwe Joer mat ganz vill Krämpes gepackt hunn, fir vun 160% Defizit PIB op 90% Defizit PIB erfroekommen, déi nach weider Aschnétt an e System elo mussen erantransportéieren, dee schon net ganz roseg ass, déi verstinn, dass, wann een an engem Land leeft, wou Budgetreserve sinn, wann een an engem Land leeft, wou ee keng Statschold huet, een alles muss maachen, fir net an déi dote Situatioun ze kommen.

An do wäert Dir, Här Statsminister, an der CSV-Fraktioun e ganz treien Alliéierte fannen, wann et drëm geet fir déi dote Politik ëmzesetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat 2004 bei der Deklaratioun vun der Regierung gesot, dass an der Politik alles zesummenhängt, dass ee vill eenzel Felder vun der Politik ka kucken, vill Weeër ka beschneiden, mä dass et iergendwou tëschent deenen eenzelne Weeër Interconexiounen gëtt an dass sech en fin de compte alles ëmmer nees op enger Plaz erëmfënt.

Ech géif dat op engem Beispill, dat ech zesummesat hunn aus enger ganzer Rei vun Défien, déi de Statsminister gëschter a senger Ried ugeschwat huet, eng Kéier wëllen deklinéieren, an zwar op der Interrelatioun, déi ech gesinn tëschent Budget, wirtschaftlecher Entwécklung, Aarbechtspolitik, IVL, Energiepolitik, Uni Lëtzebuerg a Modernisatioun, Mobilitéit an der Stad, Mobilitéit an d'Stad eran an aus der Stad eraus a schliesslech nees Budget, deen alles vu vir eraus a vun hannen eraus konditionéiert. Also alles Elementer, déi de Statsminister gëschter op engem oder op deem aneren Deel vu senger Ried ugewannt huet.

Mir gesinn, wa mer d'Einnahmesäit vun eise Recettë kucken, dass besonnesch um Niveau vun de Betriebssteieren d'Recettën net méi esou wuesse wéi se an der Ver-

gaangenheet do waren a wéi mir et och gären hätten. Méi Wirtschaftswuesstum, méi wirtschaftlech Aktivitéit, méi wirtschaftlech Diversifikatioun, dat ass d'Erausforderung vun der Zukunft; weinst de Steiere selbstverständlech, den Einnahmen, déi mer kréien, mä awer och weinst de Leit, déi eng Aarbechtsplaz sollen a musse fannen. Dat sinn also Léisungshëlfele, déi mer fir de Problem hunn.

D'Wirtschaft haut ass net méi d'Wirtschaft vu gëschter. Mir hu just nach en Undeel vun 10% vun der Industrie um nationale PIB. Méi Wirtschaftswuesstum bedeit méi Industrie, bedeit nei Betriber, bedeit méi an nei Aktivitéitszonen. Industriekapitalitéit kann net egal wou stattfannen.

Den IVL huet eis als Leitinstrument op den Terrain vun der Betriebsusiedlung gefouert. Den IVL geet vun enger Symbios aus tëschent den Entwécklungszentren Nordstad, Stad Lëtzebuerg a Regioun Süden, besonnesch vun de Frichen, awer och vun anere geet hien aus als Réckgrat vun der Wirtschaftsentwécklung an als Conditio sine qua non, dass e „modal split“ vu 25% a 15, 20 Joer iwwerhaupt erreechbar ass, well een och an deem Beräich eng Rei vu Masse-critiquë brauch, déi noutwendeg si fir eppes un d'Fonctionéieren ze kréien.

Dës Symbios brauch hir konkret Materialisatioun duerch eng nei Schinneverbindung tëschent der Stad an Esch. Déi kascht esou vill, dass net méi alles – ech hunn et scho gesot – op deem Terrain an deenen nächsten 20, 25 Joer an de Programm ka gesat ginn, wéssend – an ech hunn et och scho gesot – dass eleng de Modell K, deen decidéiert ass, ronn eng Milliard Euro wäert kaschten.

D'Verbindung vun der Stad op Esch ass awer kruzial fir d'Standortpolitik vun der Uni Lëtzebuerg an domadder fir d'Innovatiouns- an d'Modernisatiounspolitik an de Spëtzesectore vum eiser Wirtschaft. Si ass och wichteg fir d'Restrukturatioun vun engem ganzen Deel vun eise Land, wou een Drëttel vun de Leit wunnen.

Studéieren, Recherche, Start-up, wirtschaftlech Linken, wéi se op Belval definéiert ginn – an duerfir hu mer Belval jo deemools definéiert –, setze virus, dass een eng kompetent Ubannung un den öffentliche Transport par rapport zur Hauptstadt an der Hauptstadt par rapport zu deene wesentleche Punkten, dat heescht d'Gare an de Findel, wou d'Leit aus dem Ausland kommen, hisetze kann.

Wa mer eis dorobber eens setzen, dass dat doten d'Prioritéit sinn, de Modell K plus déi dote Verbindung, da kann ee selbstverständlech net am selwechten Otemzuch eng Full-Fläch-Tramslinn duerch d'Stad maachen. Oder et setzt een d'Prioritéiten anescht: Et seet een, d'Prioritéit vun der Politik ass den Tram duerch d'Stad, wéssend dass an deem Moment dann d'Verbindung Esch-Stad net an deenen nächsten 20, 25 Joer gebaut ka ginn.

Wann dat esou ass, dass dat d'Prioritéit ass – an och do huet den IVL eis Äntwerte ginn –, da muss een also d'Fro stellen: Wéi kréie mer d'Mobilitéit an der Stad an de Grëff? D'Prioritéiten do, dokumentéiert duerch de Modell K, sinn zum engen d'Ubannung un den TGV, zum aneren d'Neierschléissung oder d'Ubannung vun de wirtschaftlechen Entwécklungszentren Kierchbierg, Findel, Cloche d'Or un den öffentliche Verkéier an, drëttens, déi systematesch Ubannung vun neie Schulinfrastrukturen un den öffentliche Transport. Net d'Nidderschreiw vum öffentliche Transport op eng Plaz an dann de penibele Versuch den öffentliche Transport op déi Plaz ze kréien, esou wéi et an der Vergaangenheet de Fall war.

Wann dat eis Prioritéit sinn – Ubannung un den TGV, Erschléissung vun wirtschaftlechen Entwécklungszonen, Neigestaltung vun de Schoulzentren –, da kréie mer a long terme manner Busverkéier an der Stad an eng aner Alternativ.

Wa mer manner Busverkéier an der Stad mëttelfristeg hunn, stellt sech d'Diskussioun iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Tramverbindung duerch den Zentrum vun der Stad anescht. Dat d'autant plus dass ech awer iterativ an aus der Stad Lëtzebuerg eraushéieren hunn, dass, och wat den Zentrum vun der Stad ubelaangt, d'Stad Lëtzebuerg eng ganz aner Politik wëllt maachen, nämlech d'Eraushuele vun enger Rei vu Betriber an d'Peripherie wou eng gutt Ubannung un den öffentliche Transport besteet an d'Reorganisatioun vum Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg hin nees zu Wunngegenden, wou méi Leit mat Familije kënnen a solle wunnen.

Datselwecht gëllt an deem Kontext fir de Lampertsbierg. Dofir hu mer an der Konklusioun vum IVL jo schon decidéiert, dass mer e Lycée vum Lampertsbierg géifen erfouelen an deen op d'Frichen, op déi nei erschlosse Cloche d'Or géife setzen, wou eng direkt Ubannung un den öffentliche Transport stattfënt.

Dofir hu mer – den Här Fayot an ech selwer – ëmmer nees ugemahnt, dass, wa mer en zweet Standbeen vun der Uni Lëtzebuerg an d'Stad géife bréngen, mer misse kucken, dass mer eng Friche géife fannen – zum Beispill d'Friche vun Dummeldeng; ech ka mer awer och anerer virstellen –, déi un den öffentliche Transport ugebonden ass, fir an enger intelligenter Strategie iwwer 20 Joer den Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg ze entlaaschten, Wunnquartieren ze maachen an d'Wirtschaftsaktivitéiten dohinner ze leeën, wou mer opgrond vu budgetäre Contrainten decidéiert hunn, dass mer den öffentliche Transport hiféieren.

An dofir soen ech, dass sech dat alles mateneen am Fong verbënt: Wunnungspolitik zum engen, Standortpolitik zum aneren, Usiedlung vu Betriber zum Drëten, d'Organisatioun vum öffentliche Transport zum Véierten. An dat Ganzt an enger wirtschaftlecher Rumm, déi et erlaabt, net nëmmen an engem Secteur an an engem Domän ze investéieren, mä déi et erlaabt, och an deenen anere Secteure vun eiser Wirtschaft an Zukunft nach eng intelligent an zukunftsorientéiert Politik ze maachen.

E lescht Glidd an dëser Ketten ass d'Energie. Ech muss soen, dass dee leschte Rapport Ewingmann, dee mer de leschte Mount kritt hunn, zimlech alarmant an enger ganzer Rei vun Domäner ass. Fure mer esou weider wéi bis elo, da wäerte mer d'Attraktioun vun engem och nëmmen hallefweegs emissionsintensiven Industriebetrieb hei zu Lëtzebuerg net méi kënnen maachen. Wa mer awer keng Industrie kënnen ubidden – an net all Industrie, déi et gëtt, ass haut schon esou, dass se sech op d'Kyoto-Bilanz mat null wäert auswierken –, da kréie mer e substantielle Problem fir déi Onqualifizéiert ënner eis an eiser Gesellschaft, deene mer keng Aarbechtsplaz méi kënnen ubidden an déi net an der Welt vum E-Commerce nécessairement eng Plaz fannen.

Eisen Energiesecteur ass extrem pétrolsofhängeg. Eis Stroumproduktioun an d'Standbeen, déi se ass, muss mer seriö iwwerdenken. Mir mussen also Sputt schafen, wa mer industriell Produktioun hei zu Lëtzebuerg wëlle weider behalen. Ausser mer géifen d'TGV-Zentral zu Esch komplett zoumaachen, zu enger Rei vu Saachen,

déi am Ewingmann senger Etüd proposéiert gi sinn, a bei deenen ech awer net dovunner ausginn, dass dat eis wäert esou séier geléngen. Mir mussen also Sputt schafen, fir kënnen nei Industrien zu Lëtzebuerg unzesiedelen.

An do muss ech leider soen, dass all Sonnekollektore vum der Welt dat net wäerte schafen an hirer gebündelter Kraaft, och wa mer se ënnerstëtzen, fir eis déi Spitten ze schafen, déi do noutwendeg sinn.

Alternativ ass dann den Tanktourismus op der Lee. Nu stellen ech mer awer d'Fro, wéssend, wat den Tanktourismus haut am Budget vum eise Stat ausmécht – bal och nees 1 Milliard Suen –, wéi mer et da kuerz- oder mëttelfristeg fäerdeg bréngen, op déi doten Einnahmequell ze verzichten aus all deene Saachen eraus, déi ech probéiert hunn an deene leschte 54 Minuten hei ze entwéckelen an déi och noutwendeg sinn, wat déi zukünfteg Gestaltung vun eise Land ugeet.

Wa mer en „modal split“ vu 25% als Méiglechkeet an d'A faassen, dann ass dat e Mëttel fir Energie à long terme ze spueren. Mä et bedéngt awer – an ech mengen dat wollt ech heimadder beweisen –, dass an eiser Politik, an der Konzentration vun eiser Politik déi Weeër, déi mer ugaange sinn, nämlech déi vun der horizontaler Zesummenaarbecht tëschent deenen eenzelnen Acteuren, an Zukunft méi verstärkt ginn an déi gesamtpolitisch an déi gesamtbudgetär Parametere am A behale musse ginn.

Ech kommen, Dir Dammen an Dir Hären, zu menger Konklusioun. De Statsminister huet a véier Felder an eisen Ae Prioritéit gesat. Et si véier Felder, déi enk matenee verstréckt sinn, déi enk matenee verstréppt sinn. Et si véier Felder, déi ganz vill Energie wäerte brauchen. Grouss Erausforderunge kommen op eis duer. Alloguerter wäerte mer se net léise kënnen. Mä viles a Verschiddenes mussen a wäerte mer och an der Politik anescht maachen.

Déi nächst Méint, Dir Dammen an Dir Hären, wäerten eis weisen, ob mer bereet sinn, nei Weeër ze goen, an zwar zum Deel méi séier wéi mer et vläicht gären hätten. An e puer Woche geet d'Eisebunnstripartite un. D'Fro, déi sech stellt, ass déi: Endegt d'Eisebunnstripartite a Form vun engem weidere Rentendësch oder endegt d'Eisebunnstripartite als e wierkleche reelle Wëllen, engem Lëtzebuerger Betrib eng Chance an engem konkurrenzelle Marché, deen europawäit ëmmer méi schwéier gëtt, ze sichen?

Ech si perséinlech gespaant op dat, wat an där Tripartite do zu deem gesamte Komplex wäert erauskommen. Et ass eng Chance, déi mer hunn. A mir sollen déi Chance notze fir eng Lëtzebuerger Solutioun op d'Been ze setzen, déi sech net eleng doduerch auszeechent, dass se méi Suen am Budget kascht, well ech net gesinn, wéi mer am Budget weider Fräiraum kéinte schafen, fir esou eng Politik kënnen ze bezuelen.

Mir mussen d'Lissabon-Strategie ofginn. Mir kréien an deenen nächste Wochen dozou eng Debatt hei an der Chamber. De Statsminister huet et gëschter gesot. Do muss mer eis bekennen zu där neier Welt, déi kënt, a mir musse Pisten uginn, souwuel wat d'Wirtschaftsentwécklung wéi och wat d'Aarbechtsmaartentwécklung ubelaangt, wéi mer da mengen, dass mer am Horizont 2010 dee Wee wëlle beschneiden, dee virun eis läit.

Mir kréien eng Kompetitivitéitstripartite, wou sech dann och muss beweisen, ob d'Sozialpartner bereet sinn, op en anere Wee matzegoen, an net dass mer an deenen dach zimlech enke Kadere bleiwen, déi an deene leschte Jore beangaenge si ginn.

Mir mussen eise Stabilitéitsprogramm fir déi nächst Jore virleeën. Dat heescht déi ganz Fro vun der budgetärer Entwécklung op déi nächst Jore wäert an deem Kader gestallt ginn. A last but not least déi ganz Fro vun der territorialer Reorganisatioun, dem Ëmsetze vum IVL, der Virbereedung vun eise Land, ob et elo 500.000, 600.000 oder 700.000 Awunner huet. Dat ass eppes, wat op der Lee vun der Politik an deenen nächste Jore steet.

Eis Fraktioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass bereet, deen dote Pad matzetréppelen. Och wann et, an dat sinn ech mer sécher, net ëmmer en einfache Pad wäert ginn.

Ech soen lech Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Här Wolter. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch age droen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

**M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Dem Land geet et schlecht. De Premier huet en Hexeschoss an den Oppositionsriedner huet eng Sciatique. Nun ass dat net dat Schlëmmst, wat d'Land beweegt, well mir gi bei den Dokter a mir kréien eng Medezin verschriwwen an da geet et eis deemnächst schonn erëm besser. Mä haut wëlle mer dann iwwert déi Medezin diskutéieren, déi mer dem Land verschreiw fir déi Problemer ze léisen, déi d'Land huet, fir op déi Erausforderungen ze reagéieren, déi sech am 21. Jorhonnert eise Grand-Duché stellen.

Eigentlech sollt et jo eng Deklaratioun vum Premierminister iwwert déi politesch Prioritéit vun der Regierung sinn. Wann een awer do nogelauschtert huet an och nach eng Kéier opmierksam nogelies huet, da kann et éischter esou interpretéiert ginn, wéi wann et eng Deklaratioun iwwert d'Fro wier, déi d'Regierung sech, dem Land an de Sozialpartner stellt an déi dann elo deemnächst emol sollen diskutéiert ginn.

Dës Deklaratioun ass zu Recht mat Spannung erwaart ginn, well mir aus engem Joer erauskommen, wou een awer e bëssen innenpolitesche Stëllstand net konnt verstoppen, wat ze erklären ass, wat kee Virwurf soll sinn.

Mir haten d'Présidence: eng gutt Présidence fir Lëtzebuerg a fir Europa. Mir hunn eis Gedanke gemaach iwwert de Referendum, mir hunn eis engagéiert fir de Referendum, an déi allermeescht heibanen hu sech engagéiert fir de Jo, an d'Lëtzebuerger sinn deem och majoritär suivéiert.

Mir hate Gemengewahlen, déi a velle vun eise Käpp natierlech och am Laf vun deene leschte Wochen a Méint eng wichteg Roll gespilt hunn. Mir als Demokratesch Partei waren der Meenung, den Zäitpunkt wier komm, fir elo Kloertext ze schwätzen, fir Tacheles ze rieden a fir konkret Initiativen ze proposéieren an dann och ëmzesetzen.

Et gouf schonn déi lescht Jore vill iwwer gewësse Sujeten debattéiert an diskutéiert an et wier elo un der Zäit gewiescht fir ze handeln. Froe wéi den Index, de Mindestloun, d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie an aner wichteg Froen iwwert d'Zukunft vun eise Land hätte jo eigentlech och scho kënnen an engem Koalitionsaccord beäntwert ginn. Wa mir all déi dote Froen elo erëm eng Kéier solle mat ganz, ganz velle Partner diskutéieren, da kann et jo nëmmen esou sinn, datt entweder de Regierungsprogramm dorobber keng Äntwert gëtt, oder datt d'Regierung dat wat an hirem Programm steet eigentlech net méi als Guideline fir déi nächst Jore wëllt ugesinn. Oder dës Regierung ass sech och net eens a wat fir eng Richtung et da soll goen a wat elo konkret soll geschéien.



De Premierminister Juncker huet gesot, datt d'Deputéierten an de Budgetsdebatten hei sollte Faarf bekennen. Nun, mir als Demokratesch Partei haten eis erwaart, datt d'Regierung an dësere Deklaratioun géng Faarf bekennen, mä mir fanne wéineg Faarf a wéineg Konkretes doranner erëm. Villes war eigentlech wéi d'Orakel vun Delphi, wat an e puer Wochen, an e puer Joer dann iergendwéi nach eng Kéier kann nogelies ginn an dann esou oder aneschters kann interpretéiert ginn. Ech mengen et wier un der Zäit gewiescht, fir méi kloer Propositionen virzeleeën. Hei ass sech a ganz, ganz ville Sujeten ëmmer erëm eng Hannerdier opgehale ginn.

Faarf bekannt – an dat ass luewenswäert – huet de Premierminister an engem Sujet, dee ganz vill diskutéiert ginn ass, och grad an där Gemengewahlcampagne, nämlech am Wunnengsbau. Faarf an d'Gesicht kriit huet do haaptsächlech de Wunnungsbauminister Fernand Boden, deen zënter zéng Joer deen Dossier do gériert, wéi en héieren huet, datt de Premier dann d'Verantwortung fir den Échec vun där Politik iwwerhëlt.

Mir hunn eng Rei vu Propositionen dann erëm eng Kéier presentéiert krut, déi och net nei sinn, fir d'Problemer um Wunnengsmaat an de Grëff ze kréien, fir där Explosioun vun de Präisser vun de Loyerer an de Baupräisser iergendwéi kënnen entgéintzewierken.

Iwwer eng Erneuerung an eng aner Ausriichtung vun der Grondsteuer ass hei gëschter net fir d'éischt geschwat ginn, mä fir d'X-te Kéier, iwwer Baulandreserven och, iwwert de Bail emphytéotique – och dat schéngt mer net nei ze sinn – an iwwer eng staatlech Ennerstëtzung fir déi Gemengen, déi wëlle wuessen, déi selbstverständlech noutwendeg ass. Mir konnten eis doriwier hei och schonn déi eng oder déi aner Kéier ennerhalen.

Dat doten ass schonn ugekënnegt ginn an et ass elo un der Zäit fir et dann och ze realiséieren. Déi Propositionen, déi gemaach si ginn, deele mer, an Dir wäert e Partner doranner fannen, fir op d'mannst an der Diskussioun ze kucken, wéi een et dann herno genee kann ausfeilen, fir et dann am Laf vun deenen nächste Méint schnell ëmzesetzen.

Ech wëll awer nach eng Kéier dorun erënneren, datt grad bei der Problematik wat d'Baupräisser an d'Loyerer ubelaangt mir eis eben do och an engem Domän bewegen: Dat ass e Marché. Dat ass wéi wann een op de Maart Tomate kafe geet an et si méi Leit do, déi wëllen Tomate kafen, wéi Leit do sinn, déi Tomate wëlle verkafen. Da geet de Präis eben och an d'Luucht, an hei ass et och esou.

Duerfir muss mer kucken, datt gebaut gëtt. Mir mussen déi Aktivitéit ennerstëtzen, mir däre se net bremsen, mä mir mussen awer op där anerer Säit gradsou kucken – an och dat hu vill vun eis diskutéiert am Laf vun der Gemengewahlcampagne –, datt d'Liewensqualität garantéiert bleift. Liewensqualität fir déi Leit, déi dann nei an e Quartier solle wunne kommen, Liewensqualität awer och fir déi Leit, déi schonn an deenen einzelne bestehenden Uertschaften, an deene bestehende Quartiere ronderëm wunnen. Dofir brauche mer ebe grad eng urbanistesches sénnvoll Planung, eng Planung no sénnvollen Kritären.

Mir hunn – a mäi Virriedner, de Michel Wolter, huet et gesot – en neit Gesetz kriit, dat jo grad an der éischter Phas nach eng Kéier dozou bäigedroen huet, datt manner konkret a schnell gebaut ginn ass wéi mer eis dat doduerjer erhofft haten. Mä trotzdem hoffe mer, datt mer mat deem neie Gesetz, nodeems et am August vun dësem Joer dann nach eng Kéier iwwerschaft ginn ass, nodeems elo déi éischter handwierklech Problemer,

déi nach dra waren, erausgeholl gi sinn, dann elo e Gesetz hu mat deem mer an de Gemengen, mat deem mer mam Aménagement du Territoire kënnen zesumme schnell schaffen, fir datt do wou wëllt a ka gebaut ginn dann och schnell ka gebaut ginn, an dat awer – wéi gesot – no sénnvollen urbanistesche Kritären.

Mir mussen och kucken, datt mer eng sozial Mixitéit an eise Quartieren hunn, an datt eis Gemengen ebe kontrolléiert wuessen, sou datt mer net op eemol an enger Gemeng vun 3.000 op 6.000 Awunner ginn, mä datt mer dat iwwer e puer Generatiounen kënnen steieren. Dat, mengen ech, sinn eng Rei vu Prioritéiten, déi och mat deem dote Gesetz kënnen gesat ginn.

Natierlech ass et esou, datt, wann d'Gemengen d'Kompetenz hunn, fir hiren eegene Wuesstum ze steieren, se dann op där anerer Säit awer och mussen kucken – soss wier et keng responsabel Gemeengepolitik –, wat dat fir Folgekäsche mat sech bréngt. A mir wëssen, datt déi net kleng sinn.

Gemengen, déi sech wëlle vergréisseren, Gemengen, déi wëlle Bauterrainen ausweisen, Gemengen, déi wëllen nei Awunner bei sech ophuelen, dat ass eng grouss Belaaschtung fir d'Schoulinfrastrukturen a fir aner öffentlech Infrastrukturen. Da muss hinnen natierlech och deemspriechend gehollef ginn, a mir hoffen, datt dat wat hei gëschter alt erëm eng Kéier versprach ginn ass dann och elo relativ schnell a konkret an d'Tat ëmgesat gëtt.

Faarf bekannt huet de Premier och an engem anere Kapitel, dat eigentlech och zu engem Échec gehéiert, nämlech zum Emploi. De Chômage klëmmt lues a lues, mä lues awer sécher. Och wann eng Regierungspartei ganz kloer a ganz grouss plakatéiert hat: „Mir paken et un“ nach virun de leschte Chamberwahlen, kënnen mir net erkennen, weder wat d'Aarbechtsmaartpolitik ubelaangt nach an der Wirtschaftspolitik, wou sech bis ewell ganz konkret eppes gedoen huet.

Mir froen eis: Wat ass eigentlech d'Rezept vun dëser Regierung fir op de Problem um Aarbechtsmaart, fir op de steigende Chômage ze reagéieren? Well och déi Propositionen, déi mer gëschter erëm eng Kéier presentéiert kriit hunn, sinn net allze nei.

Et ass eng konkret effektiv derbäikomm, datt ass déi vum Ausbildungsmindestloun. Mä och do steet dann erëm hannendrun – am Niewesaz –, datt dat nach soll fir d'éischt mat de Sozialpartner diskutéiert ginn. Dir fannt e Partner an eis wann Der lech Gedanke maacht iwwer CAT-Kontrakten, iwwert déi eenzel Measure-pour-l'emploien, fir ze kucke wou et wierklech Sénn mécht deene jonke Leit ze hëllefen a wou mer vläicht kontraproduktiv sinn, wou mer vläicht d'Ausbildungszäite vun deene jonke Leit do fréizäitig hëllefen ofzebriechen, fir an esou Mesuren eranzekommen.

Ech weess vu wat ech schwätzen. Ech hu vill jonk Leit bei mir um Büro sëtzen. D'lescht Joer nach e 17-Jähregen, dee gesot huet: „Ech hunn en Noexamen. Ech packen deen zimlech sécher net.“ Et waren zwar nach dräi Wochen Zäit an ech hu gesot: „Elo géi emol heem bei deng Bicher an da packs du deen.“ Mä dee wollt, datt hien dann ee Joer op der Gemeng géng ennerdaach kommen, fir sech dann iergendwann duerno erëm eng Kéier vläicht eppes aneschters ze iwwerleeën. Dunn hunn ech gesot dat kéim mat mir net a Fro. E soll gefällegst seng Schoul maachen, e soll säin Diplom maachen an dann hätt hien herno däitlech besser Chancen op eng Aarbechtsplaz.

Mir däreferen et deene Jonken do net ze einfach maache fir aus der Schoul erauszekommen an esou Mesuren eranzekommen, well

no deene Mesurë ginn déi richtig Problemer fir déi dote jonk Leit eben erëm un. Do kann ee vläicht – an duerfir muss een oppassen, wéi ee grad deen Ausbildungsmindestloun do ausfeilt – e gewëssene Widdersproch erauslesen an deem wat gëschter presentéiert ginn ass, well och den Ausbildungsmindestloun soll net d'Incitatioun ginn, fir déi normal Ausbildung éischer ze verlossen, well een duerno vläicht méi schnell dann an eng aner Mesure erëm kann erakommen.

Den Travail intermédiaire, den Travail intérim ass sécherlech nach ausbaufäeg. De Premierminister huet et richtig gesot, datt mir hei am Land haaptsächlech Frontalieren hunn, déi an där doter Branche tätég sinn. Wichtig wier et, wa mer do wëllen e Schratt no vir kommen, datt mer eng enk Zesummenaarbecht hätte mat der Administration de l'emploi an deenen Interimsfirmen, fir datt eben och déi Leit, déi hei am Land op der Sich sinn no enger Aarbecht, an deen dote Secteur kënnen erakommen, datt se och emol eng Kéier temporär kënnen placéiert ginn, fir Erfahrung ze sammelen, fir Kontakter mat Betriber ze kréien, an duerno vläicht dann, wann et gutt geet, eng fest Ustellung kënnen kréien.

Mä wa mer iwwer Sujete wëllen diskutéieren, a mer sollen eis de Bléck no vir an an d'Zukunft net verschléissen, da solle mer och kucken, ob net vläicht grad wat den Aarbechtsmaart ubelaangt déi privat Aarbechtsvermittlung awer eng Hëllef kënn sinn hei am Land. Dat sinn Diskussiounen, mengen ech, wou mer haut net eng kloer Äntwert kënnen drop ginn a wou een haut och keng kann erwaarden, mä wou ee sech keng Denkbarriären an de Wee soll stellen.

Mir op jidde Fall si bereet, och esou Diskussiounen ze féieren. Mir mengen, datt jiddferen, deen iwwer esou eng Aarbechtsvermittlung géng placéiert ginn, de Placur vun der ADEM géng entlaaschten, a mir mengen, datt och do eng Rei vun Aspueerméigleckeete wären; grad wa mer ëmmer erëm, wat d'Finanzpolitik ubelaangt, schwätzen, datt d'Recetten net deem entspreche wat mer op där anerer Säit vu Wënsch, op jidde Fall vun Dépensen, hunn.

Ech selwer hat bei de leschte Budgetsdebatten eng Motioun hei eraginn, fir een Audit ze maachen iwwer all déi Mesuren, déi iwwert de Fonds pour l'emploi finanziert ginn. Dat sinn der eng Hällewull, an ech mengen et ass wierklech un der Zäit, datt mer kucken: Wat bréngen déi eenzel Mesuren? Wou hëllef se engem Mënsch, deen op der Sich ass no enger Aarbecht, méi schnell eng Aarbecht ze fanne? A wou ass et wierklech einfach just eng Parkplaz fir ee während engem oder zwee Joer a Beschäftegung ze bréngen, ouni datt hien herno besser Chancen hätt op eng definitiv Aarbechtsplaz?

Och do, mengen ech, muss een awer kucken: Wéi effikass sinn déi Mesuren organiséiert? Brauche mer esou vill eenzel Initiativen niefteneen? Féiert dat net zu onnëtzten administrative Käschten?

Wa mer iwwert den Aarbechtsmaart schwätzen, da komme mer net derlaanscht och iwwert d'Schoul ze schwätzen. Dir kennt eng ganz Rei vu Propositionen a vun Iwwerleeunge vun der Demokratescher Partei an deem Kontext an ech wëll hei nach wierklech eng Kéier den Zesammenhang ennersträchen.

Wa mer Problemer um Aarbechtsmaart hunn, da sinn et jo haaptsächlech déi jonk Leit, déi keng Formatioun hunn, net nëmme, mä haaptsächlech oder zum ganz groussen Deel. Dofir ass eis Schoul

gefuert. Natierlech kann net jiddferen Universitaire ginn, natierlech kann net jiddferen e Bac kréien, mä mir mussen eis wierklech konzentréieren op déi Kompetenzen, déi jonk Leit brauchen, wa se aus der Schoul erauskommen.

An do gi mer dem Gefill net lass, datt d'Politik vun dëser Regierung an déi falsch Richtung geet, wéi zum Beispill mat de Promotiounskritären, wou jo net wéineg Enseignantsgewerkschaften och gesot hunn: Dat dote kann et net sinn, do maache mer et ze einfach, do bréngt mer d'Schüler vläicht bis zum Diplom, mä dann, wa se duerno de Schratt op den Aarbechtsmaart sollen a wëlle maachen, da scheitert se dorunner, well dee richtegen Exame fänkt eréischt beim richtegen Liewen, beim Antrëtt an den Aarbechtsmaart un, an dee packe se da ganz, ganz oft net. Mir mussen also kucken, wéi mer den Échec scolaire kënnen évitéieren, mä, wéi gesot, mat deene Methode wéi d'Regierung dat zum groussen Deel mécht gesi mer dat um falsche Wee.

Eng Reform vun der Berufsausbildung ass noutwendeg, dat gëtt vun eis ennerstëtzt. D'ailleurs ass se vun der Madame Brasseur an der viregter Regierung zum groussen Deel och virbereet ginn. Wa mer soen, déi Jonk mussen méi laang an der Schoul bleiwen, si däreferen net ze fréi aus der Schoul erauskommen, ouni Diplom op den Aarbechtsmaart, ma da solle mer da wierklech kucken, fir schnell d'Schoulpflicht eropzesetzen. Dat war gefuert an engem Projet de loi vun der viregter Regierung, deen den Appui vun der ganzer viregter Regierung hat; dee Projet de loi ass dann awer leider zréckgezu ginn. Duerfir ass eben och emol d'Eropsetze vun der Schoulpflicht op 16 Joer leider momentan vum Dësch.

Wat eis Wirtschaft brauch, wéi mer eis Wirtschaft wëllen no vir bréngen, wéi mer nei ekonomesch Secteuren hei wëllen dévloppéieren, ass och gëschter an der Ried vun Statsminister ugekënnegt ginn. Do ass vun Exzellenzzentre geschwat ginn. Mir hu Branchen an der Economie, déi gutt forméiert Leit brauchen, a mir verstinn net wéi mer probéieren, op där enger Säit Secteuren ze dévloppéieren, wou héich qualifizéiert Leit sollen herno eng Aarbecht fannen, op där anerer Säit probéiere mer, datt d'Mëttelméissegkeet an eiser Schoul zum Standard gëtt. Dat passt op jidde Fall net iwwereneen. Esou kréie mer weder déi richtig Leit forméiert fir an deene Secteuren tätég ze sinn nach déi richtig Betriber heihinner fir dann och deene Leit hei am Land eng Aarbecht ze proposéieren, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn.

Dat Kapitel, op dat wuel am meeschte gespaant gewaart ginn ass am Premier sengen Erklärungen, war dat vun der Kompetitivitéit. Mir sinn och d'accord, datt mer nach méi mussen an d'Fuerschung investéieren. Ech ginn dovunner aus, jiddferen heibannen. Et ass eis Zukunft. Do kënnen déi Produiten haut entwéckelt gi mat deene mer muer eis Aarbechtsplaze garantéieren, mat deene mer muer Geld verdéngen.

Mir wëlle grad ewéi Dir, a mir si frou et och esou kloer ze héieren, eng Universiteit, déi net alles ubitt, déi sech net verheddert a ganz villen Domänen, mä déi dat wat se mécht gutt ubitt an eng héich Qualitéit proposéiert. Et ass dat wat mer hei am Land brauchen, et ass och dat wat mer mat eise Mëttele kënnen realiséieren.

An der Fuerschung mussen mer eis awer och eng Kéier Gedanke maachen iwwert déi Panoplie vun Acteuren, déi mer an deem Domän hunn, a mir mussen och eng Kéier kucke wéi privat Fuerschung an öffentlech Fuerschung niefteneen a vläicht besser mateneen nach kënnen fonctionnéieren, well wa mer

Uwendungsnofuerschung wëlle bedriewen, also Fuerschung, déi wierklech och eppes bréngt, wou mer och kënnen mat de Betriber zesummen e Produit herno entwéckelen, deen da wierklech der Kompetitivitéit vun eisem Land, dee wierklech den Aarbechtsplazen eppes bréngt, deen nei ekonomesch Aktivitéiten an d'Land hei bréngt, da mussen mer déi zwee Fuerschungsvolete méi enk zesummeféieren.

Duerfir sinn ech frou – an de Michel Wolter huet dat virdu jo och scho gesot –, datt meng Fraktiounskolleegin, d'Anne Brasseur, do eng Interpellatioun ugefrot huet, fir datt mer eis a Rou heibannen och eng Kéier kënnen iwwert d'Universiteit, iwwert d'Fuerschung ausschwätzen.

Den Index soll dann och Diskussionsstoff gi fir déi nächst Wochen a Méint tëschent de Sozialpartner. D'Demokratesch Partei wäert sech do enger Diskussioun net verschléissen. Wann een héieren huet wat gëschter proposéiert ginn ass, datt iwwert de Wuerekerf duerch aus ka mat dëser Regierung diskutéiert ginn, datt zum Beispill Tubak an Alkohol kënnen erausgeholl ginn aus dem Wuerekerf, dann ass dat awer eng aner Ausso wéi de Premier selwer nach virun e puer Wochen – du ware mer virun de Gemengewahlen – gemaach huet, wou hie gesot huet dat kéim jo alles guer net a Fro a wou säi Wirtschaftsminister zimlech al ausgesinn huet, well dee grad déi doten Iwwerleeunge virdrun ugestrengt hat.

Och d'LSAP huet gemengt virun de Gemengewahlen nach schnell misen e Communiqué ze maachen, datt mat hinnen da guer keng Reform vum Indexsystem méiglech wär. „Eine grundlegende Reform“ – an ech zitieren hei – „des Indexsystems steht für die Sozialisten nicht auf der Tagesordnung.“ Dee Communiqué ass am September erausgangen. Haut seet de Premierminister am Numm vun der ganzer Regierung, datt dann effektiv iwwer eisen Indexsystem kann, soll a muss diskutéiert ginn.

Déi Propositionen, déi gemaach gi sinn, sollen effektiv diskutéiert ginn. Eng maximal Indexbranche fir ze kucken, datt den Index eben nach just bis zu engem gewëssene Plaffong dann applizéiert gëtt, an datt bei deem wat doriwier erausgeet eben den Index net automatesch erfällt, mä dat dann éischer tëschent de Sozialpartner herno muss diskutéiert ginn, tëschent Arbeitnehmer an Arbeitgeber, an datt den Alkohol an den Tubak aus dem Wuerekerf sollen erauskommen.

Wann een awer innerhalb vun e puer Wochen esou contradictoire Messagë gëtt, da freet ee sech wéi d'Leit hei am Land nach kënnen Vertrauen an d'Politik vun där doter Regierung hunn. Déi maximal Indexbranche ass eng Iddi, déi een op där enger Säit begrëisse kann, well jo natierlech den Index als Haaptmissioun huet, d'Kafkaaft vun de Leit ze erhalen; d'Leit consomméiere jo net hire ganze Revenu. Leit, déi ee kleng Revenu hunn, consomméiere méi ee groussen Deel, an duerfir mussen mer natierlech och kucken, datt den Index dann do méi stark applizéiert gëtt wéi bei Leit, déi e grouse Revenu hunn, well déi net alles an de Konsum ginn.

Op där anerer Säit, wa mer den Index wëllen esou orientéieren, datt et da wierklech der Kompetitivitéit vun eise Betriber eppes bréngt, wou den Index jo grad an der Industrie, also ganz oft och bei méi nidrege Léin e Problem duerstellt, da wësse mer, datt déi heite Measure, nämlech d'Indexbranche ze plafonnéieren, relativ wéineg wäert bréngt fir d'Kompetitivitéit vun eisen Entrepreneuren.

D'Betriebsbesteuerung war ganz kuerz een Thema, well einfach gesot a kloergestallt ginn ass – wat gutt ass, datt mer elo eng kloer Ausso hunn! –, datt et keen Thema ass, datt et zu kenge Reduktiounen



wäert kommen. Bei de leschte Budgetsdebatten huet den deemo-lege Rapporteur Laurent Mosar hei net nogeloos fir Propositionen ze maachen, fir och ëmmer erëm an d'Diskussionen ze bréngen, datt et misst zu steierlechen Erliichterunge fir d'Betriben kommen.

Nun, de Premierminister huet hei spëtstens elo kloergestallt, datt d'Regierung zu deemem Zäitpunkt op d'mannst keen Handlungsbedarf gesäit, obschonn, wéi gesot, den Här Mosar nach viru knapps engem Joer do ganz konkret Propositionen op den Dësch geluecht huet. Eis géng allerdéngs interesséieren, grad an deem doten Domän: Wat sinn déi mëttelfristeg, déi laangfristeg Strategië wat d'Betriebsbesteuerung vun der Regierung ubelaangt? Doriwwer huet ee gëschter séier wéineg héieren.

Dann e Kapitel, wat eis zum Denken ugereecht huet, a wou mer elo e bësse méi kloer gesinn, wou d'Rees déi nächst Joren da soll higoen, wann ee kuckt, wat eigentlech tëschent den Zeile gëschter hei presentéiert ginn ass. Et ass dat Kapitel iwwert den Defizit vum Stat, vun den öffentleche Finanzen am Allgemengen, a wou mer ganz schnell dann awer och bei de Rentenreserve gelangt sinn. Mir sinn d'accord, datt ee muss feststellen, datt d'Eegendynamik vum Sozialbudget effektiv grouss ass an doduerjer eben och zu engem Defizit vun den öffentleche Finanzen wäert féieren.

Et ass och an eisen Aen esou, datt et momentan net ubruecht wier fir d'Sozialdépendenz weider unzuhéieren. Et gëtt och gesot, datt et keng Steierhéijunge soll gi fir den Defizit do auszegläichen. Och dat fënn d'ënnerstëtzung vun der Demokratescher Partei, well d'Steierhéijungen zu deemem Zäitpunkt natierlech Gëft wiere fir de Konsum, an net nëmme zu deemem Zäitpunkt: Och doriwwer eraus briedt de Wuesstem weider of a mir kréien doduerjer net méi an d'Keess, mä mir kréie manner an d'Keess.

Allerdéngs si mer enttäuscht, gradwéi mer dat d'lescht Joer ware beim Budget, datt elo och scho kloer ass, datt fir 2006 d'Steiertabell net wäert un d'Inflation ugepasst ginn. Wann also op där enger Säit gesot gëtt, et kënn keng Steierhéijung, da kréie mer se awer hei lues a lues schlächend, ouni datt d'Leit dobaussen am Land zwar vill dovunner matkréien, mä awer datt et esou ass, datt et dem Stat insgesamt méi an d'Keess bréngt.

An ech wëll nach eng kéier eng Fro och hei an de Raum stellen, déi mäi Fraktiounskolleg, de Charles Goerens, an ech an der Finanzkommissionen scho bei den Diskussionen d'lescht Joer zum Statsbudget gestallt haten: Ass da gewosst, wat déi Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflation bréngt? Wat bréngt dat ganz konkret dem Finanzminister, dem Budgetminister méi an de Statsäckel? Mir hu bis haut keng Äntwert kritt. Nun, ech huelen un, datt d'Regierung dat jo awer weess, soss géife se jo net mordicus drop beharren, datt eben d'Steiertabell net soll ugepasst ginn.

Viru e puer Wochen – wou da méi kloer wéi viru drun op jiddfer Fall gesot ginn ass, datt et zu engem Defizit d'lescht Joer, dëst Joer an d'nächst Joer an den öffentleche Finanzen wäert kommen – huet de Premier annoncëiert, datt een no elegante Weeër, elegante Manéiere misst siche fir déi Budgets-enkpass do ze iwwerbrécken.

Nun, Eleganz an d'Finanzpolitik, dat kann eppes mateneen ze dinn hunn. Mir ass allerdéngs net ganz kloer gewiescht, op jiddfer Fall zu deemem Zäitpunkt, wat et da mateneen ze dinn hätt, wat déi elegant Weeër, déi elegant Manéiere do kéinte sinn.

Eis schéngt et elo no der Deklaratioun vu gëschter méi kloer ze sinn,

nämlech et ass de Bléck op d'Rentereserven. Et ass eben dat, wat schonn d'lescht Joer an der Koalitionserklärung ugekënnegt ginn ass, wat bis ewell net realiséiert ginn ass, dat soll elo lues a lues preparéiert ginn, nämlech datt d'Mammerent dann net méi iwwert de Statsbudget soll finanziert ginn, mä datt mer lues a lues Argumenter geliwwert kréien, firwat et dann inévitable soll sinn, datt mer se iwwert d'Rentekeese mussen finanzéieren. Dëse Grëff an d'Rentekeese gëtt also elo mat där doter Argumentatioun lues a lues preparéiert.

Mä ech wäert lech eppes soen: D'DP wöllt d'lescht Joer do net matmaachen. D'DP wäert dëst Joer do net matmaachen. An déi Demokratesch Partei wäert och d'nächst Joer do net matmaachen.

#### (Interruption)

Een Thema, ee Wuert wat eigentlech ganz gefeelt huet an der ganzer Erklärung, wat awer a villen Erklärungen viru drun ëmmer erëm gebraucht ginn ass, ass dat vun der Nohaltegkeet – Nohaltegkeet weder um ökologesche Plang, Nohaltegkeet weder um soziale Plang, Nohaltegkeet dann och net um finanzielle Plang.

Dat, wat hei preparéiert gëtt, nämlech ze soen, mir wëllen déi aktuell Enkpass am Statsbudget, an den öffentleche Finanzen dann iwwerbrécken, andeems mer op Reserven an de Pensiounskeesen zréckgräifen, dat ass alles anescht wéi nohalteg, well mer doduerjer eben eis haut vläicht e kuerzfristeg Finanzspillraum verschafen, datt mer haut vläicht kuerzfristeg e gewëssene Spillraum méi am Statsbudget hunn, mä datt mer awer doduerjer muer, iwwermuer an och duerno aner a vill méi grouss a méi gewaltig Problemer wäert kréien.

Zesumme mam demographesche Wandel, zesumme mat der inversierter Alterspyramid wäerte mer dann nach verstärkt laangfristeg Finanzierungsproblemer fir d'Rente kréie fir déi nächst Generatiounen, fir déi jonk Leit vun haut. An et ass dat eng vun den Ursachen, firwat déi Demokratesch Partei dobäi net kann an net wëllt matmaachen. Dës Politik ass net nohalteg, och wa se a rouege Gespréicher sollt zustane kommen iwwert déi nächst Wochen a Méint. Esou eng Politik ass vill ze vill kuerzfristeg ausgeriicht. Esou eng Politik ass Flickwerk. Esou eng Politik doktert un den Instrumenter vum 20. Jorhonnert, amplaz nei Konzepter fir dat 21. Jorhonnert ze entwéckelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Härren, d'DP huet Propositionen viru geluecht an der Vergaangenheet op eiser Journée parlementaire an och haut an dëser Debatt, wéi mer kënnen deenen Erausforderungen begéien, deene Problemer begéien am 21. Jorhonnert. Wa mer vun der Sécherheet, vun der Ofsecherung vun de Rente schwätzen, da kommt mir diskutéieren – wa mer schonn iwwer wichteg Sujetë sollen diskutéieren hei am Land –, wéi mer kéinte weider Elementer vu Kapitaldeckung eben an eise System erakréien.

Dat wat d'Regierung wëlls huet, ass nämlech genau de Contraire. Genau de Contraire! Well duerch d'Rentereserven hu mer en Element am öffentleche System vu Kapitaldeckung lues a lues ugeluecht an dat wëlle mer elo ofbauen. Mir mengen, datt een an déi aner Richtung misst goen. Do kann ee sech ganz viles virstellen, wou een haut net an esou enger Debatt bis an den Detail ka Propositionen op den Dësch leeën. Mä dat si Sujeten, déi solle mer zesummen diskutéieren.

Och iwwert d'Krankenversicherung ass ze schwätzen a wéi mer do d'Explosioun vun de Käschte kënnen bremsen a wat fir ee Luxus ee muss a kann iwwer Zousatzversicherungen ofdecken. Dat gëtt haut

scho gemaach, a mir mussen kucken, wou eis dat nach an Zukunft ka weiderhëlfen.

Eng Negativsteuer wier ee Sujet, dee wäert ass diskutéiert ze ginn. Wéi kënn mer eise Steiersystem an déi sozial Emverdeelungen, déi mer souwuel iwwert d'Steiere wéi iwwert d'Sozialleeschung maaachen, méi effikass orientéieren? Wéi kënn mer déi Reiwungsverloschter do an eise Emverdelungsmaaschinerie évitéiere respektiv reduzéieren?

Wa mer soen, mir wëllen an d'Fuerschung investéieren, ma da mussen mer awer och a Fuerschung investéieren, déi eppes bréngt, do wou mer mat vir bäi sinn. Da kënn mer net all Debatt hei am Land ofwiirgen, wéi déi, déi zum Beispill iwwert d'Gentechnologie gefouert gëtt. Da kënn mer net soen, mir wëllen net diskutéieren iwwer Stammzellefuerschung hei am Land, wat jo hei d'Chamber an hirer Majoritéit leider zum Bedauern vun eiser Fraktioun gesot huet.

Mir gehéieren net zu deenen, déi do alles wëllen erméiglechen, mä mir gehéieren zu deenen, déi awer kloer wëlle reglementéieren, kloer Konditiounen wëlle schafen, an dann och den Acteuren an esou Secteuren no bausse wëlle matdeelen, wat hei zu Lëtzebuerg méiglech ass. Déi Kloerheet besteet op jiddfer Fall am Moment net. An op jiddfer Fall wëllt dës Majoritéit se och net schafen, warscheinlech well se do wéi op villen anere Punkten net eens ass.

D'Simplification administrative war kaum een Thema an der Deklaratioun vu gëschter. Obschonn et en Thema ass, en Thema bei de Bierger vun deem Land, en Thema bei de Betriber vun deem Land. De Premier huet gesot, Lëtzebuerg wier Weltmeeschter an de Prozeduren. Da kommt, mir schafe se of! Da kommt, mir kappe se! Da kommt, mir maache se méi strikt, méi schnell a méi kloer, fir dat jiddereen do méi schnell kann domadder eens ginn, datt op där enger Säit de Stat manner Aarbecht domadder huet an op där anerer Säit d'Bierger, d'Betriber manner opgehale ginn an hirer Aktivitéit.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Hat Dir net de Statssekretär fir d'Reforme administrative?

#### (Interruptions)

**M. Claude Meisch (DP).** - Mir hätten en och nach gäre weider gehalen, Här Mehlen, dann hätte mer déi doten Aarbecht gäre gemaach, gradso wéi mer eis Ustrengunge weidergefouert hätte fir den e-Government, e Stéchwuert, dat den Här Krecké, wou hien nach hei op der Oppositionsbänk souz, ëmmer erëm an d'Diskussion bruecht huet a vun deem een awer elo ganz, ganz wéineg nach héiert.

Kommt, mir setzen eis do Ziler an diskutéieren doriwwer, wéi mer se kënnen erreechen; d'Zil zum Beispill fir lues awer sécher op eng Regierung, op eng Verwaltung ouni Pabeier ëmzeklammen.

D'„public private partnership“ war gëschter een Thema. Ech si frou doriwwer, well mer effektiv an enger Situatioun sinn, an där de Stat sech net méi kann alles erlaben, an där de Stat net méi fir alles kann zoustänneg sinn, an an där mer duerch eng gescheit, eng intelligent Kollaboratioun tëschent dem öffentleche Secteur, dem staatleche Secteur, tëschent de Gemengen a private Betriber kënnen Déngschtleeschungen, Infrastrukture méi schnell, méi käschtegenschtig schafen an zur Verfügung stellen. Firwat eréischt ab 2007? Dat froe mer eis do. Wéi gesäit déi „public private partnership“ an den Ae vun der Regierung aus? Wat fir

eng Richtung kritt déi? Fir wat fir eng Projekte soll déi genotzt ginn? Dat géng eis interesséieren nach gewuer ze ginn.

Fir d'ekonomesch Aktivitéit hei am Land ze ënnerstëtzen, brauch net alles hyperinnovativ ze sinn. Mir hunn de Mëttelstand vermësst an der Deklaratioun. De Mëttelstand, deen nach ëmmer d'Réckgrat vun eiser Economie ass. De Mëttelstand, dee seng Clienten hei an der Region huet. De Mëttelstand, dee globaliséierungsresistent ass, well en eben net op globale Weltmäert muss d'Konkurrenz fäerten. Dee Mëttelstand brauch Terrain, dee Mëttelstand brauch ebe manner Prozeduren, manner administrativ Hürden, fir kënnen aktiv ze ginn.

Wat maachen déi Betriber, déi aus de Start-upen erauskommen? Wou gi se hin? Wou kréie se eng Zukunft? Wou kënn se sech nidderloossen? Wéi ass et mat deenen Technologieparken, déi am Koalitionsaccord proposéiert sinn? Bis ewell hu mir séier wéineg dovunner héieren.

D'Finanzplaz – dat huet eis enttäuscht – war och keen Thema an dëser Deklaratioun, an den Här Fayot wäert de Schweess schonn op der Stir hunn, well hie fäert ech hätt eng Motioun hei bei mir, déi ech géif déposéieren, iwwert d'Ofschaffung vun der Verméigenssteuer...

#### (Interruptions diverses)

Mir maachen eent nom aneren, Här Premierminister. Mir wäerte bei deem dote Sujet um Ball bleiwen, wéi och bei der Aféierung vun enger Taxe libératoire op Kapitalertrag, déi der Finanzplaz géng hëllefen, déi offensichtlech gewollt war beim Koalitionsaccord, mä wou jo offensichtlech och nach ëmmer dës Majoritéit am Detail sech net eens ass. Meng Fro: Wéini ass et esou wäit? Gëschter hu mir näischt doriwwer héieren. Eng Diskussion dann iwwert d'Taxe d'abonnement, fir d'Fongenindustrie hei am Land nach méi kompetitiv ze maachen, kéint een och féieren. Dat sinn, wéi gesot, déi Diskussionen, déi mir eis virstellen.

Mir proposéieren och dem zoustänneg Budgetminister sech op d'Rees ze beginn an déi auslännesch Bankzentren an do mat deene responsabele Leit an der Maison märe ze diskutéieren, esou wéi de Wirtschaftsminister dat och mécht mat deene Wirtschaftssecteuren, déi hei am Land tätég sinn, fir d'Lienen ze halen, fir d'Promotioun weiderzemaachen, fir Kontakter ze knäppen an och schonn zesumme mat deene Leit an Zukunft ze kucken, wéi d'Finanzplaz sech déi nächst Joren hei zu Lëtzebuerg dévelloppéiere kann.

D'Gemengefinanze sinn an enger Rei vun Niewenaspekter ugeschnidde ginn, zum Beispill d'Finanzierung vun de Schoulmeeschteschgehalter. Doriwwer soll ee sech eng kéier ënnerhalen, mä dat schéngt mir net dee wichtigste Aspekt ze sinn. Den Impôt foncier, d'Käschendeckung wat d'Waasser ubelaangt, wat jo soll kommen, wou mer op d'Ëmsetzung vun där Waasserdirektiv jo waarden, fir datt een och weess wéi schnell et soll goen, a wat fir engem Rhythmus datt d'Gemenge sech dorobber mussen astellen.

Dann ass nach eng kéier iwwert déi obligatoresch Aufgabe vun de Gemenge Rieds gaangen, mä trotzdem vermësse mer, datt dat doten net zu engem Ganze féiert. A mir kënn jo effektiv net déi Punkten do eenzel diskutéieren, mir mussen viru allem wat d'Gemengefinanzen ubelaangt nach doriwwer erausgoen. An do, Här Premierminister, mussen mer natierlech dann och mat an de Kontext vun der Gewerbesteier erandiskutéieren, well och d'Gemengefinanzen eleng ze diskutéieren ouni d'Gewerbesteier an d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprises, dat féiert eis net weider.

Mir ware frou a fillen eis bestätegt, datt eng kloer Ausso hei geholl ginn ass zu de Gemengefusionen, datt dës Regierung elo net fir erzwonge Gemengefusionen ass. Souwuel am Pabeier vum Innenminister iwwert d'Territorialreform wéi och an deene Remarquen, déi CSV-no-Kreesser ëmmer erëm gemaach hunn, déi offensichtlech an deene Pabeieren do enk matgeschafft hunn, war et bis ewell nach net esou kloer, datt et zu kengen erzwonge Gemengefusionen géng kommen.

Nun, mir hoffen, datt mir awer déi Diskussionen kënn weiderféieren. Mir hoffen, datt mer eng sachlech Diskussion an där Spezialkommissionen kréien iwwert d'Opdeelung vun de Kompetenzen, iwwer Punkten, déi mer diskutéiere mussen, wéi mer regional Kollaboratiounen an deenen eenzelne Regione vun eisem Land mat deene concernéierte Gemenge besser organiséiere kënnen, wéi mer kucken, datt d'Opdeelung vun de Kompetenzen Stat a Gemengen da wierklech ass.

Mä och do mussen mir de Fonctionnement vun de Gemengen diskutéieren. Et geet net einfach duer eng Kaart ze presentéieren an ze soen: Dir schafft zesummen, da geet et besser! Mir mussen kucken – a mäi Virriedner huet et zum Deel op jidde Fall ugeschwat: Wat ass dat administratiiv Personal, dat d'Gemengen haut brauchen? A wat fir eng Rechtsstrukturen därefer se eragoen? Wat solle se selwer maachen? Wat solle se a Kollaboratioun mat anere maachen?

Mir hunn och d'Thema Sécherheet vermësst. Wann dat net sollt zu de Prioritéiten vun dëser Regierung gehéieren, géng eis dat wonneren. Ëmmerhin ass de staarke Koalitionspartner an dëser Regierung gewielt gi mam Slogan „De séchere Wee“ an trëtt jo och haut nach ëmmer domadder op. Mir hätten eis gewënscht, datt een do eng Rei vun Äntwerte kritt hätt iwwert déi Froen, déi am Raum stinn. Den Innenminister hat, wat mer gutt fannen, annoncëiert, och hier wéi der fir fir de lokalen Agente méi Kompetenzen ze ginn. Nun, wéi ass et domadder? Ass dat elo d'Position vun der Regierung? Schaffe si dorunner, a wéini kann een domadder rechnen?

Am Wahlkampf ass jo vill iwwert de Recrutement bei der Force publique geschwat ginn, a mir hätte gär Kloerheet, ob dës Regierung dann déi Efforté vun der Virgängerregierung weiderféiert, ob mir weider wëlle 60 zousätzlech nei Posté fir Poliziste schafe pro Joer, oder ob et elo erfogesat gëtt. Vun eenzelnen CSV-Mandatairë gouf jo gesot, et wier net méiglech fir déi Efforté weiderzeféieren. D'Regierung soll wann ech gelift do Kloerheet schafen.

Ee Kapitel, dat mech perséinlech am meeschten enttäuscht huet an der Ried vum Statsminister, war dat iwwer Europa. Wéi schnell mir doriwwer ewechgaange sinn, datt mir eng flott Debatt haten iwwer Europa viru Referendum, datt mir eng gutt Présidence gemaach hunn, datt vill Leit sech emol vläicht fir d'éischte kéier hei am Land mat Europapolitik ganz intensiv beschäftegt hunn an datt eigentlech jo jiddereen no deem Referendum gesot huet: Ma mir mussen eis zesummesetzen, fir datt mir déi Diskussionen do weiderféieren, fir datt mir regelméisseg Diskussionen kréien.

Elo keng Konklusionen doraus ze zéien, mä einfach ze soen, mir brauchen een nationalen Europaforum, wou dann alles vu viru erëm eng kéier diskutéiert gëtt! Dobäi hat ech awer wierklech d'Impressioun, datt hei am Haus eng grouss Majoritéit géng fonnt gi fir d'Trennung vun Europa- a vu Chamberwahlen. Eppes wat d'Demokratesch Partei scho länger gefuerdert hat. Eppes wat vill Leit dobaussen net verstinn, firwat mir et net maachen. Eppes wat am Laf vun deene



leschte Méint vu bal sämtleche Parteien hei am Haus ëmmer erëm ugeschwat a gefuerdert ginn ass, fir datt mir eng separat europapolitisch Debatt hei am Land kréien, eng regelméisseg Debatt, fir datt mir d'Mandatairé getrennt kréien, fir datt mir eis Méi gi wierklech d'Wichtigkeet vun Europa, vun dem europäeschen Unificatiounsprozess a vun der ganz konkreter an der aldeeglecher Europapolitik ze weisen, awer och fir se ëmmer erëm an der Realitéit dobause mat de Leit ze diskutéieren, se ze ënnersträchen a se eben net nëmmen ab und zu emol heiansdo zum Dialog ze bidden.

Fir datt mer eis net falsch verstinn: Mir fannen deen Europaforum eng gutt Saach, mir wëllen do matmaache mat eisen Iddien, mat eiser Iwwerzeugung. Dir wësst wou mer, wann et ëm Europa geet, stinn. Mä mir hate gemengt, datt mir do wou mir eis eens wären, do wou mir kënnen Konkursioune zéien, se haut scho kéinten ëmsetzen. Wann dat wierklech net de Fall ass, wann dat vun deenen anere Parteien hei elo net gewünscht ass, da wäerte mir insistéieren, datt déi Proposition de loi vun der Madame Polfer a vum Här Grethen, déi viru längerer Zäit – '99, mengen ech, war et – agereecht ginn ass, endlech op den Ordre du jour kënnt, fir do Neel mat Käpp ze maachen.

#### (M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Mir hunn d'Impressioun wéi wann d'Regierung duerch deen Europaforum alt erëm eng Kéier eng grouss Diskussioun lancéiere wëllt an doduerjer hir erspuert géing bleiwen, datt hir Mandatsperiod géing verkierzt ginn. Dorëms kann et net goen, ëm sechs Méint méi laang oder méi kuerz. Et geet drëms fir de Leit d'Geleeënheet ze ginn, haut an an Zukunft regelméisseg separat iwwer Europa ze diskutéieren an ofzestëmmen.

Deen Europaforum ass dann och e gutt Beispill wéi een an enger ganzer Rei vu Sujeten, wou d'Regierung sech net eens ass, probéiert, d'Diskussiounen esou laang ze féiere bis een da vläicht iergendwann eng Kéier e Konsens fënnt oder bis et keen Thema méi ass. An duerfir schéngt et hei esou ze sinn, datt ebe wéineg Konkretes ugekënnegt ginn ass. Duerfir schéngt et esou ze sinn, datt vill Diskussionsronnen ugekënnegt gi sinn. Duerfir schéngt et hei esou ze sinn, datt déi op jidde Fall, déi sech erwaart haten, datt mir hei e grouse Schratt no vir géinge maachen, datt d'Leit am Land elo géinge wëssen, wou geet et hin am Laf vun deenen nächste Joren, datt déi vun där doter Deklaratioun enttäuscht sinn.

Nun, et schéngt esou ze sinn, datt eben och bei anere kruziale Froen d'Regierungsparteien, d'Regierungspartner sech net eens sinn. Ech hunn der hei a menger Interventioun eng Rei opgezielt, wéi d'Vermögenssteuer, wéi d'Territorialreform, wéi den Index, wéi d'Mammerent an dat alles. Déi Differenzen do schéngen d'Ursaach ze si firwat d'Deklaratioun vum Här Premierminister hei mat enger ugezunnener Handbrems presentéiert ginn ass.

Et ass schued, mir hoffen, datt et net ze spéit ass fir awer trotzdem am Laf vun deenen nächste Wochen a Méint iwwer wichtige Sujete kënnen hei ze diskutéieren a schnell zu Konkursioune ze kommen. D'Demokratesch Partei wäert sech weder der Diskussioun nach dem konkrete Matëmssetzen do verweigeren.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, d'Ried vum Premiermi-

nister huet den Tour vun enger Partie vu wichtige Problemer vun moderne Lëtzebuerg gemaach. Dëst ass den Astieg an eng Debatt, déi Métt November weidergeet mat deem, wat mer dann hei an der Chamber iwwert den nationale Plang am Kader vun der Lissabon-Strategie wëlle maachen. Dat gétt eng grouss Diskussioun iwwer ons Kompetitivitéitssituatioun am Zesummenhang mat der sozialer an ekologescher Dimensioun.

Mir hu selbstverständlech dann am Dezember ons Budgetdiskussioun. Dat ass e Ganz, esou dass ech der Meenung sinn, dass et verstänneg war, dass de Statsminister eng geraffte Ried bruecht huet, an där hie selbstverständlech net all Problemer konnt uschniden.

Déi Problemer, déi hien ugeschnidde huet, sinn net alleguerten nei Problemer. Déi stelle sech jo och schon eng ganz Zäit, och schon an der vieregter Legislatur vun 1999 bis 2004, wou en anere Koalitionspartner an der Regierung souz. Et sinn eng ganz Partie Problemer och vun där Koalitioun net geléist ginn, an ech hu mat Erstauene gehéiert, wéi de Virriedner eng Partie Saachen hei monéiert huet, fir déi seng Partei fénnel Joer laang Zäit hat, se ze léisen, wou allerdéngs dann näischt geschitt ass.

Wat mer an der Ried vum Statsminister gefall huet, dat war, dass et fir d'éischt e Rappel war vun enger Partie Engagementer fir déi nächst Méint. Dat heescht also fir déi lescht Méint vun 2005 an déi éischt Méint vun 2006. Zum Beispill, dass mer an där wichtege Fro vun der Immigratioun en neit Gesetz wëlle maachen, wat mer versprach kréie fir d'nächst Joer. D'Gesetz vun 1972 muss erneiert ginn. Mir sinn an enger ganz neier Situatioun vun Awanderung, anescht op jidde Fall wéi 1972.

Ech hunn och festgehalen, dass mer an där wichtege Fro vun de Sproochen zu Lëtzebuerg wëllen eng Diskussioun am kommende Joer kréien. D'Erzéiungsministesch huet jo eng Etüd iwwert d'Sproochen an der Schoul opginn. Sécher ass et fir d'Kohäsioun vun onsem Land äusserst wichtig, dass mer iwwert d'Sproochesituatioun an iwwert dat, wat mer fir d'Integratioun vun auslännesche Matbierger zu Lëtzebuerg wëlle maachen, schwätzen.

Mir sinn amgaangen en neit Asylgesetz fäerdeg ze maachen, och wichtig fir héich sensibel gesellschaftlech Problemer. Et gétt ons och gesot an der Deklaratioun, dass mer e Gesetz iwwert d'duebel Nationalitéit am Fréijor 2006 virgueluecht wäerte kréien, och erëm eng Kéier e wichtege Aspekt fir d'Integratioun vu Matbierger an ons Gesellschaft.

E gesellschaftspolitesche Problem vun heijer Brisanz ass dat Gesetz iwwert d'Stierbegleedung, wat ons fir den November 2005 versprach gétt.

Déi gesamt Reflexioun iwwert d'Schoul bis zum schoufflichtegen Alter soll am Kader vun dem Schoulesgesetz, vun der Reform vum Gesetz vun 1912 virgeholl ginn. Mir hunn och eng Vereinfachung vun der Datschutzgesetzgebung fir déi nächst Méint versprach kritt.

De 24. Oktober fänkt d'Tripartite mat der d'CFL, eng héich wichtig Tripartite fir besonnesch och deen Deel vum Fret bei der CFL ze retten, also eng wesentlech Approche fir den öffentleche Schinndéngscht zu Lëtzebuerg ze erhalen an auszubauen, wou mer héchstwahrscheinlech net laanscht e wichtege finanziellen Apport vum Stat wäerte kommen.

Déi Tripartite ass an deene vergaangene Méint vum zoustännege Minister gutt preparéiert ginn an interne Gespräicher an Arbeitsgruppen. Dat ass also eng Aarbecht, déi trotz der Présidence virugaangen ass an déi elo an där

Tripartite dann hiren Ofschloss soll fannen.

Et gétt also, wéi hei an där Ried ugedeit, eng ganz Partie Aarbechten, déi schon amgaange sinn an déi och fir onst Land wichtig sinn.

Meng Erfahrung seet mer, dass mer zügeg mussen schaffen an der Regierung wéi och an der Chamber an am Statsrot, fir alles an deenen nächste knapp véier Joer iwwert d'Bühn ze kréien. Et ass eng Reformpolitik, déi mer ons virgeholl hunn. Ech géif soen, et ass eng Aart roueg Revolutioun, déi mer wëllen an deem Programm virhuelen; an déi roueg Revolutioun, déi bedeit natierlech, dass mer an der Koalitioun an och mat de Sozialpartner a mat deenen anere Parteien schwätzen, fir ganz schweiere Reformen heiansdo duerchzekeréien.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et muss also eppes am Land bougéieren. Dat geet sécher duerch d'Initiativ vun der Politik. D'Politik muss de Wee virweisen. Politesche Wëllen, politesche Courage mussen déi Reformen droen. Vill Dialog gehéiert dozou. An deenen héich sensiblen Themen, déi de Statsminister ugeschnidde huet, huet hien awer och d'Dialogbereitschaft ënnerstrach an och d'Moderatioun.

Mir hunn alleguerten d'Erausfuorderung déi Problemer esou objektiv wéi méiglech unzegoen an ons mat esou mann wéi méiglech Clichéen a Préjugéën doranner ze beginn.

Dat heescht awer och, dass dat natierlech net op d'Politik beschränkt bleiwe kann an och net op d'Sozialpartner. Do muss och d'Gesellschaft dobause matmaachen. Mir müssen d'Gesellschaft an all hiren Deeler dovunner iwwerzeegen, dass se eng Verantwortung huet an där Manéier, wéi dat Land hei gestallt gétt. Dobäi muss d'Politik sech virhuelen, vill nozelauschteren an dann Décisiounen ze huelen. An natierlech muss mer, fir et politesch kënnen ze errechen, d'Leit iwwerzeegen, dass déi Reforme richtig sinn, dass se och équilibréiert sinn, dass se vläicht Sacrificé vun deem engen a vun deem anere verlaangen, mä dass se dozou féieren, d'Zukunft vun onse Kanner ze gestalten.

Här President, vu wat gi mer aus? En Horrorzeenario oder en drasteschen Austéititéitscours passt net an d'Bild vun engem räichen, sozial héich stehenden, moderne Land, wéi Lëtzebuerg et ass. Onst Land huet haut nach, a besonnesch haut och vill Atouten a vill Chancen. Zu onsen Trémp gehéiert ons Oppenheet no bausen. Dat muss een ëmmer erëm soen. Dat hu mer jo bei der Referendumscampagne gehéiert, wéi heiansdo d'Leit dozou stinn. Dat ass e wesentlechen Tromp vun onsem Land. Et ass och onst regionaalt an europäesch Eimfeld, wat en Tromp fir ons ass.

Dozou gehéiert ons Upassungsfäegkeet, ons Sproochervielfalt, onsen Zesummenhalt – wa mer deen da fäerdeg bréngen –, de soziale Friden duerch en héich entwéckelte soziale System, dee keen a Fro stellt, ons aktiv a produktiv Mënschen, ob dat Lëtzebuerg oder Netlëtzebuerg sinn.

Trotzdem muss mer agesinn, dass mer vill Erausfuorderung virun ons hunn, zum Beispill an der Aarbechtswelt. Besonnesch an der Aarbechtswelt vum private Secteur gétt et manner stabil Verhältnissen an ëmmer méi Wonsch no Flexibilitéit. D'Deelzäitaarbecht an den Interim entwéckele sech. Ons Betriber spieren de Konkurrenzdruck ëmmer méi. Onse Stat an ons Ver-

waltung gi méi komplex. Souguer zu Lëtzebuerg fänken d'Weeër duerch d'Bürokratie un ze laang ze ginn. Mir kommen net weider, dat ass richtig, mat der Simplifikatioun do, administrativ.

Nei Gesetzer schafen och ëmmer nei Rigiditéiten. Dat neit Gemengesetz huet eigentlech net zu méi Flexibilitéit gefouert; et huet scho misse geännert ginn. Aner Ännerunge ginn och nach gebraucht oder sinn annonciéiert. Och fir d'Landesplanung solle mer ons hidden, ze vill éiergäizeg Strukturen wëllen opzebauen, fir déi mer einfach d'Leit an och d'Mëttelen net méi hunn.

De Chômage zu Lëtzebuerg geet och trotz alle staatleche Moosnamen net zréck. Onse klengen Territoire bréngt et net fäerdeg, ons Leit zu engem normale Präis ze logéieren an an ons Infrastrukturen opzehuelen. Ons Schoul produzéiert säit Joren ze vill Échecen an ze vill Ongläichheet. Sécher ass dat alles – wéi gesot – näischt Neies, mä et gétt elo Zäit, dass eppes geschitt.

Här President, d'Finanzsituatioun ass méi ugespaant wéi an der leschter Legislatur – och dëst ass näischt Neies –, et huet een et, vun 2002 un, gesi kommen. Den 3. Dezember 2003 huet de Statsminister hei an der Chamber gesot, ech zitieren: „D'Situatioun vun eiser Wirtschaft a vun eisem Budget ass eescht.“ A weider, ech zitieren nach eng Kéier: „Ech hu selwer gesot, dass, wann et net zu enger dättelecher Erhuelung vun der Ekonomie kënnt, dat déckt Enn dann am Budget 2006 do ass, an dass mer da müssen agéieren.“ Fin de citation.

■ **Une voix.** - Virun de Wahlen.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Virun de Wahlen. Den deemolegen LSAP-Fraktiounschef Jeannot Krecké huet den 9. Dezember 2003 an der Chamber virausgesinn, dass déi haaptsächlech Voleten am Joer 2006 op null sinn an 2007 ënner null. Och en aneren LSAP-Sprieche, den Alex Bodry, huet drop higewisen, dass spéitstens 2006, ech zitieren hien aus dem Chamberbericht, „dat ganz Kaartenhaus, wat d'CSV-DP-Majoritéit an deene leschte Joren opgebaut huet, zesummebriche wäert.“ Fin de citation.

■ **Une voix.** - Et läit keen drëner.

(Hilarité)

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Elo wësse mer, Här President, dass den Defizit sech effektiv 2006 wäert weiterentwéckelen, verglach mat 2004 an 2005. Mir wäerte bei de Budgetsdebatten, beim Budgetsdépot d'nächst Woch dozou méi héieren a mir wäerten och bei de Budgetsdebatten am Detail drop zréckkommen.

Ech wollt awer just zu de Finanzen nach eppes soen: Mir sinn elo dräi Deeg no de Gemengerotswahlen, dat ass jo och e wichtege politeschen Datum gewiescht. Et kann een net eleng d'Finanzlag vum Zentralstat kucken; et muss een déi global Situatioun vun der öffentlecher Hand kucken, an dozou gehéieren d'Gemengen, déi un de Recetté vum Stat hanken.

De Statsminister huet eng Partie Saache gesot, déi d'Gemengemammen a -pappen opreegen, anerer déi se erfreen. D'Gemengen hätte gäre Finanz- a Planungssécherheet fir hir Investitiounen an hir Déngschtleeschungen. Dat ass absolut gerechtfertegt, a wann de Stat sech selwer méi Flexibilitéit, zum Beispill bei den Investissementer, wëllt oder muss ginn, da misst een de Gemengen dëst och zougustoen. Dat ass jo zwar bis elo vum Stat ëmmer refuséiert ginn.

Wat d'Gemengen ugeet ass et och richtig, dass all Bierger, egal wéi grouss seng Gemeng ass, Recht op modern Déngschtleeschungen

huet. Dëst muss d'Haaptprioritéit an onsen Iwwerleeungen iwwert d'Reforme territoriale sinn an dozou gehéiert natierlech och eng kloer Beschriewung vun de respektive Kompetenzen an de Finanzmëttel vu Stat a Gemengen. Dozou gehéiert natierlech och d'Transparenz bei de staatleche Subventiounen fir d'Gemengen.

Här President, e Reformprozess muss zesummenhängend si fir nohaltege ze sinn. Dofir ass d'Lissabon-Strategie wichtig, well se ons zwéngt, endlech iwwergräifend Moosnamen ze huelen, déi déi wirtschaftlech, sozial an ekologesche Dimensioun betreffen. Si zwéngt ons, aus der Logik vun den eenzelne Ministären an Departementer eraus an eng vernetzt Logik eranzegoen. Am November wäerte mer doriwwer schwätzen a kommen dann dorobber zréck.

Ech wollt awer fir d'éischt eng wichtige Prioritéit vun onser Fraktioun hei e bësse méi ausféierlech behandelen: Et handelt sech ëm d'Aarbecht an d'Vollbeschäftegung. Ech wëll hei drun erënneren, dass d'Chamber den 31. Mee 2005 no enger Debatt, déi vun onsem Kollege John Castegnaro gefrot gi war, eestëmmeg, mat aacht Enthaltungen, eng Motioun ugeholl huet, déi d'Fro vum Chômage ausféierlech behandelt huet. Dës Motioun seet alles zur Analys vum Chômage zu Lëtzebuerg a gétt och vill Pisté wat geschéie muss.

Trotz méi geschafenen Aarbechtsplazen geet de strukturelle Laangzäitchômage säit 2001 an d'Luucht. Hien trëfft besonnesch Leit ouni Qualifikatioun: Deelarbeitsnehmer an Arbeitnehmer mat engem Handicap. Et gétt vun ëm déi 3.000 Leit geschwat, déi an där Situatioun sinn a schweiere ze vermëttelen sinn. Och jonk Leit hunn et oft schwéier an den Aarbechtsmaart eranzekommen. Et gétt e puer honnert Jonker, déi iwwerhaapt net an d'Leier erakommen, well se kee Schoulofschloss hunn. Ofgesi vum enorme Käschtepunkt stellt dat op Dauer e gravé soziale Problem duer. Wat mat esou Kanner a jonke Leit geschitt, déi sech ausgestouss fillen a keng Hoffnung op eng Plaz an der Gesellschaft hunn, kann ee sech licht virstellen.

Ons Motioun vun deemools seet och, dass et keng einfach Léisunge gétt, mä dass eng global Approche néideg ass. Dobäi spillt natierlech och déi fundamental Astellung fir bestehend Aarbechtsplazen ze erhalen eng Roll. De Kampf fir bestehend Aarbechtsplazen – eppes wat een och an anere Länner gesäit –, fir net einfach strukturell Emännungen a Betriber hinzehuelen, mä ze probéieren, déi ze diskutéieren, fir eben déi Aarbechtsplazen ze erhalen, déi do sinn.

De Maintien de l'emploi ass dobäi eng wesentlech Pist, an ech wëll ënnersträchen, dass bei deem Maintien de l'emploi natierlech d'Betriber op hir sozial Verantwortung mussen higewise ginn. Dofir ass et wichtig, dass d'Regierung hei kloergemaach huet, dass se elo aktiv gétt an dass se dozou e Projet de loi virléie wëllt. Och an de Kollektivvertrag misst ee vun der Sécherheet vun den Aarbechtsplazen schwätzen.

Mir begréissen, dass un eng Précariséierung oder eng Émkrempele vum Aarbechtsrecht net geduecht gétt. Gradsou begréisse mer déi kloer Ofso an d'Tendenz, de Mindestloun wëllen ofzeschaffen. E Mindestloun fir Jugendlecher ouni Qualifikatioun kann en interessant Mëttel fir den Astieg an eng Formatioun am Betrib an domat an d'Beruffsliewen duerstellen.

Et ass wichtig, dass d'Regierung déi Ausso gemaach huet zu der Noutwendegkeet vun de Beschäftegungsinitiativen. Dat ass e wichtige Message un d'Solidarwirtschaft. Déi Solidarwirtschaft huet eng aner, eng sozial Logik, déi et an onser Gesellschaft weider muss ginn, déi net reng d'Logik ass vum



pure Profit, déi mer jo normalerweis an deem Kapitalismus hunn, wéi mer en hunn. Mir brauchen dofir schnell en ëmfaassend Gesetz fir deem Secteur endlech Rou a Sécherheet ze ginn.

Här President, eng zweet wesentlech Prioritéit fir ons Fraktioun ass d'Wunnen. Mir hu scho säit Joren op deem Gebitt vu Leit aus onser Fraktioun Propositione gemaach. Dëst ass e massive Problem, deen et säit Jore gëtt, net an dëser Regierung eleng. D'Spekulation huet d'Präisser vun de Wunnengen a vun den Terrainen op en Niveau eropgedriwwen, deen eigentlech net méi supportabel ass, deen et normale Leit net méi erlaabt, fir sech en Terrain ze kafen an en Haus drop ze bauen.

Mir hu säit Jore konkret Virschléi virbruecht. Oft sinn déi jo och vun der Regierung an der viregter Legislatur belächelt ginn; och wunnebauminister, muss ech leider soen. Mir begrëssen et, dass elo eng méi radikal Ausriichtung vun der Logementspolitik kënnt.

Fir erëm op normal Verhältnissen ze komme muss d'öffentlech Hand – an dorënner zielen ech natierlech de Fonds du Logement, d'Société nationale des Habitations à bon marché, de Fonds d'Urbanisation vum Kierchbierg an d'Gemengen – massiv Wunnenge schafen. Et gëtt vu 15.000 geschwat. Wéi séier dat ka realiséiert ginn, dat gëtt net gesot.

Et geet Rieds vun engem Wunnengsbaupakt tëschent dem Stat an de Gemengen. Egal wéi een dat nennt muss dofir eng gutt an einfach Zesummenaarbecht tëschent dem Stat an de Gemengen Entstoen. Déi staatlech Instanze sollen ouni iwwerdriwwe Bürokratie mat de Gemengen zesummeschaffen.

D'öffentlech Hand muss och dofir suergen, dass et fir Privatleit interessant gëtt Terrainen op de Maart ze bréngen. Dat ass jo bis elo duerch Mesuren an der viregter Legislatur probéiert ginn, et ass net an deem Mooss gelonge wéi sech dat erwaart gi war. Déi incitative Mesuren, déi déi viregt Regierung geholl hat an déi jo 2007 auslafen, mussen engem Bilan ënnerzu ginn, an da muss et sech weisen, ob mer aner Mesuren, zum Beispill d'Besteuerung vun Terrainen, mussen decidéieren.

An der Ried vum Statsminister waren interessant Pisten, zum Beispill eng Modulatioun vun der Grondsteuer, fir Baulücken an net bebauten Terrainen am Bauperimeter méi staark ze treffen, fir domat dann och d'Leit ze bewegen déi Terrainen op de Maart ze bréngen.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Eng fonkelnei Iddi!

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Jo, Här Mehlen, et ass sécher keng fonkelnei Iddi, mä et ass awer wichtig, dass se gesot gëtt. Fir mech stellt se ee qualitative Sprong an enger Wunnengsbaupolitik duer, well et weist, dass de Stat op déi Manéier méi Responsabilitéit doranner hält.

Et ass net eleng de Stat, deen hei aktiv gi muss, mä och d'Stied. Ech kennen elo besonnesch d'Situatioun an der Stad Lëtzebuerg; et muss ophéieren an enger Stad wéi Lëtzebuerg, dass Wunnengen am Stadkär, an zentrale Quartiere géint d'Bestëmmung vum Bebauungsplang zu Büroen ëmtransforméiert ginn, well einfach Büroer méi abréngen, wéi wann ee Mënschen a Wunnengen huet. Dofir mussen d'Gemenge Mëttelen an d'Hand kréie fir dogéint virzegoen.

Ech hunn ëmmer erëm am Gemeengerot vun der Stad Lëtzebuerg dogéint protestéiert. De Schafferot huet mir da gesot, si hätte keng Mëttelen an der Hand ausser vläicht Leit um Pénal unzekloen, mä ech menge schon, dass Bautereglementer a Bebauungspläng do si fir respektéiert ze ginn. Dat

ass d'Vue eben, déi eng Kollektivitéit huet vun enger Stad, vun enger Wunnengseenheet, déi se wëllt duerchsetzen, an d'Gemenge mussen d'Méiglechkeet kréien, déi Vue vun der Stad duerchzesetzen. Et ass kuerz vum Jean-Marie Halsdorf, dem Innenminister, vun enger Tax geschwat ginn, fir esou Machenschaften ze verhënneren. Et wier interessant ze héiere wéi dann deen Dossier elo weidergeet, wat den Innenminister do wëlles huet.

Ech fannen et och gutt, dass mer elo endlech op de Wee vum Bail emphytéotique ginn, fir op déi Manéier d'Terrainspräisser erofzedrécken. Mir begrëssen och, dass dru geduecht gëtt d'Virkaufsrecht vun de Gemenge bei Grondstécker fir Wunnengen anzeféieren, fir domat eben d'Spekulation op Terrainen am Bauperimeter ze ënnerbannen. Et ass jo vum Michel Wolter hei dorop higewise ginn, dass nach 60.000 Hektar Bauland an de Perimetre vun de Gemengen zur Verfügung stinn. Et wier also wichtig, dass mir eis uerdnungspolitesch Mëttel ginn, fir déi Terrainen op de Maart ze kréien, fir op déi Manéier kënnen, sief et duerch d'öffentlech Hand, sief et duerch Privatleit, weider ze bauen.

Dat alles sinn natierlech laang- a mëttelfristeg Mesuren, déi héchstwahrscheinlech a fënnf oder zéng Joer a weider gräife wäerten. Et mussen och Mëttel ginn, déi direkt gräifen. De Stat kéint zum Beispill d'Garantie de l'État endlech ausdehnen an domat den Zougang zu private Wunnenge méi einfach maachen.

Et kann och net sinn, dass zum Beispill eng gutt Mesure, déi schon 2003 decidéiert gouf, nämlech d'Caution locative, och elo Enn 2005 aus technesche Grënn anscheinend nach ëmmer net operationell ass. All Bierger, deen eng Wunneng loune muss a bis zu fënnf Méint Loyer als Kautioun hannerleeë muss, waart mat Ongeduld op déi Kautioun vum Stat.

Mir begrësse schliesslech och d'Ausso an der Ried vum Statsminister, dass do wou d'Gemenge Wunnenge schafen, se bei hiren Infrastrukture vum Stat gehollef kréien.

Déi drëtt grouss Prioritéit vun eiser Fraktioun, Här President, ass d'Schoul. Jiddereen huet an der Zwëschenzäit erkannt, dass d'Schoul op allen Niveaue, vum Précoce bis zur Uni, déi grouss Avenue hin zur moderner Wëssensgesellschaft ass. Mir brauchen dofir e groussen Effort um Plang vun der Innovation an der Schoul. E sozialer Effort, fir Chancëgläichheet endlech ze realisieren.

D'Verzahnung vun der Schoulproblematik mat der Beschäftigungsfro läit op der Hand. Kanner, déi d'Schoul net packen, hunn haut wéineg Chance eng anstänneg Plaz ze fannen. Kanner aus benodelegte Familien hu manner Chance an der Schoul. Nach ëmmer huet e Kand vun engem net qualifizierten Aarbechter 10% Chance an de Lycée ze goen, e Kand vun engem Cadre supérieur 80% Chance. All Joer verlosse méi wéi dausend Kanner eis Schoul ouni eng ofgeschlossene Bildung. Si si muer vis-à-vis vun der Konkurrenz, vu ville gutt ausgebildete Frontalieren, hoffnungslos ënnerleeën.

An der Schoul fänke mer ni bei null un. An de leschte Joren, net nëmmen an dëser Legislatur, mä och an de leschte Joren gouf an der Schoul Neies geschaf. De Précoce ass vun enne gewuess, de Préscolaire an de Primaire hu sech inhaltlech erneiert, och methodesch ass viles do geschitt, um Terrain. Och am Secondaire ass viles erneiert ginn, a sinn och vill interessant Schoulversich vun den Enseignant ënnerholl ginn.

Trotzdem bleiwen d'Échecen ze héich. D'Chancëgläichheet ass nach wie vor ongenügend. Déi

Échecen hunn Ursaachen, déi un den Inhalter leien, natierlech och, wéi scho gesot, um soziokulturelle Gefäll. D'Sproochen, op jidde Fall esou wéi mir se enseignéieren, sinn a ville Fäll ze héich an ze onflexibel Barriären. E Schüler aus Lëtzebuerg kann hei zu Lëtzebuerg keen Infirmiersdiplom kréien, wann hie Schwieeregkeeten am Franséischen huet. An Däitschland kann hien dat, an da kënnt hien erëm op Lëtzebuerg mat sengem Diplom. Mir hunn an der Stad Lëtzebuerg bei dëser Schoulorganisatioun eng Dosen an der Belsch brevetéiert Spillschoulsjofferer als Chargéeeën agestallt, déi net tituliséiert kënnen ginn, well se eng Partie Finessé vun der däitscher Grammaire net kennen.

Den Échec kënnt also dohir, dass d'Schoul sech net genuch un d'Kanner vun haut upasst, dat heescht un d'Schoulpopulatioun vun haut, déi ganz verschidden an ënnerschiddlech ass.

Ech war ëmmer der Iwwerzeugung an ech sinn et och nach, dass d'Schoul sech permanent erneiere muss. Dofir brauche mer den Innovationswille vun de Schoulleit, mir brauchen d'Partnerschaft mat den Elteren a mir brauchen eng andauernd kritesch Evaluatioun vun der Schoul. Mir brauchen och en Opschaffe vun der Sprochesituatioun an de Kompetenzen, déi mer vermëttel wëllen, a mir begrëssen, dass d'Erzëigungsministesch Mady Delvaux dat waarmt Eisen endlech upaakt.

Selbstverständlech sinn dat zentral Froen, déi musse begleet gi vun engem Ugebuert vu Ganztagsschoul, och am Préscolaire an am Primaire, well besonnesch an de Stied d'Elteren net d'Méiglechkeet hunn, hir Kanner esou op d'Schoul ze preparéieren wéi dat gewünscht ass.

Fir dobäi komplett ze sinn, ass d'Schoul selbstverständlech net den eenzege Wee zur Wëssensgesellschaft. Et gëtt haut vill Kommunikatiounsmëttelen, déi Wëssensvermittlung maachen; et gëtt Bibliothéiken an et gëtt Erwuessenebildung; et gëtt ganz vill Initiativen. Dat Wesentlech ass, dass mer déi Initiative gutt matenee koordinéieren, fir dass se déi mëglechst grouss Effektivitéit hunn.

Här President, 20 Joer laang hunn ech mech an der Lëtzebuergescher Politik mat Fuerschung an Héichschoulbildung beschäftigt. 20 Joer laang si mer amgang ze probéieren, ons jorhonnertelaang Oflehnung vun Intellektuellen, vun Héichschoulbildung a Fuerschung hei zu Lëtzebuerg ofzeleeën an eppes Verständnes an Zesummenhängendes op d'Been ze kréien.

Haut héiert een op alle Bänken, iwwerall dobaussen an alle Milieuen gëtt d'Fuerschung als eppes absolut Noutwendeges unerkannt. Mir hunn do säit den 80er Jore munches opgebaut. D'Prozenter sinn allerdéngs nach ëmmer net brillant, wann ee se vergläicht mat dem Ausland. Mä d'Zueleprozenter soen nach laang net alles. Ech weess aus deem, wat d'Regierung fir d'Lissabon-Strategie virleet, dass d'Politik op deem Gebitt extrem éiergäizeg ass, a mir begrëssen dat.

Mir hu privat Fuerschung, déi ganz héich ass, déi och net vun de Besoiné vu Lëtzebuerg bestëmmt gëtt, mä vun de Besoiné vu grousser Konzerner. Mir hunn öffentlech Fuerschung an der Uni, an de Centres de recherche publics wéi och an öffentlechen Instituter, a mir hunn ugewannt Fuerschung iwwer Luxinnovation. An doriwwer steet de Fuerschungsfong mat senger Kreditt. Déi Mëttel mussen besser gebëndelt ginn, fir dass e Maximum erauskënnt.

D'Unisgesetz geet an där Hisiicht net ganz wäit. Et geet och net drëm eng Megafuerschungsstruktur opzebauen, mä an der Haaptsaach d'Rivalitéit géinteneen ze verhënneren.

Zur Uni wollt ech kuerz e Wuert soen, well et trotzdeem eng zentral Institution ass fir d'Erneuerung vum Land. Ech fannen zwar onst Unisgesetz vun 2003 nach ëmmer net gutt, obschonn ech et matgestëmmt hunn, well d'Uluecht vun deem Gesetz vill vun de Problemer erkläert, mat deenen déi Uni ze kämpfen hat an nach huet; mir hunn awer gesot, mir loosse déi Uni emol ulafen, ier mer un dat Gesetz fréckele ginn.

Ech wënschen op jiddfer Fall vu ganzem Härzen, dass dës Uni réusséiert. An d'LSAP wëllt de Minister an déi Responsabel an der Uni dobäi voll a ganz ënnerstëtzen, well et gëtt zu Lëtzebuerg nach ëmmer vill Leit, déi géint d'Uni sinn oder komesch Usiichten iwwer déi Uni hunn. Mir hu se als LSAP laang gefrot, wéi vill vun de Parteien heibannen net ëmmer waarm dofir waren. Mir begrëssen et dofir, dass d'Regierung sech mat aller Energie asetzt fir déi Uni an dass se dobäi ëmmer méi d'Ënnerstëtzung vun der Wirtschaft an der Gesellschaft insgesamt wëllt.

D'Uni soll net nëmme Waasserdréier vun der Wirtschaft sinn. Sécher muss se sech verzahne mat verschiddene Besoiné vun der Wirtschaft; sécher ass et och eng Sanktioun vun der Recherche, wa se et fäerdeg bréngt, an der Wirtschaft unzekommen.

Mä déi Uni an och déi Fuerschung sollen innovativ a kritesch ons Lëtzebuergescher Realitéit hannerfroen. Si soll der Innovation, der Innovation op alle Pläng Been zu Lëtzebuerg maachen.

Här President, de Referendum iwwer de Verfassungsvertrag huet ons vill interessant Messagé bruecht. Een dovunner betrëfft d'Verhältnis vun de Lëtzebuergescher zu der grousser Ouverture vun onsem Land. Ons Bevölkerung klëmmt an der Haaptsaach duerch nei Ausländer, wéi och ons aktiv Bevölkerung duerch nei Frontaliere klëmmt. Dëst geet net ouni Reaktioun vun de Lëtzebuergescher. Vill, déi géint d'europäesch Verfassung gestëmmt hunn, hunn och géint déi hirer Meenung no ze grouss Öffnung vum Land gestëmmt.

Elo muss een de Lëtzebuergescher ee fir alle Mol soen, dass onst Land ouni Öffnung net liewe kann, an dass ons Wirtschaft Mäert brauch vun dobaussen, dass ons Wirtschaft sech upasse muss, fir sech ze entwéckelen.

Zu allen Zäite sinn zu Lëtzebuerg Betriber verschwonnen, si Produktiounen an d'Ausland transferéiert ginn, sinn nei Aktivitéiten zu Lëtzebuerg entstan. Lëtzebuerg ass dofir net ënnergaangen, mä huet et ëmmer erëm fäerdeg bruecht, weiderzekommen.

An deem Zesammenhang wëll ech soen, dass mer net méi helleg mussen si wéi de Poopst, dat heescht méi europäesch wéi déi aner. Oft kritiséieren Wirtschaftskreesser, dass mer bei der Transposition vun Direktive méi contraignant sinn, wéi dat eigentlech néideg ass, an doduerch onser Kompetitivitéit schueden. Dat féiert och zu Problemer bei der Ëmsetzung vun esou Texter, déi eigentlech net néideg sinn.

Mir mussen et an Europa an zu Lëtzebuerg fäerdeg bréngen, ons Öffnung no bausen ze verbanne mat engem zolitte Sozialmodell. An dofir muss een natierlech och déi Ängschten verstoen an erklären an op déi Ängschten awierken, déi bei de Leit bestinn. D'Politiker mussen de Leit doriwwer Ried an Äntwert stoen. Mir wësse jo, dass grouss Phrasen iwwer Europa haut manner hëllef wéi gedëllegt Nolauscheren a gedëllegt Erklären.

Ech wëll och ganz kloer ënnersträichen an ënnerstëtzen, wat de Statsminister zu der Astellung vu verschiddene Leit vis-à-vis vun de Frieme gesot huet. Friemenhaass gëtt et iwwerall an och bei ons, an dogéint muss een am Klänge wéi am Grouse mat Courage iwwerall untrieden. Dogéint muss een och virun allem duerch Integratioun an Zesummeschaffen. Vill Leit komme bei ons fir e bessert Liewen ze féieren; mir mussen d'Kraaft opbréngen mat hinne zesummen onse Wuulstand auszebauen an och si dovunner profitéieren ze loosse. Mir mussen et fäerdeg bréngen, si zu engagéierte Bierger vun onsem Land ze maachen, déi mat ons schaffen.

D'Referendumscampagne war fir déi, déi dorunner deelgeholl hunn, e formidabel Exercice vu geliefte Demokratie. Nom Referendum ass gesot ginn, elo misst den europäeschen Débat weidergoen. Et hat een awer d'Impressioun, dësen Débat wär e Sonndeg, den 10. Juli um 5 Auer nomëttes zesummegefall wéi e Soufflé. Dofir ass et wichtig, dass mer ons Gedanke maachen, wéi mer dat dann elo zustane kréien, wéi mer den europäeschen Débat zu Lëtzebuerg weiderféieren. Ech gesinn do keng honnert Mëttelen. Ech mengen net, dass et Sënn huet akademesch Sätzungen iwwer Europa ze organisieren. Et heescht sech informéieren, schaffen, Problemer kennen, Problemer probéieren ze lösen. Mir brauchen dofir fir d'éischt Transparenz an europäeschen Dossierer.

Mir brauchen natierlech „accountability“ – wéi een esou schéi seet am internationale Jargon – vun der Regierung, well si ass ee vun deenen zwee Gesetzgeber an Europa. Si muss selbstverständlech der Chamber Ried an Äntwert stoen, mä mir brauchen och vun der Chamber, vun de Kommissiounen, vun all Fraktioun eng permanent Opmierksamkeet fir déi nei europäesch Gesetzer a Reglementer.

De Statsminister huet den nationalen Europa-Forum annonciéiert. Mir waarde mat Spannung drop a mir wäerten och matmaachen, wa mer gefuerdert ginn. En attendant wär allerdéngs scho vill erreecht, wa jidderee vun de 60 Deputéierten heibannen all Dag de Bulletin vun der Agence Europe géif liesen, deen ee jo gratis op de Schierm kritt, wann een da wëllt.

Mir mussen ons doriwwer eraus mat der politescher Integratioun vun deenen auslännesche Matbierger beschäftegen. Beim Referendum ware véier vu fënnf Parteien d'Accord hei an dëser Chamber, fir d'EU-Bierger an deem Referendum deelhuele ze loosse. Dat war aus verfassungsméissegen Ursaachen net méiglech. Mir mussen ons Verfassung zum Referendum esou gestalten, dass mer dat an Zukunft realiséieren kënnen, wa mer dann de politesche Wellen dofir hunn.

Mir wëllen och, dass méi Netlëtzebuergescher an d'Gemengepolitik agebonne ginn. Déi heiteg Prozedur vun der Aschreiwung an d'Wielerlëschen annerhaleft Joer virun de Gemengewahlen ass net motivant. Mir solle se onser Meenung no duerch eng automatesch Aschreiwung an d'Wielerlëschen ersetzen. All Ausländer misst dann dës Aschreiwung duerch e positiven Akt entweder unhuele oder refuséieren. Et wier onser Meenung no een zimlech radikalt Mëttel, fir dann op déi Manéier auslännesch Bierger an d'Gemengepolitik anzebannen. Wann dat nun net konsensfäeg wier, soll een op d'mannst den Délai, fir sech an d'Wielerlëschen anzeschreien, méi no bei de Wahltermin setzen. Dat heescht op d'mannst sechs bis dräi Méint, wéi et dann eben technesch méiglech ass, fir dat ze maachen.

Mir mussen ons Gedanke maachen iwwer déi Ausnahmebedéngunge bei de Gemengewahlen, déi



Derogationen, déi mer duerch de Vertrag vu Maastricht bei der Europäescher Biergerschaft kritt hunn. Mir sollen déi iwwerpräiwen a mir hu jo elo iwwer zéng Joer Erfahrung domat. Ech mengen, dass mer eng Bestandsopnahm doriwwer sollte maachen.

A schliesslech sollte mer d'Europawahlen eescht huelen, endlech eescht huelen. Ech mengen, wa mer se eescht huelen a wa mer dee System net méi wëllen, dee mer elo hunn, wou mer Leit wëlle loosse, déi manifestement net wëllen an d'Europaparlament goen, da brauche mer an Zukunft nëmme méi sechs Kandidaten amplaz zwielef. Mir hunn déi zwielef jo deemools 1978 an d'Gesetz gesat, well mer woussten, dass vill Leit géifen op d'Lëscht kommen, déi

net wëilten an d'Europaparlament goen. Mir sollen ons also mat sechs Kandidaten begnügen.

Déi, déi an d'Europaparlament gewielt ginn, mussen awer vu virero soen, dass si dat Mandat unhuelen, à moins dass do wierklech aner Ursaache sinn, déi se dorunner géifen hënneren.

Mir brauchen e politeschen Accord tëschent de Fraktiounen, tëschent de Parteie fir hir Kandidaten fir d'Europaparlament nëmme op enger Lëscht kandidéieren ze loosse. Dir wësst, dass mer dat net kënne per Gesetz verbidden, well mer net d'Incompatibilitéit vun de Kandidaturen iwwerhaupt aféiere kënnen; dat muss e politeschen Accord sinn. An ech gesi keng Ursaach, dass dat net méiglech wier, well mir hunn deen Accord bei der Beset-

zung vun de Mandater, wou mer och gesot hunn, dass mer dee Cumul vum nationalen a vum europäesche Mandat net wëllen. Dat wieren also Mesuren, déi mer huele méi seriö ze maachen.

■ **Une voix.** - D'Trennung?

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Fir d'Trennung, selbstverständlech, d'Trennung vun deenen Europawahlen a vun der Nationalwahl. Woubäi een natierlech, wëll ech hei soen, sech muss iwwerleeën, ob een dat fir des Legislativ mécht oder ob een dat iwwer eng Gesetzesännerung fir kommend Legislature mécht. Do ass den Denkprozess bei enger Partie Fraktiounen nach net ofgeschloss, well et ass net evident, dass een elo eng Le-

gislativ einfach d'autorité verkierzt. Esou einfach geet dat net, besonnesch och, well mer jo awer eng Regierung mat engem Programm hunn, deen op fënnf Joer besat ass.

Här President, fir ofzeschléissen dräi Konkusiounen:

Éischtens gefält den Toun vun der Regierungserklärung ons. Moderitéit, sozial Verantwortung an d'Bereitschaft zum Dialog si wesentlech Aspekter fir eng gutt Politik zu Lëtzebuerg. Si stinn an dëser Ried vum Statsminister.

Zweetens fanne mer ons Prioritéiten an där Ried erëm: ons Prioritéite fir d'Schaffen, fir d'Wunnen, fir d'Chancéglichheet an der Schoul, a mir fanne se erëm mat deem néidegen Nodrock duergeluecht.

Drëttens erkenne mer de Wëlle vun der ganzer Regierung, Reformen an de kommende Méint aktiv an zesammenhängend weiderzedriewen an doduerch Lëtzebuerg e gutt Stéck weiderzibréngen.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Domat géif ech proposéieren, dass mer d'Debatte fir haut de Moie géifen ofschléissen. Mir fueren haut de Mëtteg um hallwer dräi weider.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 11.27 heures)**

## Ordre du jour

**Débat au sujet de la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement (suite)**

**Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État**

**(Début de la séance publique à 14.31 heures)**

■ **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Mir fuere weider mat der Diskussioun iwwer d'Erklärung vum Statsminister. Als éischte Riedner haut de Mëtteg ass den honorablen Här François Bausch age droen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

**Débat au sujet de la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement (suite)**

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, Enn vun den 90er Joren hunn ech mech eng Kéier bei Budgetdebatten op dësem Pult fierchterlech opgereegt. Ech mengen - wa meng Erinnerung nach gutt ass -, et war iwwer e Stroossebauprojet, deen de Statsbudget deier kascht huet, a mat deem mir net averstane waren. Do hunn ech gesot, eigentlech hätt mer, generell gesinn, beim Lëtzebuerg Stat e grouse Problem, mir hätten ee Misär, dat wier, dat mer Enn den 90er Joren, an där Situatioun wou mer do waren, ze vill Suen an der Keess haten. Duerfir hu mir eis keng respektiv net genuch Gedanke missen oder brauchen iwwer d'Käschten-Notzen-Rechnungen bei eenzelne Projeten ze maachen.

An haut, Enn 2005, ass d'Situatioun natierlech wesentlech aneschters wéi se Enn den 90er Jore war. Mir hunn haut net méi déi Iwwerflössituatioun. Mir si selbstverständlech net an enger Kris. Och déi Gréng warne viru Katastrophismus, mä et kann een awer emol behaupten, dass de Speck verbraucht ass, an dass elo an deenen nächste Joren iwwerleeënd Virgoe wäert ustoen.

Mir brauche sécherlech elo net alles anescht ze maachen, mä wat

awer interessant ass oder d'Politik och méi interessant wäert maachen: Mir musse Choixen treffen. Mir kënnen, wann ech d'Beispill vum Verkéier eraushuelen, an Zukunft net méi duebelgleiseg fueren, op zwee Niveaue usetzen, eng duebel Strategie fueren; net méi gläichzäiteg massiv an den öffentlichen Transport investéieren a weider massiv esou oniwuerluechte Stroosse bauen, wéi mer dat an den 90er Joren, zum Beispill, gemaach hunn.

Mir mussen an deenen nächste Méint a Joren och Faarf bekennen als politesch Parteien, als Fraktiounen an dësem Parlament. Kee ka sech méi hannert dem Bam verstoppen. Mir Gréng sinn och der Iwwerzeugung, dass sech bei deenen Debatten an deenen nächste Méint a Joren an der Parteielandschaft wäert d'Spreu vum Weizen trennen. Well et ass esou: Vu datt kee sech méi hannert dem Bam ka verstoppen a jiddferree muss hannert dem Bam erauskommen a prezis Stellung bezéien zu deene Punkten hei, muss och jiddferree soe wou e steet. An da wäerte mer gesinn, wou wien déi richteg Konzeptiounen fir d'Zukunft an dësem Land huet.

Et geet och net méi an der Zukunft, datt ee ka wichteg Décisiounen huelen ouni sech iwwer den Notzen an de Käschtpunkt gläichzäiteg Gedanken ze maachen. Mir musse Lëtzebuerg fit maache fir datt déi nächst Generatioun och nach kann an deem nämlechte Wuelfstand lieue wéi dat haut de Fall ass. De Choix, dee mer ze treffen hunn, ass eiser Meenung no ob mer wëlle weiderfueren eng Politik op Käschte vun de kommende Generatiounen ze maachen oder fir déi nächst Generatiounen ze maachen.

An eiser Partei, déi sech besonnesch fir eng laangfristeg Émgehensweis am Intérêt och vun där nächster Generatioun a setzt, ass et relativ kloer fir wat fir ee Beräich oder fir wat fir eng Richtung mir eis an der Politik verschriwwen hunn. Mir fannen dat ganz spannend,

ganz interessant, well eigentlech e Retour zum Inhalt an der politescher Debatte wäert kommen, an duerfir freeë mer eis och op déi spannend an interessant Diskussiounen, déi elo wäerten ustoen.

Ech wëll och dem Fraktiounspresident vun der CSV soen, dass mir als Oppositionspartei net der Meenung sinn, dass et schlecht war fir net d'office als Regierung heihinner ze kommen a lauter virgefaasste Meenunge virzedroen, mä datt mir et richtig fonnt hu fir heihinner ze kommen an ze soen, wou déi grouss Chantiere laut der Meenung vun der Regierung sinn, eng Rei Pisten opzezeche wat d'Regierung mengt an awer offen doriwwer ze diskutéieren. Duerfir si mir och der Iwwerzeugung, dass de Premierminister déi an eisen Ae wichteg Problemfelder eigentlech a senger Ried gëschter all beschriwwen huet. Duerfir ass meng Reaktioun haut och einfach am Opbau, well ech ka quasi chronologesch Äntwerten op déi eenzel Problemfelder, sou wéi se hei gëschter beschriwwen gi sinn, ginn.

Vläicht am Virfeld den europapoliteschen Dossier.

Ech wëll mech haut net ze laang domadder befaassen, well mir hunn dat an der Vergaangenheet, haaptsächlech virum Referendum, scho gemaach a mir kréie jo virun allem nach, well jo och eng aussepolitesch Debatte usteet, genuch Geleeënheete fir dat am Detail ze maachen. Sécherlech kënne mir eis deem, wat gëschter hei gesot ginn ass, nëmme uschléissen a just nach eng Kéier dorop hiweisen, dass ee sech natierlech, fir d'europapolitesch Debatte hei am Haus, um Niveau vun der Exekutiv an och am Dialog mat der Zivilgesellschaft méi eescht ze huelen, och duerfir d'Moyenen op allen Niveaue muss ginn.

Dat heescht, mir erënnere nach eng Kéier dorun, dass et hei am Parlament eigentlech eiser Meenung no den Apparat nach net genuch ausstafféiert ass fir déi do Diskussioun mat d'europapoliteschen Dossier ubelaangt esou kënnen unzegoen. Virun allem muss eppes um Niveau vun de Fraktiounen passéiere wa mer dat dote wëlle bewältegt kréien. Ech wëll elo net méi am Detail op de Rescht agoen. Dat wäert ech an deenen nächste Wochen hei am Parlament bei der europapolitescher Debatte maachen.

Ech wäert direkt dann och zum éischte Punkt, dee beschriwwen ginn ass, iwwergoen. Dat ass dee vun de Problemer, déi mer mat der Integratioun an der Lëtzebuergeser Gesellschaft hunn. Wa mer eng Gesellschaft hu wéi mir se entretemps hei am Land kennen, wou mer iwwer 300.000 Beschäftegter hunn, a wou d'Verhältnis bei deene Beschäftegten, wéi déi Aarbechtsplaz besat sinn, entre-tamps esou ass - ech géing et och elo e bëssen iwwerspëtzt formuléieren -, datt déi, déi d'politesch Rechter hei an dësem Land hunn, dat heescht d'Wahlrecht um nationalen Niveau, entweder direkt beim Stat oder a staatlech protégéierte Secteure schaffen, an déi, déi keng Rechter hunn, gréisstendeels am privaten, produktive Secteur oder an anere manner geschützte Secteure schaffen, dann ass et kloer, dass een net nëmme en demokratesch Problem - e Problem vun demokrateschen Defiziter - huet, mä da kritt een doraus och en décke politesch Problem. Et riskéiert ee mëttel- bis laangfristeg reformonfäeg ze ginn.

A well dëse Problem eis als Gréng scho laang bekannt ass, hu mir keng Méi gescheit, och schonn an den 90er Joren, dëst Thema ouni Tabu unzegoen a relativ vill Proposen auszeschaffen. Mir sinn och der Meenung, dass een an den 90er Joren do scho vill hätt missen handeln. Leider war dat awer bei där viregter Koalitioun - mä och bei deene virdrun - net an deem Ausmooss méiglech, obschonn, wéi gesot, déi Problemlag do bekannt ass. Duerfir hu mer elo en immense Retard kritt a mir sinn natierlech frou doriwwer, dass elo emol endlech do den Handlungsbedarf unerkannt ginn ass a Gesetzesinitiativen ugekënnegt gi sinn.

Et gëtt dräi Beispiller un deenen een dat besonnesch ka festmaachen, mä dat sinn awer nëmme déi offensichtlechste.

Dat Éischt ass natierlech, dass mer am Beräich vun den Aarbechtsplazen dat musse maache wat de Premier gëschter hei am Numm vun der Regierung - ginn ech dovun aus - ugekënnegt huet, dass mer méi eng grouss Ouverture an der Fonctioun publique musse maachen. Déi Gréng hunn nach ëmmer kritiséiert, dass mer ze vill restriktiv Bestëmmungen do hätten.

Dat Zweet ass, dass mer endlech d'Thema vun der duebeler Nationalitéit uginn, an natierlech de ganze Sproocheproblem, deen domadder verbonnen ass. Ech wëll dorun erënnere, dass mir virun e puer Joer, wéi mir d'Nationalitéitsgesetz zu Lëtzebuerg reforméiert hunn, hei ugeprangert hunn, dass

mer d'Impressioun haten, dass deemools éischter nach eng Bremsaprophe an deem Kontext ugewannt ginn ass. Mir hunn deemools och eng Proposition de loi eraginn - et war deemools nach d'Madame Renée Wagener - wou mer, éischtens, d'duebel Nationalitéit dran ugaange sinn, mä net nëmme.

Mir hunn nach eng ganz Rei Initiative geholl an och Motiounen hei erabruecht wou mer déi ganz Fro vun der Sprooch, haaptsächlech och d'Lëtzebuergeser Sprooch als Integrationsinstrument, ugaange sinn. Mir hu gemengt, dass ee misst als Stat do seng Responsabilitéit iwwerhuelen, dass et net géing duergoen, fir Appeler ze maachen, dass d'Lëtzebuergeser Sprooch misst en Integrationsvehikel ginn, mä datt een et deenejeenen, vun deenen ee géif verlaangen, dass se d'Sprooch léieren, et och misst organisatoresch méiglech maachen. A mir hu gesot, et misst éischtens méi Coursen organiséiert ginn, et misst Hëllef an d'Entreprises zur Verfügung gestallt ginn fir hire Leit déi Coursen unzebidden, et misst iwwer esou Saache wéi Congé linguistique an esou weider an esou fort nogeduecht ginn.

Alles dat Saachen, déi virun dräi Joer nach net an deem Mooss eescht geholl gi sinn, leider, kann ee soen. Et fret eis awer duerfir, wéi gesot, dass elo an deem dote Beräich endlech den Handlungsbedarf erkannt ginn ass, a mir hoffen dann och, dass eis Proposition-de-loien, déi mir scho viru Jore mat de Motiounen eraginn hunn, erëm mat op den Ordre du jour gesat ginn, dass een dat alles zesammen hei kann diskutéieren an endlech do kann handeln.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Een zweete Punkt ass, géif ech emol beschreiwen, d'Gesellschaftspolitik generell, déi hei beschriwwen ginn ass. An ech wëll do natierlech och soen, dass et eis fret, dass unerkannt gëtt, dass mer eis Gesellschaft am Beräich Gesellschaftspolitik weider musse moderniséieren.

Et ass gëschter hei ee wichteg Thema vun eiser Gesellschaft ugeschwat ginn, nämlech dat, dass duerch de Fait eleng dass an eiser Gesellschaft d'Leit ëmmer, Gott sei Dank, méi laang liewen a méi al ginn, se och ëmmer méi Zäit kréie fir sech mat deem eruréckenden Enn vun hirem Liewen ausenaner ze setzen, dass doduerjer déi ganz Problematik vu Stierbegleedung misst méi op den Ordre du jour kommen. Mir wëllen och direkt hei soen, dass mir all Mesurë wäerte



matdroen, déi an d'Richtung gi vun enger aktiver Stierfbegleitung, sief et de palliative Beräich bis awer och alles wat dozou soss nach gehéiert.

Mä mir sinn awer der Iwwerzeegung, Här Statsminister, datt et net domadder duerget, well wann een dat mécht, wat Dir hei gëscher gesot huet, datt de Stat net d'Recht huet de Leit hire Choix ewechzehuele wéi se mam Enn vun hirem Liewen ëmzegoen hunn, da muss een och an deem Kontext iwwert d'Selbstbestëmmung um Enn vum Liewe vun de Mënschen de Courage hunn iwwert dat Ganzt ze diskutieren, dat heescht et muss een de Mënschen och de Choix loosse, datt se selwer kënnen decidéiere wéini se wëlle stieren an datt net de Stat dat decidéiert.

Och do hu mir als Gréng an deene leschte Jore vill um Thema geschafft. Den Här Huss huet mat der Madame Err zesummen eng Proposition de loi ausgeschafft, an déi Gesetzesproposition de loi, do hätte mer gär, datt déi an deem dote Kontext och nach eng Kéier matdiskutiert gëtt, well do geet et ëm näischt anescht wéi eng Depenalisation vun der Stierfhëllef, also et geet ëm näischt anescht wéi datt mer de Leit um Enn vun hirem Liewe de Choix loosse wéi si d'Enn vun hirem Liewe gesinn.

Drëtte Punkt, Här President, d'Schoulpolitik. Et ass evident, et klängt scho bal entre-temps hei am Haus banaal, wann een drop hiweist, datt eise Schoulsystem muss reforméiert ginn. Et besteet souwiesou Estëmmegkeet an deem Haus hei doriwwer. D'Gesichter trenne sech, géing ech natierlech awer soen, wann et dorëms geet iwwert d'Konzeptionen ze diskutieren wéi een eis Schoul da soll reforméieren oder wat d'Zilsetzung vun der Reform si soll.

Mir als Gréng sinn der Iwwerzeegung, datt d'Educationministeresch mat hirem Neie Lycée ee richtegen Ulaf geholl huet an an déi richteg Richtung geet. Mir hunn dat och hei gesot wéi mer d'Gesetz vum Summer gestëmmt hunn, datt, wann et an déi d'Richtung weidergeet, een op eis Ënnerstützung ziele kann. Mä mir soen awer och gradso däitlech, datt et natierlech net duerget mat der Schaffung vum Neie Lycée, mä datt och aner Elementer am schoulesche Beräich wichteg sinn, wann déi Reform soll eng Kéier zu engem Succès, zu engem gudden Enn gefouert ginn.

Ech wëll nëmmen zwee Aspekter eraussträchen, wou mir awer mengen, datt déi och musse gradso staark an d'Diskussion komme wéi deen éischten, deen ech elo zitëiert hunn.

Deen éischten Aspekt ass dee vun der Formation an Orientation professionnelle. Et ass relativ kloer, datt d'Berufsausbildung wéi mer se haut kennen net méi am Geréngsten deem entsprécht, wat mer am 21. Jorhonnert brächten. D'Orientation professionnelle misst eiser Meenung no de fond en comble reforméiert ginn. Et misst iwwer Saachen endlech och erm diskutiert ginn, wéi zum Beispill datt verschidde Beruffer erm opgewäert ginn, den Handwierksberäich zum Beispill niewent den akademische Beruffer. Alles dat muss genau sou staark op de Métier geholl ginn, wéi elo eng Neiausrüstung vum Secondaire oder vun der Schoul insgesamt.

Den zweeten Aspekt, Här President, deen dozou gehéiert, dat ass d'Ganzdagsbetrieung. Mir liewen am 21. Jorhonnert, mä mir ware schonn der Meenung, datt Enn dem 20. Jorhonnert et kloer wär, datt d'Familljestruturen an eiser Gesellschaft wesentlech geännert hunn. An duerfir hu mer schonn um Enn vum 20. Jorhonnert eng ganz Rei Propose gemaach, zënter datt mer an dëser Chamber sinn, déi ee misst ëmsetzen, fir datt deene verännerte Familljestruture vun

haut Rechnung gedroe gëtt a virun allem, datt mer och dem Fait Rechnung droen, datt mer an enger Gesellschaft scho sinn, a mir hoffen nach méi dra wäerte kommen, wou d'Berufstätigkeit fir Mann a Fra eng Selbstverständlechkeet gëtt. Duerfir ass et och relativ kloer, datt aner Besoinen entstanen sinn am Beräich vun deem Aspekt vun der Erziehung.

Mir sinn och der Meenung, Här President, datt am Moment d'Erziehung hei zu Lëtzebuerg an zwee Deeler gespléckt ass. Mir maachen engersäits hei zu Lëtzebuerg esou wéi wann et e schouleschen Deel géing gi vun der Erziehung an e familiären Deel vun der Erziehung. Fir eis ass et awer kloer, datt d'Kanner u sech eppes Ganzes sinn an datt een déi zwee Deeler net ka vunen trennen an ee se duerfir muss matenee kucken.

Duerfir ass et natierlech wichteg, datt een engersäits zwar an Zukunft definéiert, wa mer iwwer Ganzdagsbetrieung schwätzen, wat dann elo déi staatlech an déi kommunal Aufgabe sinn an eiser Gesellschaft, a mir begrëssen och, datt d'Regierung, esou wéi si et gëschter hei ugekënnegt huet, wëllt an d'Richtung goe vun enger fräiwëlleger Ganzdagsbetrieung, mä mir mengen awer, datt dat ënner zwou Konditiounen misst passéieren. A mir hätten och gäre Kloerheet an deenen nächste Wochen an Diskussionsdoriwwer, ob d'Regierung déi zwou Konditiounen wëllt applizéieren.

Dat Éischt ass: Fir eis ass et relativ kloer, datt déi Ganzdagsbetrieung an d'öffentlech Hand gehéiert. Dat muss eng staatlech oder kommunal Aufgab sinn, a mir dierfen net do ufänken ze privatiséieren.

■ **Une voix.** - Très bien.

(*Interruption*)

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Deen zweete Punkt ass, Här President, datt mer der Iwwerzeegung sinn, datt d'Koordinatioun vun dëser Betrieung integral muss am Educationministère sinn, well mer der fester Iwwerzeegung sinn, datt d'Erziehungspolitik ee Ganzt ass an datt een do net kann, wéi virdru gesot, déi an zwee Deeler splécken, engersäits familljepolitesch an anerersäits éducatiounspolitesch. Duerfir menge mer, datt d'Koordinatioun dovunner integral muss am Educationministère sinn.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

(*Interruption*)

■ **Une voix.** - Allez!

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Also, Madame Minister, ech ginn dovunner aus, datt mer an der Gemeng Lëtzebuerg oder hei op der Chambertribün an deenen nächste Méint a Joren nach genuch Geleeeënheete kréien, fir déi doten Aart a Weis vun Diskussionsiounen ze féieren.

■ **Une voix.** - Passt just op, dass et beienee passt.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Dat wäerte mer da gesinn, ob dat beienee passt.

■ **Une voix.** - Da passt et net beieneen.

(*Interruptions diverses*)

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Véierte Punkt, d'Wirtschaftspolitik.

Här President, et ass natierlech richteg, datt mer eis iwwert d'Standardpolitik ënnerhalen. Ech fannen et och emol gutt, datt mer endlech hei gesot kritt hunn, datt d'Regierung sech wëllt eng Strategie gi wéi da soll diversifizéiert ginn. Mir mussen eis natierlech d'Fro stellen: Wat wëlle mer maachen? Wouhin wëlle mer goen? Wat wëlle mer an Zukunft hei zu Lëtzebuerg maachen? A wa mer

dat definéiert hunn, dann eréischt kënne mer och kucken, ob déi Instrumenter, déi mer am Moment hunn, déi richteg sinn a wéi ee se muss agencéieren, fir datt mer déi Ziler, déi mer eis setzen, erreechen.

Mir als Gréng mengen awer, datt mer eis musse vun där Iddi befreien, déi awer, hu mer de Verdacht, nach ëmmer e bësse virherrscht, wéi wann een an der Diversifizierungspolitik an haapt-sächlech an der Industriepolitik kennt esou maache wéi wann een hei zu Lëtzebuerg nach kennt an deenen nächste Joren oder Jorzéngte vill nei Aarbechtsplazschafen am klasscheschen Industrie-secteur, esou wéi mer e kann hunn zu Lëtzebuerg téschent 1945 an 1980.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir Gréng soen dat hei, datt mir frou si wa mer iwwerhaupt déi Aarbechtsplazen, déi mer haut an deem Secteur hunn, do kënnen halen. A mir gleewen net dorunner, datt et méiglech wäert sinn an deem klasscheschen Schwéierindustriesecteur wéi mer en, wéi gesot, téschent 1945 an 1980 kann hunn, datt mer do nach këinten neier hei op Lëtzebuerg unzéien, well ech mengen, datt mer entre-temps jo awer eis musse bewusst sinn, datt mer een Héichlounland sinn, an esou wéi d'Veerdeelung sech mécht bei deenen Aarbechtsplazen éischer aner Regionen an der Welt an och an Europa wäerten attraktiv si fir esou Secteuren.

Wann ech dat soen, dann heescht dat natierlech net, datt mir der Iwwerzeegung sinn, datt een net nei Betriber am Industrieberäich misst op Lëtzebuerg kréien, nei Betriber am produktive Secteur misst kréien, mä et muss ee sech awer bewusst sinn, datt dat mat Sécherheet ganz anerer sinn an der virun allem och sinn, déi net déi Enver-gure hu wéi zum Beispill déi klasscheschen Schwéierindustrie, déi mer am leschte Jorhonnert zu Lëtzebuerg haten. Wa mer dat net maachen, da mengen ech, da maache mer eis selwer eppes vir.

An da muss een natierlech kucken, wa mer déi Analys gemaach hunn, wat sinn eis Atouten, wéi kënnen mer déi stabiliséieren a wéi kënnen mer déi ausbauen, fir datt mer déi Secteuren heihinner kënnen unzéien, déi mer mengen, datt mer eng Chance kënnen hu fir se och heihinner op Lëtzebuerg ze kréien.

De Statsminister huet gëschter dräi Piliere opgezielt, dat si Piliere gewiescht, déi entweder scho fest zu Lëtzebuerg verankert sinn oder déi amgaange si sech fest zu Lëtzebuerg ze verankeren, wou hien eng Rei Propose gemaach huet a wéi eng Richtung ee misst goen, fir déi entweder ze festegen oder nach auszubauen.

Deen éischte Piliere ass natierlech d'Finanzplaz, deen zweeten ass dee ganze Beräich vun den E-Technologien, an deen drëtten ass de Beräich vun der Kommunikatioun an am Speziellen dee vun der Telekommunikatioun. An ech wëll och vun hei aus vun eiser Fraktioun nach soen, datt mir all eis Ënnerstützung wäerte bréinge fir all Initiative matzedroen, déi an d'Richtung gi fir déi doten dräi Secteuren ze festege respektiv auszubauen.

Mä mir mengen awer, datt et nach ee véierte gëtt, deen ee ganz wichtige ass an deen ee wierklech net soll ënnerschätzen, a wou d'Regierung gutt berode wär sech dee méi genau ënner d'Lupp ze huelen an ze kucke wat se maache ka fir deen och op Lëtzebuerg ze kréien, an dat ass dee vun den Ëmwelttechnologien am breetste Sënn.

Am breedste Sënn, well e geet vum Energieberäich iwwert den Aspekt vun den nowuessende Rohstoffe,

Stéchwuert den Émbau vun der chemescher Industrie, dee weltwäit wäert ustoen, bis zu deenen neie produktive Beräicher fir öffentliche Transportmëtelen auszubauen, well – an dovunner si mer iwwerzeegt – duerch d'Problematik vum öffentlichen Transport am 21. Jorhonnert, och am Beräich vun der Produktioun, esou Saache wäerten eng onwahrscheinlech Relance kréien.

Wann ech dat soen, da muss ee sech bewusst sinn, datt et hei ëm Saache geet, déi gewaltig wirtschaftlech Potenzialen hunn. Hei verstoppe sech hannert deene fir d'Mënschheet iwwerliewenswichtige Beräicher gewaltig wirtschaftspolitesch Potenzialen, wou mer solle genau kucken, déi ze analyséieren, an och kucken, wat hei zu Lëtzebuerg machbar ass, fir esou Beräicher op Lëtzebuerg ze kréien.

Mir mengen, datt mer eng ganz Rei Atouten hunn duerch Secteuren, déi mer schonn hei hunn, wéi d'Finanzplaz oder de Secteur vun den E-Technologien, an natierlech datt mer eng gutt insgesamt Infrastruktursituatioun hunn, fir kënnen esou Beräicher op Lëtzebuerg ze kréien.

Här President, mir begrëssen och déi Instrumenter, déi solle verbessert ginn, déi hëllef fir Betriebsgrënnungen oder Betriebsausbau ze kréien, an do en éischer Stell natierlech, datt d'SNCI soll an eng staatlech Förderbank ëmgewandelt ginn. Mir wëlle just drop hiweisen, datt, wann dat gemaach gëtt, e besonnesche Stellwäert och op Kleng- a Mëttelebetriber muss geluecht ginn. Well grad am héich technologeschen Beräich sinn et zum Beispill – an dat brauch een nëmme weltwäit ze kucken – oft innovativ Mëttelebetriber, déi am interessanteste sinn an am flexibelste sinn an am innovativste sinn. Duerfir solle mer wierklech, wa mer déi staatlech Förderbank dann elo deementspreechend schafen, ganz kloer och dat beuechten.

Natierlech si mer och an deem Kontext frou, datt d'Recherche zu Lëtzebuerg méi e grouse Stellwäert soll kréien, datt mer sollen op 1% vum PIB an der Recherche eropgoen. Mä mir warnen awer dovun, datt mer elo wéint där schlechter, défavorabeler Situatioun, déi mer haut hunn, am Eifer des Gefechts an eng Aart Recherchewahn verfallen a mengen ouni Iwwerleeung alles maachen ze missen an alles op Lëtzebuerg ze huelen, inklusiv ganz fragwürdeg Saachen, vun deenen nach ze bewiesen ass, datt si dann och herno eppes bréngen, sougutt fir d'Ekonomie wéi fir d'Mënschheet insgesamt.

Mir sinn och där fester Iwwerzeegung, vu datt et sech hei jo ëm öffentliche Gelder, ëm eng öffentliche Recherche handelt, déi mer solle fördern, datt d'öffentlech Recherche nimmools dierf ausschliesselech der Profitlogik verschriwwen ginn, mä datt öffentliche Recherche och déi kollektiv Interessen ze vertrieden huet, donc all déi Aspekter, déi dozougehéieren, mat agebaut musse ginn.

Am Besteuerungsberäich, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, si mir natierlech frou, datt gesot gëtt hei, datt 2006 bei der Betriebsbesteuerung zum Beispill näischt passéiert, dat heescht mer net weider massiv Steiere wäerte reduzéieren. A mir begrëssen och, datt gesot gëtt, mir kucken, ob mer téschent 2007 an 2009 net kënnen ganz geziilt, spezifesch Mesuren ergräifen eventuell fir eenzel ekonomesch Branchen oder Secteuren.

Ech wëll och soen, datt dat schonn 2002 eis Meenung war, wéi mer 2002 d'Betriebssteieren einfach massiv erfogest haten: Mir hätten deemools scho léiwer gehat, amplaz datt ee mat der Géisskan verdeele geet, et hätt een deemools déi Sue geholl fir domadder deemools scho geziilt a spezifesch virzegoen an ze kucken, wat dann iwwerhaupt zu Lëtzebuerg fir d'Lët-

zebuurger Ekonomie d'Bedürfnissinn. Da misst ee wahrscheinlech haut manner beim Budget stöhnen, wéi mer dat elo musse maachen am ordinäre Budget déi nächst Joren, a virun allem hatt een dann och schonn ebe vill méi cibléiert eenzel ekonomesch Secteuren kënnen ënnerstëtzen.

Fir eis ass et relativ kloer, Här President, och an der Steierpolitik kann een net méi alles maachen an Zukunft. Et muss een och do Choixen treffen. Wa mer an Zukunft gären zum Beispill alles dat maachen, wat mer eis alleguer esou schéin hei virhuelen – héich öffentliche Investitiionsausgaben tätegen, massiv investéieren an Ausbildung a Fuerschung, gläichzäitegen Zesummenhalt vun der Gesellschaft garantéieren, zwar de Sozialstat méi selektiv ausrichten, awer nach eng héichwäerteg sozial Begleitungsstruktur bestoe loosse –, dann ass et relativ kloer, da muss een och op der Recettésäit beim Stat Fous beim Mol halen an et muss ee sech gutt iwwerleeën am steierleche Beräich, wat een an Zukunft mécht.

Ech wëll och zu deem soen, wat ee schonn an deene leschte Wochen e bëssen téschent den Zeile konnt liesen, nämlech datt d'Regierung zwar direkt keng Steierherhijung géing plangen, mä datt d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun eng verstoppte wier, datt déi gréng Fraktioun déi Richtung vun der Regierung deelt an et richtig fénnt, well duerch dat wat mer gemaach haten 2001 op kee Fall iergende Besoin besteet fir an deenen nächste Joren och nach d'Steiertabell un d'Inflatioun unzepassen.

Wann een natierlech iwwer d'Kompetitivitéit schwätzt, Här President, an dat ass net erstaunlech, da muss ee vun der Ekonomie schwätzen, an da schwätzt ee jo iwwer méi Facteuren. Ech wëll deen, iwwert deen natierlech am meeschten ëmmer geschwat gëtt, eréischt um Schluss behandelen a fir d'Éischt zu deem kommen, vun deem mir der Iwwerzeegung sinn, datt e mindestens esou eng grouss Roll, wann net souguer méi eng grouss Roll spillt wéi dee leschten: Dat ass dee vun de modernen Infrastrukturen, déi ee brauch.

Ech mengen, et ass kloer, mir wëssen et, mir sinn en Héichlounland a mir wëllen dat jo och bleiwen. Doriwwer schéngt jo och en allgemenge Konsens ze sinn. Duerfir ass et dann evident, datt een eiser Meenung no d'Prioritéit bei der Ausgabesäit an der Zukunft op d'Verbesserung vun deenen Infrastrukturen muss leeën, bei deene mer am Moment Defiziter hunn. Dat heescht natierlech och, datt een do soll rasonabel virgoen, datt een an Zukunft natierlech d'Käschten-Notzen-Rechnung muss maachen. An ech hoffen duerfir, datt, wa mer déi dann an Zukunft maachen, se zum Beispill am Stroossebau dann och an Zukunft gemaach gëtt, wa mer dann nei Projete sollen diskutieren. An der Vergaangenheet war dat bis elo net de Fall.

Wann ech kucken, wat elo um Dësch läit vun neie Projeten, da stellen ech alt erm eng Kéier fest – a mir wäerten nach d'Geleeeënheete kréien heiriwwer ze diskutieren –, datt dat och bei deenen neie Projeten nach net wäert de Fall sinn. Mir sinn awer der Iwwerzeegung, datt bei öffentlichen Investitiionsausgaben eng ganz Rei Beräicher zentral sinn an datt do muss eng absolut Prioritéit leie bei der Ausgabesäit an deenen nächste Joren, well dat déi Aspekter sinn, déi, wann et ëm d'Kompetitivitéit geet, am ausschlaggebendste fir eis an deenen nächste Jore wäerte sinn.

Da kommen ech zum zweete Volet, nämlech deem, deen awer am meeschten diskutiert gëtt. Do wëll ech awer och direkt vun Ufank u soen, datt ech der Iwwerzeegung sinn, oder meng Fraktioun der Meenung ass, datt, wann een iw-



wert d'Kompetitivitéit schwätzt an iwwer Léin schwätzt, de soziale Fridden och en Argument ass fir d'Kompetitivitéit ze garantéieren. Wa mer an engem Land géinge lie we wéi zum Beispill Frankräich, wou mer Streiken am laufenden Band hunn, ech weess net, ob, wa mer zu Lëtzebuerg an där Situation wieren, dat onbedéngt dozou géng bäidroen, datt den Investitiounsklima sech géng terribel verbesseren hei zu Lëtzebuerg.

Wa mer dann diskutéieren iwwert dee leidegen Index an iwwert déi Leier, déi een effektiv vu Patronatssäit ëmmer erëm virgespilt kritt, da solle mer dach wann ech gelift awer emol eng Kéier seriö dee Verglach och do maachen an déi Debatt vum Index och op där Säit entkrampfen doduerjer, datt mer ophalen ze mengen, d'Lounopassung un den Index wier elo nu wierklech dat gréissten Hindernis zu Lëtzebuerg, fir datt nach öffentlech Investissementer hei kënne getätegt ginn.

Duerfir ass et fir eis kloer, den Indexsystem an d'Lounopassung un den Index ass en Instrument wat sech hei zu Lëtzebuerg als gutt erweisen huet an als solches net a Fro gestallt dierf ginn an och bestoe bleiwe muss. Allerdéngs muss ee sech awer Froen driwwer kënne stellen. An do deele mer dat, wat vun der Regierung opgeworf ginn ass: Och wann een de Mechanismus als richtig féint, da muss ee sech awer nach eng Kéier d'Fro stellen, ob de Mechanismus als solches, esou wéi en haut fonctionnéiert, där Zilsetzung nach entsprécht, déi e gesat kritt huet wéi en agefouert ginn ass.

Dann ass natierlech emol fir d'éischt eng Kéier eng Äntwert ze ginn op déi Fro, wat dann eigentlech d'Zilsetzung war vun deem Mechanismus vun de Lounopassungen un den Index. Fir eis ass et op alle Fall kloer, wann een eng Definition doriwwer wéilt maachen, datt dann d'Definition folgendermoosse misst ausgesinn: Mir hunn eng ganz Rei Grondbedierfnesser an der Gesellschaft, wou et verdammte Flicht ass vum Stat duerfir ze suergen, datt all Mënsch an dëser Gesellschaft, egal wou en op der sozialer Skala steet, e Recht huet un déi Grondbedierfnesser ze kommen an déi ze befriddegen. An dat heescht am Kloertext, datt et esou muss sinn, datt ee sech all déi Produkter a Services, déi zu de Grondbedierfnesser gehéieren, muss kënne leeschten. Dat heescht am Kloertext, datt et net esou dierf sinn, datt d'Kafkraaft vun de Leit esou ënner d'Rieder geréit duerch zum Beispill inflationär Tendenzen, datt ganz Deeler vun eiser Gesellschaft sech d'Grondbedierfnesser net méi kënne leeschten.

Elo muss ee sech natierlech d'Fro stellen, ob am 21. Jorhonnert d'Grondbedierfnesser nach ëmmer déi nämlechte si wéi am 20. Jorhonnert. Et gétt sécherlech eng Rei Aspekter, déi absolut mënschlech Aspekter sinn, wou dat evident ass, datt een dat ka mat Jo beäntwerten. Wann een do denkt un les sen, Drénken, Erhuelen, Wunnen, Kultur an esou weider, dann ass et evident, datt dat nach ëmmer elementar Grondbedierfnesser si vun de Mënschen esou wéi am 20. Jorhonnert.

Et muss een awer allerdéngs och do soen, datt d'Ausgestaltung vun deene Grondbedierfnesser sech verännert huet, an datt een och eleng dowéinst muss kënne doriwwer diskutéieren. Wann een haut iwwert den Index-Wuerekuerf diskutéiert, muss ee sech jo awer emol kënne ukucken, ob dat an alle Fäll nach Sënn mécht fir déi Kategorie fir déi en haaptsächlech do ass, oder ob een net muss doriwwer diskutéieren.

Deen zweete Punkt ass, datt mer natierlech haut och eng ganz aner Lounstruktur hu wéi an de 60er oder an de 70er Joren. Et huet sech jo awer eppes gedoen të-

schent 1960 an 2005 an der Lounstruktur zu Lëtzebuerg. An do ass et fir eis och kloer, am Intérêt vun alle Betraffenen, virun allem vun deenen, déi et hei am meeschte brauchen, datt ee muss kënne diskutéieren iwwer esou Saache wéi maximal Indexranchen.

Eent ass awer fir eis kloer, Här President: Et gétt eng ganz Rei Saachen, déi ziele fir eis net zu de Grondbedierfnesser vun der Mënschheet.

Tubak an Alkohol bezeeche mir als Gréng net als e Grondbedierfnes vun der Mënschheet. Et ass jiddferengem säi Recht, esou vill ze fëmmen wéi e wëllt an esou vill ze drénke wéi e wëllt. Mä ech mengen net, datt ee kéint definéieren, datt dat e Grondbedierfnes ass vun der Mënschheet. An duerfir ass et och fir eis kloer, datt et muss méiglech sinn, iwwer esou Produkter ze diskutéieren wann et ëm den Index geet.

An, Här President, mir si bereet, konstruktiv bei där doter Reform matzediskutéieren, allerdéngs ënner enger Bedingung: D'Ziler mussen vun Ufank u genau definéiert sinn. D'Zil dierf net si fir de System ofzeschaffen oder deen esou auszuehelen, datt e keng Wierkung méi huet. Dat ass fir eis kloer. Wann dat Zil festgeschriwwen ass a kloer definéiert ass, si mir bereet, op deen dote Wee matzuegoen fir iwwert déi dote Saachen ze diskutéieren.

Fënnefte Punkt, Här President: d'Energiepolitik. Mir sinn als Gréng der Meenung: Wa mer d'Energiefro net am 21. Jorhonnert geléist kréien, da brauche mer iwwer ganz vill Saachen net méi ze diskutéieren. Mir sinn der Iwwerzeugung, datt entre-temps d'Energiefro ganz zentral ginn ass. Wann d'Äntwert op déi Fro do net kënnt, da brauche mer iwwer Wirtschaftspolitik an iwwer Sozialpolitik net méi ze schwätzen, well da wäert et ganz schwéier ginn där iwwerhaupt nach ze maachen.

An ech wëll dat un zwee Beispiller beschreiwen:

Dat éischt ass – dat gétt och scho bal langweilig, datt mer als Gréng dat nach hei beschreiwen – den Zesummenhang vun Ëmwelt a Klima, am Kontext vun der Energiepolitik. Mir hunn elo ganz rezent erëm nei Etüde virgeluecht kritt, déi eis Klimaverännerungen an haaptsächlech d'Envergung, d'Vitesse an d'Dramatik nach eng Kéier däitlech virun Ae gefouert hunn. Si hu festgehalten, datt d'Problematik schonn entre-temps vill méi dramatesch ass wéi et eis léif ass.

Dat sinn Etüden, déi net opgestallt gi vu Büroen, déi deene Gréngen elo besonnesch no stinn, mä dat si wëssenschaftlech Etüdebüroen, déi aus deene verschidde Beräicher kommen. An duerfir ass et och relativ kloer, datt d'Reduktion vun den CO<sub>2</sub>-Emissionen een iwwerliewenswichtig Zil ass fir d'Mënschheet engersäits, mä awer och een iwwerliewenswichtig Zil ass fir all Wirtschaftsstanduert anerersäits.

Wa mer et net fäerdeg bréngen, ewechzekomme vun de fossile Brennstoffe bei der Energieerzeugung, dann ass et relativ kloer, da lande mer schnurstracks an der Katastroph an an der Sakgaass. An awer muss mer leider haut feststellen, datt mer zu Lëtzebuerg an deene leschte 25 Joer eng staark Navigation à vue och an deem Beräich gemaach hunn. Mir hunn de Problem, obschonn deen eis bewosst war – an ech wëll soen, obscho souguer eenzel Ëmweltministere couragéiert dorun erugaange sinn –, awer nach verdrängt a mir hu gemengt mer kéinten eis deelweis awer erëm an d'Täsch léie wann et doréms gaangen ass, virun allem konkret Mesuren ze ergräfen an deem Zesummenhang.

Et stellt sech souguer haut eraus – dat si mer net méi spéit wéi an deene leschten Deeg gewuer ginn –, datt mer bei eiem statistesche Material, wat mer benotzt hu fir eis

CO<sub>2</sub>-Tonnen, déi mer bei dem Allocationsprotokoll zegutt haten, ze berechnen, relativ miserabel a schlampeg virgaange sinn. Well laut deenen neisten Donnéeën, déi mer elo hunn, si mer dovun ausgegangen, datt mer laut dem Allocationsplang 10 Milliounen Tonnen CO<sub>2</sub> pro Joer émetéiere kéinten; et sinn der awer en fait nëmmer 9. Dat heescht am Kloertext, duerch dee Fait, datt mer eis op net prezisist Material hei zu Lëtzebuerg baséiert hunn, wäert eis Rechnung, déi mer musse bezuelen, nach een décke Krack méi deier gi wéi mer geduecht haten.

Mä firwat si mer an deem Dilemma? Mä mir sinn an deem Dilemma well mer eis Hausaufgaben net gemaach hunn. Den Ëmweltminister huet elo kierzlech op der Ökofoire missen erklären, d'Probabilitéit, datt mer d'Zilsetzung bis 2012 net wäerten erreechen, wier héich. Dann huet dat domadder ze dinn, datt mer d'Hausaufgaben net gemaach hunn.

Mir hu se virun allem an engem Beräich net gemaach, dat ass am Verkéiersberäich. Wann hei virdu geschwat ginn ass – ech mengen et war den Här Wolter, deen et opgeworf huet, – vun dem Industrieberäich an deem heiten Zesummenhang, do muss ee soen, et ass net den Industrieberäich, deen de Moment eise Problem ass, et ass de Verkéiersberäich, deen eis de Problem schaaft. A mir hunn do, wéi gesot, d'Hausaufgaben net gemaach.

Mir hunn et weder fäerdeg bruecht, iwwert deen ominéisen Tanktourismus seriö ze diskutéieren, nach hu mer deen néidege politesche Courage gehat, oder loosse mer soen, mir hunn aus alle méigleche Calculen eraus wictheg Projeten, déi eis am Verkéiersberäich hätte kënne weiderbréngen, op d'laang Bänk geschoben. Dat ass en immense Constat d'échec, dee mer haut mussen zéien.

Da kënnt nach dobäi, datt mer och nach eng ganz Rei öffentlech Ausgaben, haaptsächlech am soziale Beräich, gemaach hunn. Dëst a gewësser Ofhängegkeet vun de Recetté vum Tanktourismus, wat et eis net méi einfach wäert maachen an deenen nächste Joren doriwwer ze diskutéieren.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis Gréng ass de Constat un Klimapolitik, deen haut do um Dësch läit, eigentlech eng Failliteerklärung vun der Ëmweltpolitik hei zu Lëtzebuerg vun deene leschte 25 Joer.

#### (Interruption)

An, Här President, wann een iwwert d'Energiepolitik schwätzt, da muss een natierlech och haut den Zesummenhang gesinn, dee sech entre-temps evidenterweis ergëtt, nämlech tëschent Energiepolitik engersäits a Wirtschaftspolitik anerersäits. Wa mer haut iwwert de Präis vun Pétrol oder iwwert de Präis vum Uelech stöhnen, a wa mer gesinn, datt déi klengste Kris op der Welt kann dozou bäidroen, datt de Wuesstem weltwäit a Fro gestallt gétt, da muss mer eis jo bewosst sinn, datt dat och Grénn huet.

Mir waren an deene leschten 30 Joer net fäeg, ëmzedenken an eis ze befreie vun där Ofhängegkeet vun de fossile Brennstoffe engersäits, mä virun allem vun Pétrol anerersäits. Dat obschonn, wéi gesot, an deene leschten 20 Joer genuch gesot a geschriwwen ginn ass, datt dat doten op eis géing zoukommen.

Mir mussen eis jo och bewosst sinn: Mir si bei där Ofhängegkeet a bei deene Risiken, déi dat entre-temps fir d'Ekonomie mat sech bréngt, eréischt um Ufank. Well de Moment si mer jo nach net an en-

gem Stadium vu Pétrolknappheet. Mir sinn a folgender Situation: Duerch déi Pays-émergenté wéi China oder Indien zum Beispill ass natierlech am Moment d'Demande wesentlech méi grouss gi wéi d'Offer. Duerfir spillt dat natierlech schonn deementspriedend op de Präis. Dobäi kënnt natierlech deen übleche Phenomeen enger kapitalistescher Ekonomie, deen dann natierlech mécht, datt ewéi geckeg spekuléiert gétt. Dat mécht de Präis och net méi bëlle.

Mä, stellt lech emol vir: Wa mer nach 20, 30, 40 Joer waarden, ier mer hei ee Changement erbäifeieren, an och nach an d'Situation kommen, datt wierklech d'Offer vu Pétrol op der Äerd ufänkt knapp ze ginn, wat dat fir een Zeenario gétt! Ech brauch lech jo sécherlech net méi ze beschreiwen. Eleng déi Krisen, déi mer de Moment hunn, hunn eis däitlech virun Ae gefouert wat fir eng Risike mer do insgesamt gesellschaftspolitesch an och virun allem wirtschaftspolitesch lafen.

Duerfir, déi Verknäppung tëschent Ekonomie an Ekologie: Wa se eng Kéier huet misse bewise ginn, dann huet se sech an deene leschte Wochen eleng op der Energiefro bewisen. Et gétt duerfir héich Zäit, datt mer dat erkennen an datt mer erauskommen aus der Ofhängegkeet vum Uelech insbesondere, mä vun de fossile Brennstoffe am Allgemengen. Sou datt mer natierlech op dee Wee ginn.

Et ass richtig, wann hei gesot gétt – an dat huet och nach ni ee vun eis dementéiert –, datt een net kann duerch honnerttausende Solarzellen op den Diecher vun de Leit mengen, et géng een eleng domadder de Problem vun der Energiefro léisen. Et ass eng Mëschung vu ganz ville Saachen, déi mécht, datt een de Problem do geléist kritt an aus der Ofhängegkeet erauskënnt. Dat geet u bei der Energieeffizienz insgesamt, sougutt am produktive Beräich, an der Industrie, am Beräich vu Logement oder anere Beräicher an der Gesellschaft wéi awer och an den Techniken, déi mer mussen erfanen, fir datt mer méi energieeffizient kënne funktionéieren, bis hin zu den alternativen Energien.

Wann ech dat soen, da muss ech natierlech och dobäifügen, datt een et och hei, esou schwierig wéi et och ass, kann an deem Sënn positiv gesinn, well sech erëm eng Kéier enorm wirtschaftlech Potenzial hannendru verstoppen. Wann ech am Ufank gesot hunn, datt deen heite Secteur deen ass, dee mat Sécherheet wäert am meeschten Aarbechtsplazen an deenen nächsten 30, 40 Joer schaffen, dann ass dat ebe wéinst deem Zeenario, deen ech hei elo beschriwwen hunn. Duerfir sinn ech frou, datt de Premierminister gëschter hei gesot huet, datt misst Schluss sinn domadder, datt alternativ Energië belächelt ginn.

Ech sinn och duerfir frou, datt dat emol endlech aus dem Mond vun engem Regierungsvertreieder komm ass, well ech wëll awer drun erënnere, datt mer d'lescht Joer hei bei de Budgetsdebatten nach e Budgetsberichterstatter haten, nämlech den Här Mosar, deen e Rapport geschriwwen huet, dee sech gewäsch hat wat d'Lächerlech-Maachen ubelaangt vun den alternativen Energien. Duerfir ass et gutt, datt de Premierminister hei selwer emol eng Kéier d'Heft an d'Hand hält a seet was Sache ist an deem dote Beräich. Mir hoffen dann och, wa mer dann an de Budgetsdebatten dëst Joer Diskussionswäerte kréien, datt dat dann anescht diskutéiert gétt wéi d'lescht Joer.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - De Verkéiersberäich, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir freeën eis do natierlech iwwer eng Rei Ukënnungen. Ech wëll vläicht just ee Saz soen wou Findel an och eng Fro stellen.

Et ass eis net esou richtig kloer wat dat heescht, d'Logistik um Findele ausbauen. Mir hoffen, datt mer do nach e bësse Präzisiounen kréien an Zukunft, mä ech muss awer soen, Här President, mir sollen och oppassen, datt, wa mer iwwert de Flugverkéier schwätzen, mer eis bewosst sinn, datt mer do eng Nisch entre-temps besetzen, déi och a Problemer wäert gero den, haaptsächlech am Gidderverkéier, an deenen nächste Joren.

Ech kann lech soen, wa mer emol eng Kéier wäerten diskutéieren, och am Kader vu Kyoto an den CO<sub>2</sub>-Emissionen, iwwert de Kerosin – an dat wäert sécherlech kommen an deenen nächste Joren –, da muss mer oppassen, datt mer eis net hei och a falsch Illusiounen beginn an ze vill op esou Saache setzen. Mä bon, ech wëll emol gär fir d'éischt Präzisiounen hu vum Transportminister wat dat dote wäert bedeiten.

De Verkéiersberäich, Här President, do wëll ech soen, datt mir eis doriwwer freeën, datt d'Regierung der Meenung ass, datt den öffentlichen Transport misst massiv ausgebaut ginn, datt dës Regierung bereet ass, d'Investitiounen massiv an deem Beräich weiderzedriewen, datt se wëllt an deem Kontext och en Tram an d'Stad bauen.

Als Bedeelegte vun enger eventueller neier Koalition an der Stad muss ech soe fret et mech natierlech besonnesch, datt d'Regierung elo schonn ukënnegt, datt se bereet ass ze hëllefen eng Léisung ze fanne fir de Stadkär. Et ass natierlech besonnesch wictheg, datt de Premierminister dat hei betount huet, well mir wësse jo alleguerten, datt d'Stad Lëtzebuerg dat net wäert kënne finanzéieren, an ech wëll soen, datt, egal wat fir eng Variant mir wäerte fanne fir de Stadkär, dovunner keng wäert bëlle ginn. Duerfir si mer natierlech frou, datt mer hei eng Bekräftegung kritt hu vum Premierminister fir do positiv drun erunzuegoen a konstruktiv do eng Léisung ze sichen.

Här President, ech wëll just nach ofschléissend heizou soen, datt mer natierlech och eppes besonnesch begrëissen – an ech stellen och do fest, datt d'Regierung ëmmer méi intensiv eis Pabeiere liest: Mir haten am Januar dëst Joer eng Pressekonferenz, wou mer eng Rei Propose gemaach hunn iwwert d'Reform vun der Autossteuer, a gëschter ass eppes hei ugekënnegt ginn, wat eis natierlech besonnesch erfreet, dat ass, datt mer d'Autossteuer endlech reforméiere wäerten an datt emol déi belount ginn, déi ëmweltbewosst Autoe kafen, an déi net belount ginn, déi net ëmweltbewosst Autoe kafen.

Wéi gesot, mir sinn erfreet driwwer, datt eis Texter ëmmer méi Gehéier fanne bei der Regierung. An och do kann ech ukënnegen: Wann déi Reform sollt ugepaakt ginn, da wäerte mir selbstverständlech do konstruktiv matschaffen, fir datt mer do eppes beweegt kréien.

De sechste Punkt, Här President, den IVL. Et ass scho gesot gi vir drun, mir brauchen e Lëtzebuerg vun de kuerze Weeër, an och déi Gréng deelen d'Meenung – dat wäert sécherlech net iwwerraschen –, datt d'Bedeitung vun der Landesplanung muss eescht geholl ginn, an datt et natierlech muss esou sinn, datt an Zukunft kee sech méi kann och do hannert engem Bam verstoppen, datt, wa mer Lëtzebuerg wëlle weiderentwéckelen, an zwar esou, datt et awer nach vivabel soll bleiwen, datt mer nach iwwerhaupt Akzeptanz fanne bei de Leit fir verschidde Saachen ze entwéckelen, da muss mer d'Landesplanung eescht huelen.

Ech mengen, datt mer hei an deem Parlament awer och emol mussen iwwer eppes diskutéieren – an ech si frou, datt den Innenminister dohanne sëtzt –, well ech héieren de Moment nëmmer iwwerall, datt mer jo anscheinend an d'Richtung solle goe vum Einwoh-



nerzeenario beim IVL; Dir wésst, et ware méi Zeenarie beim IVL entwéckelt ginn. Et ass allerding esou, ech weess net wou mer dat décidéiert hunn, well mir hunn eis jo nach ni richtig driwwer ënnerhalen, wat mer da wierklech wëllen.

Ech mengen, et wär awer emol un der Zäit, Här Innenminister, datt mer och an dësem Parlament dann emol eng Kéier eng Debatt géinge féieren iwwert déi Studie do an dann emol hei an enger Motioun festhalen, wouhin mer goe wëllen, well ech wëll net erliewen, datt mer elo an eng Richtung ginn...

**Une voix.** - Här Bausch!

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - ...an dann a sechs oder aacht Méint op eemol déi eng Partei seet: Ah neen, domadder ware mir nimools d'accord. Déi aner seet: Mir hätten am léifsten dat gehat. An dann um Schluss mer néierens eng Beschlossfassung fanne, wou da jidderee konnt Faarf bekenne firwat hien eigentlech steet. Duerfir hoffen ech, datt mer hei relativ séier eng Debatt kréien an datt mer dann an enger Motioun emol eng Kéier festhalen, allegueren hei zesammen, wou da jidderee muss soe wat hie wëllt a wat fir een Zeenario mir eigentlech wäerten ustriewen.

De siwente Punkt, Här President, d'Beschäftigungspolitik. Mir begrëssen natierlech och, datt d'Regierung nei Weeër wäert goen, och Weeër, déi mir an deene leschte Joren net midd gi sinn hei opzeziel, haaptsächlech nei Weeër am Beräich nei Aarbechtszäitmodeller. Mir mengen, datt effektiv net nëmmen nei Potenzial fir d'Beschäftigungspolitik doranner leien, mä datt och déi nei Familljemodeller, déi nei Situatioun an der Famill do nei Besoine geschafen hunn, déi maachen, datt mer müssen iwwer nei Aarbechtszäitmodeller schwätzen.

Mir mengen och, eleng wa mer där d'Fraenerwerbquot zu Lëtzebuerg erhéijen – an dat ass jo en Zil och bei Lissabon hei zu Lëtzebuerg, mir stinn nach ëmmer net besonnesch gutt do –, datt mer eleng och dowéinst müssen iwwer nei Aarbechtszäitmodeller diskutieren.

Mir sinn och frou, datt mer hei d'Impressioun hunn, datt d'Regierung sech bei der Reform vum Aarbechtsrecht éischer no Skandinavien orientéiert wéi nom angelsächsische Modell, well alles dat wat hei gëschter opgezielt ginn ass schéngt jo éischer an déi Richtung ze goen. Dat erfreet eis, dat begrësse mer, well mir sinn nämlech der Meinung, datt effektiv de skandinavische Modell net nëmme méi sozial ass wéi den angelsächsische Modell, mä datt en och besser Resultater opzeweisen huet bei der Bekämpfung vum Chômage wéi den angelsächsische Modell.

Duerfir, wéi gesot, mir kucken natierlech elo gär den Detail, wat dobái wäert erauskommen. Mir hu jo e Gesetzesprojet ugekënnegt kritt. Mir kucken eis deen un an da wäerte mir op alle Fall konstruktiv kritesch dorunner matschaffen.

Nach e leschte Saz hei, deen d'Beschäftigungsinitiative betrëfft. Och hei menge mer, datt Handlungsbedarf besteet. Et gétt eiser Meinung no an der Gesellschaft eng ganz Rei Beräicher, wou de klassische Marché net interesséiert ass déi iwwerhaapt ze besetzen.

Ech wëll nëmmen een eraushuelen. Mir sinn, wéi gesot, haut an enger Gesellschaft, déi ëmmer méi al gétt, datt heescht wou eng eeler Bevölkerung ass, déi ëmmer méi laang och vun hirer Pensioun ka profitieren. Do entstinn eng Hällevull vu Services de proximité zum Beispill. Dat si Servicer wou de Marché am Moment glatt net drun interesséiert ass, a wou mir der Meinung sinn, datt zum Beispill Beschäftigungsinitiativen interessant Nische kéinte besetzen, fir do

Besoinen ze erfëllen, déi an der Gesellschaft bestinn, an domadder natierlech och ze hëlfelefen um Aarbechtsmarché e positive Bäitrag ze leeschten.

Den achte Punkt, Här President, de Logement. Do kann ee jo nëmme soen: endlech! Well wéi mer déi lescht Mesuren hei decidéiert hunn, Dir kënnt lech erënneren, mä Kolleeg Camille Gira huet hei eng Ried gehalen a gesot, mir géingen zwar déi Mesuren alleguer matstëmmen, mä mir wäeren der fester Iwwerzeugung, datt, wa mer net de Volet vun der Spekulation géingen ugoen, mer dann de Problem vun der Pénurie beim Logement net géingen an de Grëff kréien.

Ech hunn datt mat relativem Elan am Gemengewahlkampf an der Stad ëmmer als Beispill geholl, wéi ech gelies hunn an enger Zäitschrëft, datt eng Etüd erauskomm ass an deene leschte Wochen, wou erausfonnt ginn ass, datt zum Beispill de Präis vun den Terrainen an der Stad Lëtzebuerg entre-temps iwwert dem Präis ass vun den Terrainen an der „City“ zu London. Dunn hunn ech da gesot: Okay, mir hunn zu Lëtzebuerg sécherlech e Mëssverhältnis tëschent der Offer an der Demande, mä et ass awer och kloer, datt dat Mëssverhältnis net esou ass, datt mer entre-temps Präisser hu beim Bauland, déi méi héich si wéi déi an der „City“ vu London. An et ass och duerfir relativ kloer, datt d'Spekulation do e wesentlechen Aspekt ass, an et ass och dee Genre vu Spekulation vun deem hei gëschter geschwat ginn ass, deen usteet.

Et geet net drëms Leit elo ze bestrofen, déi en Terrain hunn, wéi de Premier gëschter hei gesot huet, dee se hale fir hir Kanner, oder soss Saachen. Et geet hei wierklech ëm déi Leit, déi bewosst, geziilt a massiv Spekulation bedriewen. An ech muss awer soen, wa mer iwwert déi Mesure diskutieren, wann déi soll agencéiert ginn, déi mer jo viru kuerzem agefouert hunn, datt ee steierlech Virdeeler huet am Moment wann een Terrainë verkeeft, do hu mir deemools gesot: Wa mer net da fir e Virverkafrecht fir d'öffentlech Hand surgen, da spille mer de Promoteuren an d'Gräpp.

Mir sinn der Iwwerzeugung, datt, wann een haut de Bilan zitt, dat awer passéiert ass, datt wahrscheinlech zu engem grouse Mooss sécher éischer kleng Propriétaires hir Terrainen effektiv verkaaft hunn duerch dee steierleche Virdeel, deen do geschaf ginn ass, mä datt déi an engem gréisseren Mooss gréisser Promoteuren opkaaft hunn, déi elo nach méi am Besëtzi si vu grouse Quantitéite vu Bauland wéi virun.

Duerfir, wa mer dann elo déi Reform ugin, da muss mer och dat bedenken, an ech mengen, et ass jo och hei betount ginn, datt soll gekuckt ginn, ob d'öffentlech Hand net e Virverkafrecht kritt an deem dote Beräich. Mir mengen, datt dat e wesentlechen, eigentlech de sprangende Punkt och ass, wa mer wëllen ee Meter weiderkommen, niewent awer enger ganz Rei aner, muss ech soen, déi den Här Wolter de Moien hei ugeschwat huet, déi mer och richtig fannen.

Néngte Punkt, Här President, a leschten ass d'sozial Sécherheet. Et ass absolut noutwendeg, datt mer iwwert d'Finanzéierung vun der sozialer Sécherheet insgesamt diskutieren. Mir müssen nei Weeër sichen. Et geet hei och kloer net drëms, oder dierf kloer net drëms goen, fir einfach mam décken Hummer an de Sozialstat ze schloen. Dat steet net un. Dat ass och net dat, wat de Problem ass, mä et gétt e Problem bei der Finanzéierung, deen eng Rei Urssaachen huet, a mir müssen nei Weeër sichen. Zum Beispill un éischer Stell bei der Finanzéierung ass solches mengen ech, datt mer niewent der loungebonnener Komponent bei

der Finanzéierung vun der Sécurité sociale och eng aner mussen fannen.

Et muss ee sech vläicht awer eng ganz Rei Modeller ukucken am Ausland, déi et scho gétt – Stéchwuert Biergerversécherung. Ech wëll elo net soen, datt een déi onbedéngt soll uwenden, mä ech mengen, et soll ee sech dat a Rou alles ukucken an dann iwwerleëen, wéi ee Wee een do geet. Mir wäerten eis op alle Fall och do eis eege Gedanke maachen an eis Proposen zum richtigen Zäitpunkt maachen.

En zweete Punkt, Här President, dat ass de Käschtepunkt als solches beispillsweis beim Krankewiesen, beim Gesondheetswiesen. An do muss ech awer soe fannen ech dee Wee, deen d'Regierung wëllt goen, zum Deel e geféierleche Wee.

Mir hunn am Moment eng Solidar-gemeinschaft an der Krankeeeserve-sécherung. A mir müssen oppassen, datt déi Solidargemeinschaft bestoe bleift, déi Solidargemeinschaft och tëschent deene klengen an deenen „décken“, also deene grouse Verdénger. An och wann et vläicht gutt kléngt, wann een elo seet, wa mer iwwer Eegebedelegung schwätzen: Kënne mer an Zukunft dann net an d'Richtung goen, fir ze soen, datt ab engem gewëssene Revenu déi Leit méi Eegebedelegung mussen bréngen?

Da muss ee soen, sécherlech deet dat deenen net wéi a sécherlech kënne déi dat gutt verkaaften. Mä mir müssen awer oppassen, well dat ee geféierleche Réckschlag ka ginn, well wa mer ëmmer méi an déi dote Richtung ginn, da gétt den Drock natierlech vun enger ganzer Rei Kategorien an eiser Gesellschaft ëmmer méi staark fir drop hinzuschaffen, fir ze soen: Am léifste géinge mir den öffentleche System ganz ofschaffen.

**(Interruption)**

Ech hunn net gesot, et wier bis elo geschitt, Här Di Bartolomeo. Ech wëll just hei drop hiweisen, op Basis vun där Propos, déi gëschter hei formuliert ginn ass, wat d'Risiko sinn, jee nodeem a wat fir eng Richtung ee sech beweegt. Och wann déi Propos vläicht a priori plausibel kléngt an och gutt kléngt, weisen ech drop hin, datt sech aner Geforen hannendru verstoppen, déi geféierlech sinn.

Gëschter ass hei déi Propos gemaach gi vun enger méi grousser Eegeparticipatioun bei de Leeschtungen vu Leit, déi méi héich Revenuën hunn. An dofir wëll ech nach eng Kéier hei betounen, datt mir soen, datt ee muss oppassen, datt dat net dozou féiert, datt mer ëmmer méi erauskommen oder ëmmer méi Leit och op eemol Interesse hu fir ze soen: „Wat läit eis um öffentleche System? Mir hu souwiso genuch Moyenë fir eis privat ofzesécheren. Donc hu mer dann och Intérêt Drock op d'Politik ze maachen, fir datt mer do guer näischt méi brauchen ze bezuelen.“

Da soen ech lech, da komme mer an eng Situatioun, da gétt d'Finanzschwierigkeit sécherlech op der Einnahmesäit vill méi grouss. An dofir menge mir och, datt et natierlech Aspueerpotenzialer gétt am System an datt een och virun allem bei deene soll usetzen an net an deem anere Beräich.

Deen éischen ass natierlech dee Beräich vun der Preventioun. Bon, ech wëll deen elo net méi haut am Detail opzielen. Ech mengen, dat maache mer bei enger anerer Geleeënheet nach. Mä et ass e wichtigen, a mir sinn der Meinung, wann een deen eescht hält, datt do Nieweneffekter Aspueerpotenzialer wäerte sinn.

Da kënnt esou en Aspekt wéi de Mëssbrauch vu Medikamenter; sécherlech ee wichtigen. Et kënnt den Aspekt vun den Infrastrukturen, déi mer hei am Land hunn, vun dem rationellen Émgank mat eisen öffentleche Gesondheitsinfrastrukturen. Mir müssen eiser Meinung no an deenen nächste Joren ebe vill méi oppassen, datt et ophéiert, datt d'Spideeler duerch de Fait, datt se iwwerall alles maachen, eng Logik uwenden, déi dra besteet, datt een no Rentabilitéit fonctionnéiert a jiddereen dann natierlech alles gemaach kritt, well dat dozou gehéiert, fir datt d'Spidol herno zum Beispill rentabel fonctionnéiert.

Mir sinn de Moment an enger Situatioun, datt mer e gudder Gesondheets-service an eiser Gesellschaft hunn. Mä et ass gewëssenermoossen e Self-service ginn, an zwar een, wou kee méi an der Keess sézt. Ech mengen dofir ass den Enjeu fir erm ze kucken, datt dee Self-service, dee mer do hunn, eigentlech ofgesat gétt, respektiv datt erm een an d'Keess gesat gétt, deen awer erkläert, datt een net méi egal wat ka maachen. Dat heescht, d'Prioritéit muss si bei der Bekämpfung vum Mëssbrauch am System an net bei der Verschlechterung vun de Leeschtungen.

**Une voix.** - Très bien!

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - An, Här President, bei de Rente muss ee soen, och wann et de Moment positiv bei de Keessen ausgesäit, datt dat och awer en Trugschluss ass, well mir eis och do de Problemer bewosst mussen sinn. Och do wëll ech net erm eng Kéier déi ganz Situatioun am leschten Detail duerleëen: éischtens d'Kippe vun der Alterspyramid, mä zweetens awer och eis künstlech Situatioun mat de Recetten, déi mer hunn duerch déi vill Aarbechtsplazen, déi mer geschafen hunn, an déi vill Frontalieren, déi mer erabruucht hunn, fir déi mer eng Kéier müssen erm Leeschtungen zrëckbezuelen. Ech wëll déi elo net erm eng Kéier hei am Detail analysieren. Herno kréie mer nach genuch Geleeënheet dat ze maachen. Dat heescht, mir müssen dat alles erm eng Kéier diskutieren.

Dann heescht dat natierlech net, datt een och do an d'Richtung soll goen, fir den öffentleche Rentesystem ze ënnerhiechen. Mä et muss een eng Rei Saachen diskutieren a maachen an Zukunft, fir datt mer och där nächster Generation nach en öffentleche System erhalen, dee vu Qualitéit ass, esou wéi mer en haut kennen.

An dann ofschléissend e Saz zu der Mammerent, Här President. Eis Positioun bleift kloer: Mir si strikt dergéint, datt d'Mammerent finanziert gétt iwwert d'Pensiounskeessen. Wat mir zu der Mammerent mengen, dat hu mer oft genuch hei gesot, an eis Léisungsvirschléi sinn och bekannt an där Hisiicht. Mir kommen och dorobber nach eng Kéier zrëck, wann et esou wäit ass.

Här President, ech wëll ofschléissen andeem ech am Numm vun eiser Fraktioun hei soen, datt mer effektiv zu Lëtzebuerg op enger Kräizung de Moment stinn, wou mer eis müssen d'Fro stellen, wat fir ee Wee mer an deenen nächste Jore wäerten aschloen, an datt all Partei an dësem Land gefuerdert wäert sinn an deenen nächste Jore fir ze soen, wat fir ee Wee si wëllt aschloen, an datt kee sech méi kann derlaanscht stiel, kloer Aussoen ze maachen. Mir freeën eis op déi Debatt. Mir sinn der Meinung, datt se spannend gétt. Mir sinn der Meinung, datt se interessant gétt.

Ech soen lech Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Här Bausch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Deklaratioun, déi den Här Statsminister gëschter hei gemaach huet, ass sécherlech net nëmmen dobaussen am Land, mä och a virun allem hei an der Chamber vun deenen eenzelne Fraktiounen mat Spannung erwaart ginn.

Et ass eng Deklaratioun, déi zwee Deeg no de Gemengerotswahle komm ass, an et ass eng Deklaratioun, vun där am Fong virun de Chamberswahlen d'Oppositionsparteie gesot hunn, datt duerch si no de Chamberswahlen, an dann no de Chamberswahlen no de Gemengerotswahlen am Fong eréischt iwwert d'Finanzsituatioun vum Land richtig Liicht erabruecht géif ginn, an datt zu deem Zäitpunkt eventuell och e sozialen Aufbau ze fäerte wier.

D'CSV huet virun de Chamberswahlen bei der Opposition eng gewësse Katastrophestëmmung monéiert a vu bëllege Populismus an esou geschwat, an huet de Leit d'CSV als de séchere Wee virgefuert. Mir wëssen, datt de Statsminister sech net gären esou géif virféiere loosse, datt hien elo géif zwee Deeg no de Wahlen heihinner kommen an eng Deklaratioun maachen, déi wierklech der Opposition an där doter Ausrichtung géif komplett Recht ginn. Mir hunn net gegleef, datt hie géif direkt heihinner kommen an d'Kaz aus dem Sak loosse. Mir hunn dofir gëschter opmierksam nogelauschert an dach awer eng ganz Rei vun Aussoe relevéiert, déi hei gemaach si ginn, déi et a sech hunn a leider dat confirmieren, wat grouss Dealer vun der Opposition virun de Chamberswahle gesot hunn.

Ech zitieren kuerz eng Ausso vum Här Statsminister: „Mir spieren a mir wëssen – och wa mer dat heiansdo guer net wësse wëllen –, dass mer och hei am Land un Ännerungen an u Verännerungen net laanschtkommen.“ Jidderee weess, datt et an engem Land permanent muss Ännerungen, Verännerunge ginn, mä d'Fro, déi sech stellt, ass: Wat fir eng Verännerungen, a virun allem wien treffen dës Verännerungen?

Ier ech, Här President, méi op deen nationalpolitesche Volet aginn, wëll ech kuerz e Wuert verléieren iwwert d'Europäesch Union, well den Här Statsminister dat och gëschter hei a senger Aleeding gemaach huet. Den Här Statsminister huet gesot, datt nom Referendum vum 10. Juli d'Europadiskussioun net därer um Enn sinn. Däers ware mer eis heibanne virum 10. Juli parteiwwergräifend eens, datt déi Diskussioun misst permanent weidergoen. An de Statsminister huet gesot: „A mir wëllen dëst Thema, nämlech d'Aart a Weis wéi d'Europäesch Union sech entwéckelt a wéi mir Lëtzeburger Plaz op där europäescher Orbit fannen, konsequent weiderbehandelen.“

Et ass hei vun alle Fraktiounen ëmmer gesot ginn, mir müssen d'Diskussioun mam Bierger méi intensiv féieren iwwert d'europäesch Politik. Mir mussen méi mat de Leit schwätzen; mir müssen och méi op de Leit hir Suergen héieren. Mä et huet een awer esou d'Impressioun, datt, wann déi Aussoe gemaach gi fir méi mat de Bierger ze schwätzen, eng ganz Rei vu Politiker domadder mengen, datt si dem Bierger misste méi hir Meinung octroyieren an net esou dem Bierger hir Meinung iwwerhuelen.

Dat ass eng Saach, déi elo hei d'Leit kloer bewise kritt hunn an der Fro vun der Türkei, wou mir wëssen, datt d'Suerge vu ville Leit, déi beim Referendum mat Nee gestëmmt hunn, och mat engem Bäitritt vun der Türkei ze gesi sinn. Duerfir hunn déi Leit och geduecht, datt, wa gesot gétt et misst méi Dialog gefouert ginn, och een Dialog gefouert géif ginn, datt d'Suerge vun de Leit och géife gehéiert ginn an datt elo net einfach géif den 3. Oktober iwwer Bäitrittsverhandlungen decidéiert ginn.



Et ännert och näischt un der Saach, dass den Här Statsminister am Virfeld vun deenen Diskussiounen gesot huet, dass hien iwwerzeegt wier, dass d'Türkei ni géif Haapt- oder definitive Member vun der Europäescher Unioun ginn. Dass ass eng Ausso, déi dozou déngt...

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Ass dat dat eenzeg Thema, wat Dir nach...

**(Interruptions)**

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här Gira, Dir hutt einfach keng Loscht ze waarden. Mir hu jo awer eng Stonn Zäit elo, gedélegt lech. Mir hunn och nach aner Themaen. Dir misst jo awer och wëssen, Här Gira,...

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Ech hu geduecht mir géingen hei iwwer Lëtzebuerg schwätzen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mir schwätzen hei iwwer d'Deklaratioun vum Här Statsminister vu gëschter, an den Här Statsminister huet hei gëschter iwwer d'Europäesch Unioun geschwat, a wann ech mech net iren dann huet virun enger gudder Stonn Äre Fraktiounskolleeg, de Kolleeg Bausch, och mat der europäescher Politik ugefaangen. Dir hutt also deem schlecht nogelauschert. Doriwwer eraus, Här Gira, wësst Dir jo awer, dass mir eis vu kengem, a scho guer net vun lech, virschreiw loosse, wat mir hei soe missten.

**(Interruption)**

Jo, an ech hunn lech eng Äntwert ginn, dass mer...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

**M. le Président.** - Da loosst elo den Här Gibéryen schwätzen!

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo. Merci, Här President. Déi Ausso vum Här Statsminister kënne mir net esou akzeptéieren. Déi ass am Fong nëmme fir Zäit ze gewannen, well esou wéi mir haut soen, mir misse mat der Türkei Verhandlungen ufänken, well mir hinnen dat schonn iwwer 20, 30 Joer versprach hunn, esou wäert och an zéng, 15 Joer, wann déi Verhandlungen ofgeschloss sinn an déi Kritären, déi haut gesat gi sinn, erfëllt sinn, da gesot ginn: Ma mir hu jo mat hinnen ugefaangen ze diskutéieren, mir hunn déi Verhandlungen ofgeschloss an da misse mir si och elo erahuelen.

Mir fannen, dass een net hätt sollen dohinner goen. Mat der Türkei hätt ee sollen eng privilegiéiert Partnerschaft maachen, a mir wäerten och alles ustengen, dass, wann et eng Kéier sollt esou wäit kommen, mir da wäerten hei am Land ee Referendum iwwer déi dote Fro kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dem Här Gira eng Freed ze maache kommen ech dann op déi méi national politesch Situatioun.

**Plusieurs voix.** - Ah!

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - D'Finanzsituatioun vum Stat, do wëll ech och mat engem Zitat vum Här Statsminister ufänken. Fir eng laang Ried kuerz ze maachen, huet hie gëschter gesot: „Mir hunn d'lescht Joer Defizit gemaach, mir maachen es méi d'ëscht Joer, mir maachen es nach méi d'nächst Joer.“ Hien huet och hei gesot, dass d'Europäesch Kommissioun, den Eurogroup, Lëtzebuerg e béise Fanger gemaach huet iwwer d'Stabilitétskritären 2005/2006 an déi Joren duerno.

Hien huet gesot: „Op der Ausgabesäit quitscht et partiell zolidd.“ Den Zentralstat hätt 2004 op der Ausgabesäit e Plus vun 10,8% an op der Recettësäit ee vun 8%; 2005 op der Ausgabesäit e Plus vun 10,6% an op der Recettësäit e Plus vu 5,3%. An da seet hien: „Da gesitt Der wat lass ass. Elo stellt

lech emol d'Joer 2006 vir.“ An da gétt gesot, dass et iwwerraschend wier, dass d'TVA géif zrëckgoen op der Recettësäit, an et gétt gesot, dass huet net eleng mat Remboursementer ze dinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn emol gëschter Owend nach eng Kéier séier d'Budgetsdebatte vum leschte Joer a vu virzoert nogelies, do war d'TVA ee vun den Haaptsujetten. Et ass deemools hei kloer gesot ginn – an et ass och an der Finanzkommissioun gesot ginn –, dass mer misse wëssen, dass déi TVA an deenen nächste Jore wäert zrëckgoen, well ebe vun där Verwaltung engersäits d'Avancementer gehéicht gi sinn. Mir hunn och d'Retarde relativ opgeschafft, mir hu se no erugezunn, a mir haten och relativ héich Remboursementer ze maachen, déi zu engem gewëssenen Deel zrëckbezuelt gi sinn. Bei der Kombinatioun vun deenen dräi war gewosst, dass dann eben déi Joren duerno manner TVA géif erakommen. Duerfir ass dat keng Iwwerraschung, et ass eng logesch Konsequenz vun där Situatioun wéi mer se virun zwee Joer an d'lescht Joer hei virfonnt hunn.

Et ass och proposéiert gi fir d'Finanzéierung vun den Investissementsausgaben, d'Infrastrukturen iwwer öffentlech-privat Kooperatioun ze maachen. Mir hunn hei als ADR och schonn an der Vergaangenheet ëmmer dorop higewisen, dass mir eng Rei vun Investitiounen iwwer d'Garantiegesetz gemaach hunn. D'Garantiegesetz bedeit, dass déi Remboursementer, déi mir un d'Garantiegesetz rembourséieren misse, wat fir eis eng Schold ass, awer laut de Maastrichter Kritären net d'ärfen als eng Schold ugesi ginn. Dat heiten ass elo e Wee, wou mir wahrscheinlech iwwer privat Investitiounen Remboursementer wëlle bezuelen iwwer eng länger Zäit, déi mir dann och als Location, Vente oder Loyer betruechten an net als eng Statschold.

Et muss een ëmmer wëssen, egal wéi een et dréit, et kann een da vläicht soen, mir hunn net vill Statschold, well mer se ebe laut de Maastrichter Kritären net esou ugerechert kréien, mä et ass en Engagement wéi eng Schold, wat de Stat och iwwer déi nächst Jorzéngte muss rembourséieren.

Et ass och gesot ginn, et géif keng Steiererhéijung gemaach ginn. Dass ass richtig, wann een dat seet, mä dann d'ärf een net gläichzäiteg awer soen, dass een d'Steiertabell net un d'Inflatioun upasst. Wann ee mengt als Regierung d'Vollek, d'Leit am Land géifen eng Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun verkraaften, da soll een dat soen, mä da soll een net an engem Otemzuch gläichzäiteg soen et géif ee keng Steiererhéijung maachen, well och dat ass eng Steiererhéijung. A mir hunn dat elo schonn e puer Joer hannerenee gemaach, dass mir d'Steiertabell net un d'Inflatioun upassen, an domadder automatesch dann awer eng Steiererhéijung maachen, ouni dass deen eenzelne Bierger et esou direkt mierkt.

Ech wëll an deem Zesummenhang drun erënneren, Här President, dass, wéi mer hei déi Steierreform gemaach hunn, mir 2001 als ADR dorop higewisen hunn, dass mer duerch déi Steierreform jo substanzuell Entlaaschtungen gemaach hunn, souwuel fir d'Betriber wéi fir d'physesch Persounen, mä dass awer eng ganz Rei vu Leit, deenen hir Revenuë méi bescheide sinn, méttel a kleng Revenuen, déi keng Steieren duerfir bezuelt hunn an duerfir och keng Steierlichterunge kruten, also vun der Steierreform net konnte profitéieren.

Mir sinn deemools higaangen a mir hu proposéiert fir eben eng Negativsteier anzeféieren, de Crédit d'impôt, wou mer soen, virun allem an der Optik vu Steiergerechtheet, dass de Stat jiddferengem gläich soll hëllef, well de Stat hei

am Fong Leit, déi vill verdéngen, vill Steiere bezuelen, iwwer Abatte-menter eng Ennerstézung gétt, mä deene Leit mat bescheidenem Revenu keng Ennerstézung gétt.

Et ass net richtig, dass de Stat engem Frais de déplacement hëllef bezuelen, deen an enger héijer Lounkategorie ass, an op där anerer Säit een, deen an enger klenger Lounkategorie ass, dee kritt vum Stat bäi. An alleguerten déi Abatte-menter, déi mer hunn, bréngen also all deene Leit mat bescheidenem Revenu näischt; an de Stat hëllef Leit mat héijem Akommes do Dépensen ze maachen, Investitiounen ze maachen, wou de Stat dru partizipéiert. Duerfir hu mir eben déi Negativsteier proposéiert, de Crédit d'impôt, fir dass jiddferree fir déiselwech Saach datselwech vum Stat kritt. Deen, deen da Steiere bezilt, kritt dat vun de Steieren ofgerechert, an deen, dee keng Steiere bezilt, misst dat ausbezuelt kréien.

Mir hunn och deemools drop higewisen a mir ginn elo lues a lues zu där Tendenz hin, wa mir dat kombinéiere mat de Gemengen, wann d'Finanze bei de Gemengen net méi esou stëmmen an d'Gemenge ginn hin, si hiewen dann hir Taxen an hir Steieren an de Gemengen, da kann ee wuel soen, een, deen op der Steierreform relativ interessant Zommen agespuert huet, dee kéint dann och eng Erhéijung vun Taxen an esou verkraaften. Mä déi Leit, déi och näischt bei de Steiere matkritt hunn, misse awer och déi Taxen a Steiererhéijunge vun der Gemeng bezuelen. A wann een dat da global gesäit, da fänkt déi Steierpolitik u sozial ongerecht ze ginn. Duerfir mengen ech misst een a priori u Steiergerechtheet denken, wann ee sech un d'Steiere mécht.

Et ass och gesot ginn, dass d'Kannergeld an deenen nächste Joren net géif erhéicht ginn. Ech wëll just drun erënneren, fir de sozialistesche Kolleegen hir Mémoire e bësselchen opzefrëschen, dass an hirem Wahlprogramm stoung, d'Kannergeld géif em 75 Euro pro Kand a pro Mount erhéicht ginn, wa si géifen an d'Regierung kommen. Mir héieren also elo haut, dass mir och deen Deel vun hirem Wahlprogramm scho kënne sträichen an aus deem Informationsblatt erausrappe kënne. Ech halen op, well ech fäerte ganz wann ech fäerdeg sinn, da bleiwen nach just d'Deckelen.

**(Hilarité)**

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir ginn elo net méi an den Detail a vun der Finanzpolitik. Mir fänken elo gläich mat de Budgetsdebatten un, an da wäerte mer déi Situatioun do méi am Detail an e puer Wochen hei diskutéieren.

Eng aner Fro, déi hei opgeworf ginn ass, war gëschter den Index. De Statsminister seet, d'Regierung hält un der Indexéierung vu Léin a Gehälter fest, an „mä mir verspären eis net enger Diskussioun iwwer eng limitéiert Indexneiausrüchtung“. Et ass geschwat ginn hei iwwer d'Zesummesetzung vum Wue-rekuerf; Pétrolsproduktur misse drastoe bleiwen – ech hoffen, dass se integral drastoe bleiwen –, an Alkohol an Tubak misse net am Wue-rekuerf stoen.

Dat ass eng Iwwerleeung, déi mir deelen. Mäi Kolleeg Jean Colom-berra huet de 16. Oktober 2003 hei an der Chamber eng Motioun erageerecht, fir dass ee soll den Alkohol an den Tubak aus dem Wue-rekuerf eraushuelen. Déi Motioun ass deemools mat de Stëmme vun de Gréngen an eis mat Jo gestëmmt ginn.

**(Interruption)**

D'LSAP hat sech enthalen an d'Regierungsparteien CSV an DP hu géint déi Iddi gestëmmt. Mir sinn

also frou, dass elo knapp zwee Joer méi spéit och do en Emdenke komm ass, a wéi schonn esou oft gutt Iddien, déi aus der Oppositioun kommen, dann iergendwéi an zwee, dräi Joer als d'Iddi vun der Regierung erëmkommen. Mä domadder kënne mer liewen; d'Haaptsaach ass, déi Iddi setze sech duerch. Wéi gesot kënne mir eis domadder véerstanen erklären.

Wichtig ass awer, Här President, dass, wa mer esou eppes am Wue-rekuerf änneren, dann net op eemol, wéi d'Spréchuert seet, den Appetit iwwer dem lesse kéint, an dass d'Regierung da mengt, si kéint méi an dee Wue-rekuerf änneren goen an dann eng regelrecht Indexmanipulatioun virhuelen. Da spille mer net méi mat! Mä wéi gesot, dass dote kann eiser Meinung no roueg aus dem Indexwue-rekuerf erausgeholl ginn.

Et ass och geschwat gi vun enger maximaler Indextranche. Doriwwer kann een diskutéieren. Et muss een natierlech iwwer d'Héicht diskutéieren. An do wäert wahrscheinlech de Sträitpunkt kommen, well d'Vergaangenheet ebe weist, dass jiddferreen déi Héicht wahrscheinlech do gesäit, wou seng Revenuë sinn. D'Diskussioun vun der Héicht, a mir wëssen och, dass am Volleksmond dobaussen...

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Wann een dat géif maachen, da géif et net vill bréngen.

**(Hilarité)**

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Gellift?

**(Hilarité)**

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Wann een dat géif maachen, da géif et net vill bréngen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hat et verstanen, Här Statsminister, mä ech hu gemengt, et wier esou wichtig, dass et zweemol misst gesot ginn.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, jo, ech ka mat manner Indexupassung liewen, an Dir iwwregens och.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mir zwee och, mir zwee sinn eis doranner eens.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Majo. Dann hu mer emol schonn den Niveau no uewe stoen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech géif mengen, Här Statsminister, heibanne kéint jiddferreen eppes verkraaften.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Très bien!

**(Interruptions)**

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Volleksmond gétt ëmmer, wann iwwer den Index geschwat gétt, gesot, d'Pond Botter gétt fir deen een esou vill méi déier wéi fir deen aneren. Dass ass wuel richtig. An duerfir geet déi leideg Diskussioun vun der maximaler Indextranche oder vun enger eenheetlecher Indextranche ëmmer erëm op en Neits un, wa mer den Index hunn. An alleguer déi, ob et Politiker oder Gewerkschaftler sinn, déi dann an d'Diskussioun erakommen, mierken, dass et awer vill méi einfach ass, doriwwer ze diskutéieren wéi et an d'Praxis ëmzesetzen.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - A gi mat an d'Türkei.

**(Hilarité)**

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dass ass fir lech vläicht net esou komplizéiert wéi fir eis, mä mir hunn duerfir awer eng Positioun.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Voilà!

**(Interruptions)**

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - D'Gehälterskala leeft nämlech de Risiko, dass, wa mer dat laangfristeg géife maachen, se sech géif zesummenzéien. An do läit eben de Problem: Bréng mer et da fäerdeg, dass iwwer Lounverhandlungen oder esou zum Ausgläich ze bréngen? Awer an deem Fall dann huet d'maximaler Indextranche erëm ënnert dem Stréch kee Wäert gehat. Mir misse also oppassen, dass mer net higinn an e System entwéckelen, wou mer d'Gehälterhierarchie steieren, well da schafe mer eis aner Problemer.

Et kann een och d'Fro emol stellen, wien dann haut hei am Land den Index kritt. Wann een dat esou kuckt, da gesäit een, dass awer bal jiddferree vum Index profitéiert. D'Salarië kréien en alleguerten, souwuel am private wéi am öffentleche Secteur. Mir hu virun engem Joer oder virun der Sommervakanz d'Gesetz gestëmmt, duerch dat och den Dokter hir Honorairen, oder alleguer deenen hir Honorairen, déi vun der Krankekeess Honorairë kréien, un den Index gebonne gi sinn. D'Fräiberuffer, d'Commerçant kënne et zum Deel récupéréieren iwwer de Präis. Déi pensionéiert Baueren, well déi eng Pensioun kréien, kréien en och. D'Architekten an d'Ingenieursbüroen, déi fir den öffentleche Secteur schaffen, wann do d'Gehältermass an d'Luucht geet, ginn och hir Honorairen an d'Luucht, si kréien et also och.

Esou dass, wann een de Krees zoomécht, bal jiddferreen den Index kritt huet. Ech géif soen, mat Ausnahm vun de Baueren, déi aktiv schaffen, déi keen Index kréien, an deenen hir Präisser op där anerer Säit awer fix Präisser sinn, déi normalerweis gebonne sinn. Dofir soen ech, wann een also an enger gewëssener nationaler Solidaritéit seet, ma jiddferree kritt jo den Index a jiddferree kann dovunner profitéieren, dann d'ärf een awer net vergiessen, dass et awer och nach Kategorië gétt, déi en net kréien, an déi misse eben iwwer aner Weeër en Ausgläich kréien. An da muss een och wëssen...

**(Interruption)**

Ech hu gesot, déi kënne et wéinstens zum Deel, Här Clement, iwwer d'Präisadaptatiounen erëm erahuelen.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, wa mer iwwer eng maximaler Indextranche schwätzen, wem dat eppes soll bréngen. Wa mer se elo ulees bei zwee-, dräimol dem soziale Mindestloun, da bréngt dat souwisou dem ganze Mëtzelstand, dem Handwierk, dem Commerce näischt. Da bréngt et am Fong geholl nëmme deene Betriber eppes, déi Beschäftegter hunn, déi dodriwwer verdéngen. Ech weess net, wat fir enge Secteuren am Privatsektor et eppes bréngt, dem Bankesektor an esou virun, an dann dem Stat, deen och Leit huet, déi dodriwwer verdéngen – da bréngt et am Fong deenen eppes. Mä et bréngt dem Mëtzelstand an deene Kategorien näischt, déi Leit oder gréisstendeels Leit zu niddrege Léin beschäftigt hunn.

Et sief, dass ee géif higoen an et géif ee soen, ma mir maachen et um Mindestloun. Mä ech mengen do gi mer eis doudsicher ni eens, dass een et kann esou niddreg usetzen, da géif et just deenen am Commerce och nach näischt bréngen.

Et ass also eng Problematik, déi sech liicht annonciéiert, mä wou d'Léisung an d'Äntwert ganz komplizéiert sinn. Méi richtig wier et, wa mer et géife fäerdeg bréngen, als Regierung an alleguer, d'Inflatioun ze bremsen, da géif d'Diskussioun em den Index sech net stellen. Dass wier déi allerbeschte Léisung.



En anere Punkt, Här President, dat ass de Chômage, oder d'Vollbeschäftigung, déi mer wëlle maachen. Wa mer d'Entwécklung vum Chômage hei am Land kucken, dann hate mer 2001 7.102 Leit, dat waren 3,6%, dat ware souwuel déi Leit, déi Demandeurs d'emploi ware wéi déi, déi a Beschäftigungsmoosnamen waren.

Firwat huelen ech 2001 als Ausgangspositioun? Ma, well deemools den Här Statsminister bei der Lag vun der Natioun gesot huet, de Chômage wäert weider falen. Mir hunn awer festgestallt, dat en net weider gefall ass, mä datt de Chômage weider geklommen ass. A gelungenerweis huet den Här Statsminister sechs Woche virun de leschte Chamberswahlen, nämlech de 27. Abrëll, erëm eng Kéier gesot, feststoe géif awer elo schonn, et géif besser um Aarbechtsmaart goen, an d'Aarbechtslosegkeet wier am Februar op 2,2% gaangen, am Mäerz géif se nach eng Kéier zrëckgoen, an dat géif och esou weidergoen. Dat heescht virun de Wahlen ass se erëm eng Kéier gefall, an no de Wahlen ass de Chômage awer weider geklommen. A mir waren elo am August 2005 bei 12.732 Leit, dat sinn 9.532, déi ageschriwwen sinn als Demandeurs d'emploi, an 3.200, déi a Beschäftigungsmoosname sinn.

Dat heescht de Chômage ass weider geklommen, konträr zu deem, wat den Här Statsminister zweemol, 2001 an 2004, hei bei der Lag vun der Natioun deklaréiert huet, nämlech datt de Chômage géif zrëckgoen.

Mir sinn awer frou, wann hien hei seet: „Deenen, déi der Zerstückelung an dem Zerschloe vun eiser aarbechtsrechtlicher Uerdnung, vun eisem Kënnegungsschutz an anere Schutzinstrumenter aarbechtsrechtlicher Natur d'Wuert rieden, wëlle mer soen: Mir maachen déi Moud net mat, déi an eenzelne vun eisen Nopeschlänner virerzéiert gëtt.“

Mä et gëtt dann awer direkt hannendru relativéiert, wann hien da seet: „Deenen, déi d'Opfaassung hunn, et géif duergoen d'Aarbechtslosenentschiedegung allgemeng no ënnen ze corrigéieren, d'Indemnité de chômage erfrozesetzen, soe mer, dass mer hei keng radikal Kierzung vorschloen, well déi meeschte Leit, déi keng Aarbecht hunn, éierlech beméit sinn, eng Aarbecht ze sichen.“ E seet: „Mir huele keng radikal Aarbechtslosenentschiedegung vir.“ – Keng radikal, dat heescht also, et gëtt eng virgeholl, mä et gëtt keng radikal virgeholl. Ech mengen, et ass déi Nuance, déi am Text läit. Et kann een also net virdru soen: „Mir wëllen deene soen, dat maache mer net mat“ an ee Saz hannendru seet een awer: „Mir maachen eng Kierzung.“

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Mir hu jo awer gesot, wat fir eng.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Jo, Här Statsminister, Är Ried gëschter war awer ëmmer esou opgebaut, datt fir d'éischt alles a Botter war, an dann hannendrun, schéin agepaakt, ass et dann awer esou, datt jiddferen, deen opgepasst huet an et gelies huet, awer verstanen huet, datt et net esou absolut war, wéi et an där éischer Ausso gesot ginn ass. Hei och, wéi gesot, sot Dir fir d'éischt deenen: „Dat maache mer net mat“, an da sot Dir hannendrun: „Mir huele keng radikal Kierzung vun der Aarbechtslosenentschiedegung vir.“

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Déi aner Länner hunn dat gemaach.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Gelift?

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**

Déi aner Länner ronderëm eis hunn dat gemaach, eng radikal Kierzung.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Mir schwätzen hei net vun deenen anere Länner, mir schwätzen hei vun deem, wat Dir gëschter gesot hutt. Dir sot fir d'éischt, et gëtt keng Kierzung gemaach, an ee Saz hannendru sot Dir, et gëtt keng radikal Kierzung.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – An da soen ech, wat fir eng Kierzungen datt mer maachen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – An da soen ech, also gëtt eng Kierzung gemaach.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Dat hunn ech och gesot, an et ass gutt, datt Dir dat widerholl hutt.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Dann hätt Dir den éische Saz net brauchen ze soen.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Soss hätt Dir e gesot.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Neen, neen.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Ah dach! Ech kennen lech.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Ech hu mech nach ni...

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Här Gibéryen, Dir kennt mech an ech kennen lech.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Ech hu mech nach ni zu Ärem Spracher gemaach, Här Juncker.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Dat hätt och nach gefeelt! Et héiert een, dass ech mech och nach ni zu Ärem Denker gemaach hunn.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Duerfir muss mer ons mat der Fro beschäftegen, ob déi relativ héich Indemniséierung vun den temporäre Beschäftigungsverhältnisse net no ënnen muss revidéiert ginn. Dat ass d'Erklärung zu deem Saz gewiescht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Chômageproblem hei zu Lëtzebuerg...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

...kann een net direkt mam Chômageproblem an deenen anere Länner vergläichen. D'Zuelen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, sinn net identesch mat deenen an anere Länner. Mir sinn ee Land wat all Joer zousätzlech Nettoaarbechtsplaz schaaft. An deem leschte Joer, vun dem 1. Semester d'lescht Joer op d'end Joer, hu mer bal 8.000 Nettoaarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg nei geschaaft. Déi sinn alerdéngs zu 80% vun de Frontaliere besat ginn. Där waren 1988 24.500 hei am Land, 2004 110.000 an ausganks d'end Joer iwwer 115.000. Mir mussen also wëssen, datt net de Problem ass Aarbechtsplaz schaffen, mä de Problem ass fir déi Leit, déi hei am Land eng Aarbecht sichen, op déi Aarbechtsplazen ze kréien. Dat ass eise prioritäre Problem.

Do gëtt et zwou Moosnamen – fir se op déi haaptsächlechste ze regrépéieren: Dat sinn déi, déi méi laangfristeg wierken an déi, déi méi kuerzfristeg wierken. Laangfristeg ass oni Zweifel den Enseignement. Mäi Kolleeg Roby Mehlen wäert herno nach méi am Detail dorobber goen. Dee muss op den Aarbechtsmaart ausgerichtet ginn. Mä mir mussen wëssen, datt dat keng kuerzfristeg Reaktioun wäert bei der Aarbechtsplazbeschafung sinn. Dobäi kommen d'Formation continue an d'Fuerschung. Dat sinn déi dräi

Haaptpillieren, mä déi, wéi gesot, keng kuerzfristeg Léisung wäerte bréngen.

Kuerzfristeg muss mer eis d'Fro stellen: Wéi ass dat dann, datt mer déi Leit, déi mer hei hunn, net an den Aarbechtsmaart integréiert kréien? Mir mussen och wëssen, datt eis Industriegesellschaft hei am Land sech an de leschten 20 Joer fundamental entwéckelt huet an anescht ginn ass. Mir hunn an de 50er, de 60er, de 70er Joer zum Beispill eng Stolindustrie gehat, déi iwwer 30.000 Leit beschäftegt huet an déi an hire Reie 15.000 bis 20.000 Leit beschäftegt huet, déi keng oder eng kleng Qualifikatioun haten. Mä déi Aarbechte gëtt et haut net méi. Duerfir hu mer och do méi e groussen Drang vu Leit mat manner oder kenger Qualifikatioun, déi eng Aarbecht sichen.

Et dierf ee sech net der Illusioun hinnen – an do deelen ech d'Gedanke vum François Bausch –, datt mir hei nach eng Kéier grouss Industriebetriber, virun allem lounintensiv Industriebetriber, kréien. Där wäerte mir keng méi hei a Lëtzebuerg kréien. Mir kréie se nach vläicht an Europa. Soss gi se sech an aner Äerddeeler niddleloossen, wou d'Lounkäschten absolut nidreg sinn. Domadder muss mer eis offannen.

Duerfir muss mer kucke wat mer mat deene Leit maachen, déi mer soss awer an deenen Industriebetriber ënnerkritt hunn. An duerfir soe mir, d'Regierung a mir alleguer zesumme missten zwee Appele maachen: een un d'Patronat, awer och een un d'Salarat. E Patronat, wat och muss eng national Solidaritéit, eng national Verflichtung agoen. Si profitéieren jo och vun de Standuerter, déi Lëtzebuerg huet.

A wa mer soen, datt mer esou vill nei Aarbechtsplazen hei am Land geschaaft hunn – all déi Joren, an och d'end Joer –, a wa mer gesinn, datt d'Nidderloosung hei a Lëtzebuerg wäit iwwert der europäescher Moyenne läit, dann ass Lëtzebuerg jo awer nach ëmmer attraktiv fir d'Betriber. Da kann et net sinn, datt Betriber just d'Standuertvirdeeler hei fir sech unhuelen an awer wat d'Leitastellen ubelaangt mengen, se bräichten net onbedéngt op...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

...d'Résidenten hei zrëckzegräifen.

An duerfir soe mer: Och d'Betriber hunn déi Responsabilitéit fir ze kucken, fir déi Leit, déi hei um Arbeitsamt gemellt sinn, wann nëmme méiglech eranzehuelen. Well wa mer deene Leit eng Plaz ginn, dann huet de Stat manner Chômage a mer hunn dat Geld fir aner Politiken ze maachen. A wann déi Leit geséichert Revenuë kréien, kënnen se sech och perséinlech mat hirer Familiéi méi engagéieren an Investitiounen wéi Haiser an esou virun, wat och erëm eiser Ekonomie zegutt kënn.

De Salarat muss och ëmdenken. Do deelen ech d'Meenung, déi gëschter hei gesot ginn ass, well mer ebe Secteuren hunn, wou mir eis iwwer Jorzéngte lues a lues erausgezunn hunn, wou mir am Fong gemengt hunn, dat wiere Secteuren an déi mir am Prinzip net méi géife gehéieren oder bräichten dranzegoen. Mir mussen awer och an déi Secteuren. Ech denken do net nëmmer un d'Handwierk, mä ech denken och do un de Secteur vum Bau, wou mer erëm mussen eng Politik maachen, fir eis Leit ze bewegen, fir eben och an déi Secteure schaffen ze goen.

D'Interimsaarbechten, d'Beschäftigungsmoosnamen an d'Beschäftigungsinitiativen, menge mir, misst een och vläicht méi an engem gebündelt Gesetz era-

bréngen an net ze vill differenziert maachen, well een och d'Gefill huet, datt de klenge Betrib dobaussen haut duerch déi Rei vu Moosnamen net méi richteg do-duerchgesäit. Duerfir muss een oppassen.

D'Betriber, do si mir och der Meenung, datt ee Leit, déi schwéier ze placéieren sinn, vläicht nach méi misst ënnerstëtzen, awer mat engem Engagement, datt déi Leit och herno mussen eng Aarbechtsplaz fannen. Dat kann dach net sinn, datt mir als Stat géifen de Betriber hëllefen, Leit ze bezuelen, a wann deenen hir Zäit ofleef, da mussen déi Leit erëm goen. Also och mat dem System, datt déi Leit och mussen fest Engagementer kréien.

Et héiert ee ganz vill an de Betriber vun der Konkurrenz, déi téschent dem Stat, de Gemengen an dem Privatsektor ass. Et ass schued, datt mer eben déi Situatioun hei am Land hunn, mä et ass awer eng Realitéit. Vill Betriber soen lech, datt se aus Prinzip keng Lëtzebuurger méi astellen, well vill vun deene just déi Aarbecht als eng Salle d'attente ugesinn, bis se beim Stat oder bei de Gemengen eng Plaz kréien an da fortginn.

Duerfir soen och vill Betriber: Mir sinn net onbedéngt bereet, a Leit, an eng Qualifikatioun ze investéieren, wa se eis herno dach awer fortlafen. Och do muss eng Regierung kucken, datt e gesonden Equiliber téschent öffentlech a privatem Sektor ass, fir datt och de Privatsektor kann déi Leit huelen an och eng gewësse Garantie huet, datt se och do bleiwen.

Et ass diskutéiert gi fir d'Fonction publique fir EU-Bierger opzemaachen. Dat ass eng Fro, déi ee spezifesch ka behandelen, mä ech wëll se an deem Kontext behandelen. Deem wat fir eng Kategorie mer beim Stat wëllen opmaache fir d'EU-Bierger bäizehuelen, da lafe mer de Risiko, datt d'Betriber och déi Leit, wa se Résident sinn, net méi astellen, well se da soen, da ginn déi och bei de Stat. Da gräifen déi nach méi op Frontalieren zrëck. Mir mussen also och do oppassen, datt mer net an eng Richtung ginn, déi eis herno nach méi Problemer mécht an der Situatioun öffentleche Sektor vis-à-vis vun de Beschäftigten am Privatsektor.

Wunnengsbau, Här President, do huet den Här Statsminister gëschter hei de Mea culpa gemaach wann e seet: „Ech muss éierlech zouginn, dass ech mat enger gewëssener Géne iwwert de Logement schwätzen. Zënter 1991 hunn ech als Stats- a Finanzminister alles gemaach fir d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir jiddferen hei am Land erschwinglech ze maachen. Ech si bei deem Versuch gescheitert. (...) Ech considéieren dat als e grouse perséinlechen Échec, dass ech an der Wunnengsfro versot hunn.“ Dat ass natierlech eng kloer Ausso. Mä et ass awer och eng einfach Ausso.

**(Interruption)**

Well wann an esou engem wichtigen Domän a Statsminister heihinner kënn an hie seet, datt hie vun 1991 un alles gemaach huet, a mir hunn dann dee Fiasko als Resultat, dee mer am Abléck am Wunnengsbau hei am Land hunn, da geet et och net duer, mengen ech, datt de Statsminister da seet, hie géif dat als e perséinleche groussen Échec unhuelen an dann och nach säi Wunnengsbauminister domat aschléisst.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Oho, oho!

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Här Juncker, dat Mannst wier gewiescht, fir wéinegstens no bausen ze weisen, datt et en Échec ass an datt Der et och éierlech mengt, Dir hätt zumindest de Wunnengsbauminister ausgewieselt.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Ma neen! Dat ass mäin!

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Dat wier de Minimum...

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Här Gibéryen, Dir maacht jo esou laang Politik wéi ech. Wat ass dann Äre gréisste perséinlechen Échec? Gitt och emol een esou zou. Fält lech näscht an?

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Ech ka mer keen esou grouse virstelle wéi deen heiten.

**(Interruptions diverses)**

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Dir hutt awer net vill Fantasie.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Dat heiten ass dee gréisste politeschen Échec, deen iwwerhaapt kann ee Politiker hunn!

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Jo, jo, jo.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Här Statsminister, hei zu Lëtzebuerg war et een Atout – an ech géif soen et war dee gréissten Atout, dee mer haten –, datt all Lëtzebuurger, ob et en Aarbechter war bei der erop bei den Direkter, sech hei an deem Land eng Wunneng fir seng Familiéi konnt bauen. Dat war déi gréisste Liewensqualität, déi et hei zu Lëtzebuerg ginn ass. An dat hu mer haut net méi.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Jo.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Obschonn Dir hei behaupt, Dir hätt vun 2001 un alles gemaach, fir datt dat sollt verhënnert ginn. Dir hutt net alles gemaach, soss wier et verhënnert ginn. Et ass d'Resultat vun Ärer Politik,...

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Jo.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – ...datt haut normal Bierger hei am Land sech keng Wunneng méi kënnen leeschten!

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Mat Ausnahm vu Fréiseng.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Oh, Här Statsminister, Dir waart scho besser.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Dir awer och!

**(Hilarité)**

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Ech huelen un, datt dat mam Hexeschoss ze dinn huet. Wie weess wéi dee sech auswierkt, well Dir waart scho besser.

**(Coups de cloche de la Présidence)**

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Et war méi e Schoss wéi e Rass.

**(Hilarité)**

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Dat do war e Schoss an d'Blant.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** – Et war e Schoss an d'Hex, Här Gibéryen.

**(Hilarité)**

**M. Gast Gibéryen (ADR).** – Här President, an dat wat ech hei soen, dat ass am Fong vun der CSV hirem Koalitionspartner och ganz daitlech gesot ginn, zwar elo net wéi se an der Regierung waren, mä ier se an der Regierung waren, well an hirem Wahlprogramm hat d'LSAP stoen: „Die CSV, die seit je-



her verantwortlich für den Wohnungsbau ist, hat die Entwicklung total verschlafen. Demnach muss es richtig heißen: CSV – de séchere Wee an eng liewenslänglech Verschuldung.“ Dat huet d'Sozialistesch Aarbechterpartei an hirem Wahlprogramm virun de Chamberswahlen geschriwwen.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Déi waren awer och schonn...

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, si haten déi grouss Plakater virun de Chamberswahlen opgehaangen „Mir paken et un“, an zënter datt si elo an der Regierung sinn huet et sech och fundamental geännert, well et geet elo net méi mat engem Liewen duer; wann een een Haus baut, da mussen et schonn e puer Generatiounen sinn, déi musse Gelder zesummebréngen, fir eben hei am Land sech nach kënnen en Haus ze leeschten.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Beschäftegt lech emol e bësse mat de Sozialisten, dat gefält mer gutt.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hunn lech gesot, Här President, datt et ee vun deene gréissten Atoute war, datt jiddereen hei am Land konnt seng Wunneng kréien.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Allez!

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et deet mer Leed, Här President, datt den Här Statsminister mengt hie misst déi Fro hei an d'Lächerlecht zéien, dat war d'lescht Joer schonn de Fall, mä et wier besser hie géif sech méi Gedanken driwwer maachen a kucken de Problem geléist ze kréien, well wann haut eng Koppel muss zu zwee schaffe goen a Schold ophuelen iwwer 40 Joer fir kënnen en Haus zréckzebezuelen, dann ass dat schummewäert fir d'Land!

A wa mer haut ëmmer méi Lëtzebuerger hunn, déi mussen an d'Grenzregiounen wunne goen, well se hei am Land sech keen Haus méi leeschte kënnen a selwer dann zu Frontaliere ginn, dann ass dat nach méi schummewäert fir d'Land, an da géif ech net als Statsminister dat an d'Lächerlecht zéien, mä da géif ech mech schummen, datt ech an esou engem Land zéng Joer, eelef Joer heihinner kommen a soen, ech hätt alles gemaach, fir datt dat net de Fall wier.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ma ech ka mech weinstens schummen, mä Dir kënt dat emol net! Dat ass d'Differenz tëschent eis zwee, Här Gibéryen. Ech ka mech schummen, wann ech eppes net fäerdeg bruecht hunn.

**(Interruption)**

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ma da schummt lech. Da schummt lech a laacht net driwwer!

**(Coups de cloche de la Présidence)**

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech laachen net driwwer, mä schummt Dir lech och emol heiansdo!

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, wann ech eng fléie loosse, da maachen ech et, mä hei hutt Dir eng fléie gelooss an Dir hutt de Beweis erbruecht, datt Dir net fäeg sidd...

**(Interruptions)**

Och wann d'Madame Jacobs lech elo hei wëllt vun der Sait hëllefen, dat déngt näischt.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ma duerfir gétt se bezuelt.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir hutt de Beweis erbruecht, datt Dir an zéng Joer de Problem net geléist krut, mä datt e vu Joer zu Joer méi krass ginn ass; dat ass eng Realitéit.

**(Interruption)**

An ech hunn lech hei vun eiser Sait aus schonn e puermol gesot wou d'Léisung vum Problem läit, well alles dat wat Dir gemaach hutt, dat ass nëmme Gepléischters, dat bréngt et net. De Problem ass ganz einfach ze léisen, mä da musst Dir de politesche Courage hunn – an ech hunn datt e puermol gesot an ech soen lech et nach eng Kéier -: De Baupräis, dat ass eng Affär vun der Offer a vun der Demande.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo.

**(Hilarité)**

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, jo, lauschtert no! A wann d'Offer net méi stëmmt, da geet de Präis an d'Luucht. An d'Offer gétt géieriert vun de Gemengen. Et sinn d'Gemengen, déi d'Bauland fräiginn an doriwwer decidéieren.

**(Brouhaha général)**

Dach, et sinn d'Gemengen, déi iwwert d'Perimeteren...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

**M. le Président.** - Da loosst elo emol den Här Gibéryen schwätzen!

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...bestëmmen, mä d'Gemenge bremsen...

**(Interruptions)**

**M. le Président.** - Gitt him emol eng Chance fir ze soe wat hie wëllt.

**Une voix.** - Et ass dach fir ze laachen.

**M. le Président.** - Loosst den Här Gibéryen emol seng Iddi ausformuléieren an da kënt Dir duerno protestéieren.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Dass si ëmmer esou nervös ginn! Ech verstinn dat net. Et ass jo awer eng fein Diskussioun dat Ganzt hei.

**(Interruption)**

Här President, de Statsminister huet gëschter mat Recht hei gesot, Här Gira, datt d'Gemengen och mussen d'Folgekäschte vun esou enger Wunnengsbaupolitik kënnen droen. A wann d'Gemengen net d'Garantie hunn, déi Folgekäschte kënnen ze droen, da bremsen se mam Bau vu Lotissementer an esou virun. An do läit de Problem.

Ech schwätzen elo net vun hei enger Bauplaz oder do enger Bauplaz, mä intensive Wunnengsbau an enger Gemeng, dat bedeit och, datt d'Infrastrukturen, d'Folgekäschten, vun der Crèche ugefaangen iwwert d'Structure d'accueil, d'Kantin, d'Schoulen, sportlech, kulturell, technesch, administrativ Infrastrukturen, alles Saachen – mir schwätze jo ëmmer vu Basisservicer –, déi all Bierger am Land, egal wou hie wunnt, wou hie lieft, muss kréien; a wat och richteg ass, mä da muss eng Gemeng och à même si fir déi ze maachen.

A wann d'Gemengen déi Moyenen net kréien, da bremsen d'Gemengen. A vill Gemenge kéinte méi intensiv Wunnengsbaupolitik bedriewen, wa si sécher wierden, datt si och d'Folgekäschte kéinten droen. A soulaang wéi d'Gemengen net déi finanziell Moyene kréien, a mir hunn an deene leschten zéng, 15...

**M. le Président.** - Här Gibéryen, erlaabt Dir eng Zwëscheftro vum Här Gira?

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, den Här Gira ka mir eng Zwëscheftro stellen.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, ech hu ganz einfach reagiert, well dat wat den Här Gibéryen erzielt ganz einfach net richteg ass.

Am IVL ass kloer bewise ginn, dass mer de Moment schonn an den aktuelle Perimeteren, genehmegt vun de Gemengen, Plaz hu fir 700.000 Leit. Also kënnen d'Gemenge guer net bremsen. Mä et sinn déi Propriétaires, déi déi Terrainen hu fir déi 700.000 Leit ënnerzebréngen, déi se net op de Marché bréngen. Wann ech als Gemeng nach 15 Hektar zu Biekerech am Perimeter leien hunn, déi mir net gehéieren, dann hunn ech jo guer keen Afloss, ob se op de Marché kommen oder net. Et ass einfach net richteg wat Dir erzielt.

Här Gibéryen, et si Leit, déi spékuléieren. Et si Leit, déi Terrainen zréckhalen, an doru läit et an net un de Gemengen!

**(Brouhaha général)**

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Datt et Leit ginn, déi spékuléieren, dat schéngt mir eng ganz normal Saach ze sinn, dat streit och keen of. Dat streit keen of, datt et Leit ginn, déi spékuléieren.

**(Interruption)**

A jiddereen, deen en Terrain huet, Här Braz, dat ass och e bësse mënschlech, versicht de Maximum vu Geld fir säin Terrain ze kréien. Dat ass eng ganz normal Saach. Et ass keen, deen higeet a seet: Ech kéint elo esou vill kréien, mä ech ginn den Terrain fir manner eraus.

**Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Ma wat ass dann dem Statsminister seng Schold?

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ma d'Schold ass déi, datt d'Gemengen – an ech sinn do net mam Här Gira d'accord –, well och eng Gemeng kann, och wann en Terrain am Perimeter läit, iwwer hir Reglementer an Oplagen de Wunnengsbau steieren. D'Gemeng kann dat steieren, ob et séier geet oder net séier geet, ob se wëllt oder net wëllt.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - A wéi dann?

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ma, dat gétt dach...

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Beim neie Baugesetz sinn dach Délaien anzehalen. Dir schwätzt einfach egal wat hei!

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir kënt eleng iwwert de Wee vun de Konditiounen, déi Dir setzt, et onméiglech maachen, datt gebaut gétt, oder Dir kënt d'Präisser esou deier maachen, datt se net realiséiert ginn. Dat kann eng Gemeng maachen, wa se wëllt. Duerfir, wéi gesot, d'Gemenge mussen à même gesat gi fir eben d'Folgekäschte kënnen ze erbréngen.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Esou, elo ass en duercherneen.

**Une voix.** - Elo ass et eriwwer. Dat war et.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Stat huet an deene leschten zéng, 20 Joer, an dat war engersäits gutt, kënnen, fir et an ale Frangen auszedrécken, 100 Milliarde Reserven uleeën. Op där anerer Sait hunn d'Gemengen zesummen an deenen 20 Joer hir Schold missen eropsetzen, esou datt haut d'Gemengen zesumme 25 Milliarden aler Frange Schold hunn. An do gesi mer, datt et en Déséquilibre gétt tëschent de staatleche Recetten, tëschent dem

Stat an de Gemengen, do ass eppes net méi richteg ausgeglach.

Och déi Léisungen, déi mir haten – an dat hu mir och deemools hei gesot wéi mir d'Enregistrementstaxen erfogesat hunn –, dat huet net méi Bauland fräiginn, mä dat huet just dozou gefouert, datt d'Präisser an d'Luucht gaange sinn. Wa kee Bauland fräi ass, da gétt einfach e Maximum u Präisser bezuelt. An d'Präisser sinn eng Zäit laang mat 2.000 bis 3.000 Euro de Mount a verschiddene Regiounen op den Ar hei am Land gewuess. Dat och grad an enger Zäit wéi mir d'Enregistrementstaxen erfogesat hunn.

Dat ass deene Leit am Endeffekt net zegutt komm, mä déi Suen huet de Promoteur oder deen, deen d'Terraine verkaaft huet, automatesch op de Präis dropgeschloen. An och wa mer elo vun der Grondsteuer schwätzen, wou mir domat averstan sinn, datt mer eng Spaltung vun de Grondsteiere maachen, fir datt d'Gemenge kënnen eventuell, wa se mengen et géif spékuléiert ginn oder et géif Land zréckgehalen ginn, eben op deenen Terrainen d'Grondsteuer erhéijen, d'äerfe mer eis nach net allze vill dovunner erwaarden.

Haut bezilt een enger duerchschnëttlecher Gemeng fir en Haus mat 10 Ar Land 50 Euro Grondsteuer d'Joer. A wa mer och nach higinn a mir verzéngfachen dat, da sinn et 500 Euro, déi een da muss bezuelen. Wa mer awer wëssen, datt ee fir een Ar Land 50.000 Euro a méi kritt an d'Progressioun am Ablack vill méi staark ass wéi déi Grondsteuer, souguer wa mer se géinge verzéngfachen, da muss ee wëssen, da soen d'Leit: Ma da bezuelen ech eben nach meng Grondsteuer, och wa se zéngmol méi héich ginn ass, awer ech halen den Terrain nach ëmmer, well e gétt am Joer vill méi wäert wéi eben d'Grondsteuer héich ass. Duerfir muss een also och wëssen, datt dat eng Méiglechkeet ass, mä ech géif soen et d'äerf ee sech och vun där doter Moosnam net allze vill erwaarden.

D'Virverkafsrecht fir d'Gemenge kann een akzeptéieren.

De Bail emphytéotique ass och eng Propositioun, déi mir ënnerstëtzen.

Här President, mir kënnen eis vläicht awer och eng Kéier parteiwwergräifend zesummesetzen. Et ass elo eng gutt Zäit, no de Wahlen, wou ee kéint a Rou schwätzen – et muss emol net an enger öffentlecher Sitzung sinn –, wou een am Fong sech eens gétt, wou hie mer wëllen an där doter Politik hei am Land histeieren, well mir musse wëssen, datt den Drock op de Wunnengsmaart net méi kleng gétt.

Et ass geschwat gi vu 15.000 Wunnengen an deenen nächste Joren, well mer wëssen, datt mer elo schonn an am leschte Joer erëm 8.000 netto Aarbechtsplaze geschaaft hunn. An et ass och normal, datt d'Leit versichen esou no wéi méiglech bei d'Aarbechtsplaze wunnen ze goen. Dann dierft deen Drock do net ofhuelen.

Et ass sécherlech keen heibannen, dee seet, mir musse de wirtschaftleche Wuesstum bremsen. Mä mir musse eis vläicht iwwer e puer prinzipiell Froen eens ginn, well mat där doter Politik, wéi mer se elo maachen, nämlech datt alles op e permanente Wuesstum opgebaut ass, léise mer de Problem am Fong net, mä mir rullen e virun eis ewech; e gétt ëmmer méi grouss a mir iwwerloossen en deene kommende Generatiounen.

Duerfir wär et vläicht net schlecht, wann ee sech parteiwwergräifend no de Wahlen och eng Kéier doriwwer géif austauschen. Obschonn ech och soen, datt et keng Patentléisung dofir gétt, mä et kéint een de Problem awer eventuell aus dem politesche Sträit eraushuelen a sech op wesentleche Punkten eens ginn.

D'Sozialpolitik, Här President, ass an dem Statsminister senger Deklaratioun op deenen zwou leschte Säite relativ konkret ginn, oder – wéi soll ech soen? – méi zesummegefaasst ervirbruecht ginn. An et huet mech e bësse gewonnert, datt an der Debatt vun haut am Fong meng Virriedner sech net esou intensiv mat deem, wat op deenen zwou leschte Säiten an der Deklaratioun steet, beschäftigt hunn, well et ass am Fong dat, wat et a sech huet.

Ouni onbedéngt konkret ze ginn, huet den Här Statsminister sech esou ausgedréckt, datt am Fong méi tëschent den Zeile stoung, wéi dat schwaarz Gedréckt ausgemaach huet. En huet gesot, datt mer iwwert d'Bremse vum automateschen Uwuesse vun eise Statsdépendenzen nodenke mussen. Dat schéngt mer eppes ze sinn, wat een am Prinzip ëmmer misst maachen, datt een doriwwer nodenkt. An et hätt ee virun allem och misse doriwwer nodenken an deenen Zäiten, wéi mer mam Géisskanepinzipp hei am Land verdeelt hunn.

Mir musse iwwert d'Finanzéierung vun eiser sozialer Sécherheet „verhandelen“. „D'Sécurité sociale, a besonnesch d'Rentekeesen hu Reserven an Iwwerschëss, déi zu engem groussen Deel aus dem Statsbudget kommen. Ouni Stat géif et keng Iwwerschëss a keng Reserve ginn. (...) Iwwert dee Finanzflux musse mer schwätzen.“ D'staatlech Contributioun un d'Rentekeesen, d'staatlech Finanzéierung vun de Pensiounen, d'staatlech Participatioun un d'Krankekeesen an der Fleegeversécherung, d'Finanzéierung vun der Mammerent a vun de Babyjoren – alles dat sinn déi Aussoen, déi de Statsminister gëschter gemaach huet.

A wann een da gesäit, datt dat an engem Kapitel vun Iwwerleeungen zum Aspuere vu Statsdépendenzen ass, da kritt een natierlech d'Gefill, datt dat doten nëmme ka bedeiten, datt de Stat sech wëllt ganz oder zum Deel senger Verflichtung vis-à-vis vun de Sozialversécherungen entleeden. Da kënt een net derlaanscht fir feststellen, wann een dat gesäit, datt de Stat net méi wëllt esou vill an d'Pensiounskessen, an d'Krankekeesen an an d'Fleegeversécherung bezuelen, wéi dat bis elo de Fall war.

De Stat huet eng Verflichtung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären! Eise Pensiounssystem ass opgebaut, fir datt e laangfristeg finanzéierbar ass, op 24% Cotisatioun, an dovunner sinn 8% Cotisatioun vum Stat. An ech kann dorun erënnere, wéi mer dee berühmte Renteklau viru Joren diskutéiert hunn – de Kollege Castegnaro ka sech och drun erënnere –, deemools huet de Stat als Kompensatioun gesot, hie géif seng Cotisatioun vu 7 op 8% eropsetzen. An eis Pensioun sinn nëmme laangfristeg finanzéierbar, wa mer och déi Cotisatioun bei deene 24% loosse, an de Stat senger Verflichtung an Zukunft nokënt. Et kann een net en cours de route higoen a soen, ech komme menger Verflichtung net méi no.

D'Pensiounskessen am Privatsektor hunn natierlech an ale Frangen iwwer 200 Milliarde Reserven. An dann ass d'Tentatioun nun emol ebe grouss, wann et e bësse méi knapps gétt, fir ze soen: Ma da ginn ech Geld dohinner sichen, wou et ass. Mä mir brauchen déi Reserven, well, wa mer elo soen, datt mer esou vill Aarbechtsplazen hei schafen an all Joers an am leschte Joer 7-, 8-, 9-, 10.000 Aarbechtsplazen, da wësse mer och, datt an 20, 30 Joer esou vill Leit a Pensioun ginn an datt mer dann eben en Intérêt drun hunn, fir déi Reserven ze behalen a se laangfristeg souguer auszubauen. Am Abléck hu mer, wéi gesot, iwwer 200 Milliarde aler Frang, wat dräi Joer Dépendenzen ausmécht.

An Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mer gëschter Owend emol eppes iwwerluecht an



et ass mer duerno erëm an de Kapp komm, datt virun enger gewësser Zäit een hei am Land war, dee vun enger Rentemauer geschwat huet. Et ass mer awer net méi agefall, wien et war,...

#### (Interruptions)

...an dunn op eemol hunn ech gëschter Owend geduecht, ech mengen, et war den Här Juncker. A wéi ech dunn awer hei gelies hunn, datt de Stat senger Verpflichtungen net méi wëllt ganz nokommen, hunn ech gesot, et kann hien net gewiescht sinn, well et ass jo awer eng Persoun, déi bekannt ass fir hir Gradlinkegkeet, an dee kéint jo net de Paradox a sech selwer sinn, andeem hie viru Jore vun enger Rentemauer geschwat huet, an datt en elo op eemol mengt, hie kéint awer aus deene Pensiounsreserve Geld eraushuelen.

Oder et sief, datt hien deemools vun enger Rentemauer geschwat huet a keng fonnt huet, an datt hien elo geduecht huet: „Wann s de keng hues, da muss de elo selwer eng bauen, da muss de eben an d'Reserve goen, fir datt mer dann awer eng Kéier déi Rentemauer kréien, vun där s du deemools gepriedegt hues.“

Mir wëllen also ganz kloer soen, datt hei déi Reserve muss bestoe bleiwen.

Mir ginn dem Verdacht hei net lass, Här President, datt dat Ganzt mat der Mammerent zesammenhängt. Mir wëssen, datt dem Här Staatsminister säin Hobby et war, fir d'Mammerent aus de Pensiounskeesen ze bezuelen. Do ass hie widdert eng Rentemauer natierlech gerannt, well am Land ausser him bal keen d'accord war, fir déi Mammerent aus de Pensiounskeesen ze finanzéieren.

Ech ginn dem Verdacht net lass, Här President, datt hei en Trick ugewannt gëtt.

**Une voix.** - Neen!?

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat heescht, wann ech déi véier bis fënnf Milliarden net aus de Pensiounskeese kréien, déi ech gâr hätt, fir d'Mammerent ze bezuelen, dann dréine mer et elo ëm, da bezuele mer der elo véier bis fënnf manner all Joer an d'Pensiounskeesen an.

An duerfir wäerte mir dat, Här Juncker, ganz genau observéieren, an och déi géif ech dozou invitéieren, déi dergéint waren, datt d'Mammerent aus de Pensiounskeese bezuelt gëtt, déi mussen och elo dergéint sinn, datt net den ëmgedréite Wee gefuer gëtt, well ënnert dem Stréch ass et Speck a Schwéngfleesch, just datt den Här Juncker seng Milliarden aus de Pensiounskeese konnt eraushuelen.

**Une voix.** - Très bien!

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Den Här Juncker ass natierlech e wäitsichtge Mënsch...

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Très bien!

#### (Hilarité)

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...an duerfir huet hien den 29. Abrëll 2004 hei an der Chamber gesot, Här Juncker: „Deen Defizit an der Administration centrale krit ee regléiert doduerch, dass een lwwerweisungen un d'Sécurité sociale net géif maachen.“ Dat huet en also schon d'lescht Joer gesot. Mä en huet d'lescht Joer awer nach e Saz hannendru gesot: „Da géif – technesch gesinn, well ech hunn dat jo net wëllen – dat do stoe bleiwen, bei deem aneren net als Recette kommen, da wär d'Administration centrale an der Rei an d'Sécurité sociale wär net méi an der Rei.“

Dat war natierlech och den 29. Abrëll, dat war zoufälleg sechs Woche virun de leschte Chambers-

wahlen. Dunn ass also net un d'Reserve gaange ginn, do ass gesot ginn, mir huelen dat net, well dann hätte mer wuel d'Administration centrale an der Rei, mä eis Sécurité sociale wier net méi an der Rei.

An dat wat d'lescht Joer richteg war, Här Staatsminister, dat ass och dëst Joer nach richteg.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - An an zéng Joer!

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, dat ass och dëst Joer nach richteg, dat heescht also, wann Dir dat maacht, datt Dir net méi déi Suen an d'Pensiounskeesen an an d'Sécurité sociale wëllt iwwerweisen, dann ass d'Sécurité sociale net méi an der Rei. Mä déi muss an der Rei bleiwen!

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Firwat ass se dann elo an der Rei?

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här Juncker, wann ech gelift, Dir wëllt elo oflenken, Dir kritt mech net ofgelenkt.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ma, Dir hutt grad mat mir geschwat.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Well soss misst Dir, Här Juncker, an zéng Joer erëm heihinner kommen an erëm eng Kéier Äre gréissten Échec agestoen, datt Dir et nämlech net fäerdeg bruecht hutt, fir d'Pensiounskeesen ofzesécheren, mä datt Dir duerch Är Politik versot hutt, an nämlech garantéiert Pensiounen an Zukunft net méi méiglech wäerte sinn.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech fäerten an zéng Joer, da begéinen ech lech net méi hei.

#### (Interruptions diverses)

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dofir hutt Dir schon an deene leschte Joren d'Krankekeesen iwert d'Pensiounskeese sanéiert; Dir hutt d'Prétraite finanziert an Dir wëllt un d'Mammerent.

Dat heescht also, Här President, elo gëtt schon ugedeit, datt ee misst am Joer 2012 de Pensiounsalter eventuell ëm zwee, dräi Méint d'Joer hiewen. Dat heescht also, mir ginn elo hin, mir ginn net méi sou vill Geld eran, a mir soen direkt d'Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt. An dat ass nun emol eng Kéier esou: Wann ech manner cotiséieren a manner Reserve kréien, da muss ech entweder de Leit, déi schaffe ginn, hir Cotisatiounen héijen, oder ech muss d'Leeschtingen erofsetzen.

Mir mussen och hei op eppes oppassen: Wa mir hei am Land dee Pensiounsalterstréit hätte wéi mir en am Ausland hunn, dee méi héich ass, dann hätte mer wärscheinlech och méi en héije Chômage hei am Land an e wier vläicht vergläichbar mat deem am Ausland. Duerfir mengen ech muss een och déi Diskussioun féieren.

Dann ass weider gesot ginn, mir wëllen driwwer schwätzen, ob all déi iwwert de Budget direkt oder indirekt finanziert Sozialleeschtinge lafend voll un den Index mussen adaptéiert ginn. Ech géif grad mengen, am Wuert vun der Sozialleeschting géif d'Antwort dorobber leien: Et ass jo eng Sozialleeschting, et ass net iergendwéi eppes, wat mer verschenken, a grad déi Leit, déi Sozialleeschtinge kréien, brauche sel! Ech mengen, do dierft et iwwerhaapt keng Gedanken driwwer ginn.

Ech kann emol net verstoen, datt een doriwwer nodenkt fir dann ze mengen, datt ee Sozialleeschtingen net méi bräicht un den Index unzepassen. Eng Sozialleeschting, d'Wuert seet et, déi muss un den Index ugepasst ginn.

Här President, wa mir mussen de Sozialpartner d'Aspueerungspotenzial am Beschäftigungsfong sichen, alles dat zesumme bedeit net méi an net manner wéi sozialen Ofbau! An ech mengen d'Kollegee vum LCGB hunn dat och scho virausgesinn, wéi se virun e puer Woche geschriwwen hunn: „LCGB sagt heißen Herbst voraus.“ Fanger ewech vun de Paien an dem Index! „Der Index dürfe nicht angetastet werden, auch am Warenkorb dürfe nicht gebastelt werden, so die Warnung an Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.“ An ähnlech Téin hu mer beim OGB-L fonnt. Dat heescht haut kéint am Fong den LCGB schon erëm en neie Communiqué erausginn an net nëmme soen, et wier de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké, mä e misst och elo d'ganz Regierung oder den Här Statsminister derbäisetzen.

**Une voix.** - Neen, neen, et ass awer besser ginn.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - A wa mer dann haut d'„Tageblatt“ opschloen, da gëtt dat am Fong, wat ech elo hei gesot hu vun deem sozialen Ofbau, ganz däitlech ënnermauert. Wann do am Leitartikel steet: „Über den Arbeitseifer der Regierenden wäre nicht zu klagen, wäre da nicht dessen Stoßrichtung, denn die noch penetrant nach Sozialabbau. Doch der Schein trügt. In sämtlichen sozialpolitischen Bereichen, die Juncker gestern angesprochen hat und die er mit den Sozialpartnern debattieren will, möchte er den Rotstift ansetzen. Reform, früher mit sozialem Fortschritt gleichgesetzt, bedeutet heute Rückschritt. Die Rezepte sind nicht neu. Sie werden bereits im Ausland angewandt und stammen aus der neoliberalen Küche. Seit gestern gehört auch die Regierung zu diesem illustren Kreis.“

Dass der Staat sich dabei mit Blick auf die ansehnlichen Reserven der Sozialversicherung einiger seiner Verpflichtungen entledigen will, muss jeden aufhorchen lassen. Eine Diskussion über den Beginn eines geordneten Rückzugs des Staats aus Pensions- und Krankenkassen oder Pflegeversicherungen. Es ist eine sozialpolitische Revolution auf Kosten der sozial Schwächeren. So langsam wird klar, warum die Rede zur Lage des Landes nicht im Mai, zwei Monate vor dem Referendum und fünf Monate vor den Kommunalwahlen, abgehalten werden konnte.“

Här President, mir gesinn dat also och an anere Keesser, sou datt ech net eleng hei stinn. An dat war d'Zeitung vum Koalitionspartner! Dat léisst jo awer déif blécken. Wann d'Zeitung vum Koalitionspartner een Dag no der Erklärung vum Statsminister esou eng kloer Sprooch hei schwätzt, da muss mer wëssen, déi wësse jo wärscheinlech och e Stéckelche weider.

An engem weidere Punkt gëtt gesot, mir mussen d'Finanzéierungsrelatioun Stat-Gemenge besonnesch bei den Zuele vum Schoulpersonal mam Syvicol iwwerpräieren. Och dat ass eng Ausso. Ech weess, – an de President vum Syvicol weess dat och –, datt d'Gemengen éischer tendéieren, datt de Stat soll d'Käschte vum Léierpersonal ganz iwwerhuelen, fir domat de Gemenge finanziell entgéintzekommen. Wann ech awer weess, datt dat heiten an deem Kapitel steet fir beim Stat Aspueerungen ze maachen, da kéint een unhuelen, d'Regierung wëllt hei an déi aner Richtung goen.

Dat heescht, den Här Statsminister werft eng Fro op, mä en hat net de Courage fir ze soen, mir wëlle mat hinne schwätzen doriwwer, datt se solle méi oder manner bezuelen. En hätt dat solle maachen. Esou muss een unhuelen, datt e mengt,

d'Gemenge missten nach méi um Léierpersonal bezuelen, well et steet am Kapitel vun Aspueerung vum Stat – a mir wëssen alleguer, datt d'Gemenge gären hätten, an och mat Recht, datt eben d'Käschte vum Léierpersonal muss méi staark vum Stat, wa méiglech souguer integral, iwwerholl ginn.

Käschtedeckend Kannerversuerung d'accord, mat sozialpolitesche Mesuren. D'Gestehungskäschte vun der Waasserversuerung ass e Problem, dee mer schon diskutéiert hunn.

Da gëtt och geschwat vun der adäquater Personalbetreuung, vun der Tache vun den Enseignanten. Och do ginn ech dovun aus, datt hei net dru geduecht ginn ass fir d'Tache vun den Enseignanten erofzesetzen, well et jo am Kader vun den Erspuerisier ass. Esou datt ech dann dru denken, datt d'Regierung virhuet fir d'Tache eventuell eropzesetzen.

Ech wëll just soen, datt mir als ADR et deemools falsch fonnt hunn, wéi den deemolegen Unterrechtsminister, den Här Boden, d'Tache erofgesat huet. Mir hu gesot, dat war eiser Meenung no schoulorganisatoresch dee gréisste Problem, den d'Gemengen an hirer Schoulorganisatioun duerno kruten. An et ass haut nach net besser.

Mir haten deemools gesot, mir hätte léiwer gesinn, datt, wann Der wierklech gemengt hat et misst eppes dru gemaach ginn, Dir hätt deene Leit méi am Gehalt ginn an Dir hätt d'Tache net erofgesat. Dann hätte mer eis vill Problemer erspuert a mer hätten eis Schoulen haut méi mat qualifiziertem Léierpersonal besat wéi dat de Fall ass. Mä och do hätt ech erwaart, datt de Statsminister zumindest gesot hätt, a wat fir eng Richtung hie wëllt schwätzen. Mir ginn dovun aus, datt e wëllt driwwer diskutéieren, d'Tache eropzesetzen.

Iwwert d'Grenze vun de Lounsteieren, den Impakt vun den automatischen Avancementer beim Stat, do seet e kloer ëm wat et geet. En huet och geschwat iwwer eng méi moderat Lounpolitik an de Joren 2007-2008.

Mir hunn e puer Woche virun de Gemengerotswahlen den Accord salarial hei matgestëmmt, an et ass och deemools gesot ginn, dat wier fir de Statsbudget ze droen. Et ass awer gelungen, wa mer dann deene Leit zoufälleg dräi Woche virun de Gemengerotswahlen nobezuelen, an dann zwee Deeg no de Gemengerotswahlen awer soen, an deenen nächste Jore muss mer Lounmoderatioun maachen, mir mussen d'Tache vun den Enseignanten eropsetzen, a wa mer eng maximal Indextranche aféieren, dann huele mer och nach deene Gehälter, déi iwwert deem Maximum leien, en Uwuessen ewech.

Dann hätt een och sollen dee Courage hunn, fir dat virun de Gemengerotswahlen ze soen, an et hätt een net sollen eng Nobezuelung nach e puer Deeg virun de Wahle maachen, an no de Wahle seet een dann awer nach eng ganz Rétsch wat een do nach an Zukunft net méi wëllt maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, et gesäit een also virun allem deenen zwou leschte Säite vun der Deklaratioun vum Här Statsminister of, datt, egal wat gesot gëtt vun der Majoritéit oder vun der Regierung, et géif kee sozialen Ofbau gemaach ginn, mer wäerten an deenen nächste Jore sozialen Ofbau kréien. An et kann een nëmme hoffen, datt an eiser Gesellschaft, awer och virun allem hei an der Chamber, déi Leit – an do maachen ech virun allem en Appel un déi an de Majoritéitparteien, déi aus de Kreesser vun de Gewerkschafte kommen, ech denken un d'Kollegee vum LCGB a vum OGB-L heibannen –, et verhéieren, datt mer dee sozialen Ofbau kréien, deen hei am Statsminister

senger Deklaratioun virgeschriwwen a programméiert ginn ass.

De Stat huet aner Spillraim. E soll seng Aarbecht maachen. Et ass net hei am Land den Zäitpunkt komm wou mer kënne sozialen Ofbau maachen. Da muss de Stat emol op anere Plaze seng Hausaufgab maachen.

Här President, mir wäerten op jidde Fall kengem sozialen Ofbau hei an dësem Haus zoustëmme soulaang wéi de Stat seng Hausaufgaben net gemaach huet a mir rechnen mat der Ënnerstützung vun all deenen, déi fir eng wierklech gerechte Sozialpolitik sinn.

Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Mehlen ageschriwwen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Den Här Statsminister huet en Hexeschoss, an d'Land huet eng ferm Grupp. Ech wëll hoffen et ass keng vun där geféierlecher Zort. Léif Kolleginnen a Kollegen, dem Statsminister säin Hexeschoss vergeet erëm séier. Dat hoffe mir, och wann hie gemengt huet hei am Sall wäeren der, déi esou schlecht wieren, fir sech iwwer säi klänge Misär ze freeën.

Mä d'Grupp, déi eist Land huet, vergeet net a si ka sech zu enger geféierlecher Longenentzündung entwéckelen, wann net seriö dergéintgehalde gëtt. D'statsministerlech Deklaratioun, Här President, weist, datt néierens an der Welt, och hei zu Lëtzebuerg net, d'Beem an den Himmel wuessen. Dat wosste schon eis Virfahren. Mä wéi et schéngt ass déi Weisheet am Laf vun der Zäit verluer gaang. Déi Impressioun huet ee jiddefalls wann een d'Politik vun deene leschte Jore kuckt.

Lëtzebuerg ass definitiv an der Normalitéit ukomm. Dat mécht d'Politik awer – an dat ass de positiven Aspekt dobäi – méi interessant. Ech muss zouginn, datt et an der Vergaangenheet, a praktesch déi ganz Jore wou ech dësem sou genannten héijen Haus ugehéieren, meeschtendeels frustrant war hei Oppositioun ze maachen, well et war ëmmer Geld genuch do fir all Problemer ze léisen, fir bal all Wënsch, a wa se nach esou koppel waren, ze erfëllen an um Plang vun den Investitiounen all méiglechen Unfug ze driewen.

#### (M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Här President, den Här Statsminister huet hei gesot, mir misste Faarf bekennen. Ech fannen dat gutt, well ech fannen, datt an der Vergaangenheet ganz dacks net genuch Faarf bekannt ginn ass. Ech wëll mech, well d'Zäit jo och e bësse limitéiert ass, op e puer Aspekter vun senger Deklaratioun beschränken. Dat ass de Chômage am Zesammenhang mat eiser Formatioun. Dat ass d'Reorganisatioun vun der Fonctioun publique, de Secteur Energie, d'Infrastrukturen an zum Schluss vläicht e puer Wuert iwwert d'Finanzen.

De Chômage, an ech mengen dat wësse mer alleguer scho laang, ass hei net de Problem vun den Aarbechtspulzen, och net vun deenen, déi nei kreéiert ginn, mä et ass de Problem an alleréischer Linn vun der Qualifikatioun, awer och – an do hutt Dir Recht, Här Statsminister – an enger zum Deel limitierter Bereetschaft fir eng schwéier, eng désagrèabel oder manner gutt Schaff unzehuelen.

Dir sot, wien d'Aarbechtsmoossnamen oder d'Beschäftigungsiniciativen, wéi Dir se nennt, ofschaft wëllt, dee produzéiert Aarbechtsloser ouni Aussicht op Placement. Dat ass fir eis d'Agendändnis vun Scheitern vun der Schoulpolitik vun de leschte Joren an ech géif souguer soe Jorzéngten. Et ass och



d'Ageständnis vun enger ganz laanger falscher Schoulpolitik. Mä et ass virun allem eng kollektiv Katastroph fir all eenzelne Jonken, deen dovun betraff ass hei am Land, a fir dat ganz Land.

Den Här Statsminister huet a senger Deklaratioun gesot, an ech wëll et hei widderhuelen, well een et eigentlech och an der Opposition net méi dramatesch kéint formulieren: „Et hunn awer net all Kanner Erfolleg. Esou hunn tëschent November 2003 an November 2004“, also an engem Joer, „1.200 Schüler hire Schoulparcours ofgebrach.“ An hie schwätzt vun engem Véierel, deen „weder am Aus-land nach um Aarbechtsmaart nach a Formatioun“ ass. „Dee (...) Véierel mécht ganz einfach näischt, ass doheem oder soss éierens. Dat ass hiren Echec, dat ass och eisen“, seet de Statsminister. An deen Echec wüsst all Joer 300-mol.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass d'Situatioun an där mer sinn, an dat ass d'Situatioun, déi sech och an nächster Zäit net ännere wäert, well souguer wa mir et mer géinge fäerdeg bréngen, eise Schoulsystem esou emzekrempelen, datt weinstens déi gréisst Défaillancen, déi dra sinn, kéinten ausgebigelt ginn, dann hätte mer nach ganz Joergäng, déi ënnerwee sinn an déi scho vun ënnen erop hier beschädegt sinn a wou et immens schwéier wäert ginn, dee Retard wetzemaachen. Well dat, wat een an der fréister Jugend, an der fréister Ausbildung verpasst huet, dat léisst sech her- no net méi nohuelen.

Ech hunn hei en Zitat vum 1. Juli vun dësem Joer aus dem „Lëtzeburger Wort“. Dat ass eng Zeitung, déi steet a fir d'Wourecht an och fir d'Recht, an duerfir kann et jo net falsch sinn. Do ass e Journalist vum „Lëtzeburger Wort“, deen zitëiert hei den Här Paul Reckinger, President vun der Handwerkerkammer, dee seet: „Die jungen Leute, die heutzutage aus der Schule kämen, könnten nicht mehr schreiben, lesen oder rechnen, sagte der Präsident der Handwerkerkammer Paul Reckinger.“ Esou steet et hei am „Lëtzeburger Wort“ vum 1. Juli 2005. Duerfir wiere si als Handwerksbetreiber net méi fäeg, eppes mat deene Leit unzefänken.

Kann d'Zukunft vun engem Land méi schwaarz ausgesi wéi wann een dat do realistesch kuckt? Mir kennen all de President vun der Handwerkerkammer a mir wëssen, datt hien net egal wat seet.

Ech hunn d'Bestätigung och vun Enseignanten, déi am Enseignement technique schaffen. Si soen, datt et frustrant wier, datt et bal net auszehale wier fir mat deene jonke Leit, déi dann aus dem Primaire kommen, ze schaffen, well hinnen einfach d'Basiskonzepte feelen op déi ee kann opbauen.

An dann erënneren ech mech un de Statsminister Juncker – ech hoffen, datt en et héiert – aus enger Deklaratioun zum État de la Nation vum 7.5.1998, dat sinn elo siwe Joer hier. Do huet hie vun den Illettrés hei am Land geschwat. Ech zitëieren hien: „Aus dëser Grupp vu richtegen Illettrés a vu jonke funktionellen Analphabeten erwiisst eng erwuesse Populatioun, déi tëschent 7,5 an 10% vun der Gesamtbevölkerung ausmécht.“ Wann ech gelift, „funktionellen Analphabeten“! Dës Zuelen an déi Problemer, an déi dës Zuelen eraféieren, mussen eis op d'Allerschäerfst interpelléieren.

#### (Interruption)

Et si siwe Joer ëm!

A wann een da liest, datt de President vun der Handwerkerkammer dëst Joer seet, si kéinte weder rechnen nach liesen nach schreiwen, da muss ech soen, Här Statsminister, Félicitatioun fir dat wat an deene siwe Joer geleescht ginn ass. A wann Dir heihinner kommt, Dir sot dee gréissten Echec oder

Mässerfolleg wär dee vun den deiere Bauterrainen an dem deiere Bauen hei zu Lëtzebuerg, da soen ech lech, deen heiten ass nach méi grouss, well dee geet direkt un d'Zukunft vun eiser Jugend a vun dësem Land.

Ech hätt gären, Här President, e puer Wuert iwwer eis Virstellungen zur Schoul gesot, well et geet jo net duer, datt ee kritiséiert, et muss een och soe wéi een et wëllt besser maachen.

#### ■ Une voix.- Aaahhh!

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Ech hoffen, an et ass jo och virgesinn, datt mer all Joer eng Debatt hei an der Chamber doriwwer féieren, speziell iwwer d'Schoul, datt mer do d'Geleeënheet kréien, dat wierklech am Detail ze exposéieren. Ech wëll hei just soen, datt all oberflächlecht Gepiddels, wat an där leschter Zäit, an deene leschte Jore gemaach ginn ass, wat ganz dacks drop...

■ **Mme Anne Brasseur (DP).** - Dach, mir hätte gären, dass d'Leit erëm liesen, schreiwen a rechnen léieren. Ech hunn dat decidéiert, an da wäert Dir mir dach net soen,...

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Jo, et geet jo net duer, datt een et ëmmer erëm widderhëlt.

■ **Mme Anne Brasseur (DP).** - ...dass dat Gepiddels ass! An d'Method fir schreiwen ze léieren ass am éischte Schouljoer reforméiert ginn, et gëtt eng nei Fibel. Fir do d'Resultater ze gesinn, brauch een e bëssen Zäit. Déi Kanner sinn elo nach net um Aarbechtsmaart, déi sinn eréischt am zweeten oder am drëtten Schouljoer.

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Madame Brasseur, vläicht fanne mer besser Zäit fir eng Kéier doriwwer ze schwätzen. Ech wëll just soen...

■ **Mme Anne Brasseur (DP).** - Oh mat lech hunn ech awer keng Loscht mech doriwwer ze ënnerhalen.

#### (Hilarité)

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Jo, ech hunn zwar Loscht mat jiddferemg doriwwer ze schwätzen, well ech fannen dat ass e Problem, dee bal all Mënsch hei am Land betrëfft.

Ech wëll just soen, datt, wa mer gutt wëlle Schoul halen, da muss et vläicht net onbedéngt elo risege Spaass maachen, mä da muss een zum Beispill Zäit hunn. Kanner, déi ënner Drock an ënner Zäitstress léiere mussen, déi léieren net. An Enseignanten, déi ënner Zäitstress a Stress mussen enseignéieren, hu Problemer fir de Léierstoff eriwwezebréngen.

Dat wat Dir fäerdeg bruecht hutt, dat ass iwwer eng ganz Partie Saachen – Dir awer net eleng, mä och schonn Är Virgänger – d'Schoulzäit, wann ech op meng Zäit zréckkucken, kontinuierlech ze reduzéieren an de Problem zu engem groussen Deel an d'Elterenhaiser ze verlagere, wou mer feststellen, datt huet PISA eis jo eindeuteg bescheinegt, datt e groussen Deel vun der Enseignementslaascht an den Haiser läit, bei de Famillje läit. Do wou déi Tache ka gemaach ginn, well optimal Konditiounen virherrschen, do ass den Erfolleg – ech mengen de Kolleg Ben Fayot huet dat de Moien och nach ugesprach gehat. An do wou dat familiäert Ëmfeld net do ass, do hu mer den Echec, a mir gesinn, datt deen ëmmer méi grouss gëtt.

Ech wëll awer nach e puer Wuert just soen, datt mir der Meinung sinn, datt déi Reform vill méi déif muss an de Fonctionnement vun der Schoul goen, datt de Leeschtungsdenken muss erakommen, datt de Konkurrenzdenken muss erakommen, datt mer eng öffent-

lech Schoul brauchen, déi gratis ass fir jiddferen, mä déi ähnlech funktionéiert wéi eng gutt Privatschoul normalerweis funktionéiert.

Wa mer dat net fäerdeg bréngen, da kréie mer nach vill méi eng grouss Zweedeelung hei am Land, nämlech datt déi, déi sech et leeschte kënnen, d'Kanner an déi Privatschoule schécken; an da kommen se, well wann d'Nofro do ass, da kënn d'Offer och, wou se déi Offer kréien, egal wat et kascht. An déi, déi sech et net leeschte kënnen, dat sinn déi, déi dobäi ënner d'Rieder kommen. Dat ass och net eleng vu mir, dat huet d'„Lëtzeburger Wort“ och scho virun zéng Joer geschriwwen.

Wa mer vun der Schoul schwätzen, da schwätze mer an deem Zesammenhang och e bësse vun der Famill, well ouni datt d'Schoul an d'Famill zesummeschaffe kann et net funktionéieren. Dat wësse mer. A mir wëssen, datt haut grouss Defizienzen do sinn. Ech hu gëschtter vun engem ganz renommierten Universitätsproff, deen eng Etüd gemaach huet an Däitschland, op engem seriösen däitsche Sender héieren, datt 20% vun den däitsche Jugendeche seriö psychesch krank sinn. Richteg psychesch krank! Dat ass eng Etüd, déi elo gemaach ginn ass. An deene leschte siwen, aacht Joer huet deen Taux sech verdubelt.

Ech weess net wéi et hei zu Lëtzebuerg ass, mä mir wëssen, datt dat gesellschaftlecht Ëmfeld, de gesellschaftleche Nährbuedem hei zu Lëtzebuerg net ganz vill anescht ass wéi an Däitschland. Et géng mech interesséieren, wéi déi Situatioun sech de Moment presentéiert virum Hannergrond vun enger onwahrscheinlecher Zuel vu Leit, déi Psychopharmaka schlécken; vun enger onwahrscheinlecher Zuel vu Suiciden, déi ni richteg dobaussen an hirer ganzer Integralitéit zum Virschäi kënnen.

A mir brauchen eis iwwerhaupt iwwer en ëmmer méi steigenden Drogenproblem, engem onwahrscheinlechen, onkontrolléierten Alkoholkonsum bei Jugendeche, déi nach vill ze vill jonk si fir Alkohol ze konsuméieren, emol net ze ënnerhalen.

Wann d'Gesellschaft an deem Domän krank ass, da ka selbstverständlech d'Schoul och net méi alles errechen. Da komme mer op déi grouss Diskussioun iwwer déi Tatsaach, dass mer ëmmer nëmmen dat Wirtschaftlecht am A hunn, an da gemengt gëtt, wat mer méi Fraen iergendwou an en Aarbechtsprozess erakriten, wat et besser wär.

Här President, mir hunn zu all Zäit gesot, mir wëllen eis net doran améschen, wéi d'Famillje sech organiséieren. Mä mir ginn awer ze bedenken, datt, wann d'Wuel vum Kand am Sënn vun enger optimaler Perséinlechkeetsentwicklung, och vun enger optimaler intellektueller a beruflecher Formatioun soll am Mëttelpunkt stoen, da muss mer dat virrang am A behalen. An da muss selbstverständlech do, wou d'Erzéiung an de Beruf matenee kombinéiert mussen ginn, d'Viraussetzung geschaaft ginn.

Här Statsminister, do si mer op enger Linn, mä mir mussen op där anerer Säit awer och capabel sinn, all deenen, déi sech wëllen Zäit huelen a Kanner erzéien a se fir d'Liewe fit maachen a se och an hirer Perséinlechkeet fit maachen, datt se den Erausforderungen – an déi ginn net méi kleng, se gi méi grouss – standhalen an der Zukunft, Zäit ze gi fir hir Kanner, Zäit, fir se ze erzéien. Mir mussen an Zukunft méi Wäert dorop leeën.

An deem Zesammenhang, Här Statsminister: Dir hutt zu Recht ee vun de gréisste Problemer, wann

net déi gréisst Erausforderung vun der Zukunft ugesprach, an dat ass déi vun der Integratioun vun den Ausländer hei zu Lëtzebuerg, a just d'Integratioun vun den Ausländerkanner, déi, wéi mer gesinn, an der Formatioun dee gréissten Undeel vum Echec hunn an och am mannsten herno an der Weiderformatioun op déi méi héich Niveauë kommen.

Mir hëllefen lech, wou et nëmme méiglech ass. Mir sti voll hannerun lech an där Bezéiung, datt mer eng optimal Integratioun hei mussen realiséieren, soss – ganz besonnesch a wirtschaftlech schwierigen Zäiten – wäerte mer hei eist blot Wonnener erliewen.

Et geet ganz sécher ëm d'Sprooch – iwwer déi mussen mer eis ënnerhalen. Et geet awer och drëm, datt mer deene Kanner duerch eng Schoul, déi funktionéiert an déi net op d'Elterenhaiser setzt zum Deel, absolut déiselwecht Chance gi wéi de Lëtzeburger Kanner, datt se spéiderhin, wa se vu sech aus déi néideg Viraussetzung bréngen, deeselwechte Parcours kënnen duerchlafen am beruflechen, am gesellschaftleche Liewe wéi d'Lëtzeburger.

E Wuert iwwer d'Fonction publique. Här Statsminister, Dir hutt net ëmsoss beklot, datt mer – ech weess net genau, wéi Dir lech ausgedréckt hat – bal Weltmeeschter wäeren an de Prozeduren an den Délaien. Do si mer eis eens.

Den Här Meisch huet de Moie scho vun der Réforme administrative geschwat. Ech war der Meinung alldéngs, d'Demokratesch Partei wär vläicht e bësse schlecht placéiert doriwwer ze schwätzen, wann ee fënnel Joer laang e Statssekretär huet, deen domat chargéiert ass, exakt dat do ze maachen, an da kënn een heihinner lamentéieren, datt dat net virugaange wär. Ech fannen, da läit ee ganz licht niewent dem Dill.

Här Statsminister, Dir hutt den 2. Abrëll 1998 hei an der Dysfonctionnementsdebat – Dir kënn lech wahrscheinlech erënneren, et war eng ganz interessant Debatt – iwwer de Fonctionnement vun eisem Statsapparat geschwat. An do waren e puer Aussoen, déi mech wierklech geprägt hunn, déi mech frappéiert hunn, nämlech wéi Dir Är Impuissance gesot hutt vis-à-vis vun de Leit, déi beim Stat schaffen.

Dir hutt d'Chamber gefrot, wat fir e Betrib weltwäit ee vum éischten op den zweete Stack ka versetzen. An d'Äntwert war: „De Lëtzeburger Stat kann dat net. Wann ech een déplacéiere vun engem Büro an deen aneren, da kréien ech e Prozess gemaach, well gesot gëtt, dat do wier en Déplacement, deen enger Sanktioun géif gläichkommen. Et ass net fir d'éischt, wou dat mir géif geschéien; et ass pausenlos amgang mer ze geschéien.“

Dir hutt an deemselwechten Débat gesot: „Mä wat ech mengen, wat mer brauchen, ass e Ministergesetz. Ech fannen e moderne Stat brauch e Ministergesetz, wou d'Chamber ganz genau dräschreift, wou d'Responsabilitéit vum Minister ufänkt a wou d'Responsabilitéit vum Minister ophält.“ 1998, dat sinn och scho siwe Joer erëm!

Ech ka mech net erënneren, datt mer hei esou e Ministergesetz gestëmmt hätten an eise Ministeren, déi jo responsabel si fir alles, och do, wou se vläicht net direkt schëlleg sinn, déi Handhab ginn hätten, déi se brauche fir hiren Apparat an d'Dréien ze kréien. Wann ech lech gutt verstanen hunn, wann een dat noliest, dann hu se dat jo zu deem Moment net gehat an dann hu se dat jo wahrscheinlech haut och nach net. Och dat ass eng miserabel Bilanz.

Ech erënneren drun, datt sengerzäit e Conseiller an der Regierung namens Claude Frieseisen e ganz Buch eraschreift huet, wat een alles kënn besser maachen. Dat ass e kompetenten a fläissege

Beamte gewiescht, deemools bei der Regierung.

#### ■ Plusieurs voix.- Haut och nach!

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Hien ass och haut nach do, wou en haut schafft, genausou kompetent a fläissege. Ech weess net, wat hien doriwwer denkt, mä ech kënn seng Enttäuschung awer verstoen, wann hie kuckt, wat alles vu senger guden Iddien net ëmgesat ginn ass. Och do, Här Statsminister, ass en décken Echec an Ärer soss jo zimlech glänzender Carrière ze verzechnen.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wollt nach e Wuert soen – de Kolleg Gibéryen hat schonn doriwwer geschwat...

■ **M. le Président.** - Jo, Här Mehlen, Är Zäit leeft gläich of.

#### (Interruptions)

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Neen, et si siwe Minutten.

■ **M. le Président.** - Är Riedezäit.

#### (Hilarité)

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - E Wuert iwwer d'Gehälterpolitik. Den ADR huet jo ëmmer dann, wann en net matgestëmmt huet, virgeworf kritt, hie wär géint d'Statsbeamten. Ech muss soen, wann een haut gesäit, an där Situatioun, wou mer si mat deene finanzielle Contrainten, datt mer vläicht an der Vergaangenheet besser gehat hätten, oder weinstens déi, déi dat ëmmer esou mat grousser Begeeschte- rung gestëmmt hunn, sech ze iwwerleeën, wat se do laangfristeg géinge festleeën. An Dir beklot net zu Onrecht, datt den Zentralstat e risegt Uwuesse vu senger lafender Käschen huet.

E Wuert iwwer d'Energie. Et huet mech gefreet, Här Statsminister, datt Dir lech zimlech intensiv domadder befaasst hutt, well dat gëtt an deenen nächste Jore ganz sécher e ganz wichtegt a ganz schwieregt Thema. Mir wëssen, wat eis Engagementer am Kyoto-Vertrag sinn, a mir kënnen eis elo schonn esou lues ausrechnen, wat dat kaschte wäert, well mir kréien d'Kéier net méi. Mir kréie se net méi, well iwwer all déi Jore gemengt ginn ass, dat géng sech schonn esou vum selwe schossen.

Et ass geschloft ginn, et ass näischt gemaach ginn. Ech ënnersträichen dat, wat Dir gesot hutt, emol e klengen Usaz, datt ee soll zum Beispill bei den Autoen, deenen, déi wierklech e Mordsverbrauch hunn, iwwer d'Steiere probéieren, emol d'Leit dozou ze bréngen, fir ze iwwerleeën, ob een dann net besser hätt en Auto ze kafen, dee manner verbraucht.

Ech begréissen, datt Dir dovunner schwätzt um Gebitt vun den erneuerbaren Energien an – ech wëll net laang dobäi bleiwen, well mer kréie jo deemnächst e groussen Débat doriwwer –, datt d'Land- an d'Forstwirtschaft do soll intensiv agebonne ginn. Et gëtt wahrscheinlech kee System wéi dee vun der Fotosynthes, deen amstand ass, d'Sonnenenergie esou effikass ëmzesetzen. Do läit e risege Terrain.

Ech froen lech awer, well leider ass den Här Landwirtschaftsminister net do: Wou sinn d'Initiative vun der Regierung? Wou ass dat, wat doriwwer erausgeet, einfach ze soen: „Ma, mir gi jo e Subsid, wann een eppes mécht.“? Wou ass dat? Wou ass d'Fuerschung, déi de Leit hëllef, wou sinn déi Experten, déi d'Leit begleeten, déi hinnen hëllef hir Projeten ëmzesetzen? Wou gëtt et eng Strategie, déi dat Rise-potenzial vun der Lëtzeburger Landwirtschaft ausnotzt, wou 10% vun de Flächen einfach am Kader vun der EU-Agrarpolitik brooch-



leien, déi ee kënn net nutzen, wou de ganze Bësch zum allergréissten Deel net genotzt gëtt? Wou gëtt et déi Strategie? Wou gëtt et déi Id-dien an d'Führerschaft vun der Lëtzebuerger Regierung fir dat ëmsetzen – ausser deem, wéi gesot, datt mer soen: „Mir hunn e Gesetz, a wann d'Leit eppes maachen, da kréie se jo e Subsid.“?

Zu den Infrastrukturen, Här President, an an deem Zusammenhang zum Verkéierskonzept. De Moien ass gesot ginn, en „modal split“ vu 25 zu 75. De Spriecher vun der CSV-Fraktioun huet hei ausge-rechent, wat de Modell K – dat ass jo den Zuch ronderëm Stad, deen eng Milliard Frang soll kaschten, wou mer dann de Problem eventu-uell solle léisen. Ech gesinn net, wann een d'Leit mam Zuch ronderëm d'Stad féiert, wéi een domadder de Verkéiersproblem an d'Stad eran an aus der Stad eraus geléist kritt.

Mir hu ganz kloer gesot, datt mir dofir sinn, fir datt déi véier, fënnf Eisebunnslinien, déi hei an der Stad op der Gare zesummelafen, sollen iwwert den Tunnelsystem, esou wéi e vun engem privaten In-ge-nieur entworf ginn ass, ënnert der Stad erduerch mat enger Par-tie Haltestatiounen d'Leit an d'Stad erabrénge an och erëm esou aus der Stad erausbrénge, esou wäit wéi et méiglech ass.

Mir kéinten eis den Tram, deen Dir der Gemeng Lëtzebuerg gëschter wärmstens recommandéiert hutt, mat deem Dénge spueren, well mer wëssen iwwerhaupt net, ob mer en emol realiséiere kënnen mat där Topographie, mat deene Brécken, déi net ëmmer amstand sinn dat ze droen, an esou weider an esou fort.

A wa mer de Modell K bezuelt hunn, da kënn dat anert, wat den Här Wolter jo och gesot huet, d'Ei-sebunnsstreck vun Esch erop, déi soll jo nach eng Kéier datselwech kaschten. Ech froe mech wou dann d'Geld fir dee berühmten Tram nach soll sinn, ofgesinn dovun, datt een net weess, ob dat iwwerhaupt funktionéiere kann, a wéi deen Tram deen Afflux vun all deene Leit do ënnen op der Zentralgare iwwerhaupt soll packen.

Et kënn een iwwert d'Infrastrukturen och nach munches soen. An der Vergaangenheet si fierchter-lech Feeler gemaach ginn. Mir ha-ten et jo! Mir bauen eng Nord-strooss mat Tunnelen, d'Halschent sinn Tunnelen a Brécken, wou een et och anescht hätt kënnen maachen. Mä dat war jo kee Problem. Da rétschen d'Tunnelen nach. Da muss de Stat nach eng Kéier be-zuelen, well e sech e bëssen on-glécklech do ugeluecht huet.

Et kënn een dat Ganzt wat sech do uewen um Kierchberg gedoen huet, wou mer eng gutt Verkéiersin-frastruktur haten an d'Méiglechkeet fir de Rank ronderëm d'Stad zouze-maachen duerch d'Verbinding vun der Tréierer Autobunn op d'Areler Autobunn, dat ass alles zerstiéiert gi mat engem Milliardenopwand, fir eng Situatioun ze schafen, déi haut vill méi schlecht ass wéi se virdu-war. Ech fueren doriwwer heem. Ech wéisst gäre wéi vill all Dag do un CO<sub>2</sub> an d'Loft geblose gëtt, wou d'Leit ewell bei de roude Luuchte mussen halen, wou se fréier konnte riichtduerch fueren.

Här President, ech kommen zum Schluss, well ech gesi meng Rie-dezäit ass um Enn. Den Här Stats-minister huet d'Problemer hei op-gezechent. Dat kann een him net ofstreden. Mä d'Solutiounen, déi hien opgezechent huet, sinn zim-lech flou.

Hie seet meeschtens: Mir mussen driwwer nodenken. Mir mussen schwätzen. Mir mussen verhandelen. Mir mussen kucken. Mir soen „d'accord“, Lëtzebuerg huet jo esou e bëssen e Konsensmodell, wann en da fonctionéiert, mä duerno mussen d'Décisiounen awer geholl ginn. A wa kee Kon-sens fonnt gëtt, da mussen se awer

geholl ginn. D'Politik ass gewielt fir Décisiounen ze huelen an net fir Gesprécher unzereegen.

Déi dräi traditionell Parteie si fir déi aktuell Situatioun am Lëtzebuerg Land – an ech erënnere nach eng Kéier un de Misär am Enseigne-ment an dee mat deenen Aar-bechtsbeschafungsmoosnamen, oder wéi ee se och ëmmer nennt, déi keng nohalteg Solutioun duer-stellen – verantwortlech. Si mussen och dofir riichtstoen. Mir als ADR si bereet eis Verantwortung an der Zukunft och ze iwwerhuelen, och da wann et vläicht déi eng oder aner Kéier schwéier ass.

Mir sinn net bereet – dat huet mäi Fraktiounscheef Gast Gibéryen scho gesot – hei Sozialofbau ze bedriewen, wann een op där anerer Säit Geld kann aspueren. Mä mir sinn op kee Fall bereet, Här President, d'Veantwortung ze iwwerhuele fir d'Feeler an d'Enner-loossungen, déi an der Vergaangen-heet geschitt sinn.

Ech soen Iech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Voilà, do-mat ass d'Debatt ofgeschloss. Zum Schluss vun der Debatt huet de Statsminister Jean-Claude Juncker nach eng Kéier d'Wuert.

■ **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif um Enn vun dëser Debatt gären op eng Rei vu Froen agoen, déi am Laf vun darselwech-ter gestallt gi sinn, respektiv ron-derëm déi mat enger Eleganz, déi ech nëmme partiell konnt bewo-neren, laanschtgefuer ginn ass.

Ech wollt fir d'éischt soen, fir dass dat an den Annale vum Haus gutt zrëckbehale gëtt, dass et net esou ass, dass ech déi Erklärung eréisch am Oktober wollt virleeën; ech wollt déi Erklärung am Juli vir-leeën, an dat ass net u mir ge-scheitert, dass ech se hu missen op den Oktober verleeën.

Alleguer déi, déi sech also an hi-rem Primitivkasten hei domat be-schäftegt hunn, et hätt een déi Erklärung op den Oktober ge-luecht, well een am Mee oder am Juli, pardon, bestëmmte Saachen net hätt kënnen oder net wëlle soen, déi solle sech drun erënnere wéi et dozou komm ass, dass d'Chamber souverän decidéiert huet, dass déi Erklärung net am Juli no dem Referendum, mä dass se am Oktober wier.

A well se am Oktober war a well déi nächst Erklärung zur Lag vun der Natioun, erëm esou eng richtig, am Mee, denken ech, vum nächste Joer stattfënn, huet déi heiten Erklärung nëmme iwwer politesch Prioritéite fir déi nächst Méint gehandelt an, wéi den Här Fayot, dee jo „generesch“ denkt, fir emol e Lëtzebuerg Neologisme hei ze erfannen, esou richtig gesot huet, a graffer Form misse virgedroe ginn, dohir konnt se net flächen-deckend sinn.

Et ass jo nach eng Zäit laang esou, dass keen aneren an d'Situatioun kënn hei eng Erklärung zur Lag vun der Natioun virzedoen. Ech wëll all deenen, déi déi Hoffnung net opginn hunn, dat eng Kéier kënnen ze maachen, soen, dass dat esou einfach net ass fir iwwer alles dat ze schwätze wat wichtig ass an engem Land a ronderëm dat Land, wat wichtig ass fir déi Mënschen, déi an engem Land wunnen, an dat innerhalb vun engem Zäitraum, deen awer mat maximal zwou Stonne grousszü-geg a parlamentareschen Termë gemooss wier, ënnerdaach ze kréien.

Duerfir stiéiert et mech eigentlech all Joer – dat ass d'Beleidegung, déi de Redakter vu Riede liicht emfënn –, dass esou vill Kollege sech drop konzentrierte fir a laan-gen Erklärungen hei opzeléschte wouriwwer dass alles net geschwat ginn ass. Ech hu mer dat elo am

Oktober ganz genee opgeschriw-we wouriwwer nach hätt solle ge-schwat ginn. An ech wëll am Mee net héieren, dass dat laang a lang-weileg gewiescht wier, wann ech op alleguerten déi Themen do agaange sinn. Well wann een dat mécht, dann dauert esou eng Ried laang. Dat gëtt och keng gutt Ried. Et ass jo och net ëmmer erwaart, dass ee gutt Rieden hält. Et ge-néiert och heiansdo wann ee gutt Rieden hält. Mä wann een dat alles wëllt besichen, wat awer alles op seng eege Fassong betruuecht wichteg ass, well et Mënsche be-trëfft, da sinn dat laang Übungen, déi ee muss maachen, an da gëtt et och laang Debatten duerno.

Well wann ech géif Zäit domat ver-brénge fir an dëser Äntwert op déi Debatt hei, déi gutt war, elo emol ze bemärgelen, wat ech an där Ried gesot hunn a wat vu kengem Riedner behandelt ginn ass, a mech och mat der Fro géif be-schäftegen, firwat dass eigentlech kaum ee sech domat ofginn huet, da géif jo déi zweet Interventioun wesentlech méi laang gi wéi déi éischt. Duerfir gesi mer eis am Mee erëm an da schwätze mer emol iwwer alles dat, wouriwwer Dir dës Kéier net wollt schwätzen.

Da läit jo méi um Dësch. Dann ass dat jo méi kloer. An da kann ee jo seng Meenung méi kloer doriwwer soen, well et ass nämlech d'Ab-sicht vun deem, deen d'Regierung féiert, fir esou vill Kloerheet wéi méiglech: endgültiger, provisoresch mëttelfristeger bis zum Mount Mee erbäizeféieren, well mer zoufällegerweis hei am Land och op eenzelne Positiounen keng Zäit ze verléieren hunn a well een och muss Previsibilitéit zu enger méi iwwerpräifbarer Dimensioun vu Lëtzebuerg Politikgestaltung maachen.

Ech hunn eigentlech wéineg aus-zesetzen un deem wat hei an dëser Debatt – zu Recht, wéi ech fannen – iwwert dat Europäesch un eise-m eegenen Denke gesot ginn ass. Mä mir sinn eis alleguer eens driw-er, dass déi Campagne, déi mer ronderëm de Referendum gefouert hunn, däitlech zudag triede ge-looss huet, dass déi europapolit-tesch Diskussioun zu Lëtzebuerg en enger méi déiwer Intensitéit nëmme ka gewinnen, dass mer méi Leit un den europäesche Saache mussen interesséieren, dass mer eis selwer och un eenzel-nen europäesche Saache musse méi interesséieren.

Dat ass natierlech eng Fuerderung, déi fir d'éischt un d'Parlament sel-wer zrëckgeet. Den Här Fayot huet – ouni an d'Anekdot ofzerétschen, well hien huet vun engem Aar-bechtsinstrument geschwat – drop opmierksam gemaach, dass et strikt net verbueden ass – ech ken-ne keng diesbezüglech Disposi-tioun aus dem Reglement –, fir all Dag d'„Agence Europe“ ze liesen.

Ech hu mir virgeholl – mä dat dauert nach schrecklech laang, ech weess net, ob ech mech dann dorunner kann erënnere –, wann ech eng Kéier Deputéierte sinn, all Dag der Regierung zéng Froen iwwer europapolitesch Initiativen ze stellen, déi ënnerwee sinn, well et duerchaus wënschenswäert wier, wann d'Regierung schonnet sel-wer informéiert oder sech net be-séilt spiert selwer ze informéieren, emol nozefroen, wéi dann d'letze-buergesch Positioun an eenzelne Froen ass.

Dat géif ënner anerem dozou bäi-droen, dass mir emol méi séier lët-zebuergesch Positiounen heiansdo géife kréien, wann et ëm d'Be-handlung vun deenen Themen do geet, an dass een dat dann och kontrovers diskutéiert.

Mir haten nach net eng Debatt hei am Plenum iwwert d'Bolkestein-Direktiv. Ech soen hei quitschfidel

a roueg, dass mir all sozialen Dum-ping an der Bolkestein-Direktiv oflehen, an dat ass mir och esou gemengt. Dat huet net nëmme eppes mat eise-m Land ze dinn, mä och mat der Aart a Weis, wéi an Eu-ropa mat de Mënschen, déi schaf-fen, ëmggespronge gëtt.

Ech hu gläichzäitig gesot, mä keen huet de Widdersproch nëm-men notéiert, dass, wann et ëm d'E-Technologie geet, mir eis resolu-t dogéint wieren, dass de Prinzip vum Pays d'origine vun der Kom-missioun a vum Ministerrot a vum Parlament géif zur Dispositioun ge-stallt ginn. Well mir ënner anerem déi Betriber zu Lëtzebuerg hunn.

Et hat ee vu menger Wäitsicht ge-schwat, ech mengen, et war den Här Mehlen. Dir waart selten esou wäertvoll wéi haut. Wann Dir et net waart, da war et den Här Gibéryen, mä Dir sidd jo Zwillingen.

■ **(Interruptions et hilarité)**

■ **Une voix.** - Haaptsaach, et ass gesot ginn.

■ **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Dir sidd zesumme komm an Dir verschwannt och zesummen, dat ass esou.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Do kritt Der nach vill gro Hoer bis dohinner!

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Grad wéi Dir wäerte mir och net éi-weg hei bleiwen, dat steet fest.

■ **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Mä, wann ech hei fortginn, dann decidéieren ech dat selwer, bei Iech geet et ëmgedréint. Dat ass d'Differenz. Ech sinn awer frou...

■ **(Interruptions)**

■ **M. Robert Mehlen (ADR).** - Dir hutt Iech ewell dacks an Äre Pronosticé geiert.

■ **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Jo, jo, mä alleguer déi Pronosticen, déi Dir virun annerhallwem Joer iwwer mäi Schicksal gemaach hutt, déi si grëndlech doniewent gaang. Insofern loosse ech et gären op de Wetteifer vun de Pronosticen ukommen.

Mä jiddefalls sinn ech frou, sou-laang wéi Dir do sidd, well mat Iech kritt een interessant Gesprécher, zum Beispill folgend: Mir soen also, wann et ëm d'Besteuerung geet vun den E-Commerce-Arichtungen zu Lëtzebuerg, da bleift et beim Pays d'origine. D'TVA, déi hei bezuelt gëtt, gëtt hei bezuelt, obschonn d'Leeschungen an Däitschland, a Frankräich, an England oder Ame-rika oder soss éierens higinn.

Wann et awer ëm aner Leeschtun-ge geet, da soe mer, do mussen d'Gesetzer ziele vun deem Land, wou d'Leeschung higeet. Wou mir Leeschtungen exportéieren, soe mir, eist Gesetz zielt, do wou mir Leeschtunge bezéien, soe mir, eist Gesetz zielt. Ech wëll dorop op-mierksam maachen: Ech verteide-gen dat och zu Bréssel.

Dass ech awer fonnt hätt, wann ee scho Widderspréch sicht, a se do-hinner siche geet, wou se net sinn, dass ee se do fënn, wou se leien, kann ech net soen.

An da gesäit een emol, wat mir der fir sinn, wéi mir funktionéieren an deemselwechte Beräich, woubäi deen een ëm d'Mënsche geet an deen aneren ëm d'Déngschtleeschtungen, mä d'prinzipiell Froestellung ass déiselwech: Dass mir eis d'Saachen dréinen, sou wéi mir se gären hätten.

Et gëtt iwwregens gutt Argumenter, fir si kënnen ënnerschiddlech ze dréinen, mä et muss een awer emol d'Widderspréch vun deem gesinn. An dass déi Widderspréch net detektéiert ginn, féieren ech zrëck op eng mangelhaft Intensitéit vun eisen europapolitischen De-batten, déi mir net prinzipiell aus-

riichten, mä déi mir als séier kon-junktuell Dossier fir Dossier ënner-schiddlech wëssen ze gestalten, an da si mer heiansdo irritéiert, wann am Rescht vun Europa aner-er heiansdo sech eng Meenung iwwer Lëtzebuerg bilden, déi mer net esou ganz gären héieren, wa mer se nolauschteren.

An dofir mengen ech – ech huelen dat als Beispill –, dass et gutt wier, wann een esou Debatte heiansdo méi an d'Déift géif féieren. Ech weess och net mech richtig dorun ze erënnere, wéini fir d'lescht hei eng Plenumsdebatt iwwert d'REACH-Direktiv stattfonnt huet.

■ **(Interruption)**

Jo, jo, ech wëll soen, et ass entre-temps an der REACH-Direktiv villes geschitt, do sinn Amendementen an der zoustänneger Ëmweltkom-missioun vum Europäesche Parla-ment ugeholl ginn; do gëtt et ee ganze Cortège vu Lobbyisten – där enger an där anerer –, déi duerch déi legislativ Instance vun der Eu-ropäescher Unioun déferléieren. Ech gesinn net richtig, wéi mir dann elo dorop reagéieren; et kann een et esou oder esou maachen.

Ech hunn zum Beispill mat men-gem Frënd Ëmweltminister doriw-er eng kontrovers Diskussioun, wou hien iwwregens d'Tendenz huet Recht ze kréien, well ech mech an deene leschten dräi Deeg emol erëm eng Kéier e bësse méi domat beschäftegt hunn. Mä zu-mindest hate mir awer eng Diskus-sioun doriwwer.

Ech hätt gären, dass mir d'Leit hei am Land mat op de Wee huelen, wann esou eng Législatioun lues a lues entsteet, fir ze kucken, wat d'Argumenter, wat d'Awänn, wat d'Hiweiser vun deenen aneren ubelaangt.

An dat, wat ech mat Bolkestein a mat REACH festmaachen, kann ech och iwwert d'Aarbechtszäit-Direktiv soen, an iwwermuer hunn ech aneres. Ech mengen, et sinn de Moment eppes honnert Direkti-ven amgang vun de Ministeren zu Bréssel examinéiert ze ginn, an et bleift abenteuerlech a mengen Aen – ech soen dat och séier autokri-tesch, dat ass guer keng Parla-mentsbeschimpfung, déi ech hei maachen –, déi Aart a Weis bleift abenteuerlech fir mech, wéi mir déi europäesch Virgäng, parlamenta-resch, innenpolitesch hei am Land begleeden. Deen eenzegen Trou-scht, deen een huet, dat ass, dass et soss néierens besser ass wéi hei.

An Dänemark ass et nëmme beser – mä dat brénge mir hei am Land jo och net fäerdeg –, well si eng minoritär Regierung hunn, do-fir mussen déi an den Exame goen ier si op Bréssel ginn.

Mä ech géif fannen, dass et gutt wier, gutt fir d'Regierung a gutt fir d'Parlament, dass virun deene Brésseler Sitzungen – an déi fän-ken net eréischt un, wann d'Minis-teren untrieden, mä déi fänken an den Aarbechtsgruppe vum Conseil un – d'Parlament an d'Ministere sech méi intensiv géifen iwwert déi Froen austauschen.

Dat ass, wéi ech gesot hunn, wäit ewech vum europäesche Gipfel-Glamour; dat ass ganz no u béiser Knachenaarbecht, déi een do muss maachen. Dofir solle mir déi och zesummen, wéi ech fannen, organiséieren.

Ech hunn hei ugemahnt, dass mir een nationalen Europaforum solle plangen. Dat war net geduecht – do hunn déi vläicht Recht, déi soen, dass ech net ëmmer kloer schwätzen –, dass mir elo Institu-tiounen benennen, déi do regel-méisseg a Sitzunge sollen zesum-mekommen, fir iwwer Europa ze schwätzen. Wat ech mat nationa-len Europaforum mengen, dat si vill Foren, vill Plaze vu Begéignung, vill Plaze vun Diskussioun, wou iwwer Europäesches geschwat gëtt a wat een dann iergendwou, an dat zwar am Parlament an an der Re-gierung, muss zesummeféieren.



An ech mengen net, dass dat d'Plazen oder d'Plaz wier, fir iwwert déi Fro ze diskutieren, wéi mir dann an Zukunft mat dem Datum a mat der Aart a Weis vun den Europawahl verfuere. Ech mengen, dat ass nu wierklech eng Décisioun, déi d'Politik ka selwer heibannen huelen, hei si mir an engem Parlament, an engem gewielten, an heibanne muss déi Décisioun geholl ginn.

Ech hunn doriwwer net geschwat, well d'Regierung doriwwer keng prezis endgültig festgeluechte Virstellung huet. Ech weess aus deenen zwou Regierungsparteien, iwwregens och e bëssen aus den Oppositionsparteien, dass doriwwer jo méritoirement diskutiert gëtt, Argumentekatalog nieft Argumentekatalog. Dat ass jo guer net esou evident, fir dat ze klären.

Ech sinn e bëssen amüséiert driwwer, muss ech soen, dass ee mengt, dass een dat Onverständnis fir Europa, wat een heiansdo begéint huet an der Referendums-campagne, zauberstafméisseg do-duerch kéint léisen, dass een déi zwou Wahlen do géif vuneneen trennen. Dat ass jo vun engem Ridicule, deen eigentlech misst Massentierwen ausléisen, sech virstellen, et géif duergoen, fir elo zwee verschidde Sondeger innerhalb vun enger Period vu sechs Méint zwee verschidde Parlamentter ze wielen, an do-duerch géife mir alleguer zu héichkarätegen Europaspécialisten hei eruwuessen. Dat ass dach guer net de Problem!

Wann déi Trennung vun deenen zwou Wahle kann hëllef, eng méi staark Opmierksamkeit fir europäesch Froen erbäzeféieren, da sinn ech jo net dogéint. Mä da muss een och op seng Wortwahl oppassen. Et kann een net dauernd soen – an déi, déi dat dauernd soen, hunn nu emol Recht –, dass een Europapolitik an Innenpolitik net strikt trenne kann, dass et em déiselwecht Meenungen, déiselwecht Iwwerzeegungen, em déiselwecht Argumenten an der Saach geet an deenen zwou Beräicher vu Politikgestaltung heiheem an an Europa, an da mengen, et kéint een déi Wahlen auserneen rappen, esou wéi wa si guer näischt mateneen ze dinn hättten.

Ech wéilt all Kéier, wann Europawahlen an Europa sinn, wier deeselwechten Dag an all Land eng Europawahl an eng Parlamentswahl, dann hätt ee kloer an anstänneg d'politesch Verhältnissen zum Moment gemooss opgrond vun enger Debatt, déi souwuel d'Innenpolitik betrëfft wéi d'Europapolitik.

Zu Lëtzebuerg muss mer – dofir d'äerf een net verzweifelen – dat iwwer eng Regierungskris maachen, fir dass een dat institutionell propper iwwert de Wee kritt. Dat kann een à tout moment organisieren, wann ee Loscht huet, mä dat geet awer als argumentativ Basis net grad duer.

Wa mer iwwer Chemiepolitik schwätzen, wa mer iwwer Aarbechtsrecht schwätzen, wa mer iwwer Aarbechtsmaartpolitik schwätzen, wa mer iwwer wirtschaftlech Kompetitivitéitsfroe schwätzen, wa mer iwwer Währungs- a Wirtschaftspolitik schwätzen, da sot mir emol, wat do europäesch drun ass a wat do nëmmen national drun ass. Ech kennen net vill Themen, déi net och parallel an der Europäescher Unioun traitéiert ginn. Souguer Froen, déi si eigentlech näischt uginn, gi jo dauernd an der Europäescher Unioun diskutiert, wéi wann et eng quasi Zoustännegkeet an eng quasi Kompetenz-Kompetenz duerch d'Eroberung vun eppes, wat engem net zousteet, géifen an der Europäescher Unioun ginn.

Ech fannen dat dach gutt, dass eng Partei ze deemselwechten Ament gemooss gëtt an hire Grondmeenungen, an hiren Detailfestleeungen zu Politikberäicher, deeselwechten Dag, ob et em Europa geet oder em d'Nationalwahl.

De Problem, dee mer hei am Land hunn, dat ass jo net deen iwwert dee mer ëmmer schwätzen, mä, dass een déi zwou Wahle muss auserneen halen. Ech sinn och d'accord, wann dat de Wëlle vum Souverain ass – dat heescht vun der Chamber –, dat ze splitten. Da kann een dat vun iergendwéini u maachen.

De Problem ass, dass d'Leit gäre wéissen, wie se mat wat fir enger Iwwerzeegung wouhinne schécken wa se e wielen. An dofir halen ech dat – wat den Här Fayot an aner Kollegen och elo a scho fréier gesot hunn; ech och alt schonn – fir méi richtig, dass een deeselwechten Dag dem Wieler eng kloer Offerte mécht.

Et gëtt déi, déi wëllen hiert Mandat an Europa ausféieren, an déi kandidéieren op enger europäescher Lëscht. An et gëtt déi, déi hiert Mandat wëllen zu Lëtzebuerg ausféieren, an déi kandidéieren op enger nationaler Lëscht; anstatt dass mer ëmmer dee Spektakel do hunn, dass deeselwechten Dag d'Leit op zwou Lëscht sinn. Ech Geck ëmmer mat. Ech si scho fënefmol an d'Europäesch Parlament gewielt ginn, dovu véiermol als Beschten am Land, an ech sinn nach ëmmer hei, zum Verdross vu villen.

#### (Hilarité)

Mä dat ass jo net seriö.

A mir missten et als Partie jo fäerdeg bréngen deeselwechten Dag zwou getrennte Lëscht, an déi europäesch Lëscht mat sechs Kandidaten an net mat 12, virzeleeën; dass d'Leit da wëssen, wie wouhi geet.

Da kënn et net vir, dass een, deen an Europa gewielt gëtt, och Minister gëtt. Well wann e sech op d'Europalëscht setzt, wëllt hie jo soen: Ech wëll net an der Lëtzebuurger Regierung sinn, ech wëll am Europaparlament sinn. Dat Eenzegt wat ka geschéien – dat d'äerf een da kengem verbidden, duerch d'Uwuesse vum Volume vun der europarlamentarescher Demokratie – ass, dass deen, deen an d'Europaparlament gewielt gëtt, ka Kommissär ginn. Da kann deen vun deem Nächstfolgenden op senger Lëscht ersat ginn.

Mä mat Ausnahm vum Kommissärsmandat gesinn ech eigentlech kee valable Grond, dass een, deen op enger Europalëscht gewielt gëtt, dat Mandat net unhëlt. Dofir solle mer an aller Rou doriwwer schwätzen, an net wéi mäi Frënd Henri Grethen, deen normalerweise awer an aller Rou iwwer alles schwätzt, eng postpubertär Begeescherung erkenne gelooss huet fir d'Mandat vun der Regierung esou wäit wéi méiglech ze verkierzen.

#### (Hilarité)

Dir riskéiert mat Sécherheet erméigelt ze ginn, mä ob d'Regierung erméigelt gëtt, dat weess een ni.

#### (Hilarité)

Ech soen, do sinn ech egoistesch gepoolt an deene Saachen. Dat war jo eng Anekdote an eng scherzhaf Bemierkung, wéi den Henri Grethen der an engem onwahrscheinlech gutt gefüllene Kanister dauernd mat sech ronderëmdréit.

#### (Hilarité)

Mir sollen déi Saach hei seriö ugoen an ech menge perséinlech, ech schwätzen do awer net fir d'Regierung, ech wëll dat hei direkt

dobäi soen, dass mir roueg kënnen déi nächste Kéier nach deeselwechten Dag viele goen, mat zwou getrennte Lëscht, ënnert der Viraussetzung, déi ech hei gesot hunn, dass d'Leit sech engagieren.

An d'Leit kann een net beléien. Et belitt een d'Leit nëmmen ee Mol. Wa mer eis alleguer zesammen engagieren, dass mer dat esou handhaben, da mengen ech net, dass doraus eng gréisser Turbulenz géing entsto. Mä et ass un der Chamber, net un der Regierung, fir déi Fro iwwert d'Wahlen ze klären. Ech wollt just eng Kéier meng perséinlech Meinung doriwwer soen.

Dann hunn ech an der Ried vum Spriecher vun der Demokratescher Partei – deen haut de Mëtteg aus engem dausendprozenteg novollzëibare Grond net kann hei sinn, duerfir schwätzen ech vun der Demokratescher Partei an net vun hirem President – e bësse verwonnert zur Kenntnis geholl, dass vun der liberaler Säit bemängelt ginn ass, déi Ried wier net kloer gewiescht.

Esou ganz verwonnert sinn ech net doriwwer, well esou kloer war se jo och net. Stellt lech mol eng Sekonn vir, se wier esou kloer gewiescht wéi Der se gäre gehat hätt. Wat hätt Der da gesot?

#### (Interruption)

Elo muss ech schonn 20 Joer mat dem, wéi ech fannen an der Saach, am Verhalen an am Behuelen, total onberechtete Virwürf liewen, ech géif kengem nolauscheren, ech géif net dialogieren, et géif näischt ënnert der Transparenz geschéien, ech géif mech iwwert d'Leit ewechsetzen, an dann ass d'Iwwerraschung gross, wann een, well ee jo lues a lues an d'Maturitéit erawisst...

#### (Hilarité)

Dat hutt Der nach net esou gemierkt. Ech muss drop opmierksam maachen, fir dass dat opfällt.

#### (Hilarité)

Dass een da seet, lauschtert emol: Hei sinn d'Problemer, an hei sinn eng Rei vu Pisten iwwert déi mer schwätzen, an elo schwätze mer emol mat alle Mënschen doriwwer. Mat deenen organisiererten a mat deenen net organisiererten ass jo doriwwer ze schwätzen.

Kuckt emol de Bundeskanzler Schröder, deen ass nach e puer Wochen am Amt – ech bedauern iwwregens ausdrécklech säin Ausscheeden aus dem Amt, well et ass ee Mann, dee sech mat der Zäit séier gentil an amicalement fir lëtzebuergesch Saachen a lëtzebuergesch Politik interesséiert huet, ech emfannen also iwwerhaupt keng Satisfaktioun driwwer, dass den Här Schröder net méi Bundeskanzler ass – an deen ass enges Dags an d'Parlament gaangen, am März 2003: „Also elo soen ech lech emol eppes iwwert d'Joer 2010 an ech soen lech och ganz genau wéi dat elo geet.“

Dunn hu se zwou Joer verluer mat Streiken, mat Tapage, mat Duercherneen, Kaméidi an der Partei, Kaméidi mat deenen anere Parteien, Kaméidi mat de Gewerkschaften, Kaméidi mat de Patronen, fir mat engem grouse Retard déi eigentlech Reformfuernisser – Reformer vun deenen ech eenzel Elementer iwwregens guer net apprécieiert hunn – ëmzesetzen.

Wann ech heihinner kommen, den 12. Oktober mengen ech war et, an ech soen lech: Elo hu mer nogeduecht an hei ass d'Resultat an elo

maache mer dat esou, dann ass dat esou wéi mir gewinnt sinn hei am Land mateneen ze fuere. Dat kann ee gutt fannen oder schlecht, ech fannen et éischer gutt, dann hu mer Feier am Stréi. A mir kënn et drop un elo emol de Sënn dofir ze schäerfen, dass et eng Rei vu Problemer gëtt, déi mer mussen upaken an der ganzer Breet vun der Politik an dass mer déi mussen heibannen zesammen diskutieren a mat de Sozialpartner mussen zesammen diskutieren.

Ech gesinn dat iwwregens guer net, ech wëll dat soen, als esou een Elementarspill tëschent Opposition a Regierung. Mir sinn alleguer vun deeselwechte Leit gewielt. Et gëtt der esou Eenzelner heibannen, déi wielen d'Leit ëmmer zesammen, wann ech dat richtig gesinn, an do fannen déi eng sech net automatesch an der Regierung an déi aner an der Opposition erëm. Am Süde gëtt et vill Leit, déi hunn den Henri Grethen gewielt a mech. Gott sei Dank méi der mech wéi hien, mä trotzdem...

#### (Hilarité et interruption)

Mä ech wëll soen, Här Grethen, mir kenne jo och vill Leit, déi lech gewielt hunn a mech gewielt hunn an et hunn der och vill den Här Asselborn gewielt a Gott sei Dank nach méi mech. Wat seet deen engem aus, dee Wahlsystem, dee mer hunn an deen den Här Fayot heiansdo zu Recht partiell bemängelt? Et ben, d'Leit hunn eng kollektiv Erwaardung un d'Politik. Si hu schonn den Androck Regierung oder Opposition, dass dat zwar wichtig ass, mä dass et eng Rei Saache gëtt, besonnesch wann et em hir Zukunft geet, wou se gären hätten, dass déi, déi d'Vertraue vum Vollek hunn, sech zesammenhuelen, zesummesetzen an déi Problemer léisen. Duerfir hunn ech och bewosst drop verzicht, ob-schonn ech mer Virstellungen iwwer Eenzelnes maachen, wat der och, déi haut an der Opposition sinn, wëssen, dass een dat soll anescht ugoen.

Ech hat d'lescht Joer, wéi mer d'Regierungserklärung hei virgedroen hunn, relativ vill Gewicht drop geluecht, dass mer wëlle Moderatioun zu der Regierungsmethod maachen. Dat heescht nolauscheren, dat heescht och schwätzen. Dat heescht diskutieren, dat heescht vergläichen, dat heescht zesummeleeë fir dann ze probieren, dat Beschir fir dat Gantz dobäi erauszekreien. A wat mer méi Reforme kënnen zesumme maachen, ëmsou besser gëtt dat Reformwierk och wat mer fir eist Land hei kënnen hannerloosen, wa mer eist Mandat am Joer 2009 dohinner zrëckginn, wou et hierkënn, nämlech bei d'Lëtzebuurger Vollek.

Dat muss net alles am Sträit geschéien, an duerfir soll een emol deene Reformprozesser, deenen Erneuerungsprozesser, deene Modernisierungs- a Remodernisierungsnoutwendegkeeten, déi an d'Haus stinn, eng Chance ginn an emol kucke wéi lieweg a wéi zoupakend dass global Demokratie zu Lëtzebuerg ka sinn. Mat globaler Demokratie mengen ech net nëmmen déi gewielten Demokratie, mä och déi Demokratie, déi et an der Zivilgesellschaft gëtt, well déi hëlleft jo d'Demokratie am Gesamtspektrum méi komplett ze maachen. Duerfir muss mer iwwer eng Rei vu Saachen diskutieren.

Ech hunn dat ugemahnt haapt-sächlech zum Schluss vun der Ried, well dat mer wichtig schéngt, an do hunn ech wierklech keng virgefaasste Meinung. Ech hätt just gären, dass mer emol deeselwechte gefaassten Androck eis vermëtteln iwwert d'Situatioun an där mer sinn an déi lues a lues, an dozou hu mer alleguer bägedroen, erugewuess ass. Wa mer

zesammen eppes fäerdeg bruecht hunn, wat dann op eemol net méi funktionnéiert, da muss mer et zesumme kucke wéi mer et erëm un d'Fonctionnéiere kreien.

Da kann een net soen: Elo sinn déi eng an der Regierung, déi sollen d'Saach un d'Fonctionnéiere kreien. An déi aner, déi an der Opposition sinn, déi soen: Elo si mer an der Opposition, an da sollen déi sech emol ploen. An déi, déi an der Regierung setzen, soen dann: Déi do hunn elo hei déck téinen, mä déi waren nach virun e puer Joer an der Regierung, da solle se elo kucken, dass se dat an d'Rei kreie wat se do verbrach hunn.

Déi grouss Problemer, déi mer hunn, notamment am Beräich vun der Sécurité sociale, hu mer ëmmer alleguer zesumme gemaach. Ëmmer alleguer zesumme gemaach! Aus gudden oder aus schlechte Grënn, mä mir hu se ëmmer zesumme gemaach. Déi eng hu méi gedréckt, déi aner hu méi gezunn, déi eng stoung méi op der Brems an déi aner hate méi Muskelkraaft fir de Weenchen a Bewegung ze bréngen, mä mir hunn et ëmmer zesumme gemaach.

All Problemer, déi mer an der Sécurité sociale hunn, sinn d'Gesamtresultat vun de jorzéngtelaangen Ustregunge vun alle Lëtzebuurger Parteien. Esou ass dat! An da muss ee mer am Millimeter weisen, där Millimeter fénnst een och, wou mer net als politesch Zentralinstanz hei am Land alleguer eisen Deel dozou bägedroen hätten, fir déi Situatioun erbäzeféieren, déi jo gutt ass, well se eng anstänneg Leeschtungsverdeelung och vu soziale Prestatiounen hei zu Lëtzebuerg zur Folleg hat. Mä ech hätt gären, dass een driwwer diskutiert wéi dat virugeet, ob dat kann esou viruoen, ob mer dat packen op Dauer. An do muss een a laangen Zäitram denken. Do kann een net soen: Wat ass an deenen nächsten dräi Méint, an den nächste sechs Méint? Do muss mer schonn e bësse méi wäit kucken.

An déi Virstellung, déi besonnesch den Här Gibéryen hei virdréit, et géif dem Statsminister drëm goen, fir elo hei esou ee kenge Grëff an d'Rentekeesen ze maachen, ass net richtig. Ech hunn nach keen dra gemaach. Do hutt Dir méi opzeweise wéi ech bis elo. Dorëms geet et net, well ech hat dat jo – an ech wusst emol guer net méi, dass ech dat heibanne gesot hat, mä et stéiert mech net, dass ech et gesot hunn – den 29. Abréll 2004, dat war kuerz virun engem aneren Datum, gesot, dass, wann ee Budgetleschtung ëmschicht, do-duerch, dass ee se iwwert d'Reserve vun de Pensionsfonge bezuele léisst, een domat um Gesamtbild vun de Statsfinanzen – wann een dat mat engem Eurobléck kuckt, an dat ass jo deen eenzeg, dee richtig ass – guer näischt ännert.

Wann hei gesot gëtt: De Statsminister wëllt – vun deem kann ee jo egal wat soen – an d'Reserve goe vun de Pensionskeesen, fir do-duerch Suen am Budget ze gewannen, dann hëlleft dat dem Stats- a Finanzminister iwwerhaupt näischt, well dat wat mer an der Eurogroup kucken – do sinn ech jo och tätteg am Niewenjob, wuerfir een heiansdo muss wäit Reese maachen, Här Gira, a séierer –, wann een aus de Reservekeese géif Suen eraushuelen, fir staatlech Leeschtungen do finanzieren ze loossen, da kucken déi wéi ech a wéi d'Kommissioun zu Bréissel, wann et em d'Rente-regimer geet, eenzeg an eleng wéi vill Suen an engem Joer erakommen a wéi vill Suen an engem Joer erausginn.

An dat ass den Defizit oder den Iwwerschoss. Déi kucke guer net wat an der Keess läit. Dat kucke se net



beim Statsbudget. Dat kucke se och net bei de Rentekeesen. Si kucken eenzeg an eleng: Wat entsteet an engem lafende Joer vu Mehreinnahmen oder vu Mehrausgaben?

Duerfir däerf ee sech do net der Virstellung higinn, et géif sech hei em deen Trick handelen, fir d'Zuelen zu Bréissel méi schön ze maachen, well déi ginn...

#### (Interruption)

Majo, dat ass jo gutt. Ech halen dat zréck, dass Der net mengt, dass et dat wier. Dat entsteet guer net do-duerch. Émschichtunge kann ee maachen aus ville Grënn, mä dat ass net d'Resultat wat ee kann domat errechen, well Der gesot hutt, et géif em d'Reserve goen. Wann Der gesot hätt et geet em d'Joresbeitrëg, da si mer an enger anerer Diskussioun, mä Dir hutt vun de Reserve geschwat. An dat sinn nun emol déi, déi do leien, an déi zielen net an där Rechnung...

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hu vum Stat senge Verflichtung vis-à-vis vun de Pensiounskeese geschwat.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, an de Stat huet just d'Verflichtung, annerhallefmol eng Joresreserv unzeleeën an net 3,2-mol. Mä dat wëll ech guer net diskutieren, well dat hëlleft eis jo...

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - An d'Gesetz? Wat seet dann d'Gesetz?

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - 3,2-mol steet net dran, neen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat ass just ee Minimum.

**M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, an ech hätt ëmmer gären, dass de Minimum esou héich ass wéi méiglech, an et gétt anerer, déi hätten ëmmer gären de Maximum esou séier wéi méiglech beim Minimum, mä dat ass eng Differenz, déi mer nun emol mateneen hunn.

#### (Interruption)

Ech wëll just soen: Et kann ee keng Budgetleschtungen aus den eigentleche Reserve vun de Pensiounskeese bezuelen. Toujours est-il oder nach ass et, dass een einfach muss e rouege Bléck op eng Tatsaach werfen, déi et awer a sech huet: Mir ginn an engem Joer 2,4 Milliarden Euro iwwert de Statsbudget an d'Sécurité sociale! Et gétt keen anert Land an Europa, och Dänemark net, wat ähnlech niddreg Sozialaaschten huet wéi Lëtzebuerg, wat esou een héich fiskaliséierte System vu Sécurité sociale huet wéi mir.

Ech sinn nodrécklech dofir, dass een eng zu engem grouse Mooss fiskaliséiert Sécurité sociale huet, well mir mat där Eenzeger sinn, déi net d'Aarbecht iwwerbelaaschte ginn duerch Sozialabgaben, mä dass mer dat iwwer esou oder esou geart Steiere maachen, ouni domat d'Aarbecht ze penaliséieren.

Ech sinn awer schonn der Meenung, wann et em d'Finanzéierung vun der Sécurité sociale geet – déi Klammer maachen ech op –, dass et och aner Sorte vu Revenuë gétt, déi ee belaaaschte kann an déi näischt mat der Aarbecht ze dinn hunn. Entweder féiert een déi Revenuen, déi een do anzitt, an de Statsbudget oder et féiert ee se direkt an dee soziale Sécherungssystem.

Dat ass eng Diskussioun, déi mer mussen hunn. Dat hunn ech hei ausdrécklech wëlle mat usprechen. Mä mer muss wëssen, dass mer am Joer ronn 900 Milliounen Euro, dat si bal 40 Milliarde Lëtzebuerger Frang an d'Rentekeesen

féieren, plus déi Provisiounen – wann ech se kann esou nennen –, déi mer mussen uleeën oder organisieren, fir d'Pensiounen am öffentlechen Déngscht ze bezuelen, well mer einfach ee System hunn, historesch entstan, wou mer eis mat engem gewëssene Prozentsaz vun der Masse cotisable un der Finanzéierung vun de Rente bedeelegen.

Doriwwer kann ee jo da laang streiden, ouni dass direkt d'Sozialmoudereller a Gefor kommen, ob een dat muss esou halen oder net. Do sinn déi zwou Méiglechkeete méiglech. Mä ech hätt just gären, dass, wann een dat enner kengen Émstänn wëllt änneren, obschonn een et partiell kënnt änneren, een dat da weess an dass ee sech dann drëms bekëmmert, wou mer dann am Statsbudget spueren, well mer mengen déi Automatismen do, déi klammen d'nächst Joer em 4%, déi stinn net zur Dispositioun fir budgetär am Gesamtvolumen ze räsionieren.

Eleng duerch d'Sécurité sociale geet de Budget vum Joer 2006 em 4% an d'Luucht, duerch déi staatléche Transfertleeschungen an d'Sécurité sociale. Ech hätt gären, dass déi, déi soen: Dat do ass esou, dat muss esou bleiwen – et gétt gutt Grënn dofir, dass dat och kann esou bleiwen –, all kéier, wann de Budgetminister heihinner kënnt a seet, eise Budget klëmmt esou vill, déi 4% ofzéien, well do kann de Budgetminister guer näischt maachen, fir déi Dépense do enner Kontroll ze kréien. Hie ka guer näischt maachen, hien exécutiert ee Gesetz, wat mer zesumme wollten a wat mer dann eben zesummen decidieren net ze änneren.

Mä et gétt keen anert Land an Europa, deem säi Budget och nëmmen em 4% géif klammen, well déi meeschte Budgete klamme minus 2% oder maximal plus 3%. Eise klëmmt eleng duerch d'Sécurité sociale em 4%. Ech bekloe mech net doriwwer. Ech hätt just gären, dass een dat weess, dass mer déi Automatismen ageschriwwen hunn, dass do déck Montanten transferiert ginn, déi zilorientiert sinn – dat streiden ech jo guer net of –, während jiddferen, dee Minister ass oder Minister war, jo weess, dass e muss fir 100.000 Frang streiden, dass wicteg, kleng Saachen – an et gétt vill kleng Saachen, déi an der Zomm wicteg sinn – iwwerhaupt net kënnen gemaach ginn, well einfach déi Automatismen am Statsbudget esou sinn, dass déi Suen net zur Verfügung stinn.

#### (M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Wëlle mer d'Gestaltungshoheit iwwer eise Budget ermëckeren oder wëlle mer dauernd Fremdbestimmung erliewe vun der Economie, déi eis an de Budget era bestëmmte Leeschtungen implantéieren geet, op där hir Gestaltung an op där hir Profiléierung, op där hir Kannelleef mer iwwerhaupt keng Awirkung hunn. Dat ass eng Diskussioun, déi mer als Politik – au sens noble du terme – eng kéier mussen féieren.

Datselwecht zielt fir d'Krankekeesen, datselwecht zielt fir d'Fleegeversécherung. Dat huet eng praktesch Bewandnis fir d'zukünftige Gestaltung vun de Statsfinanzen, wou ee muss Kloerheet hunn. Ech sinn der Meenung, dass een do munches kann änneren, mä ech sinn awer och der Meenung, dass et gutt Grënn gétt, fir dat net ze änneren. Et hântk vum Gesamtkontext of an deem een eppes mécht, a vun de Gesamtpäck of mat deenen ee probéiert Politik ze maachen.

An engem Saz, wa mer gesot kréien: „Et ass gutt, haalt lech do

eweck.“, da fale vill aner Kritiken zesummen, déi een net méi ka formulieren, wann ee seet, dat doten, dat muss bleiwen, wéi et ass. C'est tout le débat. Nieft den Zuelen, nieft den eigentlechen Zilrichtungen vun de Politiken, ass dat doten den Enjeu vun der politescher Aussprooch, wa mer domat fäerdeg sinn.

Dann hu mer eng Rei aner Saachen an där Erklärung gesot, déi nun awer kloer waren. Dat do war jo just eng Indikatioun a wat fir eng Richtung, dass een Diskussiounen soll féieren.

Ech hunn zum Beispill gesot, dass d'Regierung wëllt ee Gesetz abrénge iwwert de Maintien pour l'emploi, d'„Festegung vun der Beschäftigung“ hu mer dat op Lëtzebuerger geschwätzt. Et huet net all Sprächer gesot, ob hien domat d'accord ass oder net.

#### (Interruption)

D'accord, ech hunn een héieren, dee gesot huet, e wier domat d'accord. D'liberal Partei huet net gesot – obschonn dat ganz kloer war – si wier domat d'accord.

Ech hu gesot, et kënnt sinn, dass mer missten driwwer diskutieren, ob ee vum Joer 2012 un net, esou wéi dat iwwerall ronderëm eis geschitt – zënter gëschter och an der Belsch – all Joer misst een, zwee Méint méi schaffen, well mir kënnen jo net nëmme bis 2020 oder 2025 goen. Et ass scho gutt e bësse méi wäit ze kucken, well iwwert d'Halbschent vun eise Pensiounen an d'Ausland geschéckt gétt. An déi Leit hunn en Usproch op déi Pensioun, déi se duerch hiert Schaffen hei am Land erwiarkt hunn.

Am Zesummenhang vun där Fro misst ee fir d'éischt d'Fro klären, wéi et da kënnt gemaach ginn, dass déi, déi beschäffegungsfäeg sinn an déi tëschent 50 a 60 Joer al sinn, emol eng Chance kréien ze schaffen, wa se wëllen. Elo gesinn ech éischtens emol Gewerkschaften, déi do séier excitéiert da schonn do lassginn op déi Affär do, a soen, de Statsminister huet emol net vun deene geschwat tëschent 50 a 60 Joer. Et muss ee liesen, ier een op de Vélo klëmmt, liesen, wat gesot ginn ass, nolauschten, wat gesot ginn ass. Et ass ausdrécklech an engem Zesummenhang erwähnt ginn.

An ech héieren de Radio RTL a sengem Animatiounsdeel soen: „Sidd Dir mam Statsminister d'accord, dass mir vun 2012 musse méi schaffen? Rufft un a sot Jo oder sot Neen.“

#### (Hilarité)

Wësst Der, ech hu jo näischt géint Animatioun, heiansdo droen ech jo och zu där bäi,...

#### (Hilarité)

...mä et soll een de Leit net eng Fro stellen, déi kee gestallt huet. Et muss ee soen: „Mir, RTL, sinn der Meenung, dass Dir vun 2012 u musst méi schaffen, obschonn déi tëschent 50 a 60 Joer net schaffen. Sidd Dir d'accord oder dergéint?“ Mä sot net, de Juncker huet gesot déi eng sollen doheem bleiwen an déi aner solle méi laang schaffe goen. An da wäert ech iergendwéini liesen, et wier erëm eng Meenungsëmfro gemaach ginn, wou de Statsminister a senger Politik, där onsozialer, där asozialer oder mat sengem sozialpoliteschen Offbauprogramm, vum Lëtzebuerger Vollek massiv an d'Rimmer zréckgehait gi wier. Also, seriö Froe soll een och seriö diskutieren.

Ech hunn näischt héiere vun der liberaler Partei iwwert déi lwwer-

leeung, ob et net richtig wier aus Grënn och vum Gesamtéquilibr, och dem stëmmungsméissege Gesamtéquilibr hei am Land, den öffentlechen Déngscht méi opzemaache fir d'EU-Bierger. Et war jo kloer, wat ech do gesot hunn, do kann ee jo Neen oder Jo soen. Mä et soll een net soen, de Statsminister seet näischt Klores, well op dat weineg, bësse Klores, wat ech do hat, kënnt dann awer keng adequat Äntwert drop.

Oder wéi ech gesot hunn, wann d'ëst an dat géif réaménagéiert ginn, misst een déi Beschäftigungsinitiative bäibehalen. Do hunn déi eng Jo gesot, mä déi liberal Partei huet net gesot, ob se där Meenung ass oder enger anerer, oder vläicht d'ëser oder d'ärer, oder ob ee misst mat engem schwätzen oder kucken, esou dass dat wat ee mir esou virwerft, ech do net richtigement dementéiert gesinn hunn an der massiver Stellungbeziung zu där Fro.

Do, wou ech net ganz kloer sinn, well ech net wëll provozieren an diskutieren, wëllt d'Regierung och nolauschten ier se decidéiert, well decidéiere wäert se an alle Fäll – mir si keen Diskussionsclub –, mä et ass een nëmmen dann ee gudden Décisionsclub, wann ee virdrun diskutiert huet, mä d'Essenz vun der politescher Conduite ass d'Décision. Mir sinn hei bei der Virbereedung vun der Décision, net bei der Aufschiebung vun der Décision.

Do, wou ech gesot hunn, wéi mer mengen, dass et misst goen, do kënnt keng Äntwert, an do, wou mer soen, elo schwätze mer doriwwer, ob een et kann esou maachen, do gétt gesot, dat do war net ganz kloer. C'est curieux!

An dobäi sinn ech iwwerzeegt, hätt ech gesot, esou maache mer et elo, da wier gesot ginn: „Also, déi hunn nach net verstanen, wéi ee muss regieren.“ Kuckt emol, a wann ech soen – dat kascht mech jo awer eppes, déi, déi mech gutt kennen, wëssen dat –, ech wier déck mat der Nues bäigelaf an engem Beräich, zum Beispill deem vum Logement, da soen d'Auguren, déi, déi schreiwen an déi heibanne flüsteren: „Dir wollt dem Boden do eng Kleng kraachen.“ Ech hunn ausdrécklech am Zesummenhang mat der Steierpolitik do geschwat, wou ech den Echech festgestallt hunn. Wann ech da soen, do wier et net esou gaangen, wéi ech et gär gehat hätt, an ech géif dat als een Echech considéieren, da fannen ech et eigentlech gelungen, fir sech doriwwer lëschtig ze maachen. Eierlech gesot! Wann ech elo all Dag heihinner géif kommen a soen: „Elo hunn ech eng fléie gelooss.“, da kënnt Dir soen: „Elo geet et duer, géi denger Wee, du léisst der dauernd fléien.“

Dass een heihinner kënnt a seet: Do hu mer dat net fäerdeg bruecht, an do ware mer ze vill dru bedeelegt, fir dat doten ze bewierken, da fannen ech dat kee gudder Stil, mä jiddferen ass fir säin eegene Stil zoustänneg. Fir dann awer esou ze soen, dat ass ze einfach.

Fir ee Feeler gutzemaachen, falls et ee Feeler war, muss een e fir d'éischt emol agesinn an da kann ee sech eréischt druginn, fir e gutzemaachen. Dofir mengen ech net, dass dat esou en autobiographeschen Tiefgang war, wann een hei seet, dass ee sech an enger Fro net esou duerchgesat hätt wéi een et gär gemaach hätt.

Et geet jo net em mech. Ech hu mäin Haus an ech ka mer och eent leeschten. Et geet em déi Leit, déi sech keent leeschte kënnen an déi gären eent hätten. An dat considéieren ech als eppes, wou mer eis als Lëtzebuerger Politik – a mat där hunn ech eppes ze dinn an dofir soen ech dat fir mech – net mat

deene richtegen Instrumenter un déi Saach erugemaach hunn.

Ech sinn iwwerengs der Meenung, dass, wann déi richteg Instrumenter, déi elo préconiséiert ginn als déi richteg, 1991 agesat gi wieren, et da bal déiselwecht Leit wieren, déi elo soen: Dat doten hätt scho laang misse geschitt sinn. Déi, déi deemools gejaut haten, déi deemoleg Regierung – dat war déiselwecht wéi elo – géif sech un der Privatpropriétéit vergräifen, déi géif net Rücksicht huelen op d'Liewensëmstänn vu Mänsche mat Kanner a mat Familljen. Esou wier dat da gaangen.

Well wann ech elo emol ausrechne géif: Wa vum Stat alleguer déi Steieren, déi op dem Wunnungsbaulouchen – an de Stat huet ëmmer vill um Wunnungsbaulouchen a verdéngt haut guer näischt méi drun –, nach op de Wunnenge géife leien, wéi géifen dann d'Wunnungspräisser zu Lëtzebuerg ausgesinn? Da wëll ech mer dat guer net virstellen. Et muss ee laarscheinlech heiansdo op eng laang Period zréckkucken, well d'Diskussioun jo tendéiert méi laang gezunn a méi global ze ginn.

Wann ech och liesen an héieren: Aflossräich Kreesser vum Patronat brieche ënnert der Laascht vun der Belaaschtung zu Lëtzebuerg zesummen. Ech soe jo net, dass déi minimal ass, mä ech soen, si ass kleng par rapport zu där, déi an anere Länner ze droen ass.

An ech géif mer emol nach eng kéier virstellen, wann alles nach esou wier wéi et war! 1989, wéi ech Finanzminister gi sinn zum Beispill – et huet ee jo ëmmer d'Tendenz d'Geschicht an esou Perioden anzedeelen –, wéi héich dass d'Kierzschäftssteuer der war! Wéi héich dass d'Steier op de Spëtzeverdenger war. Wéi ech Finanzminister gi sinn, war déi 68,8%, si ass elo 38,8%. Wéi héich dass d'Lounsumme-Steier war. Et weess schonn haut kee jonken Entrepreneur méi wat dat ass. Mat wéi vill Milliarden dass d'Betriber all Joer un der Finanzéierung vun der Kannergeldkeese deelgeholl hunn.

Ech wëll de Lëtzebuerger Patrone soen: Et ass villes geschitt wat een och zu Recht erwaarde léisst, dass dat kee fromt Gebiet ass wann een op déi Responsabilitéit vun de Betriber hiweist wat d'Beschäftigung vu Mänschen an engem Land ubelaangt. Do si vill Virleeschungen erbruecht ginn. Et ass net fir dauernd ze soen: D'Steiere mussen erof, d'Betriebssteiere mussen erof, hei muss nach eppes gemaach ginn, do muss nach eppes gemaach ginn. Mir hätten och gären, dass hei eppes géif gemaach ginn. Zum Beispill, dass d'Leit iwwer 50 Joer net einfach erausgehait ginn; zum Beispill, dass d'Leit vun 53 Joer, déi eng Aarbecht sichen, eng Aarbecht fannen, anstatt dass eis erkläert gétt, d'Leit misste bis 70 Joer schaffe goen.

Dofir sollen déi Saachen emol erëm eng kéier zesummegekëckelt beieneen am Gesamtkuch dohinnergeluecht ginn, fir dass een emol gesait wat fir ee wäite Wee dass mer déi lescht Jore gaange sinn. A wann dat alles falsch gewiescht wier an dat alles esou gelooss gi wier: A wat fir enger Situation wiere mer dann eigentlech, wa mer déi Saachen net geännert hätten an deene leschten 20 Joer an deenen d'Verantwortung fir déi Politikberäicher do ze droe war?

Ech hu gesot et géif keng Steierhéijung kommen. Da gétt mer gesot: Déi Netupassung un d'Inflatioun vum Steiertarif, dat ass eng Steierhéijung. Dat kann een esou gesinn. Et ass och schwéier dat eigentlech richtig falsch ze maachen, muss ech soen. Mä ech hunn e relativ gutt Joresgedächt-



nis. Ech weess ganz genau a wat fir Joren dass dat gemaach ginn ass an a wat fir Joren net. An ech weess ganz genau a wat fir Joren dass mer dat zesumme mat engem gemaach hunn, wann et gemaach ginn ass, an a wat fir Joren dass mer dat zesummen net gemaach hunn, wann et mat engem net gemaach ginn ass.

An do sinn alleguer déi emol dobäi op där Säit oder op där Säit, déi an deene leschten 20 Joer Regierungsverantwortung gedroen hunn. Dofir kann een net, wëll ech de liberale Kollege soen, den abrupte Politikwessel elo hei wëllen a soen, et misst all Joer de Steiertarif un d'Inflation ugepasst ginn.

Ech sinn ëmmer beméit, wann een esou vun enger Regierungsequipe an déi aner kënnt, d'l'erschaft maximal ze respektéieren an net alles direkt ze änneren, an dofir hu mer dat doten och elo emol nach einstweilen esou belooss. Woubäi et ganz evident muss sinn, dass, wann een d'Méiglechkeet huet dat ze maachen, een dat och muss maachen. Besonnesch an deene méi niddrege Steiertabelleberäicher, wou dat noutwendeg ass, a wou et eigentlech net vill bréngt wann een et all Joer mécht, well een da keng Ëmgestaltungsraum huet fir dann e bëssen am Tarif Säuberungsmanövre virzuehuelen, déi strukturell eng aner Anlag géife gi vun der Steierlandschaft.

De Spriecher vun „d'Liberal Partei“ huet och – an dat ass eng Fro, déi ech berechtigt fannen – gefrot, wéi dat dann elo virugeet a Saache Quellesteier a Verméigenssteier. Och den Här Grethen hat dat kierzlech op enger Pressekonferenz gefrot. Ech wëll dozou soen, dass mer eis jo musse félicitéieren, dass mer – an do wëll ech mech ausdrécklech och beim Här Grethen bedanken, well dee mer an deem Beräich Politik enorm vill gehollef huet – an Europa déi Fro vun der Kapitalertragsbesteuerung geregelt kritt hunn.

Dat hëlt enormen Drock vun eiser Finanzplaz ewech a léisst eng méi prévisibel Geschäftsgestaltung iwwer eng laang Period zou. Dat brauch d'Finanzplaz, fir déi mer iwwerengs – nach eng Äntwert op d'Debatt – amgang sinn, Publicitéit a Promotioun ze maachen. Ech hat gëschter ausdrécklech erwähnt, dass den Här Frieden nach dëst Joer an Amerika fiert, nodeem en och schonn op e puer anere Plaze war.

Vum 1. Juli un, duerch e Gesetz wat och dëst Haus gestëmmt huet, mat alle Stëmmen, wa meng Erënnerung richtig ass. Neen, mam ADR net.

**Une voix.** - Dach.

**M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Dach?

**M. Jean-Pierre Koepf** (ADR). - Du war ech net hei. Ech weess et net.

**(Hilarité)**

**M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Ech hunn lech elo net gekuckt do wéinst, Här Koepf. Ech weess net méi ob den ADR dat gestëmmt huet, well Dir hutt jo gesot, et géif der Finanzplaz schueden – also misst Der dergéint gestëmmt hunn –, dass déi Leit, déi Zënserträg vu Steiere bezuelen, während déi, déi eng Pei hunn, keng...

**M. François Bausch** (DÉI GRÉNG). - Ech kann hinne soen: Si hunn dergéint gestëmmt.

**(Brouhaha général)**

**M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Also mir fannen dat elo net direkt eraus.

**Une voix.** - Mir kucken et no.

**M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État.* - Schwätzt emol nach eng Kéier do driwwer.

Jiddefalls ass dat eng Gesetzgebung, déi der Finanzplaz net schued, well duerch déi excellent gutt Verhandlung, déi déi lescht Regierung gefouert huet, ass d'Assiette vun där Steier eigentlech esou harmlos fir d'Finanzplaz, och duerch d'Produktëmschréftung, dass se sech haut souguer öffentlech selwer freet, firwat dass se sech eigentlech 20 Joer laang dergéint gewiert huet, dass mer dat géife maachen. Dat ass fir sech déi nächst 20 Joer ze verhalen, wann nach eng Kéier esou Froen opkommen.

Ech hu schonn e puermol erklärt – schonn an der leschter Regierung iwwerengs an och an dëser –, dass déi Gesetzgebung den 1. Januar 2006 – dat ass elo geschwënn – a Kraaft trëtt, an dass gläichzäitig d'Verméigenssteier op deene physische Persounen vum 1. Januar 2006 un ofgeschaaft gëtt, well mer déi zwee Punkten als Equilibermass ëmmer wollten halen. Dat geschitt, an ech hoffen, dass mer och an dem legislative Prozess, dee schwierig ass, och bei der administrativer Virbereedung vun deem nationalen Deel vun der Quellesteier, wou ee muss kucken ob een eng aner oder exakt déi identesch Assiette hëlt wéi déi vun den Nonrésidenten, déi Gesetzgebung fristgerecht iwwer d'Bühn kréien.

Mä d'Absicht vun der Regierung ass, dat wëll ech dem Här Grethen an dem Här Meisch soen, fir déi Duebelgesetzgebung – Verméigenssteier ofgeschaaft op de physische Persounen, an d'national Quellesteier 10%, mat héijem Fräiraum, wéi mer dat ëmmer gesot hunn –, op deemselwechten Datum anzeféieren.

Eng aner Steiererhéijung, déi kënnt – dat hei ass jo en Ausglach vu Steier erop a Steier erof –, ass – ech hunn dorunner geduecht opgrond vun Här Mehlen senger Interventioun – déi speziell Tax, déi mer op d'Alkopsops leeën, well mer der Meenung sinn, dass een do net einfach kann tatenlos nokucken. Et ass eng grouss Suerg vun Gesondheetsminister wéi déi jonk Leit ëmmer méi ofrëschen am Konsum vun deenen Alkoholikaen do. Aner Länner hunn dat och gemaach. Et ass mat der europäescher Rechtskompatibel-Gestaltung net esou evident, wat een do ka maachen a wat een net ka maachen. Mir hunn awer do e Wee fonnt. Ech wëll lech just mäi Verdacht soen. Mir maachen dat, well et net ka sinn, dass déi Saache méi bëlleg si wéi anerer.

Am Ausland ass de Konsum och zrëckgegaangen. Elo maachen ech emol all Wett heibannen, all Wett!, dass en zu Lëtzebuerg vläicht net erofgeet. An da kucke mer emol op all Problemer, déi jonk Leit hunn, wierklech eppes mat der Schoul ze dinn hunn oder vläicht mat bestëmmte Verhalensweisen doheem.

Well wann am Ausland esou eng massiv Steiererhéijung kënnt, dann hunn déi jonk Leit net méi Sue genuch fir sech dat ze kafen. Elo kucke mer emol wéi dat heiheem geet. An da schwätze mer emol eng Kéier an aller Rou do driwwer, ob dat dann eppes bruecht huet fir déi Steieren do ze erhéijen, wuerfir ech nodrécklech sinn, well een domat och zum Ausdrock bréngt, wat een an der Politik gär als Resultat hätt a wat net.

Dofir ass dat eng Saach, déi mech ëmdreift, dass mer all Joer 300 jonk Leit hunn, déi eigentlech verschwannen, well se sech net op

deene Plazen nom Schoulofbroch erëmfinden, wou mer se normalerweis vermuten. Doriwwer muss mer och an engem méi konzentrierten Débat schwätzen, ouni, wéi dat ëmmer an der Schoulpolitik hei am Land geschitt – ech hunn dat ni richtig verstanen, do sinn ëmmer déi eng, déi deem anere soe wat hien hei falsch gemaach huet an do falsch gemaach huet, et misst jo awer och an deem Beräich méiglech sinn, an et ass jo nach vun all Minister leschtenenns och probéiert ginn a keen huet dat richtig esou a Musek gesat kritt, dass d'Leit sech emol alleguer, ouni sech a Regierungs- an an Oppositionsbléck erëmzefannen, mat deenen heiansdo dramatesche Schoulfroen do beschäftegen.

Et ka jo net sinn, dass all Joer 300 jonk Leit hir Schoul ophalen an iergendwou verschwannen. Déi si wahrscheinlech doheem oder soss éieren, wéi ech gëschter gesot hunn. Wat geschitt da mat deene jonke Leit? A wat fir e Potenzial vun – ech weess net wéi ech dat soll ausdrécken – Gefor oder Ongléck oder Misär ass do amgaange sech erunzebilden? An eigentlech sinn ech géint déi Iddi, wéi den Här Castegnaro iwwerengs och, fir dee Qualifizierungsmindestloun do anzeféieren, well ech ginn u sech net gären un de Mindestloun fréckelen, well et weess een ni wou et ophält. Dofir wëll ech direkt soen: Et hält do op wou mer ufänken, also méi wäit kann et net goen, mä doriwwer brauche mer een Accord vun de Sozialpartner.

Meng Iddi ass eigentlech, fir deene Leit nach eng Chance ze ginn, dann nach awer eng Kéier op den Aarbechtsmaart kënne ze kommen, dass een dann ee Mindestloun ënnert dem Mindestloun bezilt fir déi Zäit, wou dann déi Defiziter, déi se aus der Schoul matbruecht hunn, kënne probéiert ginn erëm behewen ze ginn, well soss gesinn ech net richtig wéi mer dat maachen.

Well wa mer se erëm an déi klasesch Beschäftigungsfilière stiechen, souwuel d'Beschäftigungsinitiative wéi CAT oder all déi Instrumenter, déi mer hunn, an do kréie se de Mindestloun oder méi wéi de Mindestloun, da fille se sech wuel mat där finanzieller Ausstattung, déi se dee Moment hunn, an dann ass d'Begeescherung net grouss fir sech weiderzebilden oder fir sech ëmzeorientéieren. Ech weess net, ob dat richtig ass, dass mer deene Jonken esou – ech drécke mech net gären esou aus, well dat kléngt esou domm – d'Suen einfach noheheien anstatt se am guden Sënn vum Wuert ze fuerderen, fir dass se selwer virukommen, fir dass se méi verdéngen.

Ech kennen e ganze Koup vu Leit, de Minister Biltgen och, déi si souguer an enger Initiativ, domat mengen ech net nëmme d'Beschäftigungsinitiativen, a wann déi op de regulären Aarbechtsmaart kommen, da verdéngen se manner wéi wa se op engem Aarbechtsmaart-placéierungsinstrument gewiescht wieren. Dat heescht, wa se bis richtig schaffe verdéngen se manner wéi während där Zäit wou se op de regulären Aarbechtsmaart virbereet gi sinn. Et soll kee mer soen, dass dat eng gutt Politik wär.

Dat hunn ech alles selwer verbrach. Dat war ech ganz eleng. Mä et muss een awer herno moossen, ob dat haut nach richtig ass. Ech wëll lech soen, an deene Jore wou déi Gesetzer entstanen sinn, an den 80er Joren, du ware mer an enger ganz anerer Situatioun. Do sinn och keng Aarbechtsplazen entstanen an der regulärer Ekonomie. Aar-

bechtsplazschaffung leeft eréischt zënter dem Ufank vun den 90er Joren erëm mat zolitem Tempo, an dofir muss ee sech vläicht mat deene Froen do beschäftegen. Dat muss mer selbstverständlech och mat de Sozialpartner zesumme maachen.

Dofir mengen ech, dass mer bei all deem wat eis esou trennt a bei all deem wat eis esou heiansdo géinteneen dreift eng Rei vu kruziale Problemer hei am Land hunn, déi mer mussen zesummen ugoen, zesummen heibannen och, zesumme mat ville Mënschen dobaussen, fir dass mer déi beschte Léisungsmittel fannen, fir dass d'Problemer vun eisem Land kënne geléist ginn.

Elo hu mer d'nächst Woch, Här President, den 19., mengen ech, Budgetsdépôt. Ech entschëllege mech elo schonn, dass ech net kann hei sinn, net well ech d'Absicht hätt mäin Hexeschoss éternel ze verlängeren – ech soen de Leit iwwerengs alleguer Merci, déi mer haut scho geschriwwen hu wéinst mengem Hexeschoss, c'était touchant –, mä den nächste Mëttwoch empfänken ech de slowenesche Premier en visite officielle, an et ass mat den Zäiten einfach net esou ausgaangen, dass ech kéint moies um zéng Auer an d'Chamber kommen. Dofir sinn ech net hei.

Den Här Budgetminister wäert lech bei där Geleeënheet – mä mat der Opstellung vum Budget si mer nach net fäerdeg – mat deem Zuelematerial fir d'Joer 2006 konfrontéieren. An ech hunn lech gesot, dass mer e breeden Defizit am Joer 2006 kréien a bei aller Dichtegkeet, déi den Här Frieden huet, gesinn ech hien och net, dass hien dee wesentlech par rapport zu deem wat en elo ass kéint méi schmuel maachen. E bleift also am Géigesaz zum Minister ganz breet.

**(Hilarité)**

Dass mer déi defizitär Situatioun hunn ass éischts préoccupant, mä awer net surprenant. Ech wëll hei nach eng Kéier drun erënneren, an et kënnt mer schonn op déi Feststellung un, dass mer dat beim Dépôt vum Budget 2003 heibannen annoncéiert haten. Nodeem Einzelner gesot hunn d'Regierung gëtt eréischt d'Zuelen no de Wahlen bekannt, hu mer am September an och am Dezember 2003 gesot: Wann et net zu enger däitlecher Reprise vun der Wirtschaft kënnt – gemengt war déi europäesch, net déi national, well déi leeft mat 4% dräimol iwwer dem Duerchschnëtt vun der europäescher Ekonomie –, da ginn d'Budgeten 2004, 2005 a besonnesch 2006 ganz schwierig.

An deem Mooss wou d'Wuesstumsaussichte vun der Euro-Ekonomie fir d'Joer 2006 1,2% sinn, dat trotz enger robuster Tenue vun der Weltwirtschaftsperformance, fuere mer viru Problemer ze kréien. Déi kann een net doduerch behiewen, dass een d'Steieren op de Betriber erhéicht. Hätte mer se déi lescht Joren gehéicht, hätte mer manner Aktivitéit. Déi kann een och net doduerch behiewen, dass een d'Lounsteier erhéicht, well trotz Steierreform, déi Einzelne jo ze wäit gaange war, klëmmt d'Lounsteier tëschen 16 a 17% de Moment. Déi klëmmt also unhalend gutt, bedéngt och duerch eng relativ héich Nettokreatioun vun Aarbechtsplazen. Dat kann een och net doduerch behiewen, dass een d'Steiere senkt op de Betriber.

Ech hunn d'Gefill, dass mer zwar net op deem ënneschten Niveau ukomm sinn, deen ee kann upeile wat d'Betriebsbesteuerung ubelaangt. Ech gesinn och am Ausland, ronderëm, also och an Däitschland, ob rout oder schwaarz, mä elo si se jo zesummen, eng Ofsenkung vun der Kierperschaftsteier ënner eisem Niveau. Dat muss mer natierlech alles am A

behalten a kucke wéi eisen Instrumentarium par ailleurs soll ugepasst ginn, woubäi ech hei, mengen ech, kënnt ausschléissen, dass et am Budget 2006, dat ass och vun de liberale Kollegen hei ageklot ginn, zu enger Ëmännerung vun der Taxe d'abonnement géif kommen.

Ech gesi wuel Schwierigkeeten an deem Beräich, mä awer fir d'Joer 2006 nach keng Noutwendegkeet hei géigenzereagéieren. An dofir ass dat eng Situatioun vun de Finanzen beim Stat, déi Besuergnis erregend ass an déi mer och net kënne esou beloossen.

Mir kommen nominal no un Defizitgrenzen erun, déi an der Maasstrichter Logik normalerweis d'Klacker laude loosse. Mä déi heibannen, déi sech mam Stabilitéitspakt, och mat senger reforméierter Version, auskennen, wëssen, dass mer net e bedrohlech Gewitter um Enn vun der Prozedur ze erwaarden hunn, well dann d'Reserve gekuckt ginn, souwuel déi beim Stat wéi déi an der Sécurité sociale, well dann d'Statsschuld gekuckt gëtt, déi bei eis eben zéngmol méi niddreg ass wéi an deenen anere Länner, well dann déi intern „liability“ gekuckt gëtt, där mir net esou vill hu wéi déi aner Länner.

Mä et muss een awer weisen, wann een op esou eng Situatioun zousteiert, bei engem Wirtschaftswuesstum vu 4%, engem Wirtschaftswuesstum wou een eigentlech keen Defizit am Budget dierft hunn, wann d'Wirtschaft 4% wiisst, wat een amgaangen ass ze ënnerhuelen, fir déi Situatioun esou ze korrigéieren. Besonnesch wann déi sech puert mat enger fir eis Verhältnisse an eigentlech duerch d'Ëmstänn am Ausland net ze erklärender exzessiv héijer Inflation, déi natierlech staark bedéngt ass duerch d'Evolutioun vun de Pétrolspräisser – déi bliewen awer däitlech iwwer 60 Dollar de Barrel am Joer 2006 an déi wäerte keng dramatesch Korrektur no ënne kennen – an déi och bedéngt ass duerch e relativ héijen Impakt vun den administréierte Präisser an der Inflation sous-jacente, an der Kärfatioun.

An eiser Inflation stiechen 1,4% administréiert Präisser. Dat si Präisser, déi vun der Regierung a vun de Gemenge festgeluecht ginn. Déi, déi d'Taxe festleeën, mussen wëssen, dass dat inflationär Wierkungen huet, woubäi ech mengen, dass dat bei eis och doduerch bedéngt ass, dass d'Pétrolspräisser eigentlech administréiert Präisser an hirem Maximum sinn an dofir wahrscheinlech och Agank fannen an déi Rubrik. Deem Rätsel si mer nach de Moment op der Spur.

Dat heescht, mir hunn do eng Problemballung: héich Inflation, schwaacht Wirtschaftswuesstum bei eisem däitschen an eisem franséischen Noper, keen exzessiiv grousst Wuesstum bei eisem belschen Noper – déi si bei 2% –, eng unhalend Rezessioun am holländesche Geschäftsraum, een Obrieche vun einzelne Südmäert vun der Euro-Achs, ee staarkt Tassement vum britesche Wuesstum, wat sech fir d'Joer 2006 ofzeechent, sou dass ech net gesinn, dass mer exportgedriwwen Elementer genuch kënnten an eis Relance vun der Croissance erakréien, déi mer eigentlech misste kënne erwaarden, wann d'gesamteuropäesch Ekonomie erëm richtig géif dréinen.

Elo ass eng Saach erstaunlech – an da ginn ech mech –: Den Här Gibéryen huet zu Recht d'Fro – ech hat se gëschter ugesprach – vun der TVA gestallt. Eng heftig Debatt hat ech och mat him, wa meng Erënnerung mech net täuscht, am Dezember 2003, wou mer de Budget 2004 gemaach hunn, well den Här Gibéryen ëmmer gesot huet, et



kommen esou vill Remboursement, et steet esou vill aus, wat mer mussen zréckbezuelen, a gemengt huet, dat wiere Betriber hei zu Lëtzebuerg.

Ech hunn him deemools erkläert, wéi dat wier, mä ech entdecken awer dauernd nei Saachen. Den Direkter vum Enregistrement, deen äussert sech jo och – méi däitlech zu mir, wéi ech mech wuel zu him äusseren.

**(Hilarité)**

Parce que c'est de la peine perdue... Dat ass awer näischt wat heihinner gehéiert.

Mä mir hunn de Problem bei der TVA, dass mer engem grouse Betriber en enorm héije Remboursement musse ginn, deen an d'Honnerte vu Milliounen geet. Dat huet also näischt mat eise kleng Betriber heiheem ze dinn. Wann ech aus de Statistike vum Enregistrement déi Recetten eraushuelen, déi mer duerch AOL an Amazon an anerer hunn – dat war scho gutt, dass mer déi kritt haten, soss géif ech dem Budgetminister net wën-

schen d'nächst Woch heihinner missen ze kommen, an et erfreet jiddferree sech ewell un deene Recetten, och déi, déi se fréier emol heiansdo dénigréiert hunn –, an awer och den Impakt erauszéien vun deem décke Remboursement un ee Betriber, da stellen ech nawell fest, wann ech also dat Positiivt an dat Negatiivt eraushuelen, dass d'TVA-Recette amgang ass, sech negativ ze entwéckelen.

Domat musse mer eis selbstverständlech beschäftegen, an zwar net nëmmen d'Regierung, mä ech mengen, dat geet eis alleguer eppes un. Do ass natierlech Fraude dran, dat kann een net ofstreiden. D'Fraude ass nämlech grouss am Beräich vun der TVA; do muss och eng geharnescht Aktioun erfollegen. Dat ass iwwregens net esou einfach, wéi Eenzelner dat heiansdo an d'Zeitung schreiwen.

D'Karussell-Fraude ass och schwéier ze detektéieren, do muss een och Leit hunn, déi dat kënne maachen. Eis Leit um Enregistrement sinn eigentlech méi domat beschäftegt, d'TVA-Fraude, déi am Ausland passéiert, ze examinéieren, wéi d'TVA-Fraude, déi am Inland passéiert, wéinst der interadministrativer Kooperatioun, déi mer do mussen assuréieren. Mä wann ech dat alles erausrechnen, wéi gesot, da bleift ee Problem.

Obschonn et zu Lëtzebuerg keen Abroch vun der Kafkraaft gëtt, obscho mer eng Steierpolitik gemaach hunn, déi Kafkraaft derbäiginn huet, obscho mer eng Lounpolitik hunn, souwuel beim Stat – déi war iwwregens fir d'Joer 2006 moderat – wéi och am Privatsektor, wou se sech un der Produktivitéit ausriicht, déi awer reell Lounaugmentatiounen huet, mer also eigentlech „eng national Lounpolitik“ hunn, wann ech dat tèschent Gänseféissercher kann esou nennen, wéi keen anere Wirtschaftsraum an Europa se huet: Steieren erof a Léin erop, wéineg Aarbechtslosigkeit a keng Zënsbelaaschtung, déi duerch Statsschuld am Budget bedéngt wier, méi eng ideal Situatioun kann een net hunn! Obschonn dat esou ass, mierkt een, dass de Konsum zu Lëtzebuerg amgang ass, sech no ënnen...

**(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)**

Ech froen herno, wien et war.

**(Hilarité)**

...sech no ënnen ofzesenken.

An ech weigere mech eng stupid Ried ze halen, obschonn ech eigentlech Loscht hätt, sou iwwer patrioteschen – iwwer ekonomesche Patriotismus. Mä ech mengen, dat ass, wann ee wierklech aus deem allerleschte Lach päift, wou een dat mécht.

Mä eppes wëll ech just de Leit soen – vu dass souwisou 80% vun de Leit ëmmer rose mat mer sinn, kënnt et jo op e bëssen net un -: Sou geet dat och net, dass mer hei

**Sommaire des séances publiques**

**Session ordinaire 2004-2005**

Hommage à la mémoire de Madame la Députée Nelly Stein p. 561

Clôture de la session ordinaire 2004-2005 et ouverture de la session ordinaire 2005-2006 p. 561

Les moments forts de la session parlementaire 2004-2005 p. 562

**Session ordinaire 2005-2006**

Vérification des pouvoirs et assermentation de Madame Sylvie Andrich-Duval p. 1

Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général p. 1-2

Composition des commissions parlementaires p. 2

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 2

Communication p. 2

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement p. 2-5

Communications p. 6

Débat au sujet de la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement p. 6-27

op eenzelne Produkter déi nidregste Steieren hunn, dass mer déi héchste Léin hunn, dass mer déi héchste Pensioun hunn, dass mer déi héchste Renten hunn an dass d'TVA am Ausland verdéngt gëtt. Ech hätt se gär hei am Land.

dem Här Statsminister Merci fir seng Ausféierungen. Domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung. Déi nächst Sitzung si virgesi fir de 25., 26. a 27. Oktober. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss.

Merci.

D'Sitzung ass domadder opgehewen.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Ech soen

**(Fin de la séance publique à 18.02 heures)**

**Chambre des Députés**

**Compte rendu officiel**

**Suppléent co un aux quotidiens:**

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

**onten u rédactionnel:**

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

**onception, saisie de texte et ise en pa ge:**

Polygraphic SA, Luxembourg

**oncept et coor dination générale:**

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

**Chamber TV**  
weist all  
öffentlech Sëtzung  
live an integral

An der Stad  
umK129(Coil)o  
umK140(Elo/ims)  
•  
Zu Esch  
umK124/455.25Mz

An der Gemeng Déifferdang  
umK129  
•  
An der Gemeng Diddeleng  
umK132  
•  
An der Gemeng Nidderaanwen  
K129  
An der Gemeng Bartreng  
umK140/455.25Mz  
•  
Zu Walfer  
umK129/367.25Mz  
•  
Zu Biwer an zu Wecker  
umK140/455.25Mz  
•  
An der Gemeng Bous  
umK140/455.25Mz  
•  
An der Gemeng Bërmereng umK140/  
455.25Mz  
•  
An der Gemeng Konter  
umK140/455.25Mz  
•  
An der Gemeng Dippech  
umK140/455.25Mz

An der Gemeng Dikrech  
umK119/287.25MH  
•  
Zu Iermsdref  
umK140/455.25Mz  
•  
Zu Esch-Sauer  
umK140/455.25Mz  
•  
Zu Nidder- an Uewerfeelen  
umK140/455.25Mz  
•  
An der Gemeng Gréiwemaacher  
umK140/455.25Mz  
•  
An der Gemeng Hieffenech  
umK140/455.25Mz  
•  
An der Gemeng Hesper  
umK140/455.25Mz  
•  
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt,  
Ollem a Nospelt  
umK140/455.25Mz  
•  
An der Gemeng Mamer  
umK140/455.25Mz  
•  
An der Gemeng Manternach  
umK140/455.25Mz  
•  
An der Gemeng Medernach  
umK140/455.25Mz



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 1 / 2005-2006

## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0464	M. Gast Gibéryen	Congé de circonstance en cas d'accouchement
0468	Mme Marie-Josée Frank	Trafic de transit sur le territoire luxembourgeois
0472	Mme Anne Brasseur	Université du Luxembourg
0473	Mme Claudia Dall'Agnol	Restauration scolaire
0474	Mme Marie-Josée Frank	Réseau routier de l'est du pays
0475	M. Marcel Oberweis	Octroi du statut de pays cible à la Bosnie-Herzégovine
0478	M. Ben Fayot	Législation en matière de protection des consommateurs
0479	M. Marcel Oberweis	Système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
0480	M. Claude Meisch	Autoroute Luxembourg/Sarre (liaison entre l'A13 et l'A3)
0481	Mme Vera Spautz	Société des transports routiers Speralux S.A.
0482	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Processus de Bologne (système de grades académiques)
0483	M. Marcel Oberweis	Circuit cyclable dans la Grande Région
0484	M. Aly Jaerling	Répercussions de la pollution de l'environnement sur la santé de la population du canton Esch
0485	M. Aly Jaerling	Répercussions de la pollution de l'environnement sur la santé des animaux du canton Esch
0486	M. Jean-Pierre Koepf	Adaptation des loyers à la situation économique actuelle
0487	M. Xavier Bettel	Problématique des enfants mineurs fugueurs
0489	M. Carlo Wagner	Trafic de poids lourds
0490	Mme Anne Brasseur	Implantation de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines et des Sciences de l'éducation ainsi que de la Bibliothèque nationale sur un site unique
0491	Mme Anne Brasseur	Infrastructures scolaires du Lycée technique pour professions de santé
0492	M. Xavier Bettel	Formation des brigades motorisées de la Police grand-ducale
0493	M. Xavier Bettel	Bateau assurant la sécurité sur la Moselle
0494	M. Xavier Bettel	Périmètre d'habitation des membres de la Police grand-ducale
0495	M. Xavier Bettel	Heures d'ouverture des commissariats de proximité
0496	M. Aly Jaerling	Prime d'encouragement écologique
0497	M. Marcel Oberweis	Réorientation et restructuration de l'Agence de l'Énergie
0498	M. Ali Kaes	Taux de rémunération des heures de chômage partiel
0499	M. Ali Kaes	Carrière du préposé d'urgence de l'Administration des Services de Secours
0500	M. Carlo Wagner	Infrastructures d'éducation physique du Lycée classique d'Echternach
0501	M. Ben Fayot	Évolution du trafic fret à l'aéroport de Luxembourg
0502	M. Jean-Pierre Koepf	Remboursement d'analyses médicales
0503	Mme Nancy Arendt	Enseignement de l'histoire de l'Union européenne dans les lycées
0504	Mme Nancy Arendt	Aménagement extérieur de la Salle de Concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte
0505	M. Marcel Oberweis	Enseignement d'étudiants issus des pays cibles de la coopération au développement luxembourgeoise
0506	M. Félix Braz	Fonctionnement des commissions consultatives pour étrangers
0507	M. Félix Braz	Travail d'étudiants
0508	Mme Nancy Arendt	Modernisation et agrandissement de la clinique pédiatrique du Centre hospitalier de Luxembourg
0509	M. Alex Bodry	Surveillance du marché postal par l'Institut Luxembourgeois de Régulation
0510	M. Aly Jaerling	Réglementation de la vente des boissons alcooliques
0511	M. Félix Braz	Titre de voyage pour étrangers
0512	M. Félix Braz	Transfert de l'Administration de la Gestion de l'Eau et de l'Administration de l'Environnement vers le site Esch/Belval
0513	Mme Nancy Arendt	Lutte contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance
0514 cf. 0541	Mme Claudia Dall'Agnol	Vote obligatoire
0515	M. Xavier Bettel	Autorisation de décollage et d'atterrissage des avions de la société MK Airlines
0517	M. Marcel Oberweis	Instauration d'une place en commémoration des atrocités survenues à Srebrenica
0518	Mme Nancy Arendt	Excision féminine dans certains pays cibles de la coopération luxembourgeoise
0541 cf. 0514	M. Aly Jaerling	Vote obligatoire

**Question 0464** (3.6.2005) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le **congé de circonstance en cas d'accouchement**:

Virun e puer Deeg ass am öffentlechen Déngscht en neie Gehälteraccord ofgeschloss ginn. An dësem Accord ass ënner anerem eng «Augmentation du congé de

circonstance en cas d'accouchement de deux jours ouvrables» virgesinn.

Dës berechtigt Neierung entsprécht awer enger gesellschaftlecher Noutwendegkeet an alle Secteuren. Et handelt sech heibäi ëm eng Fro, déi also de gesamte Salariat betrëfft.

An dësem Zesammenhang hunn ech dofir folgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Wéini gedenkt d'Regierung de legalen «Congé de circonstance en cas d'accouchement» och am Privatsektor per Gesetz ëm zwee Deeg ze verlängeren?
2. Wann neen, ass dann esou en Zweeklassesystem am Land a gesellschaftlecher Hisiicht iwwerhaupt drobar a gëtt domadder net de soziale Fridde gestéiert?

**Réponse** (17.10.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

La question parlementaire en question concerne une possible extension au secteur privé de la prolongation de deux journées de la durée du congé de circonstance en cas d'accouchement, telle qu'introduite dans le secteur public par accord salarial.

Le Ministre du Travail et de l'Emploi, initialement saisi de la question, a considéré que le problème posé engageait le Gouvernement dans son entièreté et a saisi le Gouvernement en Conseil.

Dans sa réunion du 30 septembre 2005, le Gouvernement a décidé de ne pas réserver actuellement une suite favorable à cette demande.

En effet, la prolongation du congé de circonstance dans le secteur public résultant d'un accord entre partenaires sociaux de ce secteur, même si entérinée par loi, le Gouvernement décide d'attendre les discussions à mener avec les partenaires sociaux dans le cadre du Plan national de Réforme (Stratégie de Lisbonne). En attendant, comme dans le secteur public, il sera loisible aux partenaires sociaux du secteur privé d'aborder la question dans le cadre de leurs négociations collectives.

**Question 0468** (8.6.2005) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant le **trafic de transit sur le territoire luxembourgeois**:

Le péage pour poids lourds («LKW-Maut») sur le réseau autoroutier allemand est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Depuis cette date, les poids lourds en provenance de l'Allemagne empruntent de plus en plus souvent des voies détournées sur le réseau routier de l'Est de notre pays et contreviennent ainsi aux dispositions des règlements grand-ducaux du 5 mai 1994, du 2 novembre 2002 et du 17 novembre 2003 ayant comme objectif de réduire considérablement le trafic de transit sur le territoire luxembourgeois. Ces contraventions concernent notamment la RN11 Luxembourg-Echternach à partir de la sortie d'autoroute «Waldhof» en direction d'Echternach, la N1 Luxembourg-Grevenmacher à partir de la sortie d'autoroute «Pottaaschbierg», la N10 dite «Route des vins» longeant la frontière germano-luxembourgeoise ainsi que le triangle Mondorf-les-Bains-Schengen-Remerschen. S'y ajoute le phénomène du tourisme pétrolier aux stations d'essence situées aux abords de la frontière, qui sont particulièrement convoitées par les camions quittant l'autoroute A1. Il va sans dire que la qualité de vie des habitants de la région concernée est en train de se détériorer considérablement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

1. N'est-il pas opportun d'inciter la Police grand-ducale à effectuer plus de contrôles sur les tracés précités afin de pénaliser les poids lourds qui contreviennent aux dispositions légales susmentionnées?
2. Voyez-vous au niveau de la signalisation autoroutière un moyen pour informer les chauffeurs de poids lourds des conséquences éventuelles en cas de non-respect des dispositions légales en vigueur?
3. Est-il envisagé de modifier les règlements grand-ducaux d'une façon plus contraignante par une adaptation vers le haut des amendes en cas de contravention?

**Réponse** (5.8.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Dans sa question, l'honorable Député attire l'attention sur les infractions de plus en plus fréquentes à la législation régissant la circulation des poids lourds en provenance de l'étranger et transitant par le Luxembourg. Les cas où des poids lourds en transit par notre pays quittent l'itinéraire leur imposé par la législation précitée se multiplieraient en particulier dans les régions de l'Est du pays par des véhicules en provenance de l'Allemagne, avec toutes les conséquences négatives que cela comporte pour les riverains concernés.

La circulation des poids lourds en transit par le Luxembourg est régie par le règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique. L'objet de cette réglementation tient au souci de dévier le trafic lourd sur le réseau autoroutier partout où cela est possible. Les motifs en sont l'augmentation de la qualité de vie des riverains habitant le long des traversées de localités par les routes nationales, exprimée en termes d'amélioration de la sécurité routière et de réduction notamment des émissions nocives et sonores en provenance du trafic lourd.

Le règlement grand-ducal précité a été amendé en dernier lieu par voie de règlement grand-ducal du 17 novembre 2003, suite à l'ouverture du dernier tronçon de l'autoroute A13. À cette occasion, une attention particulière a été réservée aux doléances des communes de l'Est du pays; en effet, les dispositions réglant la circulation des poids lourds en provenance de l'Allemagne et transitant par le Luxembourg ou circulant entre la Rhénanie-Palatinat et la Sarre en traversant notre pays ont été rendues plus contraignantes dans le sens qu'il est interdit aux conducteurs de ces véhicules de quitter le réseau autoroutier luxembourgeois, avec comme objectif de réduire considérablement le nombre de poids lourds empruntant les traversées de localités dans cette région.

Par ailleurs, dans ce même ordre d'idées et suite à des concertations entre la Sarre et le Luxembourg, les autorités sarroises ont adapté leur signalisation routière de sorte à diriger le trafic de poids lourds sur l'axe autoroutier A8/A13 via l'échangeur de Perl/Borg.

Depuis, dans un souci d'assurer l'efficacité des dispositions du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994, précité, la Police grand-ducale procède régulièrement, ainsi que par des actions ciblées, à des contrôles du respect de la législation en question. À titre d'illustration, pendant le 1<sup>er</sup> semestre 2005, le nombre de



contrôles en matière de transit de poids lourds s'élève à 101 rien que pour la région de l'Est du pays, ce qui représente plus de 72% du nombre total des contrôles de l'espèce effectués sur le plan national.

Quant à l'idée de recourir à la signalisation routière comme moyen d'information des conducteurs de poids lourds sur les conséquences éventuelles en cas de non-respect de l'itinéraire de transit prescrit, je me dois d'attirer, d'une manière générale, l'attention sur la vocation principale des signaux routiers qui, à côté d'une fonction de guidance et d'orientation, consiste à indiquer de façon matérielle aux usagers de la route la réglementation en vigueur sur le tronçon qu'ils empruntent. Par ailleurs, une telle approche, outre le risque de créer un précédent, qui pourrait facilement être étendu à des situations similaires, serait-elle en conflit avec la Convention de Vienne de 1968 sur la signalisation routière ainsi qu'avec l'Accord européen de 1971 la complétant.

Les infractions au règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994, précité, sont punies conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. Elles sont sanctionnées par un avertissement taxé de 145 euros. La proposition de l'honorable Députée d'adapter vers le haut le montant de la taxe à percevoir en cas de contravention nécessitera une adaptation de la réglementation en question. Je chargerai la Commission de Circulation de l'État d'examiner tant l'opportunité que les modalités d'une telle mesure.

**Question 0472** (9.6.2005) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant **l'Université du Luxembourg**:

Dans une interview publiée récemment par l'hebdomadaire «Revue» (1<sup>er</sup> juin 2005), le recteur de l'Université de Luxembourg soulève un certain nombre de problèmes. Ainsi déplore-t-il notamment des prises de décision trop lentes, un budget trop limité et un manque d'autonomie.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les vues du recteur?
- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'accorder plus d'autonomie au recteur en limitant les pouvoirs du Conseil de Gouvernance?
- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'augmenter de 50% les crédits mis à disposition de l'université?
- Quelles seront les priorités en ce qui concerne la recherche?

**Réponse** (11.7.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

En tant que Ministre en charge de l'enseignement supérieur, je cultive un dialogue soutenu et régulier avec Monsieur le Recteur de l'Université du Luxembourg. Ce dialogue porte sur le développement de l'Université et ce dans le respect total de l'autonomie de cet établissement public.

S'agissant du budget de l'Université du Luxembourg pour l'exercice 2006 et notamment l'augmentation à prévoir, la procédure budgétaire est en cours. L'augmentation sera fonction, entre autres, de la pertinence des demandes formulées par l'Université. À l'heure actuelle, le dialogue entre l'Université et mes services

porte essentiellement sur cet aspect. Par la suite, les propositions budgétaires seront discutées entre mes services et les services du Ministre du Budget. Les décisions définitives seront prises en octobre. Il y a lieu de rappeler que le budget de l'Université du Luxembourg a déjà augmenté de 50% de 2004 à 2005.

Pour ce qui est des lignes de recherche, l'Université a engagé une procédure de définition d'axes prioritaires, procédure en plusieurs temps comprenant notamment une consultation des milieux socio-économiques. Ces consultations ont lieu en ce moment.

**Question 0473** (10.6.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant **la restauration scolaire**:

Alors que le Gouvernement précédent avait préconisé dans son accord de coalition la privatisation pure et simple de la restauration scolaire, l'accord de coalition conclu entre les partis formant le Gouvernement actuellement en place ne se prononce pas au sujet de la restauration collective dans les établissements de l'enseignement postprimaire. En même temps une soumission publique a été lancée le 7 juin 2005 afin d'adjuger, parmi d'autres, l'exploitation de certaines cantines scolaires qui ont été gérées en régie directe par le Ministère de l'Éducation nationale jusqu'à présent.

Dès lors je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Est-ce que Madame la Ministre entend poursuivre la politique d'externalisation de la restauration scolaire dans les établissements de l'enseignement postprimaire entamée par le Gouvernement précédent?
- Est-ce que Madame la Ministre peut d'ores et déjà se prononcer sur le mode de gestion, privée ou publique, des cantines scolaires dans les lycées actuellement en voie de réalisation ou de planification, à savoir les lycées techniques de Redange-sur-Attert, Junglinster et Belval-Ouest?
- Combien de personnel est employé dans les cantines scolaires gérées en régie directe par le Ministère de l'Éducation nationale? Madame la Ministre peut-elle me fournir un tableau comparatif sur l'évolution des effectifs pour la période allant de 1995 à nos jours?
- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les conclusions de l'audit qui a été effectué au sein du Service des Constructions, des Équipements scolaires et de la Restauration scolaire en 2003?

**Réponse** (16.8.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

1. Il est prévu de maintenir la situation telle qu'elle se présente pour le moment dans les établissements de l'enseignement postprimaire où la restauration scolaire fonctionne en régie directe, c'est-à-dire que les restaurants scolaires sont gérés par l'Administration du Ministère.
2. Les restaurants scolaires des nouveaux lycées en construction et à construire fonctionneront sous régie privée, c'est-à-dire qu'ils seront gérés par des entreprises de restauration collective.
3. Actuellement 83 personnes sont employées dans les restaurants scolaires fonctionnant

en régie directe; elles présentent au total 2.866 heures/semaine. En 1995/1996 l'effectif était de 44 personnes avec 2.157 heures de travail, et en 1999/2000 il était de 68 personnes avec 2.278 heures de travail.

4. En 2003, un audit externe relatif au fonctionnement des restaurants scolaires avait été commandité par l'Inspection générale des Finances. À la suite de cet audit de nouvelles procédures ainsi qu'un programme informatique approprié ont été élaborés et mis en place à partir de janvier 2004 en vue de garantir une organisation optimale et transparente.

**Question 0474** (13.6.2005) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant **le réseau routier de l'est du pays**:

Le CR122 traversant la localité d'Olingen est particulièrement surchargé par le transit de poids lourds lorsque la RN14 entre Biver et Graulinster est fermée à ces derniers. Or, il s'avère que ce trafic s'aggrave de jour en jour et génère des nuisances sonores et environnementales de plus en plus insupportables pour les habitants de cette petite localité.

Lors de la réalisation de l'autoroute A1, il avait été promis aux autorités communales de Betzdorf que la RN1 allant de Luxembourg vers Grevenmacher serait réaménagée sur le tronçon Niederanven-Roodt/Syr-Banzelt-Berg de façon à ce que les poids lourds ne puissent plus l'emprunter pour se rendre vers Luxembourg ou Grevenmacher. Force est de constater que l'autoroute A1 est fonctionnelle depuis des années sans qu'il y ait eu une amélioration de la situation du trafic sur la RN1.

Le revêtement routier du CR134 entre Beyren et Mensdorf et entre Wormeldange et Flaxweiler se trouve dans un état désastreux. Cette situation perdurant depuis des années, une remise en état de la route s'impose dans les meilleurs délais afin d'assurer la sécurité des usagers du tronçon concerné.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Travaux publics:

- Quelle est la solution proposée pour réduire le transit dans la localité d'Olingen?
- Quand est-il prévu d'entamer la transformation de la RN1 afin d'y réduire le trafic de poids lourds?
- Est-il envisagé de remettre en état le CR134 entre Beyren et Mensdorf et entre Wormeldange et Flaxweiler?

**Réponse** (22.7.2005) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

Dans le passé certains grands chantiers réalisés dans le cadre du réaménagement de la N14 entre Biver et Graulinster, comme la traversée de Boudlerbaach et la suppression du passage à niveau à Biver, ont été à l'origine d'un barrage complet de la N14 avec déviation du trafic en direction de Olingen-Rodenbourg-Junglinster. Le renforcement de l'infrastructure routière entre Biver et Graulinster sera terminé sous peu et d'autres travaux seront engagés sur l'axe routier du CR122 avec le réaménagement de la traversée de Rodenbourg.

Dans le cadre de ces travaux, le croisement entre le CR122 et le

CR129 à la sortie de Rodenbourg sera modifié dans le sens d'un changement de priorité à la hauteur dudit croisement. La route en direction de Gonderange sera une route à priorité tandis que le trafic en provenance de Junglinster en direction de Olingen devra céder le passage en faveur du trafic Gonderange-Rodenbourg-Olingen.

Cette mesure devrait entraîner un apaisement de trafic sur l'axe du CR122 Rodenbourg-Olingen-Banzelt.

En ce qui concerne la RN1, il faut dire qu'avec la mise en service de la section II, Munsbach-Potaschberg de l'autoroute de Trèves en juin 1992, le trafic à l'intérieur des localités de Roodt/Syr et de Berg a fortement diminué.

En ce qui concerne la transformation de la RN1 il faut tenir compte du fait qu'elle constitue un itinéraire pour transports exceptionnels à partir du port de Mertert, de sorte qu'un rétrécissement sur toute la longueur ne peut pas être envisagé. Des aménagements ponctuels au droit de la chaussée peuvent toutefois être réalisés. De tels aménagements ponctuels sont prévus dans le cadre de la construction d'un accès en direction de la nouvelle école à Roodt/Syr.

En ce qui concerne l'état dégradé du CR134 Beyren-Mensdorf et du CR122 Wormeldange-Flaxweiler, l'Administration des Ponts et Chaussées va réaliser des réfections locales dans les meilleurs délais possibles.

**Question 0475** (13.6.2005) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant **l'octroi du statut de pays cible à la Bosnie-Herzégovine**:

La lutte contre la pauvreté et le développement durable dans les pays cibles constituent les objectifs majeurs de la politique de coopération luxembourgeoise. Grâce à cette dernière le Luxembourg contribue à la stabilité et à la prévention de conflits dans le monde entier.

Dès le début des opérations militaires dans les Balkans, le Grand-Duché de Luxembourg s'est activement engagé envers la population civile. Depuis la cessation des combats en 1995, notre pays a poursuivi les efforts de reconstruction des pays de l'ex-Yougoslavie ce qui a sans doute contribué à la stabilité de cette région à la lisière de l'Union européenne.

Cette aide s'est manifestée par la reconstruction de nombreuses infrastructures scolaires et médicales, la réparation de conduites d'eau et le développement rural.

La volonté primaire de notre engagement a consisté dans le désir de mettre en œuvre tout ce qui pourrait dynamiser l'économie locale et de donner un nouvel espoir aux peuples martyrisés. Selon les informations obtenues auprès des responsables du Ministère de la Coopération, depuis la fin du conflit militaire, le Luxembourg a investi quelque six millions d'euros dans la région des Balkans qui est devenue la 12<sup>e</sup> région cible de notre pays.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Sachant que la Roumanie, la Bulgarie, la Croatie, la FYROM vont entrer à moyen terme dans l'Union européenne, ne devrait-on pas songer à donner le statut de pays cible à la Bosnie-Herzégovine en vue d'atteindre le niveau économique et social des pays voisins?

- En vue de faire progresser le développement de la Bosnie-Herzégovine et ceci notamment au travers de l'éducation des jeunes, ne devrait-on pas entamer voire intensifier les relations sur ce plan en y associant les services compétents de l'Université du Luxembourg?

**Réponse** (18.7.2005) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*:

L'objectif principal de la coopération luxembourgeoise est la lutte contre la pauvreté. À cet effet un des critères utilisés pour déterminer les pays cibles est la position qu'ils occupent dans le classement du PNUD sur le degré de développement humain. Les dix pays cibles actuels de la coopération luxembourgeoise figurent dans la seconde moitié du classement. Quant à la Bosnie-Herzégovine, elle se situe en position 66 sur 177 pays, soit dans la première moitié du tableau. De même, selon la classification du Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement économique, la Bosnie-Herzégovine ne figure pas parmi les pays les moins avancés, mais parmi les pays à revenu intermédiaire. Ces deux constats rendent donc difficile la possibilité d'attribuer le statut de pays cible à la Bosnie-Herzégovine.

Toutefois, ceci n'exclut pas des actions ponctuelles en faveur de la Bosnie-Herzégovine où le Gouvernement luxembourgeois finance un programme de formation dans le domaine bancaire et financier via l'Agence de Transfert de Technologies financières. De même, par le biais du cofinancement et des accords-cadres, le Gouvernement luxembourgeois soutient également des ONG dans la mise en œuvre de projets dans les secteurs sociaux et la promotion de la paix et de la non-violence.

S'agissant des relations entre l'Union européenne et la Bosnie-Herzégovine, il convient de rappeler qu'en 2000 cette dernière fut le premier pays de l'ex-Yougoslavie à bénéficier d'un plan d'action (Road Map 2000) en vue de son rapprochement vers l'Union européenne. Cette vocation de la Bosnie-Herzégovine à adhérer à terme à l'Union européenne a été rappelée en juin 2003 lors du Sommet de Thessalonique entre l'UE et les Balkans occidentaux. Le Processus de Stabilisation et d'Association (PSA) fournit le cadre pour la politique de l'UE envers la région des Balkans jusqu'à leur adhésion une fois les critères de Copenhague et la conditionnalité inhérente au PSA respectés. Dans le cadre du PSA, la Bosnie-Herzégovine bénéficie actuellement de l'assistance communautaire via le programme Cards et de mesures commerciales autonomes unilatérales accordées par l'UE, notamment un libre accès au marché de l'UE pour la quasi-totalité des produits - y compris agricoles - hormis quelques exceptions. Actuellement, la Bosnie-Herzégovine met en œuvre les réformes nécessaires afin d'atteindre les critères requis pour entamer les négociations d'un Accord d'Association et de Stabilisation avec l'UE, pas supplémentaire vers sa future adhésion à l'Union européenne.

**Question 0478** (16.6.2005) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant **la législation en matière de protection des consommateurs**:

En date du 27 octobre 2004 le règlement 2004/2006/CE relatif à la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'ap-



plication de la législation en matière de protection des consommateurs fut adopté par le Parlement européen et le Conseil. Le règlement établit un cadre d'entraide dont les autorités chargées de l'application de la législation visée pourront bénéficier pour la mise en place d'une meilleure coopération administrative entre États membres, notamment pour agir contre les infractions intracommunautaires. Par ailleurs, les États membres sont tenus de nommer des autorités publiques chargées de surveiller le respect des dispositions relatives à la protection des consommateurs ainsi qu'un bureau de liaison unique chargé de la coopération transfrontalière avec les organismes des autres États membres et de doter ces autorités d'un minimum de compétences et de moyens en matière d'investigations.

Dès lors je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer à quel stade se trouve la mise en œuvre du règlement précité au Luxembourg?
- Quand est-ce que Monsieur le Ministre compte mettre en place le bureau de liaison unique tel que défini à l'article 3, lettre d) du règlement? Quel sera son statut et de quels moyens disposera-t-il?
- De quels pouvoirs Monsieur le Ministre compte-t-il investir les fonctionnaires chargés de l'investigation d'infractions éventuelles?
- Le règlement visant les seules infractions intracommunautaires, comment Monsieur le Ministre entend-il assurer le même niveau de protection pour les consommateurs résidant au Luxembourg que pour les consommateurs d'autres États membres de l'Union européenne?
- L'Union Luxembourgeoise des Consommateurs (ULC) étant le seul organisme ayant un intérêt légitime à voir cesser ou interdire les infractions intracommunautaires au sens du règlement en question, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'impliquer davantage cet organisme dans la lutte contre de telles infractions?

**Réponse** (19.8.2005) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

Les questions soulevées se réfèrent au règlement 2004/2006/CE relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs publié le 9 décembre 2004 au Journal officiel des Communautés européennes. Comme indiqué dans la question parlementaire, l'objectif poursuivi par ce texte législatif est d'améliorer la coopération des autorités publiques chargées de l'application de la législation en matière de protection des consommateurs pour lutter contre les infractions intracommunautaires.

Contrairement à la plupart des États membres, le Grand-Duché ne connaît pas de système généralisé de l'application du droit par des autorités administratives comme c'est le cas par exemple pour la France avec la Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes. Au Luxembourg, le droit de la consommation est appliqué par les juridictions compétentes, de sorte qu'avec ce nouveau règlement le Luxembourg doit créer des autorités administratives chargées d'appliquer le droit de la protection des consommateurs. Devant cette toile de fond, je voudrais aborder les questions qui m'ont été soumises:

- Les travaux pour assurer la mise en conformité du Luxembourg aux dispositions communautaires se font dans le cadre de la codification du droit en matière de politique de protection des consommateurs qui devra déboucher sur le Code des consommateurs.

- Le bureau de liaison unique ne devra être pleinement opérationnel qu'au moment où les chapitres II et III du règlement portant sur l'assistance mutuelle deviendront applicables, en l'occurrence le 29 décembre 2006. Néanmoins, il importe que le Luxembourg procède rapidement à la désignation de ce bureau de liaison unique afin qu'il puisse suivre l'implantation du réseau communautaire que la Commission s'emploie d'ores et déjà à préparer activement, notamment par la formation des agents concernés. Sans qu'une décision définitive ne soit encore prise à cet égard, j'estime que la Direction de la consommation pourrait être le point de contact idéal du côté luxembourgeois.

- Les pouvoirs des autorités compétentes constituent certes l'un des points les plus sensibles du règlement pour le Luxembourg. Avant de se prononcer sur cette question, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur évaluera les possibilités offertes par l'article 4, paragraphe 4, qui permet aux autorités compétentes d'exercer leurs pouvoirs sous le contrôle des autorités judiciaires. Il procédera notamment à l'analyse des options retenues dans d'autres législations, comme la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence où l'attribution des pouvoirs d'enquête à l'Inspection de la concurrence a déjà été matière à discussion.

- Il est vrai que le règlement ne vise que les infractions intracommunautaires. Je reste toutefois soucieux d'offrir aux consommateurs résidant au Luxembourg et confrontés à un litige opposant deux parties localisées au Grand-Duché la même protection que celle applicable dans des situations transfrontalières. Sans vouloir anticiper les travaux de mon département, j'estime que les dispositions protectrices du règlement devraient couvrir tant les infractions intracommunautaires que celles purement nationales.

- L'Union Luxembourgeoise des Consommateurs est en effet l'unique organisme actuellement agréé au titre de la loi du 19 décembre 2003 sur les actions en cessation pour tenter des actions en cessation pour la protection des intérêts collectifs des consommateurs. Cette possibilité d'agir lui était déjà ouverte dans le cadre de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur. Mon département encourage activement l'ULC à lancer de telles actions judiciaires en raison de l'impact important de cet instrument. La convention qui lie l'ULC à l'État énumère la poursuite d'actions judiciaires en cessation d'actes illicites comme actions éligibles susceptibles d'être cofinancées par l'État.

**Question 0479** (16.6.2005) de **M. Marcel Oberweis (CSV)** concernant le **système européen d'échange de quotas d'émission à gaz à effet de serre:**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, l'Union européenne a mis en place le sys-

tème d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre en vue de réduire la pollution atmosphérique dans la Communauté de façon économiquement efficace. Le protocole de Kyoto a été mis en vigueur le 16 février 2005. Ce dernier prévoit pour le Luxembourg, d'ici 2012, une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> de 28% par rapport à 1990, soit environ trois millions de tonnes.

Durant la première période d'échange, désignée comme «phase d'apprentissage», qui s'étend de 2005 à 2007, le système est limité aux émissions de CO<sub>2</sub>. Cependant à partir de 2008, il s'ouvre à tous les autres gaz à effet de serre à savoir le gaz carbonique, le méthane, l'oxyde d'azote, les hydrofluorocarbures, les perfluorocarbures et l'hexafluorure de soufre.

Afin de faire avancer au mieux la réduction des gaz à effet de serre, le protocole de Kyoto a prévu différentes mesures dites mécanismes de flexibilité dont notamment l'échange des droits d'émissions, la Mise en Œuvre Conjointe MOC et le Mécanisme de Développement Propre MDP.

Ces outils vont permettre aux pays industrialisés et forts émetteurs de gaz carbonique de mettre en œuvre des projets de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub> hors de l'UE et de comptabiliser les crédits d'émission ainsi générés dans leurs résultats finaux. En plus, on pourrait ainsi stimuler le transfert de technologies en direction tant des pays en voie de développement voir les MDP que des autres nations avancées signataires du Protocole de Kyoto par le biais de la MOC.

Actuellement, le monde se voit confronté à la flambée des prix énergétiques et en aval, aux prix croissants pour les quotas d'émissions. En Europe les entreprises concernées subissent des amendes de 40 euros par tonne de CO<sub>2</sub> émise au-delà des quotas autorisés. En guise de comparaison, le prix d'un crédit d'émissions est passé de sept euros en décembre 2004 à 20 euros en mai 2005 et la Commission européenne estime que le prix atteindra les 26 euros et plus.

À l'heure actuelle, bon nombre d'observateurs estiment que les conditions sont très prometteuses pour le succès d'un marché international des droits d'émissions des gaz à effet de serre. L'Europe s'engage d'ailleurs sur cette voie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Les experts prévoient que le protocole de Kyoto va créer un marché de 300 milliards d'euros pour des technologies dites «environnementales» grâce aux différents mécanismes de flexibilité.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement.

- Quelles actions ont déjà été entamées par le biais du fonds de financement des mécanismes de Kyoto?
- Ne devrait-on pas en outre considérer que le protocole de Kyoto n'est qu'une première initiative prise par la communauté internationale dans la lutte contre le changement climatique et que tout devra être mis en œuvre pour sensibiliser le public et le rendre conscient dudit protocole, voire les conséquences en découlant?
- Dans ce contexte ne devrait-on pas associer la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication de l'Université du Luxembourg à l'élaboration de la nouvelle stratégie d'action nationale?

**Réponse** (11.7.2005) de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:**

L'honorable Député fait référence au marché international des droits d'émission des gaz à effet de serre.

Il est vrai que nous sommes maintenant confrontés à une hausse des prix pour les quotas d'émission. Si en 2003-2004 un prix entre trois et cinq euros par tonne de CO<sub>2</sub> était normal, en juin 2005 ce prix est de 25 euros par tonne, tendance croissante.

Or, avec la mise en place du système européen d'échange de droits d'émission au 1<sup>er</sup> janvier 2005 et l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto le 16 février 2005, cette évolution était prévisible. Dans leur plan national d'allocation de quotas, beaucoup d'États membres indiquent qu'ils doivent recourir aux mécanismes de Kyoto qui sont des activités de projets (mise en œuvre conjointe et mécanisme pour un développement propre) et l'échange de droits d'émissions. En outre, les pénalités financières prévues dans le cadre du système européen sont de 40 euros par tonne de CO<sub>2</sub> pour la période 2005-2007 et de 100 euros par tonne de CO<sub>2</sub> pour la période 2008-2012, ceci en cas de dépassement des quantités de quotas attribués. Donc, il y a forcément encore beaucoup de marge de manœuvre au niveau des prix des quotas.

Dans son plan national d'allocation, le Luxembourg a également indiqué devoir recourir aux mécanismes de Kyoto. Par la loi du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission, un fonds de financement des mécanismes de Kyoto a été créé. Pour l'année en cours, ce fonds a été doté d'une enveloppe de cinq millions d'euros.

Le Luxembourg a signé des accords de participation au «Community Development Carbon Fund» et au «Biocarbon Fund» de la Banque Mondiale à titre de dix et cinq millions USD sur une période de huit ans respectivement.

Le Ministère de l'Environnement a chargé le Dr. Ewringmann du «Finanzwissenschaftliches Forschungsinstitut an der Uni Köln» d'une analyse des potentiels de réduction des émissions de gaz à effet de serre au niveau national. Le 8 juin 2005, j'ai présenté à la presse le programme prévisionnel en la matière.

Dans une première phase, un certain nombre d'ateliers seront organisés qui auront pour thème les possibilités de réduction de la consommation d'énergie et des émissions de CO<sub>2</sub> dans les différents secteurs (e.a.: transports, industries, habitations) de même que les conséquences économiques et sociales de la protection du climat. Il me paraît évident que les différents acteurs concernés vont être appelés à participer aux ateliers, et la Faculté des Sciences de l'Université du Luxembourg aura son rôle à jouer.

**Question 0480** (16.6.2005) de **M. Claude Meisch (DP)** concernant l'**autoroute Luxembourg/Sarre (liaison entre l'A13 et l'A3):**

Le drame ayant eu lieu hier sur l'autoroute A13 à Frisange à hauteur de l'échangeur de Hellange soulève un certain nombre d'interrogations. Bien que le brouillard ait été un facteur déterminant pour provoquer une série de carambolages il faut toutefois se demander si une telle tragédie n'aurait pas pu être évitée. En effet, l'échangeur de Hellange constitue une solution de fortune sur deux voies pour garantir la liaison avec l'A3 étant donné que l'État n'a pas pu

procéder à l'expropriation des terrains nécessaires afin que l'A13 puisse se poursuivre sur quatre voies sur le tronçon en question.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur les circonstances exactes de ce drame?
- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire où en est la procédure d'expropriation des terrains nécessaires à la finalisation de l'A13 permettant de garantir une liaison à quatre voies avec l'A3?
- Est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas qu'une telle tragédie doit être évitée à tout prix à l'avenir et qu'il s'agit d'une situation intenable demandant à ce que l'on agisse au plus vite dans l'intérêt de tous les automobilistes et motocyclistes empruntant l'autoroute A13?
- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire quelles mesures il entend prendre pour éviter des accidents tels que décrits ci-dessus en attendant la finalisation du tronçon à quatre voies assurant la liaison entre l'A13 et l'A3?

**Réponse** (8.8.2005) de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:**

Le Ministre des Travaux publics est évidemment au courant des accidents tragiques qui sont intervenus le 15 juin 2005 sur la liaison avec la Sarre.

À la problématique liée à la situation spécifique du «by-pass» de Hellange, s'ajoutait exceptionnellement ce jour à 7.00 heures du matin, heure du premier accident, une nappe de brouillard extrêmement dense aux environs immédiats de ce «by-pass».

Dans un premier temps, quelques conducteurs ont dépassé d'autres engins à l'approche, voire à l'intérieur de la zone de rétrécissement, précédant le «by-pass» proprement dit - bien au-delà de l'emplacement des panneaux de limitation de vitesse et de défense de dépassement -, obligeant ainsi d'autres usagers (notamment des camionneurs) à entreprendre des manœuvres de freinage risquées, avec malheureusement les conséquences que nous connaissons.

Par la suite, il y a eu l'accident mortel, dont il faut préciser qu'il s'est produit vers 10.00 heures du matin (à un moment, où le brouillard s'était déjà dissipé) à une dizaine de kilomètres du «by-pass» et sur un tronçon d'autoroute qui aurait dû permettre au conducteur de se rendre compte de la présence du bouchon à une distance bien au-delà de 700 mètres. Les PMV de CITA en amont avertissaient les usagers de la route du danger.

Pour ce qui est enfin du dossier d'expropriation des terrains à Hellange je tiens à préciser que cette affaire est entre les mains de la justice et qu'il est difficile de s'avancer sur une date pour ce qui est du dénouement de ce litige - dénouement que j'espère rapide.

L'Administration des Ponts et Chaussées examinera l'utilité d'un renforcement supplémentaire de la signalisation à l'approche directe de la zone de rétrécissement du «by-pass», mais je tiens à souligner que seul l'achèvement du tronçon d'autoroute manquant permettra de résoudre définitivement ce problème.



**Question 0481** (17.6.2005) de **Mme Vera Spautz** (LSAP) concernant la **société des transports routiers Speralux S.A.:**

Dans un communiqué de presse publié en date du 15 juin 2005, le syndicat du secteur des transports OGB-L/ACAL dénonce certaines pratiques contraires au droit du travail qui seraient appliquées au sein de la société de transports routiers Speralux S.A. ayant son siège social à Munsbach.

À en croire ces allégations, la société en question aurait introduit un régime prévoyant des pénalités à l'encontre de chauffeurs qui, selon l'employeur, seraient à l'origine d'un manque à gagner pour la société. Ainsi, des coûts liés à des retards de livraison, au péage, au nettoyage des camions ou à une consommation de carburant jugée trop élevée par l'employeur seraient imputés aux chauffeurs concernés. Les montants en question seraient déduits directement du salaire de ces derniers. Le syndicat affirme avoir reçu une cinquantaine de plaintes de la part de ses membres jusqu'à présent.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des allégations susmentionnées?
- Monsieur le Ministre entend-il intervenir dans cette affaire?

**Réponse** (10.8.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

La question parlementaire concerne un administré spécifique et est donc à finalité strictement individuelle.

En dépit de ce constat, qui pourrait amener à réfléchir sur la recevabilité de la question, je peux néanmoins informer l'honorable Députée que j'ai chargé l'Inspection du Travail et des Mines en date du 30 juin 2005 à effectuer une enquête approfondie sur l'entreprise incriminée par Madame la Députée.

L'enquête a été réalisée, selon mes informations, le 14 juillet 2005.

En vertu du principe que les questions parlementaires doivent être à portée générale respectivement concerner l'intérêt général, il ne m'appartient pas de publier davantage de détails sur ce dossier individuel, non seulement pour des raisons de discrétion nécessaire aux suites de l'enquête mais aussi en vertu de la législation sur la protection des données individuelles.

En cas de constatations d'infractions les suites administratives et judiciaires, le cas échéant, prévues seront données par les institutions compétentes.

**Question 0482** (17.6.2005) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant le **Processus de Bologne (système de grades académiques):**

Le «Processus de Bologne» entamé en juin 1999 entend instaurer un système de grades académiques facilement lisibles et comparables, incluant la mise en oeuvre du supplément au diplôme, c'est-à-dire un document joint à un diplôme d'études supérieures qui vise à améliorer la transparence internationale et à faciliter la reconnaissance académique et professionnelle des qualifications. Ce système sera essentiellement fondé sur deux

cycles: un premier cycle utile pour le marché du travail d'une durée d'au moins trois ans (bachelor) et un deuxième cycle (master) exigeant l'achèvement du premier cycle. Le processus vise donc à faire converger les systèmes d'enseignement supérieur en Europe vers un système plus transparent qui placerait les systèmes nationaux diversifiés dans un cadre commun reposant sur trois cycles - Licence/Bachelor, Master et Doctorat.

Ceci dit que dorénavant des titres avec une dénomination claire de la profession ne seront plus décernés. À titre illustratif, l'étudiant qui souhaite devenir éducateur gradué aura un «bachelor en action éducative et sociale», sans pour autant préciser si ce diplôme lui permet par après de poser sa candidature pour un poste d'éducateur gradué ou d'assistant social. Des rivalités réciproques me semblent préprogrammées. Rappelons encore que l'article 57 de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg modifie la loi du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales en supprimant la section d'études supérieures préparant au diplôme d'éducateur gradué ainsi que toutes les dispositions contenant les termes «éducateurs gradués», ce qui pourrait conduire à la conclusion que la profession en tant que telle est abolie.

Quant aux éventuelles études complétant un diplôme universitaire dans la branche précitée, il importe aux yeux des concernés que les études de «master» spécialisées soient en relation directe avec les études antérieures afin d'éviter que les éducateurs gradués soient obligés de changer leur profession. Des «masters» en management ou en thérapie familiale seraient deux exemples pour une telle spécialisation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Culture et de la Recherche:

- Quelles sont les professions couvertes par le «bachelor en action éducative et sociale»?
- Est-ce que l'on peut sous-entendre par cette nouvelle dénomination que les anciennes inégalités de reconnaissances de titres seront enfin supprimées et que chaque diplômé «bachelor» pourra désormais postuler pour un poste exigeant un «Bac+3»?
- Quelles sont les études de «master» proposées pour ces étudiants détenteurs du «bachelor en action éducative et sociale»?
- Est-ce que les éducateurs gradués de l'ancien régime pourront poursuivre au même titre que les «bachelor» des études de «master»?

**Réponse** (22.7.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Conformément aux dispositions du Processus de Bologne, le bachelor est un grade générique dans les domaines de l'action sociale et éducative. Le bachelor dont question reprend ce critère et donne, en principe, accès aux professions de l'éducateur gradué et de l'assistant social. L'accès à l'emploi se fait donc à partir du grade de bachelor.

À l'heure actuelle, les travaux des équipes de l'Université portent sur la mise en place du programme de bachelor et non pas sur un éventuel programme de master.

Dans l'éventualité d'un programme de master, l'ancien diplôme de l'éducateur gradué n'y donnera pas automatiquement droit d'accès; ceci étant, la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg pré-

voit, à son article 9, la validation des acquis professionnels.

**Question 0483** (21.6.2005) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **circuit cyclable dans la Grande Région:**

Le Luxembourg dispose actuellement d'un réseau de pistes cyclables de quelque 600 km. Dans les années à venir le Ministère envisage, en étroite collaboration avec les autorités locales et syndicales, d'agrandir ce réseau à 900 km afin d'assurer une meilleure liaison entre les principaux centres touristiques du pays et d'accroître la possibilité pour les touristes et la population autochtone de découvrir notre pays à bicyclette.

Dans le même ordre d'idées, le projet pour la création d'un circuit cyclable dans la région SaarLorLux Rhénanie-Palatinat reliant les villes de Luxembourg, Trèves, Sarrebruck et Metz a été lancé il y a quelques années.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Quel est l'état d'avancement de ce projet interrégional, projet créant en aval des emplois dans le domaine du tourisme?
- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations précises sur le projet du réseau européen de pistes cyclables en relation avec le projet REVER (réseau européen de voies vertes)?

**Réponse** (22.7.2005) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

1. C'est en 2002 qu'est née l'idée quant à la création d'un circuit cyclable frontalier entre la Sarre, la Lorraine, la Rhénanie-Palatinat ainsi que le Grand-Duché de Luxembourg.

Le projet s'est concrétisé en 2005. Actuellement, la véloroute SaarLorLux se présente comme suit:

- Le projet a été présenté officiellement cette année lors d'une conférence de presse à l'ITB à Berlin conjointement avec un premier dépliant d'appel.
- Parallèlement un balisage uniforme pour l'ensemble de l'itinéraire a été mis en place.

Du côté luxembourgeois, il s'agit en l'occurrence de l'itinéraire qui mène de Schengen via Remich, Ellange/Gare et Hassel jusqu'à la capitale, puis prend le chemin vers Junglinster, Echternach et Rosport jusqu'à Wasserbillig.

- La réalisation d'un guide touristique est en train d'être finalisée et sa parution est à prévoir dans les semaines à venir.

2) L'assemblée constituante de la nouvelle association dénommée AEVV - Association Européenne des Voies Vertes - s'est tenue à Namur, Belgique, le 8 janvier 1998. Les statuts ont été signés par 17 représentants d'institutions et d'associations de plusieurs pays européens, dont le Ministère du Tourisme pour le Grand-Duché de Luxembourg.

Entre 1999 et 2003, dans le cadre d'un projet Interreg II C, des représentants de quatre États membres du Nord Ouest de l'Union européenne, notamment la France, la Belgique, l'Irlande et le Grand-Duché de Luxembourg, ont

travaillé ensemble à la réalisation d'une partie du futur REseau Vert EuRopéen. Ainsi est né le projet REVER.

Les objectifs du projet étaient:

- l'engagement d'une réflexion commune et la mise en commun des savoir-faire en matière de développement de réseaux de voies vertes à l'échelle de l'AMNO;
- la création de réseaux d'échanges d'expérience;
- la promotion et le développement d'un réseau international de voies de communication réservées à tous les usagers non-motorisés;
- relier sur de longues distances les agglomérations et les pôles d'intérêt, permettant ainsi le (re)développement de régions rurales;
- encourager la protection et la mise en valeur du patrimoine lié à ces infrastructures (anciennes gares, ouvrages d'art, signalisation ferroviaire...).

Concrètement le projet comprenait les actions suivantes:

- études: réalisation d'un schéma directeur et choix de tracés;
- échanges d'expériences: organisation de tables rondes et de colloques;
- élaboration de projets pilotes (itinéraire: Charles le Téméraire);
- communication: création d'une base de données sur les voies vertes et édition d'une brochure.

Ce projet nous a permis de participer et de suivre de près la création d'un réseau vert européen, tout en évitant que notre pays ne soit écarté d'autres grands projets européens dans ce domaine, comme par exemple le projet Eurovélo, dont l'objectif est la réalisation d'itinéraires cyclables à travers toute l'Europe.

Dans cette optique je puis dès lors confirmer qu'une partie de notre réseau sera intégrée dans un grand axe Nord-Sud et plus spécialement dans la route N°5 menant de Londres à Rome.

**Question 0484** (27.6.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant les **répercussions de la pollution sur la santé de la population du canton Esch:**

Am Kanton Esch (Esch-Schëffleng an Emgëigend) gouf, opgrond vun Analysen, viru kuerzem Alarm geschloe wéinst Geméis, dat duerch toxesch Vergëftungen net méi genéissbar war.

D'Geméis gëtt also ënnersicht, d'Leit aus der Emgëigend awer anscheinend net.

Dëst obwuel eng Rei vun deene Leit an deene Betriber schaffen oder no dobäi wunnen, wou déi toxesch Substanze produziéiert ginn.

Et gëtt een och ëmmer méi oft mat Gesondheetsschied konfrontéiert, déi virdrun net bekannt waren a wou och keen d'Ursaache kennt.

Dofir stelle sech dës Froen:

1. Sinn och medezinesch Kontrolle respektiv Analysë bei de Leit vun Arcelor an der Emgëigend gemaach ginn nodeem bekannt war, datt d'Geméis net méi genéissbar war duerch toxesch Vergëftung?
2. Wann neen, gedenkt den Har Minister dat dann nach an d'Wee ze leeden?
3. Wier et net am Interesse vun der Gesondheet vun de Leit aus der Emgëigend vun Arcelor, fir regelméisseg Kontrollen

iwwer toxesch Belaaschtung duerchzeféieren, besonnesch bei Kanner, schwangere Fraen a bei de Leit, déi op Arcelor schaffen?

4. Sinn dem Här Minister Fäll bekannt vun neie Gesondheetsschied, déi kënnen op toxesch Vergëftung schlësse loossen?

**Réponse** (18.7.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En raison de la technicité du premier volet de la réponse celle-ci est rédigée en langue française.

Depuis 1996 Arcelor a procédé à plus de 9.000 analyses toxicologiques. La procédure interne prévoit des analyses sanguines pour chaque travailleur exposé plus de 16 heures par semaine dans ou autour des aciéries électriques: si le résultat indique des valeurs de plomb inférieures à 20µg/100 ml de sang, donc s'approchant de la moyenne de la population non exposée, le travailleur continue à son poste; si les valeurs se situent entre 20 et 40µg/100 ml, une consultation avec le médecin du travail est organisée; pour des valeurs supérieures à 40µg le travailleur est extrait du milieu de travail pendant trois mois et on procède à un dosage d'autres métaux lourds (cadmium, fer, etc.).

Alors qu'au début de la mise en place des aciéries électriques les valeurs moyennes de plomb approchaient 40µg/100 ml, ces valeurs diminuent continuellement depuis six années de sorte qu'actuellement dans plusieurs aciéries, notamment Differdange et Belval, aucune valeur n'atteint 15µg/100 ml. Parmi les mesures qui ont permis la diminution de ces taux il faut surtout noter la mise en place d'aspirations plus efficaces des poussières chargées de métaux, et les nombreuses conférences de sécurité qui avaient pour but de sensibiliser les travailleurs à respecter toutes les consignes d'hygiène sur le lieu de travail.

Le dosage des dioxines se fait conformément aux autorisations d'exploitation tous les cinq ans sur un échantillon de travailleurs exposés. Les dernières analyses de 2004 ne signalent aucune anomalie par rapport à l'exposition de base de la population générale.

Quant à l'opportunité de réaliser des analyses sur la population vivant à proximité des aciéries électriques, je voudrais rendre l'honorable Parlementaire attentif à une étude comparative de la charge en dioxines du lait maternel de mères vivant à proximité des aciéries et de mères vivant à l'écart de ces installations. Quoique le lait maternel réagisse d'une manière particulièrement sensible à des charges toxiques environnementales de tous genres aucune différence significative n'a pu être enregistrée.

Par ailleurs il convient de noter qu'environ 10% seulement de la charge en dioxines ont pour origine l'air ambiant, circonstance qui est de nature à rendre très aléatoires les conclusions que l'on pourrait tirer d'une étude comparative même menée à grande échelle et à grands frais sur la population générale.

Mes services n'ont pas connaissance de problèmes de santé susceptibles d'être reliés aux contaminations toxiques visées par l'honorable Parlementaire.

**Question 0485** (28.6.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant les **répercussions de la pollution sur la santé des animaux du canton Esch:**



Am Kanton Esch (Esch, Schëffleng an Ëmgegend) gouf opgrond vun Analysé viru kuerzem Alarm geschloe wéinst Geméis, dat duerch toxesch Vergëftungen net méi genéissbar war.

D'Geméis, awer besonnesch d'Gréngs, an der Ëmgegend wou déi toxesch Wäerter festgestallt goufen, gëtt vun Déiere konsuméiert - zum Beispill vu Kanéngcher, déi entweder gezillt oder op der Juegd geschoss gi fir dem Mënsch säi Konsum an doduerch an den lesswuerkrees erakommen.

De Konsum vu verseuchtem Geméis oder Gréngs kann den natierleche Lieweslaf vun den Déieren negativ beaflossen, an déi toxesch Vergëftunge kënnen eventuell och dem Mënsch beim Konsum vun dem Fleesch schueden.

Duerfir stelle sech dës Froen:

1. Sinn och Kontrolle beim Gréngs, dat eventuell vun Déiere kënn konsuméiert ginn, duerchgefouert ginn op eventuell toxesch Vergëftungen?
2. Wann neen, gedenkt den Här Minister dat duerchzeféieren?
3. Sinn Analysé bei Déieren duerchgefouert ginn, déi an der exposéierter Regioun liewen?
4. Wann neen, wier esou eng Messure net onbedéngt noutwendeg, fir Klorheet iwwert d'Ausmooss vun deenen toxesch Vergëftungen op d'Déieren ze kréien?

**Réponse** (16.8.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Et ass eng bekannten Tatsaach, datt de wäit aus gréissten Deel vun der Belaaschtung vun Mënsch mat toxesch Stoffen, besonnesch mat Dioxinen, aus der Liewensmëttelketten hierkënn. An an d'äer Liewensmëttelkette sinn et d'Liewensmëttel, déi vun Déieren kommen, déi dobäi déi gréisste Roll spillen.

Well dat esou ass, muss all Land aus der Europäescher Unioun all Joer e Programm vun Analysen duerchzéien, déi op Échantillone gemaach ginn, déi Déierefudder an Déiereprodukter enthall gi sinn.

D'Miessungen, déi de Laboratoire de Contrôle et d'Essai vun der Administration des Services techniques de l'Agriculture säit 1999 bei Déierefudder virgeholl huet, hu keng erhéichte Wäerter an Dioxinen nogewisen.

Och d'Kontrollprogrammer vu Réckstänn, déi d'Administration des Services vétérinaires säit 1997 bei Déieren, déi fir de mënschleche Konsum geduecht sinn, virgeholl huet, hu bis elo nach keng anormal Wäerter u PCB erginn, wat vun den Dioxinen dérivéiert Moleküle sinn.

Wéi 1999 an 2000 eng gréisser Kris vun Dioxinen an der Belsch ausgebrach war, sinn heizuland an engem groussen Ausmooss Échantillonen op Déierefudder an Déiereprodukter geholl ginn, déi och negativ waren, wat Dioxinen a PCB betrëfft.

Dëst Fréijoer goufen dann nach Eeër analyséiert vun Hénger, déi zu Schëffleng fräi dobause gehale ginn. Och déi Wäerter hunn déi vun der kommunautärer Reglementatioun festgeluechte Maximalwäerter net erreecht.

Gréngs, dat eventuell vun Déiere kënn verziert ginn, gëtt net speziell kontrolléiert. D'Ëmweltverwaltung kontrolléiert allerdéngs Gréngs aus dem Gaart. Wann de sou genannten Interventiouns-wäert iwwerschritt gëtt, gëtt d'Bevölkerung dorop opmierksam gemaach.

**Question 0486** (29.6.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** (*ADR*) concernant l'**adaptation des loyers à la situation économique actuelle**:

D'Loyersgesetz vum 29. August 1987 gesäit am Artikel 1 d'Berechnung vum Loyer vir fir déi Wunnengen, déi virum 10. September 1944 gebaut goufen.

Laut dësem Gesetz, leschten Aliëna vum 1. Artikel, sollten dës Chifferen der wirtschaftlecher Situatioun duerch ee groussherzoglecht Reglement all dräi Joer ugepasst ginn, wat awer ni geschitt ass.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wat sinn déi genee Grënn firwat dës Chifferen net ugepasst goufen?
2. D'Loyerskommissioun vun enger Gemeng, déi heiriwwer ze befannen huet, u wat fir eng Kriterie muss déi sech halen?

**Réponse** (3.8.2005) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Zënter laanger Zäit sinn de Wirtschafts- a Sozialrot a vill aner Leit a Gruppéierungen hei am Land der Meenung, datt am Kader vun der Revisioun vum Loyersgesetz vun 1955 keen Ënnerscheid bei der Berechnung vum Loyer méi soll gemaach ginn tëschent de Wunnengen, déi virum 10. September 1944 gebaut goufen, an deenen, déi duerno erëischt opgericht goufen.

An der Tëschenzäit ass den neien Text, deen dësen Ënnerscheid aus der Welt schafft, an der legislativer Prozedur esou wäit virukomm, datt den Avis vum Conseil d'État all Moment misst virleien.

Dat ass d'Ursach firwat keng Upassungen an der Vergaangene gemaach goufen.

D'Loyerskommissioun muss sech natierlech nëmmen un déi Bestëmmungen halen, déi dee Moment a Kraaft sinn, wou si eng Affär tranchéieren.

**Question 0487** (29.6.2005) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant la **problématique des enfants mineurs fugueurs**:

Il me revient qu'en Belgique il existe actuellement un débat concernant la problématique des enfants mineurs fugueurs. Le Gouvernement se pose des questions concernant l'accueil des enfants fugueurs récidivistes ainsi que de la possibilité de médiation avec les parents ou encore du suivi de ces enfants.

De ce fait j'aimerais savoir de la part de Madame le Ministre de la Famille et de la Jeunesse:

- Si Madame le Ministre dispose de chiffres concernant le nombre de fugues de la part de mineurs ces cinq dernières années?
- Dans l'affirmative, si Madame le Ministre peut me faire part de ces données?
- Si Madame le Ministre peut m'informer des structures d'accueil ainsi que des mesures qui sont entreprises au Luxembourg dans le cas d'enfants fugueurs récidivistes?

**Réponse** (16.8.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

En matière de fugues, le Ministère de la Famille et de l'Intégration ne dispose de données précises que pour le Centre socio-éducatif de l'État (CSEE). Le règlement grand-ducal du 9 septembre 1992 por-

tant sur la sécurité et le régime de discipline dans les centres socio-éducatifs de l'État stipule que toute fugue est signalée aux services de l'ordre, au procureur d'État, au juge de la jeunesse et au président de la Commission de Surveillance et de Coopération. D'ailleurs, la Commission de Surveillance et de Coopération et la direction du CSEE analysent mois par mois les fugues enregistrées et examinent les mesures à prendre pour prévenir celles-ci.

**Fugues de garçons du centre de Dreibern entre 2000 et 2004:**

Année	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de fugues	122	123	132	114	103
Nombre de mineurs ayant fugué	55	50	52	53	40
Nombre total de pensionnaires	111	92	107	103	101

Année	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de fugues	94	65	187	104	95
Nombre de mineurs ayant fugué	26	28	46	36	42
Nombre total de pensionnaires	90	75	78	70	87

Année	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de fugues	94	65	187	104	95
Nombre de mineurs ayant fugué	26	28	46	36	42
Nombre total de pensionnaires	90	75	78	70	87

Le CSEE, en collaboration avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration, a réalisé une étude dont l'objectif consistait à mieux comprendre le phénomène des fugues et la typologie des fugueurs afin d'avoir une réponse institutionnelle adéquate.

**Fugues de filles du centre de Schrassig entre 2000 et 2004:**

Année	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de fugues	94	65	187	104	95
Nombre de mineurs ayant fugué	26	28	46	36	42
Nombre total de pensionnaires	90	75	78	70	87

Année	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de fugues	94	65	187	104	95
Nombre de mineurs ayant fugué	26	28	46	36	42
Nombre total de pensionnaires	90	75	78	70	87

Année	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de fugues	94	65	187	104	95
Nombre de mineurs ayant fugué	26	28	46	36	42
Nombre total de pensionnaires	90	75	78	70	87

Le CSEE, en collaboration avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration, a réalisé une étude dont l'objectif consistait à mieux comprendre le phénomène des fugues et la typologie des fugueurs afin d'avoir une réponse institutionnelle adéquate.

- Le prototype du fugueur au CSEE fuit avant tout ses frustrations. Il s'agit de fugues plutôt brèves, de un à sept jours, qui se font dans le contexte de conflits avec la discipline, le règlement d'ordre interne ou pour des motifs personnels (rejoindre des copains ou la famille).
- D'autres cas de figure concernent les fugueurs dont la motivation primordiale consiste à fuguer pour consommer des substances psychotiques.
- D'une manière générale 60 à 70% des garçons fuguent pour une courte durée (un à sept jours) alors que 30 à 40% des garçons fuguent pour une durée supérieure ou égale à six mois. Chez les filles on note 70 à 80% de fugues de courte durée et 20 à 30% fuguent pour une durée supérieure à six mois. Ces mineurs sont majoritairement des jeunes étrangers, placés par les instances judiciaires au CSEE suite à un délit commis sur le territoire grand-ducal (vols, cambriolages). Ces jeunes étrangers fuguent du CSEE peu de temps après leur placement et quittent le territoire national sans donner un signe de vie par la suite.

- Le prototype du fugueur au CSEE fuit avant tout ses frustrations. Il s'agit de fugues plutôt brèves, de un à sept jours, qui se font dans le contexte de conflits avec la discipline, le règlement d'ordre interne ou pour des motifs personnels (rejoindre des copains ou la famille).
- D'autres cas de figure concernent les fugueurs dont la motivation primordiale consiste à fuguer pour consommer des substances psychotiques.
- D'une manière générale 60 à 70% des garçons fuguent pour une courte durée (un à sept jours) alors que 30 à 40% des garçons fuguent pour une durée supérieure ou égale à six mois. Chez les filles on note 70 à 80% de fugues de courte durée et 20 à 30% fuguent pour une durée supérieure à six mois. Ces mineurs sont majoritairement des jeunes étrangers, placés par les instances judiciaires au CSEE suite à un délit commis sur le territoire grand-ducal (vols, cambriolages). Ces jeunes étrangers fuguent du CSEE peu de temps après leur placement et quittent le territoire national sans donner un signe de vie par la suite.

**Réponse** (22.9.2005) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

L'on peut effectivement constater un trafic grandissant de poids lourds circulant sur la route nationale N10 entre Schengen et Wasserbillig.

Une étude de trafic récente montre un déséquilibre important entre le nombre de poids lourds entrant au pays sur l'autoroute A13 Saarbrücken-Luxembourg et le nombre de poids lourds sortant du pays sur le même axe autoroutier.

La construction d'un pont reliant l'Allemagne et le Luxembourg à la hauteur du pont de Mertert, avec accès direct à l'autoroute de Trèves, tel que suggéré par l'honorable Député, permettrait un délestage important des centres de Grevenmacher et de Wasserbillig.

La réalisation d'un tel projet devrait se faire en collaboration étroite avec les autorités allemandes qui, quant à elles, appuient la construction du raccordement de la Bundesstrasse B49 à la hauteur de Igel à l'autoroute de Trèves.

Il y a lieu de rappeler deux facteurs:

- Les internats de Dreibern et de Schrassig constituent des centres «ouverts».
- Le nombre de fugues inclut les «fugues de longue date». Un certain nombre de jeunes de nationalité non luxembourgeoise restent inscrits sur la liste des fugueurs jusqu'à l'âge de la majorité alors qu'ils ont pu rejoindre leur pays d'origine.

Les mineurs fugueurs accueillis dans des centres d'accueil ou des familles de placement doivent être signalés au juge compétent. Les «récidivistes» risquent un placement au CSEE.

D'après les renseignements de la police un nombre grandissant d'adolescents fugue des familles sans que celles-ci n'en avertissent les forces de l'ordre. Il est entendu que les collaborateurs des nombreux services sociaux intervenant en milieu ouvert sont obligés de signaler aux autorités compétentes tout mineur fugueur qu'ils rencontrent. Conscients de cette obligation, les fugueurs évitent de tels contacts et se réfugient dans des abris de fortune.

Au Luxembourg les instances concernées par le problème - ministères, administrations communales, police, magistrats, services sociaux - se concertent régulièrement pour analyser le phénomène et élaborer des solutions qui garantissent aux jeunes concernés un maximum de protection.

**Question 0489** (29.6.2005) de **M. Carlo Wagner** (*DP*) concernant le **trafic de poids lourds**:

Actuellement beaucoup de citoyens ne seulement des communes de Mertert-Wasserbillig et de Grevenmacher mais de l'ensemble des communes de la Moselle se plaignent du trafic grandissant de poids lourds dans leurs villages respectifs. En plus de la baisse évidente de la qualité de vie due au bruit, beaucoup de citoyens constatent des fissures dans leur habitation dues aux vibrations engendrées par les poids lourds à haut tonnage. Il va de soi que ce trafic supplémentaire engendre des nuisances de moins en moins supportables pour les citoyens concernés. Selon mes informations la construction d'un pont reliant le territoire luxembourgeois au territoire allemand entre Mertert et Grevenmacher pourrait remédier sensiblement à cette situation.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du trafic grandissant de poids lourds dans les communes le long de la Moselle?
- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la construction d'un pont reliant le territoire luxembourgeois au territoire allemand entre Mertert et Grevenmacher, avec accès direct sur l'autoroute Luxembourg-Trèves s'avère indispensable?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il lancer un tel projet? Quels pourraient en être les délais?

**Réponse** (22.9.2005) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

L'on peut effectivement constater un trafic grandissant de poids lourds circulant sur la route nationale N10 entre Schengen et Wasserbillig.

Une étude de trafic récente montre un déséquilibre important entre le nombre de poids lourds entrant au pays sur l'autoroute A13 Saarbrücken-Luxembourg et le nombre de poids lourds sortant du pays sur le même axe autoroutier.

La construction d'un pont reliant l'Allemagne et le Luxembourg à la hauteur du pont de Mertert, avec accès direct à l'autoroute de Trèves, tel que suggéré par l'honorable Député, permettrait un délestage important des centres de Grevenmacher et de Wasserbillig.

La réalisation d'un tel projet devrait se faire en collaboration étroite avec les autorités allemandes qui, quant à elles, appuient la construction du raccordement de la Bundesstrasse B49 à la hauteur de Igel à l'autoroute de Trèves.

Afin d'avancer dans cette affaire, le département des Travaux publics se propose de faire élaborer une étude de comparaison entre ces deux projets transfrontaliers en prenant en considération les critères suivants:

- la capacité d'évacuation, les temps de parcours, les conditions de confort et de sécurité;
- l'intérêt économique sur base d'une analyse de rentabilité;
- l'incidence des deux projets sur l'environnement naturel et humain.

**Question 0490** (4.7.2005) de **Mme Anne Brasseur** (*DP*) concernant l'**implantation de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines et des Sciences de l'éducation ainsi que de la Bibliothèque nationale sur un site unique**:

Le programme gouvernemental du 4 août 2004 prévoit que «à coté de la Cité des Sciences à Belval-Ouest, le Gouvernement s'efforcera, dans un souci d'optimisation des ressources, de rassembler à moyen terme sur un site unique, situé sur le territoire de la Ville de Luxembourg, la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance ainsi que la Faculté des Lettres, des Sciences humaines et des Sciences de l'éducation».

Il me revient que le Gouvernement a non seulement l'intention d'implanter la Faculté des Lettres, des Sciences humaines et des Sciences de l'éducation à Belval-Ouest, mais d'y installer également la Bibliothèque nationale.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

1. Si ces informations sont exactes.
2. Si oui, quelles sont les raisons de ce choix contraire au programme gouvernemental?
3. Si Messieurs les Ministres ne sont pas d'avis que la Faculté des Lettres, des Sciences humaines et des Sciences de l'éducation ainsi que la Bibliothèque nationale devront rester implantées sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

**Réponse commune** (22.7.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire N°0490 de Madame la Députée Anne Brasseur concernant l'implantation de l'Université du Luxembourg et de la Bibliothèque nationale, nous avons l'honneur de nous référer aux réponses de Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche aux questions parlementaires N°0286 de Monsieur le Député Marc Angel et N°0430 de Monsieur le Député Marcel Oberweis (*cf. compte rendu N°8 et N°12/2004-2005*).

La démarche décrite dans ces réponses est en train d'aboutir; le groupe de travail, dont il est fait état dans ces réponses, aura terminé ses travaux d'ici la fin du mois de juillet et nous en saurons alors le Gouvernement en conseil.

**Question 0491** (4.7.2005) de **Mme Anne Brasseur** (*DP*) concernant les **infrastructures scolaires du Lycée technique pour professions de santé**:

Depuis sa création en 1995 le Lycée technique pour professions de santé ne dispose pas d'infrastructures scolaires adéquates ré-



pondant aux besoins de l'enseignement.

Dans ce contexte j'aimerais savoir pourquoi le projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé n'a toujours pas été déposé alors que l'architecte a été désigné en 2002 suite à un concours, que le programme de construction a été arrêté, que les plans ont été finalisés et que les terrains prévus, situés route de Thionville à Luxembourg, appartiennent à l'État.

**Réponse commune** (10.8.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

Lors de la réunion interministérielle du 24 juillet 2001, il avait été décidé de réaliser le bâtiment pour le Lycée technique pour professions de santé sur les terrains dits «Munhowen» à Luxembourg-Gare (propriété de l'État). Vu la surface limitée du terrain d'implantation, il avait également été retenu que les infrastructures sportives ne seraient pas réalisées. En août 2001 une première étude avait été réalisée par l'Administration des Bâtiments publics sur base d'un programme de construction datant du 5 octobre 2000.

Il s'est cependant avéré que pour réaliser le programme de construction arrêté, ledit terrain était insuffisant. Le comité d'acquisition a alors entamé des négociations avec deux propriétaires privés qui n'ont toutefois pas abouti.

Il a par la suite été trouvé un accord avec les CFL pour des terrains leur appartenant. En juin 2003 l'architecte a réalisé les premiers plans pour vérifier la faisabilité du projet sur ces terrains.

Il s'est montré qu'il est possible de réaliser ce projet en acceptant certaines contraintes et en adaptant le projet à la spécificité du terrain.

Dans la mesure où le programme de construction d'octobre 2000 a évolué au cours des années, le Ministère de l'Éducation nationale a présenté en septembre 2004 un projet remanié et adapté à la situation actuelle du Lycée technique pour professions de santé.

Le nouveau programme tient compte d'une série de demandes supplémentaires par rapport au programme initial et notamment d'une redéfinition de salles d'enseignement clinique et de salles spéciales ainsi que de l'ajout d'une salle de sport avec deux unités, un restaurant avec cuisine, ainsi qu'un parking souterrain avec 100 emplacements.

Les plans d'architecte sont actuellement en phase APS (avant-projet sommaire) finalisée et le dossier a été soumis début mai à la Commission d'Analyse critique. Par la suite les études pour la phase APD (avant-projet définitif) pourront continuer en vue de présenter, suivant la nouvelle procédure, le projet de loi à la Chambre des Députés.

**Question 0492** (4.7.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **formation des brigades motorisées de la Police grand-ducale**:

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg a.s.b.l., le problème de la formation des brigades motorisées de la Police grand-ducale a été soulevé. Il semblerait que cette formation ne soit pas adéquate et que le matériel de formation ne soit pas complet.

Dans ce contexte j'aimerais poser

les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer les faits relatés ci-dessus et me donner de plus amples informations sur le matériel existant pour la formation des brigades motorisées de la Police grand-ducale?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire comment il entend remédier à la situation?

**Réponse** (5.8.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Tous les membres affectés à un Service de Police de la Route suivent une formation spécialisée de conduite moto d'une durée de quatre semaines ainsi qu'une formation particulière d'une semaine pour la conduite de voitures. Ces formations sont bien évidemment adaptées aux conditions de conduite en mission policière. Au-delà de cette formation initiale un recyclage annuel pour la conduite moto est organisé. Par ailleurs tous les formateurs suivent régulièrement des cours pour formateurs auprès des forces de police des pays voisins.

La formation me semble dès lors adéquate. Par ailleurs, le Gouvernement continuera à supporter tous les efforts tant au niveau de la formation de base que de la formation continue et spécialisée visant à perfectionner les méthodes de travail de la police.

**Question 0493** (4.7.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **bateau assurant la sécurité sur la Moselle**:

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg a.s.b.l., l'on a été informé qu'un bateau permettant d'assurer la sécurité sur la Moselle dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne a été acquis. Cependant, il a été relevé qu'aucun membre de la Police grand-ducale ne disposait d'un permis adéquat autorisant la navigation sur la Moselle et que ce bateau se trouverait toujours dans un hangar à Hollerich.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer les faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me donner de plus amples informations sur la question soulevée ci-dessus?
- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire comment il entend remédier à la situation?

**Réponse** (5.8.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Dans le cadre de ses missions la Police grand-ducale est appelée à assurer la police fluviale et à veiller au respect des règles de la navigation intérieure et des sports nautiques. Afin d'assumer pleinement cette mission, la police s'est dotée des moyens nécessaires tant en ce qui concerne le personnel et sa formation que les équipements.

Par la mise en œuvre de ce concept, qui par ailleurs est tout à fait indépendant de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, le Gouvernement poursuit sa politique de modernisation de la police pour assurer une sécurité optimale des citoyens.

**Question 0494** (4.7.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **périmètre d'habitation des membres de la Police grand-ducale**:

À une question parlementaire datant du 14 septembre 2004 concernant le périmètre d'habitation des membres de la Police grand-ducale, Monsieur le Ministre m'avait informé que cette disposition allait être d'application mais que certaines dérogations pouvaient être sollicitées pour déroger à ce principe.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur le nombre de dérogations qui ont été acceptées depuis l'entrée en vigueur de cette disposition?

**Réponse** (5.8.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Il convient tout d'abord de rappeler que les règles relatives au périmètre d'habitation existaient depuis bien avant la loi sur la Police grand-ducale. Pour les besoins de la réorganisation des forces de l'ordre et plus particulièrement au vu des nombreux changements d'affectation durant les premières années de cette réorganisation, ces règles ont été temporairement suspendues pour une durée de trois ans et demi.

Depuis la fin de cette période transitoire, soit au 31 décembre 2004, 73 dérogations ont été acceptées.

**Question 0495** (4.7.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les **heures d'ouverture des commissariats de proximité**:

Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de la Police grand-ducale Luxembourg a.s.b.l., le problème des heures d'ouverture des commissariats de proximité (CP) a été soulevé. En effet, certains commissariats de proximité aimeraient changer leurs heures d'ouverture afin de permettre entre autres aux citoyens de se rendre aux commissariats entre 06.00 heures et 08.00 heures du matin ainsi que de 18.00 heures à 20.00 heures, donc avant ou après leurs heures de travail. Cependant, il semblerait que de telles heures d'ouverture ne soient pas possibles.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer les faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'expliquer pourquoi il n'est pas possible de modifier certaines heures d'ouverture des commissariats de proximité?

**Réponse** (5.8.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Dans l'organisation de la Police grand-ducale, le commissariat de proximité constitue l'échelon qui assure le lien le plus proche avec le citoyen et qui entretient des relations privilégiées avec les autorités locales. L'organisation des heures d'ouverture du commissariat de proximité incombe au commandant du commissariat de proximité, qui fixe ces heures d'ouverture en concertation avec la direction régionale de la police et les responsables des administrations communales en fonction des besoins locaux.

Dans le cadre de cette concerta-

tion rien ne s'oppose à des ouvertures entre 06.00 et 08.00 respectivement de 18.00 à 20.00 heures. D'ailleurs un certain nombre de commissariats ont opté pour une ouverture en dehors des heures de travail.

**Question 0496** (5.7.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant la **prime d'encouragement écologique**:

Èmmer méi oft sinn ech als Deputéierte mat Kritik vu Matbierger konfrontéiert, wat d'Ausbezuete vun der „Prime d'encouragement écologique“ ugeet, déi d'Leit sollt incitéieren an Techniken z'investéieren, dei d'Produktioun vu Stroum op Basis vun erneierbaren Energiequellen erméiglechen.

Vun den Zoustännegen am Ministère ginn d'Leit, wa se dann do nofroen, verfréischt, et wiere méi Dossieren erakomm wéi erwaart, sou datt sech e Retard erginn hätt. Momentan wier een amgang d'Prime fir d'Dossiere vum leschte Joer ausbezuellen. Déi vun 2005 géingen eréischt an dräi Méint drukommen.

Dës Retarde bedeuten awer fir d'Leit, déi an esou Anlagen investéiert hunn a mat der Prime fest gerechert hunn, eng zousätzlech finanziell Belaaschtung (Zënskäschtchen). Esou riskéiert aus dem Encouragement en Découragement ze ginn.

Dofir dës Froen:

1. Wie kënn fir déi genannt an duerch d'„lenteur administrative“ entstanen Zousatzkäschtchen vun de Bierger op?
2. Wéi vill Zäit mussen déi Leit, déi haut eng UFO fir déi genannte Prime agereecht hunn, arechne bis datt se hir Prime iwwerwise kréien?
3. Wat gedenkt de Minister ze ënnerhuele fir den Traitement vun den Dossieren an d'Ausbezuete vun de Primen esou séier ewéi méiglech a bedeiend ze beschleunegen?

**Réponse** (30.9.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Am Joer 2005 sinn 1.270 Demandé fir d'Prime agereecht ginn. Am Moment dauert et ongeféier néng Méint bis den Einzelne seng Prime ausbezuelt kritt. D'Ursaache fir dësen Zäitintervall sinn engersäits bedéngt duerch déi vill méi héich wéi erwaarten Zuel vun Demanden, déi instruéiert musse ginn, an anersäits duerch déi onvollstänneg Demanden, déi presentéiert ginn. Bei de Primé sinn et quasi 50%, déi net komplett sinn a wou supplementar Informatiounen mussen nogefrot ginn.

Wat de groussen Zäitintervall zwëschen dem Erareechen an dem Ausbezuelen ubelaangt, sinn ech mir där Problematik voll a ganz bewusst a wéill den zoustännege Service ausbauen an zousätzlech d'Informatioun un d'Leit verbessere, fir datt d'Zuel vun den onkompletten Dossieren sech op ee Minimum beschränkt.

Et war näischt virgesi gi fir esou eng grouss Zuel vun Dossieren ze bearbechten. D'Personal vun dem zoustännege Service ass kuerz no Untrëtt vun der neier Regierung schonns eng éischte Kéier staark eropgesat ginn: vun dräi Leit op néng Leit. Ech weisen drop hin, dass am 1. Semester 2004 2.484 Dossieren bearbecht gi sinn an am 1. Semester 2005 5.338. Dës Leit hunn net nëmmen als Aufgab d'Dossiere vun de Primé ze instruéieren, mä och déi vun de Bähëllefen op der Investitioun, wou nach aktuell 5.900 Dossieren ze traitéieren sinn.

Et si keng Dispositiounen am Règlement virgesinn, déi déi even-

tuell duerch de Retard entstanen Onkäschtchen géifen ofdecken.

**Question 0497** (5.7.2005) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **réorientation et restructuration de l'Agence de l'Énergie**:

L'utilisation de combustibles fossiles entraîne le rejet dans l'atmosphère d'une grande quantité de gaz carbonique, gaz qui contribue à l'augmentation de l'effet de serre dont les conséquences sont néfastes pour l'homme et l'environnement. Le protocole de Kyoto, mis en vigueur le 16 février 2005, n'oblige pas seulement les pays industrialisés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, il définit également un cadre général de développement durable qui tient compte des trois éléments fondamentaux que sont l'environnement, l'économie et le volet social.

En vue d'optimiser ce développement durable, l'accord de coalition prévoit la création d'une unité de recherche ayant pour mission de collecter et de traiter entre autres toutes les données relatives aux domaines de l'énergie et de l'environnement. Cette nouvelle structure devrait être placée sous l'autorité du Ministère d'État.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quel est l'état actuel de la réorganisation et de la restructuration de l'Agence de l'Énergie?
- Quel est le rôle que l'Agence de l'Énergie réformée pourrait jouer au sein de la structure de recherche susmentionnée?
- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le dossier de la création du réseau de conseillers énergétiques communaux et régionaux, collaborant avec l'Agence de l'Énergie?

**Réponse** (3.8.2005) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

L'Agence de l'Énergie a joué au cours des dernières années un rôle important dans le secteur de l'énergie à Luxembourg. Aussi bien dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie que dans le domaine des énergies renouvelables, l'Agence de l'Énergie a pu conclure avec succès maintes actions et projets concrets en la matière.

Actuellement, l'Agence de l'Énergie se concentre principalement sur la consolidation de ses activités et est en train de se préparer aux défis donnés par la libéralisation des marchés de l'énergie et par les engagements pris par le Luxembourg dans le cadre du processus de Kyoto. À cette fin, l'Agence de l'Énergie collabore de façon intense avec les Ministères de l'Environnement et de l'Économie et du Commerce extérieur à tous les niveaux.

Dans le proche futur, l'Agence de l'Énergie prévoit d'améliorer principalement ses prestations dans les domaines de la consultation, de l'information et de la sensibilisation au Luxembourg. Pour pouvoir remplir les missions supplémentaires dans ce domaine, il est prévu d'augmenter à court et à moyen terme les effectifs de l'Agence de l'Énergie.

Dans le cadre de la définition de la stratégie en matière de politique énergétique et de protection du climat, engagée par les Ministères de l'Environnement et de l'Économie et du Commerce extérieur, il est prévu d'entreprendre des réflexions quant à un rôle plus actif de l'Agence de l'Énergie. Ces réflexions poursuivent le but d'iden-



tifier et de définir les principaux domaines d'intervention futurs de l'Agence de l'Énergie. Il va sans dire que ces réflexions ne pourront se faire qu'en accord avec les partenaires actuels de l'Agence de l'Énergie.

En ce qui concerne la structure de recherche évoquée, l'Agence de l'Énergie se tient prête à y collaborer dans la mesure où elle estime avoir les compétences requises. Il y a cependant lieu de constater qu'une implication plus ou moins grande de l'Agence de l'Énergie dans cette structure pourrait rendre nécessaire un accroissement de son personnel.

Concernant la création du réseau de conseillers énergétiques communaux et régionaux, il y a lieu de constater que cette idée avait été soumise au Ministre de l'Environnement du Gouvernement sortant. Il est prévu d'intégrer dans les actions de réflexion mentionnées ci-dessus les idées de la création d'un réseau de conseillers énergétiques communaux afin de sonder si le concept proposé au Gouvernement précèdent harmonise toujours avec les nouvelles stratégies du Gouvernement en matière de politique énergétique et de protection du climat.

**Question 0498** (5.7.2005) de **M. Ali Kaes** (CSV) concernant le **taux de rémunération des heures de chômage partiel:**

L'article 11 de la loi du 26 juillet 1975 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à prévenir des licenciements pour causes conjoncturelles et à assurer le maintien de l'emploi prévoit que l'indemnité de compensation correspondant à la première tranche de 16 heures est prise en charge par le travailleur et l'employeur selon des taux de participation à convenir entre parties, sans que la part à supporter par le travailleur puisse excéder huit heures par mois. L'État prend en charge l'indemnité de compensation avancée par l'employeur pour les heures de travail perdues au-delà de 16 heures par mois de calendrier.

Selon le règlement grand-ducal du 15 septembre 1975 portant fixation du taux d'indemnisation des chômeurs partiels, le taux de l'indemnité de compensation est fixé à 80% sur salaire horaire brut normal du travailleur sans que celui-ci puisse toutefois dépasser le montant de 250% du salaire social minimum horaire revenant à un travailleur non qualifié âgé de plus de dix-huit ans.

Il résulte de ces deux textes une disparité entre d'une part le salarié et d'autre part l'employeur dans la prise en charge des pertes financières pendant la période du chômage partiel, le salarié subissant une perte de 100% de salaire pour les premières huit heures de chômage à laquelle s'ajoute une perte de 20% pour les huit heures subséquentes indemnisées par l'employeur. Une telle disparité semble inéquitable aux yeux du soussigné pour lequel les deux parties concernées devraient être mises sur un pied d'égalité et subir chacune une perte de 100%. En d'autres termes, le soussigné estime que le salarié devrait se voir indemniser les huit heures de chômage par l'employeur à raison de 100% de son salaire horaire brut normal.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Si le Gouvernement entend remédier à la situation en modifiant notamment le règlement grand-ducal de septembre 1975 précité et fixer le taux de l'indemnité de compensation à charge de l'employeur et du salarié à 100% du salaire ho-

raire brut normal du travailleur sans toutefois que le taux d'indemnité de compensation à charge de l'État pour les heures de travail perdues au-delà de 16 heures par mois de calendrier ne puisse dépasser 80% du salaire horaire brut normal du travailleur.

**Réponse** (5.8.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Le règlement grand-ducal du 15 septembre 1975 invoqué par l'honorable Député fixe le taux d'indemnisation des chômeurs partiels à 80% du salaire horaire brut normal du travailleur et la prise en charge de cette indemnité de compensation, partagée entre le travailleur, l'employeur et l'État, est réglementée à l'article 11 de la loi modifiée du 26 juillet 1975 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à prévenir des licenciements pour des causes conjoncturelles et à assurer le maintien de l'emploi.

En effet cet article dispose qu'en ce qui concerne la répartition du coût entre travailleur et employeur des 16 premières heures non prises en charge par l'État, les taux de participation respectifs sont à convenir entre les deux parties, sans que la part à supporter par le travailleur ne puisse excéder huit heures par mois.

Dans les entreprises liées par convention collective de travail, ces taux de participation sont à fixer d'un commun accord entre les parties signataires de la convention.

Il appartient dès lors aux partenaires sociaux, et non pas au législateur ou au Gouvernement, de veiller à ce que d'éventuelles disparités entre les pertes respectives des travailleurs et des employeurs soient éliminées et ce indépendamment du taux d'indemnisation, qui restera fixé à 80% du salaire horaire brut normal.

**Question 0499** (6.7.2005) de **M. Ali Kaes** (CSV) concernant la **carrière du préposé d'urgence de l'Administration des Services de Secours:**

La loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours prévoit dans son article 43 que: «Les fonctionnaires de la carrière du préposé d'urgence en activité de service au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi bénéficient d'une reconstitution de carrière par la prise en compte des dispositions de l'article 39 de la présente loi». L'article 39 de la loi précitée dispose que: «Le préposé du Service d'Urgence (grade 4) bénéficie d'un premier avancement au grade 6 après trois années de grade. Il avancera au grade 7 après six années de grade à condition d'avoir subi avec succès un examen de promotion. Il bénéficie d'un troisième avancement au grade 8 après vingt années de grade et d'un quatrième avancement au grade 8bis après trente années de grade». Par année de grade, il y a lieu d'entendre le temps passé par l'agent dans sa carrière après sa nomination effective.

Certaines personnes concernées n'ont pas toujours été dans la carrière du préposé d'urgence au Service 112 de l'Administration des Services de Secours, mais étaient occupées antérieurement par d'autres services ou administrations étatiques. L'article 18 de la loi modifiée du 18 novembre 1976 portant organisation de la protection civile prévoyait que: «Le temps passé au service de l'État, déduction faite d'une période de trois années, soit comme fonctionnaire de l'État, soit comme employé de l'État, soit comme ouvrier de l'État, sera mis

en compte pour les avancements en grade prévus à l'article 13 ci-dessus». Cette disposition transitoire a été abolie par la loi du 12 juin 2004 précitée. Dès lors, quelques employés de l'État occupés au central téléphonique de secours d'urgence ne bénéficient plus de ces possibilités d'avancement en grade plus favorables.

Considérant l'importance du travail effectué par ces employés, j'aimerais demander à Messieurs les Ministres de la Fonction publique et de l'Intérieur s'ils ne jugent pas nécessaire d'amender la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours (p.ex. par le biais de la loi budgétaire) afin de tenir compte des cas précités.

**Réponse commune** (19.9.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Nous aimerions d'abord préciser que la question de l'honorable Député a trait à la carrière individuelle de deux fonctionnaires de l'État et le mode de mise en compte de leurs années de service antérieurement à leur engagement auprès de l'ancien Service national de la Protection civile.

Nous voudrions ensuite relever que la carrière du préposé du Service d'Urgence a été revalorisée de façon substantielle par la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours. En effet, si antérieurement à l'entrée en vigueur de cette loi, la carrière en question s'étendait du grade 3 au grade 7quater (échelon de fin de carrière: 282 p.i.), elle fut reclassée du grade 4 au grade 8bis (339 p.i.), soit une augmentation de 57 p.i. D'autre part, le préposé du Service d'Urgence s'est vu attribuer par cette même loi une prime d'astreinte de 22 p.i., «liée à la fonction», c.-à-d. attribuée à tous les fonctionnaires de cette carrière, sans égard aux heures de travail effectivement prestées la nuit ou les samedis, dimanches et jours fériés.

Il échet de souligner que durant la période législative 1999-2004, la carrière du préposé du Service d'Urgence fut la seule et unique carrière reclassée par une disposition légale.

**Question 0500** (6.7.2005) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant les **infrastructures d'éducation physique du Lycée classique d'Echternach:**

Le Lycée classique d'Echternach dispose actuellement de deux salles de sports ne correspondant plus aux normes de sécurité. Par ailleurs, ces salles ne semblent plus répondre aux exigences d'un cours d'éducation physique approprié. La piscine communale étant fermée pour cause de transformations, les élèves n'ont pas la possibilité de suivre des cours de natation. À Echternachbrück, de l'autre côté de la frontière, à quelque 400 m du lycée, se trouve une piscine ouverte. Cette piscine serait toutefois facilement accessible. En effet les élèves pourraient s'y rendre à pied en ne traversant qu'une seule fois la route par un passage à piétons; le reste du chemin étant constitué de trottoir.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Madame le Ministre a-t-elle connaissance des faits relatés ci-dessus?
2. Madame le Ministre peut-elle m'informer quand le Lycée classique d'Echternach disposera d'une infrastructure appropriée pour l'éducation physique?
3. Est-ce que Madame le Ministre n'estime pas qu'au vu des circonstances précitées l'utilisation de la piscine à Echternachbrück devrait être rendue possible aux élèves du Lycée classique d'Echternach si les conditions climatiques le permettent?

4. Dans le cas où la piscine à Echternachbrück ne pourrait pas être utilisée par les élèves du Lycée classique d'Echternach, est-ce que Madame le Ministre peut me dire si elle voit d'autres alternatives permettant d'assurer un cours de natation, d'autant plus que ces cours paraissent les mieux appropriés à la pratique de l'éducation physique lors de températures particulièrement élevées telles qu'elles ont été enregistrées ces dernières semaines?

**Réponse** (5.8.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. La piscine communale d'Echternach que le lycée loue pour assurer ses cours de natation a été fermée pour raisons techniques le 20 juin. Elle rouvrira le 15 octobre. Compte tenu de la période pendant laquelle les classes chôment, le nombre de leçons d'éducation sportive pendant lesquelles un cours de natation ne peut pas être assuré se limite à quelques unités.

mois	2004			2005		
	Fret	Intl. IFR	%	Fret	Intl. IFR	%
janvier	770	4.109	19	943	4.378	22
février	856	4.272	20	889	4.235	21
mars	960	4.772	20	1.081	4.900	22
avril	868	4.869	18	1.050	5.175	20
mai	924	4.977	19	1.021	5.273	19
	4.378	22.999	19	4.984	23.961	21

Accroissements des mvts fret 14% par rapport à 2004  
Accroissements des mvts int. 4% par rapport à 2004

2. Vouloir recourir pendant ces quelques leçons à une piscine située dans un camping à Echternachbrück n'est pas possible, du fait que n'étant pas située sur le territoire luxembourgeois, cette infrastructure n'est pas soumise à la réglementation de la sécurité dans la Fonction publique.
3. L'affirmation que les salles de sport du Lycée classique d'Echternach ne correspondraient plus aux normes repose sur des informations erronées. Ces infrastructures sont contrôlées régulièrement quant à leur conformité aux normes établies par la réglementation de la sécurité dans la Fonction publique. Le prochain contrôle sera d'ailleurs effectué le 27 août 2005.
4. La modernisation des installations d'éducation sportive est en cours. En 2004 une salle de musculation a été installée.

**Question 0501** (7.7.2005) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant l'**évolution du trafic fret à l'aéroport de Luxembourg:**

Il me revient que les vols de gros avions porteurs sont de plus en plus fréquents à l'aéroport de Luxembourg, probablement du fait du développement des activités du cargo-center. Si les avions de Cargolux ne sont pas en cause, étant donné qu'ils sont de type récent, il semble que le nombre de vols d'avions très bruyants a augmenté ces derniers mois. Cette situation n'est pas sans créer des inconvénients sérieux pour les habitants de la ville qui habitent sous les trajectoires empruntées par ces avions, surtout s'il s'agit de vols de nuit.

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'évolution du trafic fret à l'aéroport de Luxembourg en 2005 et surtout sur l'arrivée et le départ d'avions particulièrement bruyants qui ne correspondent pas aux normes les plus exigeantes en matière de bruit et de consommation d'essence?
- Qu'en est-il de l'évolution du nombre de vols de nuit dans le domaine du fret aérien?
- Les trajectoires indiquées par l'aéroport de Luxembourg sont-elles toujours respectées par les avions en cause?

**Réponse** (26.8.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

D'une manière générale on peut dire que les vols fret constituent environ 20% du total des mouvements internationaux.

1. L'évolution du trafic fret et sa quote-part par rapport aux mouvements internationaux se présentent comme suit:

mois	2004			2005		
	Fret	Intl. IFR	%	Fret	Intl. IFR	%
janvier	770	4.109	19	943	4.378	22
février	856	4.272	20	889	4.235	21
mars	960	4.772	20	1.081	4.900	22
avril	868	4.869	18	1.050	5.175	20
mai	924	4.977	19	1.021	5.273	19
	4.378	22.999	19	4.984	23.961	21

Accroissements des mvts fret 14% par rapport à 2004  
Accroissements des mvts int. 4% par rapport à 2004

2. Quant au bruit il y a lieu de noter que conformément au règlement grand-ducal du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'aéroport de Luxembourg tous les avions (à réacteurs) opérant à Luxembourg sont obligés d'être certifiés conformément aux dispositions de l'Annexe 16 volume 1, Chapitre 3 de l'OACI, donc la catégorie la plus contraignante qui existe à l'instant.

Au même règlement existe encore la possibilité pour les avions du Chapitre 2 d'opérer à Luxembourg avec une exploitation limitée à la plage horaire de 07:00 à 22:00 heures locales. Toutefois, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002 et selon la réglementation européenne, ces avions n'ont plus le droit d'opérer en Europe.

3. Dans le domaine des vols de nuit (vols opérés entre 23:00 et 06:00 heures locales) il y a lieu de constater le développement suivant (janvier à juin inclus):

	2004	2005	Variation
Vols fret	228	360	Augmentation de 57,9%
Vols passagers	188	153	Réduction de 18,6%
Total	416	513	23,3% de plus



4. En ce qui concerne le respect des trajectoires empruntées par les avions il y a lieu de mentionner que le Gouvernement s'est doté d'une nouvelle réglementation (projet de règlement grand-ducal) fixant des critères précis à respecter au décollage et à l'atterrissage sous peine d'amendes administratives à charge des contrevenants. Ce projet se trouve en procédure d'approbation législative.

**Question 0502** (7.7.2005) de **M. Jean-Pierre Koepf** (ADR) concernant le **remboursement d'analyses médicales**:

Viru ronn zwee Joer hu Laboratoiren aus dem Land eng Demande bei der Krankekesenuinion gemaach fir verschidden Analysen (z.B. fir «Marqueurs immunologiques et inflammatoires coprologiques» oder «Stress oxydant»), déi bis elo gratis vun de Laboratoire gemaach gi sinn, vun de Krankekesee rembourséiert ze kréien.

Dëst engersäits well fir verschidde vun dësen Analysé wëssenschaftlech Dossier bei der «Commission de Nomenclature» vun der Krankekesenuinion eragereecht gi sinn, awer nach keng Äntwert kruten, an anerersäits well et de Laboratoiren opgrond vu wirtschaftlechen Iwwerleeungen net méi méiglech ass, dës Analysé gratis ze offéieren.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Firwat ginn dës Analysen net vun de Krankekesee rembourséiert?
2. Wat sinn déi genee Grënn firwat vun der «Commission de Nomenclature» bis haut zënter zwee Joer nach keng Äntwert komm ass?
3. Wéini ass hei mat enger Äntwert am Interesse vun de Patienten ze rechnen?

**Réponse** (19.8.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Conformément à l'article 65 du Code des Assurances sociales, les actes, services professionnels et prothèses dispensés par les prestataires de soins et pris en charge par l'Assurance maladie maternité sont inscrits dans sept nomenclatures différentes; la nomenclature des laboratoires en fait partie.

Les demandes d'inscription de nouveaux actes de la part des laboratoires ou de tout autre prestataire ne sont pas ipso facto inscrites dans les nomenclatures. La «Commission de Nomenclature» prévue à l'article 65, paragraphe 7 du Code des Assurances sociales étudie toute proposition d'inscription, de modification ou de suppression d'actes, de services ou de fournitures après avoir entre autres:

- évalué les nouveaux besoins de la part des utilisateurs, le cas échéant, les demandes des médecins pour pratiquer de nouvelles analyses;
- évalué le caractère scientifique des nouvelles propositions; faute d'experts luxembourgeois en la matière, nous nous référons à des expertises étrangères, procédures qui peuvent prendre plusieurs mois;
- évalué et vérifié le coût de ces nouvelles analyses déjà inscrites dans les nomenclatures de nos pays voisins (Belgique, France, Suisse).

Après délibération et vote, la commission émet des recommandations circonstanciées aux Ministres de la Sécurité sociale et de

la Santé, au Collège médical et au Conseil supérieur des professions de la santé, saisis pour avis.

Les recommandations de la commission s'inspirent du principe de base inscrit à l'article 23 du Code des Assurances sociales et qui prévoient que: «Les prestations à charge de l'assurance maladie doivent correspondre au mieux à l'état de santé des assurés et ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale.»

Concernant les analyses citées par l'honorable Député («Marqueurs immunologiques et inflammatoires coprologiques», «Stress oxydant»), celles-ci ne sont pas encore inscrites dans les nomenclatures de nos pays voisins et les médecins spécialistes luxembourgeois n'en ont pas encore fait la demande.

**Question 0503** (11.7.2005) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant l'**enseignement de l'histoire de l'Union européenne dans les lycées**:

Au vu de l'actualité politique récente, qui a été dominée par la Présidence luxembourgeoise du Conseil européen et le référendum pour le traité constitutionnel, il est à constater que le citoyen luxembourgeois, dont notamment les jeunes, n'est pas assez informé sur l'importance de l'intégration européenne, le rôle du Luxembourg en Europe ainsi que sur l'idée fondatrice de l'Union européenne.

Les cours d'histoire dans nos lycées du secondaire et du secondaire technique commencent en classe de 7<sup>e</sup> généralement par l'âge de pierre paléolithique et néolithique, suivie par l'histoire des Celtes au Luxembourg, l'Égypte, la Mésopotamie, et se terminent avec l'Hellénisme. Les périodes historiques sont par la suite successivement traitées jusqu'à la classe de première.

Il est indéniable que certaines de ces périodes sont d'une importance fondamentale pour comprendre et appréhender le développement et l'histoire de l'Europe (guerre des trente ans, la Révolution française, congrès de Vienne, etc.). Il reste cependant à constater que l'histoire récente de l'Europe et du Grand-Duché, et notamment l'histoire de l'intégration européenne, ne sont traitées qu'en classes terminales.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Dans le contexte du référendum du 10 juillet 2005, est-ce que le Ministère a donné la consigne claire aux professeurs d'histoire, d'instruction civique et de COMOCO de mettre un accent particulier sur l'histoire européenne récente ainsi que sur le rôle du Luxembourg dans le processus de l'intégration européenne?
2. Est-ce qu'on pourrait envisager d'une façon générale de mettre un accent particulier sur l'histoire récente de l'Union européenne ainsi que sur le rôle que le Grand-Duché y a joué?
3. Y aurait-il la possibilité de commencer à un stade plus précoce par l'étude de l'histoire de l'intégration européenne dans nos lycées et lycées techniques?

**Réponse** (19.8.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

1. Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle n'a pas donné de consignes particulières aux enseignants dans le contexte du référendum du 10 juillet 2005.

2. Les programmes actuels d'histoire, d'éducation civique et sociale et de connaissance du monde contemporain prescrivent l'étude de l'histoire de l'Union européenne et des institutions européennes. Les cours portent entre autres sur l'histoire constitutionnelle et politique de l'Europe des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, sur la construction européenne, l'élargissement de la CEE et ses défis sous l'angle des relations internationales, ainsi que sur le fonctionnement des institutions politiques luxembourgeoises et européennes.

Les professeurs fondent leur cours sur des manuels édités par le Ministère de l'Éducation nationale qui sont régulièrement adaptés à l'évolution des institutions politiques luxembourgeoises et européennes. Les élèves sont censés faire des exercices pratiques s'appuyant sur l'actualité.

3. Dès l'école primaire et dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique, les élèves apprennent à connaître la géographie et l'histoire du Grand-Duché de Luxembourg et sa place en Europe contemporaine. Les programmes de l'enseignement secondaire technique sont en principe conçus de façon à ce que les élèves puissent être informés des réalités géographiques, historiques, sociales, culturelles et politiques avant d'atteindre l'âge de 18 ans.

Il n'en est pas nécessairement de même en ce qui concerne l'enseignement de l'histoire ou secondaire classique. J'ai toutefois demandé à la Commission nationale des Programmes d'aménager le programme de façon à ce que tous les élèves puissent traiter le XX<sup>e</sup> siècle au plus tard en classe de II<sup>e</sup>.

**Question 0504** (11.7.2005) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant l'**aménagement extérieur de la Salle de Concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte**:

À l'occasion de la semaine d'inauguration de la Salle de Concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, le grand public a pu découvrir les architecture et acoustique spectaculaires de la salle. Si les travaux à l'intérieur des locaux ont bien pu être terminés avant l'inauguration, l'aménagement extérieur du site n'est pas encore achevé, ce qui engendre un certain nombre de problèmes notamment de circulation à la fin d'une soirée musicale. Faute d'une signalisation adéquate, des embouteillages à la sortie du parking souterrain sont régulièrement à l'ordre du jour.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics.

- Quels sont les délais prévus pour la finalisation de l'aménagement extérieur de la salle de concerts?
- Ne faudrait-il pas envisager des mesures provisoires, comme le guidage par des policiers tel qu'il a été le cas lors de l'inauguration de la salle,

afin d'assurer la fluidité du trafic à la sortie du parking après des soirées exceptionnelles durant cette période intermédiaire?

**Réponse** (19.8.2005) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Madame Nancy Arendt il y a lieu de préciser que c'est le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg qui est en charge de la réalisation du parking et de la Place de l'Europe, de sorte que les problèmes soulevés par Madame la Députée ont été soumis à l'avis de Monsieur le Président dudit Fonds.

Il résulte de cet avis que les travaux d'aménagements extérieurs de la Place de l'Europe sur la partie longeant l'avenue J.F. Kennedy seront achevés suivant le planning prévisionnel actuel dans le courant du mois de novembre de cette année.

En ce qui concerne l'évacuation du parking après les concerts, la sortie du parking de la Place de l'Europe en direction de la ville se fait par la voie de desserte qui donne accès à l'avenue J.F. Kennedy après le passage d'un panneau de signalisation indiquant la priorité.

La présence du pont Champagns'hiehl limité à deux fois deux voies bordées d'un passage piéton ne permet pas d'aménager une voie d'accélération latérale pour faciliter la liaison de la voie d'accès avec l'avenue.

Ceci étant, à la fin des concerts, aux heures avancées de la soirée, le trafic sur l'avenue se trouve plutôt réduit, de sorte que l'évacuation de la voie de desserte au moyen d'une simple signalisation «priorité» devrait pouvoir s'effectuer normalement.

Le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg se propose toutefois d'examiner la possibilité de régler le trafic au moyen des feux tricolores qui sécurisent le passage piétons qui se trouve juste en amont de la sortie de la voie de desserte. La solution consisterait à rajouter une signalisation à la sortie de la voie de desserte et de conférer la priorité à celle-ci en cas d'accroissement du trafic sur ladite voie de desserte (comptage via détecteur dans le corps de chaussée).

Par ailleurs l'exploitant du parking, fort de l'expérience du mois de juin dernier, se propose d'inverser la circulation à l'intérieur du parking, mesure qui devrait avoir pour effet d'accroître l'utilisation de la sortie en direction du rond-point Serra, permettant ainsi de délester d'autant la sortie en direction de la ville.

Finalement, étant donné que l'évacuation de 600 à 700 véhicules au même moment prend obligatoirement du temps, il y a tout lieu de supposer que les visiteurs de la philharmonie vont adopter un comportement en conséquence, profiter du cadre exceptionnel de la philharmonie et étaler leurs départs.

**Question 0505** (11.7.2005) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**enseignement d'étudiants issus des pays cibles de la coopération au développement luxembourgeoise**:

Le développement socio-économique tant souhaité en Afrique préconise l'approvisionnement en énergie, une des conditions les plus importantes. Hélas, les peuples du continent souffrent d'une pénurie en énergie commerciale, l'infrastructure d'appro-

visionnement existante ne satisfait que 30% de la population du milieu urbain. Les régions rurales ne disposent en matière d'énergie que de choix limités entre autres le bois. Pourtant l'Afrique dispose d'importantes ressources d'énergies renouvelables.

L'Union européenne a toujours considéré le développement en Afrique comme une de ses priorités de l'aide humanitaire et des efforts considérables ont été déployés notamment dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Lutter contre les fléaux tels que la dégradation des terres, la sécheresse et la désertification suite aux changements climatiques, représente l'élément clé de cet engagement. L'utilisation accrue des énergies renouvelables présente un des piliers du développement durable. Faire de l'agriculture un domaine clé et de soutenir l'instauration de marchés agricoles régionaux en représente un autre pilier.

Étant donné que la communauté mondiale ne réussit pas à trouver les réponses adéquates à la réduction de la pauvreté, et que les «Objectifs du Millénaire» pour le développement ne peuvent être atteints, les pays industrialisés se trouveront sous peu confrontés aux masses d'individus se dirigeant vers les pays industrialisés.

Afin de stabiliser, voire d'accroître les chances des peuples d'Afrique, un accent primordial devra être mis sur l'éducation. Le processus de solidarité donnera jour à la transformation sociale tant souhaitée.

Depuis des années, la coopération luxembourgeoise s'efforce de s'engager dans les domaines de l'éducation et de la formation, la formation professionnelle et l'enseignement technique en particulier. Afin de pouvoir garantir un enseignement efficace sur le terrain, les pays ont besoin de cadres tels que scientifiques, ingénieurs et enseignants.

À côté des activités déjà développées, le Luxembourg pourrait y ajouter une nouvelle. L'Université du Luxembourg pourrait accueillir annuellement une vingtaine de détenteurs du baccalauréat de nos pays cibles africains, dont les frais de séjour seraient couverts par les autorités compétentes luxembourgeoises.

En contrepartie, ces étudiants devraient souscrire de retourner, une fois leurs études universitaires terminées, dans leurs pays nats et s'y engager en qualité de coopérant pour une durée d'au moins dix ans. Leur présence sur le terrain présenterait un gain considérable pour le développement socio-économique et éducatif des populations de nos pays cibles.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur:

En vue de poursuivre les démarches en matière de coopération déjà entamées, ne devrait-on pas, dans ce cadre d'activités, rechercher le soutien du NEPAD, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique?

Le développement socio-économique et éducatif en Afrique nécessitant de jeunes cadres, ne pourrait-on pas inviter l'Université du Luxembourg d'entreprendre les démarches décrites ci-dessus?

Ne devrait-on pas créer au sein de l'Université du Luxembourg une cellule ayant comme attributions l'élaboration de contacts avec les responsables de nos pays cibles en Afrique et ceci en étroite collaboration avec les services du Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire?

**Réponse** (5.8.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:



Dans le cadre de son recrutement d'étudiants venant de pays non membres de l'Union européenne, l'Université du Luxembourg, en coopération avec le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, a organisé, pour la rentrée 2005/2006, les examens spéciaux d'entrée à l'Université dans deux des pays cibles de la coopération luxembourgeoise. Ce dispositif a notamment pour objectif de permettre à ces étudiants de faire leurs études universitaires à l'Université du Luxembourg. Ce dispositif est complété par un système de bourses attribuées par l'Université, bourses qui sont réservées prioritairement aux étudiants ressortissants de pays cibles de la coopération luxembourgeoise.

De façon générale il convient de noter qu'il s'agit là d'une première démarche dans un processus de coopération qui connaîtra des évolutions certaines.

**Question 0506** (13.7.2005) de **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG)** concernant le **fonctionnement des commissions consultatives pour étrangers:**

Dans le cadre de la participation politique des non-Luxembourgeois, les commissions consultatives peuvent jouer un rôle certain. Encore faut-il qu'elles se réunissent pour pouvoir travailler.

- Une étude a-t-elle été faite quant au fonctionnement des CCE, aux sujets traités par elles, aux questions soumises par le pouvoir communal à ces instances consultatives?
- Le Gouvernement peut-il fournir un aperçu du nombre de CCE existantes et le nombre des réunions tenues par ces CCE en 2004 conformément à l'article 10 du règlement grand-ducal du 5 août 1989?
- Quelle est l'attitude du Gouvernement par rapport aux communes qui sont dans l'obligation d'avoir une CCE et qui ne se réunissent pas une seule fois pendant l'année alors qu'un règlement grand-ducal prévoit précisément un minimum d'une réunion par trimestre?
- Combien de fois le Gouvernement est-il intervenu à ce propos en 2004?
- Le Gouvernement entend-il réformer les dispositions réglementaires existantes?

**Réponse commune** (25.8.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration** et de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

La loi du 22 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché du Luxembourg ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers prévoit dans son chapitre 5.2, article 24, alinéa 2 que le Conseil national pour Étrangers aura parmi les commissions de travail nécessaires à l'exécution de sa mission «une commission spéciale permanente chargée de traiter les sujets relatifs aux commissions consultatives communales pour étrangers».

C'est cette commission qui suit les travaux des CCE, organise annuellement une rencontre par circonscription des membres des CCE devant permettre des échanges des bonnes pratiques et des blocages existants.

Bonnes pratiques et blocages ont été recensés par ladite commission au fil des années. Le Luxembourg compte à l'heure actuelle 85 commissions consultatives communales. Nous ignorons le nombre exact de réunions alors que des 85 commissions il y en a

eu 21 qui ont communiqué le compte rendu de leurs réunions à la Ministre de la Famille et de l'Intégration tel que prévu à l'article 10 du règlement grand-ducal.

Il y a eu par le passé des courriers entre la commission permanente du Conseil national pour Étrangers, par le biais de leur ministre de tutelle, à savoir la Ministre de la Famille et de l'Intégration et le Ministre de l'Intérieur, courrier qui a donné lieu à des circulaires rappelant aux communes les dispositions du règlement grand-ducal du 29 mars 1995.

En 2004, il y a eu une intervention. La Présidente du Conseil national pour Étrangers est entrée ponctuellement en contact avec le Commissaire de district de Luxembourg et de Diekirch afin de leur signaler le non-respect du règlement par certaines communes aux fins d'intervention.

Il faut cependant savoir que l'actuel règlement ne prévoit aucune sanction pour les communes qui ne se conforment pas au règlement existant.

Voilà pourquoi l'ancien Conseil national pour Étrangers à la fin de son mandat en juin 2004 avait finalisé un projet de modification du règlement existant, l'avis du Syvicol entendu. Dès son adoption, il sera soumis à la Ministre de la Famille et de l'Intégration et au Ministre de l'Intérieur pour étude.

**Question 0507** (13.7.2005) de **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG)** concernant le **travail d'étudiants:**

La loi du 22 juillet 1982 règle le travail des étudiants pendant les vacances scolaires. Elle concerne les jeunes de moins de 26 ans inscrits dans un établissement scolaire au Luxembourg.

Les étudiants originaires d'un pays non membre de l'espace économique européen peuvent-ils prétendre à ce type de travail? Dans l'affirmative, existe-t-il une base légale qui imposerait un permis de travail pour ce cas de figure?

Comme la loi de 1982 ne mentionne aucune condition de nationalité, elle s'adresse aussi bien aux étudiants luxembourgeois qu'aux étrangers.

Je voudrais connaître l'interprétation de Messieurs les Ministres quant à l'accès d'étudiants à une occupation temporaire et qui ne donne pas le statut de travailleur?

Si l'Université du Luxembourg veut prétendre à un certain universalisme, elle ne peut dès lors pas être aussi rébarbative à l'égard des étudiants venant de pays du Tiers Monde en les coinçant dans un système d'autorisation par permis, qui ne produit pas de réponse appropriée dans un délai raisonnable.

**Réponse commune** (11.10.2005) de **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi** et de **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:**

Les dispositions légales relatives à l'occupation des élèves et étudiants pendant les vacances scolaires ne mettent pas en échec la législation applicable en matière d'emploi de main-d'œuvre étrangère.

Il ressort tant des dispositions de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, que des dispositions du règlement grand-ducal modifié du 12 mai 1972 déterminant les mesures applicables pour l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg,

que la notion de travailleur englobe toute personne qui exécute pour le compte d'autrui, contre rémunération ou non, un travail manuel ou intellectuel.

L'étudiant qui tombe dans le champ d'application des dispositions légales ci avant énumérées reste donc soumis à l'obligation du permis de travail.

Puisque l'Université du Luxembourg est une université à vocation internationale et pour la rendre attrayante pour les bons étudiants, le Gouvernement a retenu, en vue d'offrir à ces étudiants, à côté d'excellents programmes de recherche et d'enseignement, un cadre de vie tout aussi attrayant et excellent, de leur permettre d'exercer une activité rémunérée pour financer les dépenses quotidiennes qui font partie de ce cadre de vie, pendant les vacances d'été et même accessoirement aux études sous certaines conditions cependant.

En effet, afin d'éviter que l'inscription à l'université ne devienne qu'un manière déguisée pour accéder plus facilement au marché de l'emploi, le Gouvernement entend limiter cet accès à l'étudiant qui est inscrit à temps complet à l'Université du Luxembourg et qui en est à sa deuxième année d'inscription à l'université étant entendu que la première inscription s'est soldée par un succès. La situation intermédiaire du travail pendant les vacances d'été, à cheval entre deux années académiques, est également considérée sous cet objectif, de sorte que le caractère approprié ou non de la réponse dépendra de l'assiduité de l'étudiant, le délai étant toujours un délai raisonnable en fonction des circonstances.

**Question 0508** (13.7.2005) de **Mme Nancy Arendt (CSV)** concernant la **modernisation et l'agrandissement de la clinique pédiatrique du Centre hospitalier de Luxembourg:**

En 1966 une clinique pédiatrique (fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte) a été mise en service. Depuis 1975 cette clinique fait partie du Centre hospitalier de Luxembourg. Actuellement, des travaux de modernisation et d'agrandissement du site sont en cours et vont durer jusqu'à fin 2006. Les nouvelles chambres vont permettre l'accompagnement des enfants par un parent. Des services performants de polyclinique et radiologie, un hôpital de jour, un service des soins intensifs, des chambres mère/enfants dans le Service de Néonatalogie et une unité d'hospitalisation de psychiatrie infantile compléteront l'offre de ce Service.

Un Service de Garde pédiatrique quotidien et ininterrompu est offert par cet établissement hospitalier. Des critiques quant à l'organisation de ce Service m'étant revenues, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Comment le Service de Garde pédiatrique est-il organisé à la clinique pédiatrique?
2. Combien de personnes employées sont affectées au total et par équipe à ce Service?
3. Est-ce que Monsieur le Ministre est satisfait du fonctionnement de ce dernier?
4. Est-ce que les travaux de modernisation et d'agrandissement auront un effet bénéfique sur l'organisation du Service en question?

**Réponse** (19.8.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

D'emblée je voudrais rendre l'honorable Parlementaire attentive au fait que les travaux de modernisation et d'agrandissement de la clinique pédiatrique se prolongeront jusqu'en 2008, et non pas jusqu'à fin 2006 seulement. Actuellement l'aile nord est en construction et hébergera entre autres le Service policlinique urgences au rez-de-chaussée. Ces locaux seront disponibles à partir de l'automne 2006 et faciliteront encore plus l'accueil des enfants que ne le font déjà aujourd'hui les structures très modernes du Pavillon modulaire.

L'honorable Parlementaire fait état de critiques quant à l'organisation du «Service de Garde pédiatrique quotidien et ininterrompu» sans préciser davantage, de sorte qu'une réponse ciblée est difficile.

Le Service de Garde à la clinique pédiatrique est assuré pendant les nuits, les samedis, dimanches et jours fériés par un pédiatre plein-temps sur place secondé par un médecin en voie de spécialisation en pédiatrie également sur place. Pendant la journée des samedis, dimanches et jours fériés, cette équipe est actuellement renforcée par un voire deux médecins (en fonction des besoins) au niveau du Service des Urgences. Dans ce groupe participent une douzaine de pédiatres indépendants installés en ville.

À côté de cette permanence sur place de pédiatres et d'urgentistes, une garde de disponibilité est assurée par les chirurgiens pédiatriques, les neurologues pédiatriques et les pédopsychiatres.

À ma connaissance, depuis le transfert du Service policlinique urgences dans les locaux du Pavillon modulaire en février 2003 allant de pair avec une augmentation du staff médical et de soins, les doléances de la part des patients et de leurs familles ont nettement diminué.

**Question 0509** (14.7.2005) de **M. Alex Bodry (LSAP)** concernant la **surveillance du marché postal par l'Institut Luxembourgeois de Régulation:**

Parmi les missions de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) figure la surveillance du marché postal qui a fait l'objet d'une ouverture progressive à la concurrence.

Il s'avère qu'une société privée distribue régulièrement du courrier de masse d'un poids de 20 à 50 g aux ménages.

Cette distribution est de qualité plus que médiocre et se situe dans un domaine de services réservé aux P&T.

Malgré une action en justice et une réclamation auprès de l'ILR, cette société peu scrupuleuse continue à exercer ses activités illégales au Luxembourg portant ainsi atteinte à la qualité du Service public postal.

- Quels sont les moyens de contrôle et d'intervention à la disposition de l'autorité de régulation pour mettre fin à de telles pratiques contraires à la loi?
- Le Gouvernement envisage-t-il, le cas échéant, de conférer à l'ILR des moyens d'action plus efficaces pour pouvoir exécuter la plénitude de ses attributions légales?

**Réponse** (1.9.2005) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:** Parmi les nombreuses missions lui confiées dans le cadre de la surveillance de la libéralisation graduelle du marché postal, la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux, par son article 24 a), avait chargé l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) «de veiller au respect du service réservé par les opérateurs postaux ne bénéficiant pas du droit d'exploitation de ces services».

Dans une première étape l'ILR a contacté les opérateurs alternatifs actifs sur le marché luxembourgeois afin de les obliger de lui soumettre des déclarations de services leur procurant le droit de prester des services non réservés.

Au cours de l'année 2001, l'Institut a exprimé trois blâmes assortis de trois interdictions d'effectuer certaines opérations envers trois opérateurs alternatifs qui ne se conformaient pas à la nouvelle législation.

Une première réunion avec le Procureur d'État a eu lieu en 2002, suivie d'une autre réunion en 2003 ayant pour objet d'organiser une mission de contrôle des opérateurs alternatifs, actifs sur le terrain. Suite à ces entrevues, un contrôle en collaboration avec des agents du Service régional des Polices spéciales a eu lieu le 7 juillet 2003.

Lors de ce contrôle certaines infractions ont été constatées, les opérateurs dûment entendus en leurs moyens de défense et pénalisés en conséquence.

La loi du 20 décembre 2002 portant modification de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux (la Loi) a permis au Ministre de tutelle de l'ILR de conférer la qualité d'Officiers de Police Judiciaire (OPJ) à des agents de l'Institut afin de leur permettre de constater eux-mêmes les éventuelles infractions.

C'est ainsi qu'en date du 19 juillet 2005, en se basant sur l'article 34 (3) de la Loi, les OPJ de l'ILR, avec le soutien des agents du Service régional des Polices spéciales, ont intercepté cinq camionnettes d'un seul et même opérateur, dont chacune contenait des envois appartenant à la catégorie des services postaux réservés.

Depuis lors, un rapport additionnel a été adressé par l'ILR au Parquet pour être annexé au procès-verbal dans le cadre d'une plainte déposée le 22 mars 2004 par l'Entreprise des Postes et Télécommunications auprès du juge d'instruction avec constitution de partie civile contre la société et les responsables en question pour non-respect du monopole postal.

Un jugement dans cette affaire est toujours en attente. Étant donné que l'introduction d'une action en justice n'a pas d'effet suspensif, ladite société ne pourra pas être empêchée de continuer à exercer les activités incriminées.

La libéralisation du marché postal européen continue de progresser, conformément à la Directive européenne du 10 juin 2002, de sorte que le seuil du service réservé, limité actuellement aux envois de correspondance jusqu'à 100 g, sera abaissé dès le 1<sup>er</sup> janvier 2006 à 50 g.

Il faut donc en conclure que tôt ou tard, des opérateurs alternatifs entreront ou élargiront leurs activités sur le marché postal et que l'Entreprise des Postes et Télécommunications doit jouer la carte de la compétitivité à la fois sur le plan de la qualité de service et sur celui des coûts.



**Question 0510** (18.7.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant la réglementation de la vente des boissons alcooliques:

D'Regierung plangt e Gesetz virzeleeën, dat de Verkaf vun Alkohol u Jugendlecher ënner 16 Joer generell verbitt a gläichzäitig d'Besteuerung vun de sou genannten Alkopops an d'Luucht setzt.

Eng rezent Etüd vun der däitscher «Bundeszentrale für gesundheitliche Aufklärung» iwwert de Konsum vun dëser Zort Alkohol datt, nodeems an Däitschland d'Besteuerung vun den Alkopops substanziiell gehéicht ginn ass, de Konsum vun dëser Zort Alkohol massiv zrëckgaangen ass. D'Etüd weist awer och op eng nei Gefor hin, an zwar op déi vun alkoholhaltigem Pulver, dat am Waasser opgeléist gëtt. An Däitschland ass geplangt, och dëse Pulver ze besteieren oder eventuell ze verbidden.

Duerfir stellen s'ech dës Froen:

1. Wéi wäit ass d'Regierung mat der Ausaarbechtung vun dem neie Gesetz?
2. Ass virgesinn dëse Pulver och méi héich ze besteieren oder eventuell de Verkaf hei zu Lëtzebuerg komplett ze verbidden?

**Réponse** (16.8.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Et ass elo schonn iwwert dat sou genannte Cabaretsgesetz verbueden, fir Jugendlecher ënner 16 Joer an de Caféen Alkohol ze zerwéieren. De Verbuet soll elo vervollstännegt ginn duerch e Verbuet fir Jugendlecher ënnert där Altersgrenz Alkohol ze verkafen, egal wou et ass, dat heescht ganz besonnesch an den Epicerien, Supermarchéen an Tankstellen. De Verbuet steet an deem Avant-projet de loi dran, deen och méi streng Moosnamen a Saachen Tubak virgesäit. Dësen Avant-projet ass am Regierungsrot prinzipiell guttgeheescht ginn. En ass uganks Juli bei déi divers Instanzen an d'Konsultatioun gaangen a kënnt dann nach eng Kéier an de Regierungsrot zrëck, wann all Stellungnahme virleien. Da gëtt den definitiven Text festgeluecht an de Projet an der Chamber deponéiert.

D'Fro vun der Besteuerung vun den Alkopops, déi technesch ganz komplex ass, gëtt an deem Avant-projet net behandelt. Ech hunn iwwert de Sujet Korrespondenz mam Finanzminister gefouert. De Regierungsrot huet de Prinzip vun enger méi héijer Besteuerung vun den Alkopops ugeholl. Déi «taxe additionnelle» soll iwwert de Wee vum Budgetgesetz 2006 festgeluecht ginn, a si géif da vum 1. Januar 2006 un opgehewe ginn.

Déi méi héich Besteuerung géif och fir déi Produkter gëllen, déi ënner Form vu Pulver um Maart sinn.

**Question 0511** (18.7.2005) de **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG) concernant le titre de voyage pour étrangers:

Par règlement grand-ducal du 26 janvier 2005, les modalités pour l'obtention d'un titre de voyage pour étrangers ont été fixées. Aux termes du règlement grand-ducal, le titre de voyage est un document délivré à des personnes résidant régulièrement sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et dont l'identité et la nationalité sont établies, mais qui ne sont pas en mesure d'obtenir un passeport national de la part des autorités de leur pays d'origine.

Certaines personnes se trouvent en attente de leur passeport national depuis 2001. Une dizaine de personnes du Kosovo, pour lesquelles des preuves d'identités ont été fournies et ayant pu donner les preuves des démarches qu'elles ont faites auprès des ambassades, sont toujours sans titre de voyage à l'heure actuelle.

- Combien de demandes de titre de voyage ont été introduites depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 26 janvier 2005?
- Quelle est la répartition par nationalités des personnes qui ont introduit une demande de titre de voyage?
- À ce jour, combien de titres de voyage ont été délivrés par le Ministère des Affaires étrangères?

**Réponse** (25.8.2005) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

- Depuis la mise en vigueur du règlement grand-ducal du 26 janvier 2005, cent demandes de titre de voyage ont été introduites auprès du Bureau des Passeports, des Visas et Légalisations.
- La répartition par nationalités des personnes qui ont introduit une demande de titre de voyage est comme suit:

**Passeports pour étrangers délivrés en suspens**

Serbie-Monténégro	46	25
Russie	8	
Rwanda	7	
Ouzbékistan	7	
Estonie	2	
Bulgarie	1	
Burundi	1	
Sierra Leone	1	
Iran		1
Albanie		1

- À ce jour 73 titres de voyage ont été délivrés par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, alors que 27 demandes sont en cours de traitement par les services compétents.

**Question 0512** (18.7.2005) de **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG) concernant le transfert de l'Administration de la Gestion de l'Eau et de l'Administration de l'Environnement vers le site Esch/Belval:

En page 6 du numéro 6/2005 de «d'handwierk», le Ministre de l'Intérieur, Monsieur Jean-Marie Halsdorf, est cité de la manière suivante: „Es steht nämlich fest, dass der definitive Sitz des Wasserwirtschaftsamtes in den Industriebrachen in Esch-Belval sein wird. Das gleiche könnte für die Umweltverwaltung der Fall sein.“

- Est-ce que la décision quant au nouveau site de l'Administration de la Gestion de l'Eau est définitive? Si non, quand sera-t-elle prise?
- Est-ce que toutes les divisions seront transférées vers Esch/Belval? Qu'en est-il en particulier du laboratoire?
- Quand est-ce que la décision sur le transfert de l'Administration de l'Environnement vers le site Esch/Belval sera prise?

**Réponse** commune (13.9.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Suivant son programme du 2 août 2004, l'actuel Gouvernement «s'efforcera de mettre en place une politique de refocalisation des services publics, claire dans ses objectifs et transparente dans sa mise en œuvre, permettant de contribuer à la modernisation de la culture et du fonctionnement de la fonction publique en agissant sur les critères organisationnels d'une administration trop géographiquement concentrée sur le territoire».

En tant que Ministre responsable de l'aménagement du territoire, j'estime qu'il est de mon devoir de donner le bon exemple en matière de délocalisation des administrations et services de l'État. C'est pour cette raison que je soutiens pleinement l'implémentation de l'Administration de la Gestion de l'Eau sur le site des friches d'Esch/Belval.

Pour ce qui est du transfert du laboratoire de l'Administration de la Gestion de l'Eau, il est prématuré de se fixer définitivement alors qu'il convient encore d'analyser en détail les avantages d'un éventuel déménagement de cette division sur le nouveau site du Laboratoire National de Santé à Dudenlange.

Enfin, s'agissant du transfert de l'Administration de l'Environnement vers le site d'Esch/Belval, aucune décision n'est encore prise; les pourparlers en la matière se poursuivent.

**Question 0513** (18.7.2005) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la lutte contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance:

Au cours des dernières années, l'Union européenne s'est activement engagée dans l'élaboration de mesures concrètes visant à lutter contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance. Malgré les efforts déployés, le dernier rapport annuel de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (EUMC) confirme une augmentation des tendances racistes dans plusieurs États membres de l'Union européenne. À titre d'exemple, il résulte d'une étude réalisée par l'Université de Leipzig que le phénomène du racisme deviendrait à nouveau de plus en plus menaçant en Allemagne du fait qu'un quart de la population aurait une tendance xénophobe.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Existe-t-il au Luxembourg des données statistiques fiables qui ont trait au phénomène du racisme ou de la xénophobie?
- Dans l'affirmative quels sont les organismes chargés de la collecte des données?
- En cas de réponse négative, quels sont les acteurs luxembourgeois qui peuvent être chargés de faire une étude à ce sujet?
- Par quels moyens le Gouvernement luxembourgeois peut-il lutter contre ce phénomène? Peut-on envisager de mettre sur pied une campagne de sensibilisation en la matière qui sera initiée par le Gouvernement?

**Réponse** commune (19.9.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice* et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

L'honorable Madame Arendt est préoccupée par la recrudescence

des tendances racistes et xénophobes en Europe et aimerait recevoir des précisions sur la situation dans notre pays.

Dans leur réponse commune à la question parlementaire N°0408 de l'honorable Monsieur Félix Braz qui s'était intéressé aux mêmes problèmes le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et le Ministre de la Justice ont fourni les précisions qui font l'objet des trois premiers volets de la question de l'honorable Madame Arendt, réponse à laquelle il est renvoyé pour autant que de besoin (cf. *compte rendu N°12/2004-2005*).

Pour le dernier point de la question relative aux campagnes de sensibilisation le Ministère de la Famille et de l'Intégration peut fournir les informations suivantes:

Le Luxembourg, par l'intermédiaire du Commissariat du Gouvernement aux Étrangers/Ministère de la Famille et de l'Intégration, est engagé dans la lutte contre les discriminations raciales et religieuses de par ses compétences qui lui ont été attribuées par la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg.

Par ailleurs, dès le début du programme d'action communautaire de lutte contre les discriminations - programme communautaire (2000-2006) visant à renforcer les directives 2000/78/CE et 2000/43/CE - le Luxembourg s'est investi dans des projets concrets de sensibilisation et d'information du grand public, dans une première étape, par la publication d'affiches et de dépliants explicitant les implications de ces nouvelles directives. Ces projets sont cofinancés par la Commission européenne. Un deuxième projet élaboré par le Ministère de la Famille et de l'Intégration/ Commissariat du Gouvernement aux Étrangers a visé un renforcement de cette campagne et s'articule autour de trois axes majeurs: formations, campagne médiatique auprès du grand public et soutien des activités/campagnes des organisations non gouvernementales nationales. Un troisième projet est actuellement en cours. Il vise à sensibiliser notamment les directeurs des ressources humaines, les délégués du personnel, les responsables communaux, les praticiens du droit. Il cible aussi le grand public grâce à des activités diverses et la diffusion d'un spot publicitaire au cinéma et à la télévision.

**Question 0514** (18.7.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le vote obligatoire:

Le vote obligatoire constitue un élément essentiel de notre démocratie et il s'est avéré que dans un pays tel que le Luxembourg le vote obligatoire s'inscrit dans la logique selon laquelle l'électorat n'est pas seulement un droit mais une véritable fonction.

À cet égard la loi électorale du 18 février 2003 stipule dans son article 89 que «le vote est obligatoire pour tous les électeurs inscrits sur les listes électorales». Les électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises sont, selon ladite loi, cités devant le juge de paix.

Étant donné que l'article 90 de la même loi prévoit qu'«une première abstention non justifiée est punie d'une amende de 100 à 250 euros», je me demande si les abstentions non excusées sont vraiment suivies par les autorités. En plus, ce même article prévoit qu'en «cas de récidive dans les cinq ans de la condamnation,

l'amende est de 500 à 1.000 euros.»

Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur le nombre d'électeurs n'ayant pas pris part au vote pour le référendum et dont les excuses n'ont pas été admises?

De même j'aimerais savoir si ces électeurs non excusés sont punis d'une amende ou s'ils sont simplement avertis?

Dans le cas où les électeurs non excusés ne sont ni avertis et ni punis par les autorités, Monsieur le Ministre pourrait-il m'expliquer pour quelles raisons la loi n'est-elle pas appliquée comme prescrite par le législateur?

Par ailleurs, serait-il possible de savoir le nombre de non participations par commune?

**Question 0541** (4.8.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant le vote obligatoire:

Eise politesche System funktionéiert op Basis vun enger Wahlpflicht. Wien op der Wielerlëscht ageschriwwen ass, mä net wile geet, muss dem Friddensriichter seng Grënn mat den entsprechenden Justifikatioune matdeelen (Art. 89 vum Wahlggesetz). Wann de Friddensriichter déi Excuse als fondéiert ugesäit, kënnt et net zu enger Strofverfolgung.

De Procureur d'État mécht dann, e Mount no der Proklamatioun vum Resultat, pro Gemeng eng Lëscht vun deene Wieler, déi net wile waren an deenen hir Excuse net akzeptéiert gouf. Dës Netwieler ginn da virun de Friddensriichter zitéiert. D'Strofmooss läit tëscht 100 an 250 Euro. Am Fall wou dësen Netwieler schonns bei de leschte Wahle net wile war, läit d'Amende tëscht 500 an 1.000 Euro.

D'Zuel vun de Wieler, déi hirer Pflicht beim Referendum vum 10. Juli net nokoumen, louch bei 21.108 Persounen. Insgesamt goufen nëmmen 199.609 Stëmmziedele gezielt.

Mengen Informatiounen no soll d'Justiz, vis-à-vis vum Ausmooss vun deem Problem, ugewise gi sinn, dës Leit net ze verfolgegen.

Duerfir folgend Froen:

1. Wéi eng Instruktioune krut de Parquet par rapport zu deene Wieler, déi onexcuséiert (oder ouni valabel Excuse) net um Referendum deelgeholl hunn?
2. Wéi bewäert de Justizminister de genannten a strofbare Phénomène - ass dësen als Ausdrock vun Onzivilitéit ze gesinn, vis-à-vis vun där eng «Null-Toleranz-Politik» misst applizéiert ginn?
3. Falls d'Netwieler net zur Rechenschaft gezu ginn, bedeit dat, datt d'Regierung net méi hannert dem System vum «Vote obligatoire» steet?
4. Ass deemno vu Säite vun der aktueller Regierung mat der Ofschafung vun der Wahlpflicht ze rechnen - a wann neen, firwat paradoxerweis net?

**Réponse** (16.8.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

- Aucune instruction n'a été donnée par le Gouvernement aux autorités judiciaires visant à ne pas poursuivre les violations à la loi électorale visées à la question parlementaire.
- Le Gouvernement ne prévoit pas d'abolir le vote obligatoire.



**Question 0515** (19.7.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'autorisation de décollage et d'atterrissage des avions de la société MK Airlines:

Il me revient qu'en date du 25 juin 2005, un avion cargo de la société MK a décollé à 23h55 de la piste 6 de l'Aéroport du Findel. J'avais déjà posé à Monsieur le Ministre un certain nombre de questions concernant cette société, qui a vu son nombre de pays lui interdisant d'atterrir augmenter de semaines en semaines.

En effet, il semble que cette société utilise de nombreux avions qui ont déjà plus de 25 ans et que ces dernières années de nombreux accidents ont eu lieu.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Si Monsieur le Ministre peut me confirmer ce décollage du 25 juin?
- Dans l'affirmative, de quelles autorisations dispose cette compagnie pour pouvoir voler de nuit?
- Si Monsieur le Ministre peut m'indiquer le nombre de décollages de nuit qui ont eu lieu depuis un an ainsi que les compagnies qui en ont fait usage?
- Si Monsieur le Ministre peut m'informer du nombre de pays qui ces cinq dernières années ont déjà retiré les autorisations à MK Airlines pour atterrir sur leur territoire?
- Ne serait-il pas opportun de soumettre à autorisation particulière toute opération d'avions ayant plus de 15 ou 20 ans?

**Réponse** (26.8.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

1. Il est confirmé que le 25 juin un avion de la compagnie MK Airlines a décollé à 23h51 heures locales.
2. Le vol précité étant un vol régulier, il y a lieu de préciser que conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'aéroport de Luxembourg, les décollages sont autorisés jusqu'à 24h00 heures locales et partant le vol en question n'avait pas besoin d'autorisation spéciale.
3. Les vols de nuit sont comptabilisés entre 23h00 et 06h00 heures locales. Pour 2004 il y a eu 877 mouvements. Pour 2005 on comptabilise 426 mouvements (mai inclus) et toutes les compagnies qui desservent l'aéroport par des vols réguliers sont concernées.
4. D'après les renseignements dont disposent mes services, la compagnie MK Airlines n'est actuellement pas soumise à un refus de droit de trafic en Europe.
5. La navigabilité des avions n'est pas fonction de leur âge. Beaucoup de grandes compagnies de renommée mondiale exploitent des avions dans cette tranche d'âge en toute sécurité.

**Question 0517** (20.7.2005) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'instauration d'une place en commémoration des atrocités survenues à Srebrenica:

Le 11 juillet 2005 cette enclave au Nord-Est de la Bosnie-Herzégovine à proximité de la frontière avec la Serbie a connu des atrocités les plus cruelles envers l'Humanité perpétrées depuis la Deuxième Guerre mondiale sur le territoire européen. En quelques jours 8.000 personnes ont été massacrées avec une sauvagerie extrême.

Ce territoire, décrété en 1993 comme zone de sécurité sous protection des Nations Unies, a été sacrifié par le commandement onusien et livré aux mains des soldats serbes. Srebrenica représente le dernier grand massacre de la guerre en Bosnie et en est l'épisode le plus tragique. Il a été symptomatique de l'échec de notre politique dans la région des Balkans.

Le monde s'est souvenu des horribles massacres de Srebrenica en ce mois de juillet 2005 en déclarant que les peuples doivent cultiver le consensus sur les valeurs qui garantissent la paix. Le sang ayant coulé et l'horreur s'étant déchaînée, la tristesse des survivants restera gravée dans notre mémoire.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Premier Ministre:

- Afin de ne pas effacer de notre mémoire les atrocités les plus horribles depuis la Deuxième Guerre mondiale ayant eu lieu à Srebrenica, ne devrait-on pas désigner un endroit de commémoration à Luxembourg? Le parvis devant le Centre national sportif et culturel «Coque» me semble un endroit prédestiné pour un tel site du souvenir collectif.

**Réponse** (5.8.2005) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Petite ville minière située en Bosnie orientale, à deux heures de vol de notre pays, Srebrenica est devenue aux yeux du monde le symbole des violences perpétrées et de la folie meurtrière qui se déchaîna lors du conflit bosniaque entre 1992 et 1995. Assiégée par les forces serbes dès les premiers mois de la guerre et gonflée par l'afflux de dizaines de milliers de réfugiés musulmans venus des villes voisines, Srebrenica fut déclarée «zone de sécurité» par le Conseil de Sécurité de l'ONU le 16 avril 1993, ce qui n'empêcha pas les forces serbes de s'en emparer par la force le 11 juillet 1995 et, comme le rappelle à juste titre Monsieur le Député, d'y perpétrer le plus important massacre commis en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Selon la Croix-Rouge internationale on compta 7.000 morts ou disparus parmi la population masculine musulmane de Srebrenica au terme de cette tuerie. D'autres sources parlent de 8.000 à 10.000 victimes. On estime en outre que 23.000 femmes et enfants furent déportés dans les 30 heures qui suivirent le massacre.

Si ces faits ont entraîné l'inculpation pour génocide des chefs politique et militaire serbes par le Tribunal pénal international de La Haye, montrant ainsi la capacité de réaction de la communauté internationale, ils ont également provoqué de nombreuses discussions concernant la passivité sur le terrain des responsables civils et militaires de cette même communauté.

Ces événements tragiques soulignent, si besoin en est, la nécessité qu'il y a de nous doter des moyens et des instruments qui nous permettront d'éviter que de telles ignominies ne se reproduisent sur le territoire européen. La consolidation de l'Europe que nous avons commencé à construire dans les années 50 pour faire de notre continent un espace de paix durable, va dans ce sens. C'est pourquoi, et tout en partageant ici encore l'avis de Mon-

sieur le Député que le souvenir du martyr que vécut la population de Srebrenica devra à tout jamais rester gravé dans notre mémoire, j'estime indiqué que cela se fasse à travers une initiative globale dans le cadre européen et moyennant le choix d'un lieu de mémoire hautement symbolique pour la construction européenne. Je m'engage en tout cas à oeuvrer en faveur d'une telle démarche.

**Question 0518** (20.7.2005) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant l'excision féminine dans certains pays cibles de la coopération luxembourgeoise:

Aujourd'hui l'excision féminine est toujours pratiquée dans de nombreux pays africains et surtout au Burkina Faso et au Mali, pays cibles de la coopération luxembourgeoise. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, le taux de circoncision féminine dépasse les 80% au Burkina Faso et, jusqu'à 94% de toutes les jeunes filles du Mali sont excisées. Cet acte brutal n'est pas dicté par l'Islam pratiqué par la moitié de la population du Burkina Faso et la majorité des Maliens (90%) mais accompli au nom du rite et de la tradition. Les mutilations sexuelles, souvent effectuées dans des conditions primitives et antihygiéniques, compromettent gravement la santé des femmes et constituent sans conteste une atteinte grave à leur intégrité physique. Elles entraînent des complications de santé à court et à long terme allant de l'infection grave à la mort. En outre, les jeunes filles excisées éprouvent beaucoup de problèmes lorsqu'elles sont enceintes et ont plus de difficultés au moment de l'accouchement. Elles connaissent notamment plus d'accouchements prématurés et courent un risque plus grand de décès.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Les programmes au développement englobent-ils des campagnes de prévention et de sensibilisation des femmes et des hommes aux problèmes de santé engendrés par l'excision afin de contrer cette pratique?
- Dans l'affirmative, quels sont les finalités et le contenu de ces campagnes?
- Quelles sont les mesures concrètes envisagées sur le terrain?
- Quels sont les moyens financiers engagés à cet effet?

**Réponse** (8.8.2005) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*:

L'excision est un phénomène qui touche une majorité de femmes dans les pays sahéliens, partenaires privilégiés de la Coopération luxembourgeoise. Pratique ancestrale, l'excision est profondément ancrée dans le vécu et les cultures ouest africaines. Les stratégies de lutte frontales et agressives contre l'excision n'ont bien souvent pas été concluantes. Au contraire, elles ont souvent suscité un repli culturel et la recherche d'une nouvelle légitimité.

Le Luxembourg intègre bien dans ses programmes de coopération en Afrique de l'Ouest des campagnes de prévention et de sensibilisation des femmes et des hommes aux problèmes de santé engendrés par l'excision afin de contrer cette pratique. Ceci est particulièrement le cas au Mali où

l'excision touche une grande majorité de femmes. Cela est également le cas dans une moindre mesure au Sénégal et au Burkina Faso où des projets touchent indirectement à cette importante question.

Depuis 2000, la Coopération luxembourgeoise a décidé de soutenir un projet de l'UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la Population) visant à appuyer les efforts du Gouvernement et de la société civile du Mali dans la lutte contre l'excision. Je me suis longuement entretenu avec les responsables de ce projet lors de ma dernière visite au Mali et j'ai pu ainsi m'assurer de même qu'au cours de mes autres entretiens au Mali de la pertinence de celui-ci.

Au cours d'une première phase de ce projet d'un budget de 416.582 euros, les activités suivantes ont été menées de 2000 à 2003:

- sensibilisation des familles les personnes influentes qui prennent la décision de l'excision;
- plaider à l'endroit des leaders religieux, communautaires, administratifs et politique afin d'avoir leur adhésion à l'abandon de l'excision;
- formation des médias traditionnels et modernes afin de les utiliser dans le cadre de la lutte contre l'excision;
- politique de communication pour le changement de comportement dans la zone pilote de Bougouni (40 villages) où quater animateurs et un superviseur étaient chargés de faire de la sensibilisation de proximité.

Pour ce faire les six stratégies suivantes ont été utilisées:

1. le plaider auprès des décideurs politiques, administratifs, communautaires et religieux;
2. le renforcement des capacités à travers la formation des structures étatiques et non étatiques impliquées dans la lutte contre l'excision;
3. l'animation/sensibilisation des populations à travers les activités des animateurs à Bougouni, les émissions radiophoniques et les ateliers et séminaires.
4. les études et recherches sur la pratique de l'excision;
5. les voyages d'échange d'expériences avec les pays connaissant le phénomène de l'excision comme le Mali;
6. le suivi et l'évaluation des actions entreprises.

La première phase de ce programme a permis d'atteindre les résultats suivants:

- baisse de la prévalence de l'excision entre 1996 (EDSII: 94,8%) et 2001 (EDSIII: 91,7%) de 3%;
- 60 000 personnes sensibilisées dans la zone pilote de Bougouni;
- 250 leaders religieux musulmans sensibilisés à Bougouni et dans le reste du pays;
- 800 femmes sensibilisées à Bougouni;
- plusieurs milliers de personnes touchées à travers les émissions radiophoniques;
- 50 journalistes des radios et presse écrite formés et sensibilisés;
- formation de 60 médecins et sages femmes;
- 10.000 étudiants sensibilisés;
- 60 communicateurs traditionnels sensibilisés et formés;
- 70 parlementaires et secrétaires parlementaires sensibilisés;

- 40 associations et ONG ont bénéficié des formations du projet;
- contribution à la création du Programme National de Lutte contre l'Excision (PNLE)

En termes qualitatifs, ce programme a conduit à une évolution importante des mentalités et des comportements. Il a permis de lever le tabou sur l'excision. Les discussions à ce sujet se font désormais ouvertement. Il a également permis de traduire concrètement l'engagement du Gouvernement dans la lutte contre l'excision (se traduisant entre autres par la prise en compte de l'excision dans la loi sur la Santé de la Reproduction), d'appuyer la multiplication et la fédération des associations et ONG impliquées dans ce domaine. Elle a aussi eu pour conséquence l'engagement d'un nombre important de personnes à ne plus faire exciser leurs filles.

Ce premier appui a abouti à une vraie prise de conscience des effets néfastes de la pratique de l'excision. L'année 2002 a vu la création du Programme National de Lutte contre la Pratique de l'Excision (PNLE) et l'engagement de nombreux parlementaires, élus communaux, leaders religieux et communautaires contre la pratique de l'excision. Mais l'excision reste très présente au Mali et il est nécessaire de poursuivre les activités afin de parvenir à l'abandon de cette pratique.

Étant donné l'engagement du Gouvernement malien et les résultats atteints lors du premier appui, la Coopération luxembourgeoise a décidé à partir de 2004 de poursuivre son appui pour quatre ans au Programme National de Lutte contre la Pratique de l'Excision (PNLE) à hauteur de 445.333 euros.

Une des innovations de ce second appui est d'apporter une assistance médicale directe aux jeunes filles et aux femmes victimes de complications liées à l'excision.

Dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest partenaires privilégiés de la Coopération luxembourgeoise, certains appuis participent à la lutte contre l'excision:

- au Sénégal, la Coopération luxembourgeoise a appuyé, en partenariat avec l'UNFPA, la création d'un centre pour adolescents à Kédougou dans le Sénégal oriental où l'excision est fortement pratiquée - un des objectifs de ce centre est de faciliter la reconversion sociale et économique des exciseuses;
- au Niger, toujours en partenariat avec l'UNFPA, la Coopération luxembourgeoise apporte un appui au projet Maternité sans risque dans la région d'Agadez. Le but de celui-ci est de contribuer à la réduction de la forte mortalité maternelle et à l'amélioration de la santé de la reproduction des populations de la région d'Agadez. Alliant prévention et prise en charge médicale, ce projet contribue à réduire les risques liés aux suites de l'excision;
- au Burkina Faso, à travers un important projet bilatéral de sécurité transfusionnelle, la Coopération luxembourgeoise participe à la disponibilité et à la qualité de produits sanguins au niveau national et local; les femmes victimes des complications liées à l'exciseuse font partie des bénéficiaires de ce programme.

Enfin, vous trouverez ci-joint un DVD regroupant différents films sur des projets de notre coopération dans le secteur de la santé en Afrique de l'Ouest. Celui concernant l'excision au Mali fait l'objet d'un documentaire intitulé «le PASAF, un pas vers l'abandon de l'excision» (DVD à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).